





Le Monde

# commentaires

Le Monde

## L'antiracisme aujourd'hui

**E**XISTE-T-IL encore, un an après le succès de la marche des Beurs, une France antiraciste ? Et si oui, sur quelles bases ? A la veille de l'arrivée à Paris des cinquante vélomoteurs de Convergence 84 (1), qui tente, cette année, de reprendre le flambeau de la marche des Beurs, on peut se poser la question.

La coupe apparaît plus grande que jamais entre des rouleurs qui sont un peu l'avant-garde de la jeunesse issue de l'immigration et des forces militantes traditionnelles de plus en plus squelettiques. Une génération qui a grandi dans les périphéries des grandes agglomérations est parvenue, désormais, à l'âge adulte. Elle dénonce l'inadaptation des discours antiracistes qui lui semblent tourner à vide. La structure politique, dans sa totalité, lui paraît incapable de prendre en compte sa démarche. « Ils parlent tous d'insertion, ils préparent tous notre expulsion », diront-ils à Paris samedi.

**F**ACE à ces mises en cause, on peut imaginer le désarroi des élus de gauche et des organisations antiracistes de toujours. Sur le parcours, plus d'un collectif de soutien s'est montré désemparé par ces rando-néophytes insolents. La marche des Beurs, qui avait été un refus instinctif de la violence raciste, avait fait œuvre de rassemblement : elle fut sans lendemain. Les rouleurs de l'égalité qui prennent, cette année, la parole sans tuteur sèment le trouble ; cette pensée naissante et souvent contradictoire ne pourra pas demain être éludée.

Que disent-ils ? A l'antiracisme revendiqué en 1983, ils ajoutent l'égalité. Il s'agit moins pour eux de formuler des revendications ponctuelles en faveur de la seule immigration que d'affirmer une égalité pour tous, Français ou immigrés, élevés ensemble entre béton et bitume. Si les jeunes Maghrébins sont victimes de discrimination dans les cités, il en va de même sur des territoires identiques pour les jeunes Français. Et l'Antilles ou le harki, de nationalité française, peuvent être aussi l'objet de délit « de sale gueule ». Il n'y a pas pour eux de problèmes propres à l'immigration, mais des problèmes posés à l'ensemble de la société française.

**L**a démarche de Convergence est en définitive plus politique qu'humanitaire. La France du mélange qu'elle revendique n'est pas celle du simple respect des différences. Portugais, Maghrébins ou Français, ils demandent, quelle que soit leur nationalité, une même citoyenneté.

Ils savent que, sur ce terrain, ils ne seront pas suivis par tous les militants antiracistes. Ils prennent donc directement l'opinion publique à témoin. Les médias — des radios locales à la presse catholique — ont largement relayé leur initiative. Les rouleurs de Convergence ont, en effet, su faire passer leur message par des moyens spectaculaires. Pourront-ils ainsi revitaliser utilement des réseaux militants plus traditionnels, en quête d'un deuxième souffle ?

NICOLAS BEAU.

(1) La randonnée s'achève samedi 1<sup>er</sup> décembre par un défilé, de Montparnasse à la République, auquel sont conviés, à partir de 14 heures, tous ceux qui soutiennent cette initiative. Une fête aura lieu, à partir de 21 heures, au fort d'Aubervilliers.

## La société métissée

La France pluri-ethnique existe déjà. Aussi le mot d'ordre juste, pour les « rouleurs » de Convergence 84, est-il celui d'égalité et non plus ceux d'assimilation ou de droit à la différence.

par ÉTIENNE BALIBAR (\*)

**E**N adoptant comme mot d'ordre l'égalité, absolument parlant, entre tous les habitants du sol français sans distinction d'origine nationale, de culture, de « qualification » ou de couleur de peau, les « rouleurs » de Convergence 84 ont, comme on dit, « placé très haut la barre ». Ils ont pris le risque de « globaliser » toutes les revendications, toutes les luttes, toutes les actions de solidarité, par l'affirmation d'un principe auquel on ne peut pas ruser. Il le faut pour faire prendre conscience de l'aggravation continue d'une situation et des périls qu'elle recèle, pour placer chacun devant ses responsabilités.

Ce pays doit maintenant oser se regarder en face. Certes, devant certaines surenchères, pour qui chaque fait divers est exploitable à tout va, il faut savoir « raison garder ». Mais il n'y a pas de l'insécurité individuelle. Il y a ce glissement continu vers des conflits de travail violents, sur fond de chômage et de pauvreté, qui ne seront pas nécessairement pour autant porteurs de transformations économiques. Il y a cette pétrification des corporatismes, qui préfigure une situation d'« ingouvernabilité », génératrice de tentations autoritaires. Il y a la progression en quelques mois d'un courant d'extrême droite charismatique toutes les nostalgies du stalinisme et du colonialisme, jouant selon les lieux et les occasions de la séduction populiste et de l'intimidation, et diffusant ses « questions » dans toute la « classe politique », en commençant naturellement par la droite. Il y a la collusion meurtrière de ces mots qui peu à peu quadrillent la vie sociale : chômage, immigration, insécurité, clandestins, familles, population, natalité, etc., et qui désignent un seul et même bouc émissaire face aux difficultés d'existence : l'étranger, ou celui qui paraît tel (car beaucoup de ces indésirables sont tout ce qu'il y a de français, mais comme le disait l'un des marcheurs des Miniguettes : « Il y a quelque chose de plus fort que l'état civil, c'est le faciès... »).

Il ne peuvent à eux seuls, par les moyens symboliques qu'ils ont choisis, transformer cette situation (ont-ils vraiment cette illusion ?). Mais ils peuvent démontrer que tout se tient : que les immigrés, et leurs enfants de « deuxième » ou de « troisième » génération, ne conquièrent pas l'égalité effective des droits (le droit de vivre en citoyens complets du pays qu'ils contribuent à faire vivre, et non en sujets perpétuellement menacés), si leur cause n'est pas insérée dans le réseau des autres luttes sociales ; et réciproquement, que ces luttes ne surmonteront jamais les obstacles auxquels elles se heurtent aujourd'hui tant qu'elles ne feront pas du combat contre le racisme une priorité dans les faits : tant que, par conséquent, elles ne reprendront pas à leur compte, sans restrictions, les mots d'ordre d'égalité et de droits civiques.

**A nous d'aider Convergence 84 à faire cette démonstration.** Aux forces organisées, partis, Eglises, syndicats, associations, qui, chacune sur son terrain, ont pour objectif la lutte contre les inégalités d'en tirer les conséquences, et d'abord de balayer devant leur porte.

**Racisme antiture et terrorisme arménien**

En complément de la lettre d'Abdine Dina, parue dans le Monde daté du 17 novembre 1984, sous le titre « Tête de turc », je tiens à préciser qu'en 1984, le racisme anti-turc a fait en France plus de victimes que le terrorisme arménien.

La communauté arménienne de France condamne elle aussi les crimes xénophobes, car le combat des Arméniens pour la reconnaissance de leur génocide de 1915 et la restitution de l'Arménie est un conflit entre les Arméniens et le gouvernement turc. Malgré d'innombrables persécutions infligées par le peuple arménien sous le joug ottoman les Arméniens ont pardonné, en bons chrétiens, la participation de la population turque au génocide de 1915. Cependant, toujours dans un esprit de justice les Arméniens ont entrepris un combat politique contre le régime d'Ankara, qui ne trouvera fin qu'avec la résolution équitable de la question arménienne (...).

GRÉGOIRE AMIRZAYAN, journaliste arménien (Valence).

### Contre l'Ordre des sages-femmes

Deux sages-femmes salariées sont traduites en correctionnelle pour « exercice illégal de la profession » à la suite d'une plainte déposée par la conseil départemental de l'Ordre des sages-femmes. Cette accusation est grave ! Que recouvre-t-elle ?

Nous n'avons pas respecté l'inscription et le paiement des cotisations à l'Ordre des sages-femmes. Pourquoi ?

Nous sommes opposées à l'obligation d'adhérer à un organisme avec lequel nous sommes en complet désaccord, et de favoriser par là même son fonctionnement.

1) Parce que l'Ordre des sages-femmes est inadéquat à

l'exercice actuel de notre profession : l'Ordre des médecins avant d'être celui des sages-femmes, c'est une institution potiche !

2) Parce que l'Ordre s'est illustré régulièrement par son activité répressive et par des prises de position qui nous refusent de cautionner (sur la contraception et l'avortement...) et autres affaires à suivre !

3) Enfin, parce que le corporatisme n'a pas à être dirigé en loi ! Nous demandons le respect du libre choix associatif, le respect des libertés individuelles.

EMMANUELLE CROCE,

MICHELLE MAGNANT,

(Migne-Auxances).

Il y a gros à parier, d'ailleurs, que l'exaspération du racisme s'explique

en partie comme réaction à cette réalité nouvelle, dans ce qu'elle a d'insupportable ou d'incompréhensible pour beaucoup de Français dont, au même moment, les certitudes et les « sécurités » vacillent. Le racisme trouve sa base permanente dans les traditions héritées du colonialisme, dans un nationalisme qui fait corps avec la continuité de l'Etat. Mais il serait complètement mystificateur, et désastreux, de voir en lui pour autant un atavisme ou une seconde nature : ce serait finalement une explication elle-même « raciste ». Et il serait tout aussi mystificateur, de l'inverse, de l'expliquer uniquement par les manipulations politiques qui l'exploitent. Le fond de la question, c'est la conjonction actuelle du blocage social et de l'intolérance au phénomène de masse qu'est devenu le « métissage » du peuple de ce pays.

Le terme est impropre ? Equivoque ? Mais tous les seront d'une façon ou d'autre puisqu'il s'agit, par définition, d'un phénomène nouveau et en pleine évolution vers un avenir relativement imprévisible, mais qui fait corps avec la « crise », la « modernisation » et la capacité d'innovation de la société française. Qu'on le veuille ou non, en effet, alors que depuis des générations déjà le travail « français » était de fait multinationnel, c'est aujourd'hui la culture française qui devient (ou redevenant) une « multiculture », des son niveau fondamental, celui de la langue. De même que les frontières de la francophonie ont cessé de coïncider avec celles d'un Etat ou d'un Empire français, de même des masses de plurilingues plus ou moins complètes ont commencé d'habiter la langue française et de la transformer, ce qui produit déjà de nouveaux styles littéraires, et obligent l'apprentissage scolaire à se repenser de fond en comble.

C'est même, si l'on ne permet l'expression, la sexualité « française » qui est devenue pluri-ethnique, avec la multiplicité des « couples mixtes » comme avec la transformation de l'imaginaire érotique. Croit-on vraiment que ce soit un hasard si le conservatisme social, honneur ou prudence dans l'expression du racisme ouvert (« biologique », etc.), donne en même temps libre cours à la défense et illustration de la natalité et de la famille « française ».

Dire que notre société est déjà multiculturelle ou pluri-ethnique, ce n'est pas suggérer qu'elle disparaît dans un melting-pot international indifférencié, ou qu'elle se dénature dans un américanisme, un soviétisme, un tiers-mondisme, que sais-je ! C'est simplement montrer que les communautés, groupes ou générations « issus de l'immigration » ne sont pas des minorités, repliées sur elles-mêmes, mais des composantes à part entière du mouvement de production de notre avenir. C'est pourquoi la discrimination agitée, c'est pourquoi l'égalité est le mot d'ordre juste, qui coupe court aux schèmes symétriquement répressifs de l'« assimilation » et du « droit à la différence ». C'est pourquoi l'amputation violente de tout ou partie de ces communautés, perspective nullement irréalisable qui travaille l'imaginaire de certains de nos compatriotes (certains croient même, les malheureux, « compenser » par là ce qu'ils considèrent comme l'amputation des colonies) n'aboutirait, en fait de solution finale de « problème », qu'à gâcher l'économie, à la culpabilité collective, à l'immobilité culturelle.

**L'autodestruction de la gauche**

Dès lors on ne peut éviter de se demander pourquoi la gauche politique, au pouvoir depuis 1981, et qui se voudrait l'héritière d'une rénovation de toute la société française, est restée aussi désespérément aveugle à cette nouvelle physiologie, à cette dynamique — certes conflictuelle — de notre peuple. Pourquoi n'a-t-elle su trouver d'autre correctif à la gestion quotidienne des inégalités, héritées des gouvernements antérieurs, que quelques mesures isolées, aux effets vite annulés ou dénatés par leurs modalités d'application, quand il ne s'agit pas de pure démagogie ? Répondre par la crise et ses effets démolisseurs, par le poids des habitudes administratives, ou par la crainte qu'inspirent les désaveux de l'électorat, ne fait qu'accroître la flagrante incapacité qui semble marquer cette gauche à prendre des risques historiques, susceptibles de mobiliser la collectivité, pour transformer les rapports sociaux. Force est de le constater : par sa passivité mais aussi par ses actes, par son discours alternant l'humanisme abstrait, les stéréotypes de la lutte

des classes et les professions rebattues du réalisme ou du modernisme technocratiques, elle a contribué à installer un consensus idéologique, dont la définition de l'immigration comme problème en soi est l'un des piliers, et dont il ne faut pas trop s'étonner qu'il alimente maintenant le regain d'influence de la droite, en lui fournissant des surcroît les moyens d'un chantage permanent sur les pouvoirs central et locaux.

Mais ce consensus recouvre en pratique l'autodestruction de la gauche. On parle d'éducation civique : la première « éducation » des citoyens, c'est celle qui se fait par l'exemple. Or il n'est pas une municipalité aujourd'hui, qu'elle soit de droite, socialiste ou communiste, qui ne pratique ouvertement ou honteusement les « quotas » raciaux dans l'attribution des logements sociaux. De même la gauche, après avoir dénoncé naguère Bonnet et Stoléru, a contribué activement à l'amaigrissement entre « immigrés » et « clandestins », à la pression en faveur du retour des immigrés (c'est-à-dire, en pratique, à faire pression sur eux pour qu'ils émigrent une seconde fois, non du pays de leurs pères, mais du pays de leurs enfants).

**Une volonté politique collective**

Contrebalancer l'idée du retour par celle de l'insertion n'arrange rien, au contraire, aussi longtemps qu'on ne fait rien pour distinguer ce dont il s'agit de la vieille pratique de l'assimilation. C'est faire directement le jeu de ceux qui vont marteler, de moins en moins, au-dessus de certains seuils de tolérance, en dessous d'une certaine « qualification », au-delà d'une certaine « distance culturelle » ou d'une certaine pigmentation de la peau. Seront-ils « insérés », les OS de Talbot et de Citroën qui ont commencé par bénéficier du licenciement préférentiel ? Et s'il fallait montrer crûment la vérité du discours de l'insertion, les récentes mesures destinées à rendre encore plus difficile le regroupement familial s'en sont chargées. Que pèsent, face à ces actes réitérés, les déclarations estimables d'un ministre de l'Intérieur personnellement favorable à l'octroi du droit de vote local aux résidents étrangers ?

La gauche, gouvernementale ou pas, est donc au pied du mur : en tenant le langage de la confusion, en appliquant pour l'essentiel les mesures inspirées par un consensus de fait avec la droite, rendues plus démolissantes encore par le voile de professions antiracistes abstraites dont on les couvre, elle se désarme elle-même face à des adversaires peu scrupuleux sur le chapitre des libertés (si ce n'est la « liberté d'entreprise »), et ouvertement décidées à effacer de nos institutions toute trace d'« égalitarisme ». Beaucoup de travailleurs ou d'intellectuels dans ce pays, qu'ils se considèrent ou non comme des « libérés du socialisme », ne sauraient prendre allègrement leur part de cette situation : ni de se taire, ni pratiquer la politique du pire en renvoyant tous les camps dos à dos.


Ce qu'il faut dès lors, ce ne sont pas de nouveaux gestes symboliques, mais c'est l'inversion claire du cours suivi jusqu'à présent. C'est la construction d'une volonté politique collective capable de peser en permanence sur les choix gouvernementaux comme sur les pratiques administratives et sur l'électoratisme municipal, quoi qu'il en coûte d'efforts et de révisions intellectuelles.

C'est, en des principaux mérites de Convergence 84 d'interpeller de fait la gauche — parfois brutalement — sur ces questions névralgiques, en désignant clairement la complémentarité entre racisme et politique de droite, mais en refusant toute complaisance envers les palinodes de la gauche, et donc toute demande aux pouvoirs publics. Si ceux-ci veulent et peuvent entendre, les terrains d'action pour les droits civiques et de lutte contre les discriminations ne manquent pas, et chacun les connaît. Convergence 84, pour son compte, se contente apparemment de manifester la réalité et la productivité du « mélange » dans la France d'aujourd'hui, de souligner à nouveau l'urgence d'engager le combat pratique contre les forces de conservation et de mort, et de jeter quelques-unes des bases d'un mouvement pour les droits civiques de tous, en particulier dans la jeunesse. Elle n'y parviendra pas seule. De grandes difficultés sont devant elle. Mais son initiative est déterminante.

(\*) Maître-assistant à Paris-1.

★ Le titre et les initiales sont de la rédaction du Monde.

**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Depuis 1731



**250 ans de grands vins**

« Domaines du Château de Beaune »  
« 92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus »

Côte de Beaune Villages  
« Clos Royer »  
Savigny-lès-Beaune  
« Les Lavières »  
Beaune Clos de la Mousse  
(cru d'exceptionnel)  
Beaune Teurons  
Beaune Marennets  
Beaune Grèves  
« Vigne de l'Enfant Jésus »  
(cru d'exceptionnel)  
Volnay Chalin  
Volnay Taillepiels  
Volnay Frémets  
« Clos de la Rougette »  
(cru d'exceptionnel)  
Volnay Caillerets  
« Ancienne Cuvée Carnot »  
Pommard 1<sup>er</sup> cru  
Le Corton  
Chambolle-Musigny  
Chambertin  
Beaune Clos Saint-Landry  
Meursault-Genevrières  
Corton Charlemagne  
Chevalier Montrachet  
Montrachet

Découverte L.M. sur demande à l'adresse Bouchard Père & Fils, Négociants au Château 21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél. 200007

Distributeur exclusif de la Région de la Vallée de la Seine-Normandie à la Société Civile du Château de Beaune

100-11-1520



est le mot d'ordre justifié, est-il celui d'égalité devant la différence.

Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation. Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Une volonté politique collective

Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

AMÉRIQUES

Etats-Unis  
La communauté noire se mobilise contre la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Etats-Unis  
La communauté noire se mobilise contre la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

Washington (AFP). — Les Noirs américains ont décidé de se mobiliser contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et ont lancé une campagne d'information et de protestation.

EUROPE

Espagne  
Les nationalistes basques modérés sont tentés par une alliance avec les radicaux proches de l'ETA

De notre envoyé spécial

Bilbao. — L'ETA militaire, que l'on disait à bout de souffle, a-t-elle recouvré une énergie nouvelle à la faveur de l'escalade de violence récente au Pays basque ? Est-il vrai, comme l'affirme un éditorial d'un quotidien de Madrid, que « ce qui avait été signé en six mois en matière de lutte antiterroriste a été perdu en deux jours » ? On serait tenté de le croire à Bilbao, traumatisée par tant de chocs successifs, face à ces cent mille personnes, le poing levé, criant « Vive l'ETA militaire ! » lors de l'enterrement de M. Santiago Brouard, le dirigeant de la coalition radicale Herri Batasuna, assassiné par on ne sait encore qui. On devine les affrontements de plus en plus violents de la police et des travailleurs des chantiers navals basques sur le point de perdre leur emploi et scandant, eux aussi, pour la première fois « Vive l'ETA militaire ! ». La situation au Pays basque est devenue insupportable, affirmant à l'envi l'opposition conservatrice et la presse de droite et d'extrême droite, pour qui « le gouvernement socialiste a échoué » face à ce problème. Et pourtant, soit qu'il s'agisse d'afficher un optimisme de façade, soit qu'il s'agisse d'encourager leurs craintes, les socialistes, à Bilbao, s'efforcent de dédramatiser la situation. A leurs yeux, la démonstration de force de Herri Batasuna, la coalition qui ne cache pas ses sympathies pour l'ETA, n'est que feu de paille.

Ce serait une grave erreur de mesurer la force de Herri Batasuna à la capacité de mobilisation qu'elle a démontrée dans ces circonstances exceptionnelles, affirme un des principaux dirigeants des socialistes basques. Trop d'éléments conjoncturels ont joué : la personnalité de la victime, qui était un héros populaire, la violence de la manifestation, la détermination de la police à réprimer la violence de plus en plus imprévisible, la nécessité de secourir une peur nouvelle : pour la première fois, les règles du jeu ont changé, car ceux qui appuyaient la violence se rendent compte qu'ils peuvent aussi en être les victimes directes.

Et de conclure que le gouvernement socialiste est sur la bonne voie : il faut continuer à lutter sans quartier contre l'ETA en combinant mesures policières (amélioration du niveau opérationnel des forces de l'ordre, pressions internationales et extraditions) et politiques (« réinsertion sociale » des membres de l'ETA « repentis »). Pas question, poursuivent les socialistes basques, de « négocier avec le terrorisme », ce qui ne ferait que retarder son inévitable déclin. Pas question non plus de faire des concessions nouvelles au PNV (Parti nationaliste basque), majoritaire dans la région, afin d'éviter, au sein de la « grande famille » nationaliste, un glissement des plus modérés vers les positions radicales de Herri Batasuna. Pas question, tout simplement, parce que « l'histoire récente a prouvé que ce n'est pas en cédant aux prétentions des nationalistes que l'on met fin au terrorisme ». Cette analyse tranchante a évidemment le don d'exaspérer les nationalistes de tous bords, qui contrôlent tout de même les deux tiers des sièges au Parlement autonome basque. Les événements ont démontré que nous avions raison,

souligne un dirigeant du PNV. Les socialistes ont confondu leurs désirs avec la réalité en affirmant que l'isolement social de l'ETA était un fait acquis. Herri Batasuna a prouvé qu'elle disposait non seulement de cent cinquante mille électeurs, mais aussi de cent cinquante mille militants. Et, surtout, bon nombre de ceux qui levaient le poing à l'enterrement de Santiago Brouard appartenaient à d'autres formations politiques.

Les dirigeants du PNV le reconnaissent en effet sans tarder : le « vase communicant » entre leur parti et Herri Batasuna a de nouveau joué, au profit des plus radicaux cette fois, c'est-à-dire, en fait, au profit de l'ETA. Herri Batasuna a de bien conscience que, tout en rejetant les manifestations de sympathie des autres formations politiques après l'assassinat de M. Brouard, a accueilli publiquement avec enthousiasme celles du PNV. Pour la première fois depuis des années au Pays basque, certains évoquent la possibilité d'un « front commun nationaliste » dirigé contre les socialistes et susceptible d'assurer à l'ETA une précieuse « couverture » politique. Une perspective d'autant plus plausible que le PNV traverse une grave crise et pourrait être tenté de chercher le salut dans la fuite en avant : les divergences publiques entre l'« appareil » du parti et le gouvernement autonome basque, portant en dernière instance sur la répartition du pouvoir de décision entre les deux organismes, ont, en effet, atteint un point de non-retour.

L'incompréhension semble plus que jamais totale entre socialistes et nationalistes quant à la manière de venir à bout de ce que les uns appellent « terrorisme » et les autres, pudiquement, « violence ». Les seconds se montrent d'autant moins convaincus par le discours énergique des premiers qu'ils n'y voient qu'un écran de fumée. « Les socialistes nous accusent de ne pas collaborer avec eux dans la lutte contre l'ETA militaire, alors qu'ils sont les premiers à chercher à négocier en sous-main avec elle », affirme indigné un dirigeant du PNV.

Le gouvernement socialiste a-t-il réellement envoyé quelques émissaires prendre langue avec l'ETA ? Un timide processus de négociation s'est-il esquissé, auquel certains, dans les milieux « parapolitiques » par exemple, ont voulu couper court en assassinant M. Brouard ? Les dirigeants de la coalition Herri Batasuna, qui pourraient servir d'intermédiaire à l'organisation clandestine, ne démentent pas en privé que des contacts indirects aient pu être pris. Et de citer certains médiateurs de bonne volonté, issus de milieux aussi divers que l'armée ou l'Eglise, et l'un ou l'autre diplomate français à Madrid.

Dans ce Pays basque, où chacun campe plus que jamais sur ses positions, le mot « négociation » ne paraît pas à l'ordre du jour. C'est plutôt le langage dur que chacun a tendance à tenir. Et ce ne sont certainement pas les morts qui contribueraient à assouplir les positions.

THIERRY MALINIAK.

Chili

Libération de trois religieux et expulsion d'un journaliste étranger

Santiago-du-Chili (AFP). — Le gouvernement chilien a ordonné, jeudi 29 novembre, la libération de deux prêtres et d'un diacre arrêtés mercredi à Santiago au cours du mouvement de « protestation » nationale. Les prêtres libérés sont le Père chilien Mariano Puga et le Père polonais Mariano Kosiel. On ignore l'identité du diacre. Ils avaient été appréhendés avec deux séminaristes chiliens et un journaliste néerlandais indépendant dans le quartier ouvrier de Podabuel. Ils étaient accusés de « subversion » et d'« incitation au désordre ».

Les autorités ont, d'autre part, décidé d'expulser le correspondant américain de l'agence de presse américaine UPI (United Press International), M. Anthony Edward Boadle. Selon le gouvernement, M. Boadle avait annoncé le 28 novembre la mort d'un soldat et de deux civils, « information qui s'est révélée fautive ».

Enfin, neuf Chiliens exilés en Europe qui tentaient jeudi de

Pérou

L'ORDRE DE GRÈVE LANCÉ PAR LES SYNDICATS PROCOMMUNISTES A ÉTÉ INÉGALEMENT SUIVI

Lima (AFP). — Une centaine de personnes ont été arrêtées, jeudi 29 novembre, lors d'affrontements avec la police dans les quartiers périphériques de Lima au cours d'une grève générale de vingt-quatre heures déclenchée par le principal syndicat péruvien, le CGTP, proche des communistes.

La grève n'a cependant donné lieu qu'à un nombre restreint d'incidents, contrairement à de nombreux mouvements similaires dans le passé. L'état d'urgence et la mobilisation ont joué un rôle dissuasif, de même que le refus de la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP, proche de l'APRA, contre-gauche) de se joindre au mouvement. Les autorités ont fait état jeudi soir d'un « échec ». Le

der de la CGTP, M. Valentin Pacheco, a assuré que 90 % des travailleurs avaient répondu à son appel. A Lima, les transports publics ont été quasiment paralysés toute la journée et la majorité des commerces fermés, de même que les banques, les écoles et les usines. Dans les quartiers périphériques de la capitale, des affrontements ont opposé des étudiants et les habitants aux forces de l'ordre. Deux autobus ont été incendiés et au moins trois étudiants blessés par la police.

En province, le mouvement a été inégalement suivi dans le Sud, la grève a été totale à Cuzco et Arequipa, seconde ville du pays. En revanche, à Tacna, à la frontière avec le Chili, le mouvement syndical n'a eu que peu d'écho, bien que les mines de cuivre de l'entreprise américaine Southern Peru Copper Corporation soient en grève depuis plusieurs semaines.

Dans le Nord, la grève a été largement suivie à Piura et à Chicla, mais est passée inaperçue à Trujillo, la bastion de l'APRA. Le premier ministre, M. Luis Perceval, a déclaré que, de toute façon, le gouvernement « ne satisfait pas les revendications des organisations de la grève, parce qu'elles étaient trop politiques ».

La plate-forme de la CGTP incluant des revendications au sujet d'un projet de réglementation de la grève, d'une loi sur l'enseignement et du nouveau code pénal, ainsi qu'une demande de modification du budget visant à protéger les « communautés industrielles » (la cogestion dans les entreprises établie par le régime militaire du général Velasco, au pouvoir de 1968 à 1975).

BERTRAND DE LA GRANGE.

Canada

M. Lévesque souhaite négocier « de nouveaux pouvoirs » avec Ottawa

Montréal. — A l'issue d'une semaine agitée qui s'est soldée par la démission de six ministres et de trois députés, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, a confirmé, jeudi 29 novembre, qu'il fallait mettre temporairement de côté le projet indépendantiste du Parti québécois pour « réclamer de nouveaux pouvoirs » en négociant avec le gouvernement fédéral. « Je laisse l'appel aux armes », a-t-il déclaré à la télévision canadienne, « car j'ai l'impression que ce n'est pas le bon moment pour le faire ».

M. Lévesque a déclaré à plusieurs reprises qu'il souhaitait mettre fin à la confrontation permanente entre Ottawa et Québec au cours des dernières années du gouvernement Trudeau. Il a souhaité voir le Québec adhérer à la nouvelle Constitution canadienne, que M. Lévesque avait refusé de signer en 1982.

L'attitude de M. Lévesque a suscité un malaise au sein du Parti québécois, fondé en 1968 et au pouvoir depuis novembre 1976. Sa décision annoncée la semaine dernière de ne plus faire de l'indépendance le thème principal des prochaines élections (en 1985 ou 1986) a exacerbé le débat entre les « modérés » et les « purs et durs ». Ces derniers estiment que le Parti québécois doit prendre le risque de perdre les élections en défendant ouvertement son projet indépendantiste.

M. Lévesque a finalement choisi un autre risque, celui de provoquer une scission au sein de son parti. La démission de six ministres, en particulier celles de MM. Jacques Parizeau (finances) et Camille Laurin (vice-premier ministre chargé des affaires sociales), a ébranlé M. Lévesque, qui n'en a pas moins maintenu sa position tout en rappelant qu'il restait fidèle à « l'idéal de la souveraineté ». « Les Québécois, dit-il, ne veulent pas entendre parler d'indépendance ; pour l'instant, ils veulent des réponses aux problèmes économiques et au chômage ».

De notre correspondant

Et il rappelle aux cent mille membres du Parti québécois qu'il a obtenu l'appui du comité exécutif pour la convocation, le 19 janvier 1985, d'un congrès extraordinaire appelé à modifier l'article 1 du programme du Parti québécois. Cet article stipule que « les prochaines élections générales porteront principalement sur la souveraineté du Québec (...) un vote pour le Parti québécois signifiera un vote pour la souveraineté du Québec ». M. Lévesque propose de revenir à l'ancienne formulation plus générale : « Le Parti québécois a pour objectif fondamental de réaliser la souveraineté du Québec ».

L'adoption de cet article, lors du dernier congrès du parti, avait provoqué un véritable tollé chez les « modérés » qui parlaient de « stratégie suicidaire ». Les « purs et durs », qui veulent éviter un nouvel échec, comme en mai 1980 (60 % des électeurs avaient alors voté contre la souveraineté), l'avaient finalement emporté.

M. Lévesque n'avait pas réagi. Il nous avait même déclaré (Le Monde du 7 juin 1984) : « Si nous avons une majorité, c'est-à-dire 50 % ou un peu plus, nous entamerons très rapidement le processus d'indépendance ». Il semble que les sondages, de plus en plus désastreux pour le Parti québécois (à peine plus de 20 % des intentions de vote), et l'arrivée au pouvoir des conservateurs à Ottawa ont finalement convaincu M. Lévesque qu'il avait intérêt à mettre temporairement une sonde à son projet d'indépendance.

La profession de foi de M. Lévesque

que n'a pas convaincu le plus puissant et le plus respecté des ministres, M. Parizeau. Dans sa lettre de démission, celui-ci reproche au premier ministre de remettre en question l'objectif « essentiel » du Parti québécois et de s'être engagé sur une voie « stérile et humiliaire » en cherchant un terrain d'entente avec le gouvernement fédéral. Certains estiment que M. Parizeau n'a pas dit son dernier mot. Le Devoir écrit que celui qui fut ministre des finances pendant huit ans « se met en réserve de la République du Québec, dont il rêve depuis quinze ans ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le Monde  
4 RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23  
Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 500.000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.  
Directeur de la rédaction : Thomas Fergat.  
Imprimerie du Monde : 5, rue de la Harpe, PARIS 13  
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE : 341 F 682 F 899 F 1099 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F  
ÉTRANGER (par messagerie) : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS : 381 F 685 F 979 F 1 240 F  
2 - SUISSE TUNISIE : 454 F 830 F 1 197 F 1 538 F  
Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.  
PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.U., 1 \$ ; Grèce, 66 p. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 dt.

Jean DANIEL



Le Temps qui reste

Pour les vingt ans du Nouvel Observateur, Jean Daniel a revu, corrigé, enrichi et actualisé « Le Temps qui reste ». Un livre à découvrir ou à redécouvrir.

GALLIMARD



# EUROPE

## Tchécoslovaquie

### L'étrange situation d'un prix Nobel de littérature

Deux traducteurs américains ont réussi à rencontrer à Prague le poète Jaroslav Seifert, lauréat du prix Nobel de littérature 1984, et ont appris jeudi 29 novembre à Stockholm. Une semaine plus tôt, les autorités tchécoslovaques avaient refusé un visa d'entrée à une équipe de la télévision suédoise qui souhaitait interviewer l'écrivain, à l'approche de la cérémonie de remise du prix Nobel, fixée au 10 décembre à Stockholm.

Jaroslav Seifert, qui est âgé de quatre-vingt-trois ans et souffre d'une maladie cardiaque, ne pourra se rendre lui-même en Suède et, ne sachant toujours pas lequel des membres de sa famille les autorités de Prague autoriseront finalement à le représenter, il apprend à toute sa famille à retenir par cœur le texte de son discours d'acceptation, ont expliqué les deux traducteurs américains qui l'ont rencontré.

Jaroslav Seifert - après un long séjour à l'hôpital - où il a appris que le prix Nobel lui avait été décerné - se trouve actuellement à son domicile, et c'est grâce à l'aide de l'ambassade de Suède que les deux traducteurs ont pu entrer en contact avec lui. Et s'ils ont pu obtenir de nombreux recueils de poèmes et de textes autobiographiques de Seifert, c'est grâce à l'aide spontanée que leur ont apportée de

nombreux Pragoï, dès qu'il ont eu connaissance de leur présence en Tchécoslovaquie. Certaines œuvres de Seifert - publiées avec réticence et à un tirage extrêmement faible - ont, en effet, été épuisées le jour même de leur mise en vente. (UPI.)

[Que le simple fait de rencontrer Seifert à Prague puisse apparaître comme un exploit dans la mesure de l'étrange situation de ce vieil homme, « artiste national », « inscrit à tout jamais dans le cœur du peuple de son pays » - comme l'écrivait récemment l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris, mais qui se trouve aussi être un signataire de la Charte 77.

Selon des informations qui nous ont été communiquées par certains de ses amis de Prague, Seifert, alors qu'il se trouvait encore dans sa chambre d'hôpital, était gardé en permanence par deux policiers en blouse blanche, et seul le directeur de la maison d'édition des écrits, M. Jan Pilar - celui-là même qui pendant des années avait refusé de publier toute nouvelle œuvre de poète - avait librement accès à sa chambre.

Toujours selon ses amis, M. Pilar a ainsi fait signer à Seifert des documents dont le poète, qui souffre de troubles de mémoire et d'absence, n'a conservé aucun souvenir. Toujours de même source, on affirme que les milliers de lettres qui lui ont été adressées de toute la Tchécoslovaquie, après l'annonce de son prix, ne lui ont pas été délivrées.]

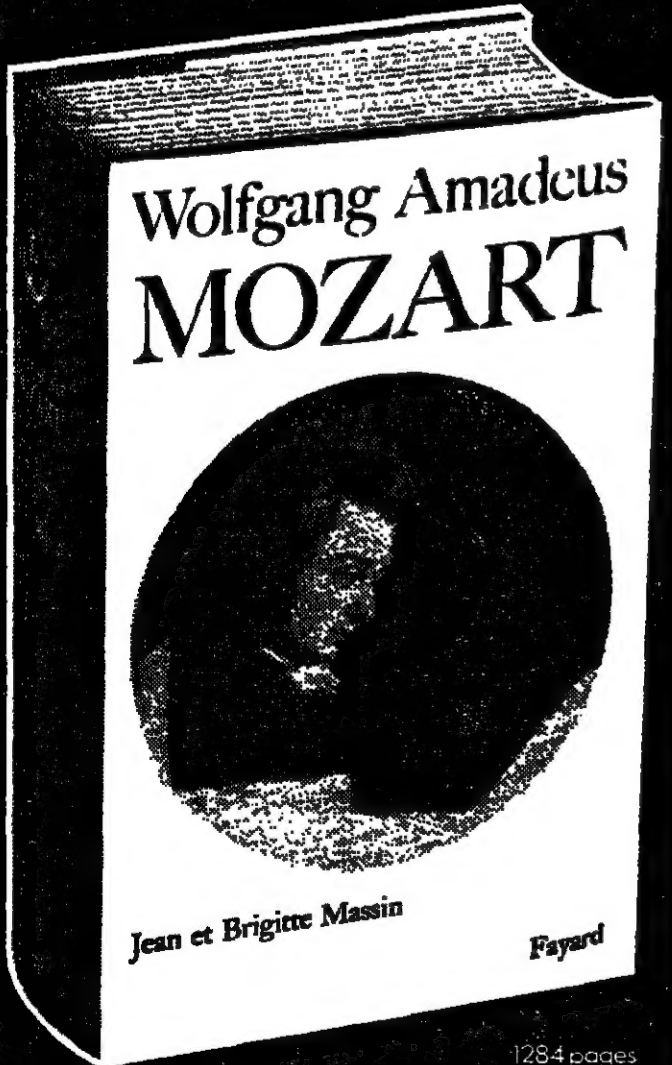
## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

# LA MUSIQUE CHEZ FAYARD



## La vie et l'œuvre d'AMADEUS

1284 pages  
270 F

## RFA LES SUITES DE L'AFFAIRE FLICK Les explications embarrassées de M. Brandt

De notre correspondant

Bonn. - Pauvre M. Willy Brandt ! Le président du Parti social-démocrate (SPD) avait mis un point d'honneur ces dernières semaines à affirmer que personne dans sa formation n'avait été corrompu par l'argent du groupe Flick. Il était presque gênant, jeudi 29 novembre, de le voir s'empêtrer dans le scepticisme des députés de la commission d'enquête parlementaire au cours d'une deuxième audition, qui a duré près de huit heures. L'atmosphère n'était plus à l'excitation, comme lors de la comparution de l'ancien président du Bundestag, M. Barzel, ou le chancelier Kohl. Elle n'était plus à l'empoignade violente comme avec M. Franz-Josef Strauss, qui ne supportait pas de se faire dicter sa morale politique par quelques députés de base.

### Le général Hans Speidel est mort

Le général Hans Speidel, qui fut le chef d'état-major de Rommel puis commandant en chef des forces terrestres alliées du Centre-Europe est mort le 28 novembre à Bad-Honnef, près de Bonn. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

### L'art de se faire des amis

Hans Speidel, fils d'un officier des forêts, est né le 28 octobre 1897 à Metzger, dans le Wurtemberg. Son étonnante carrière, qui l'a conduit en quelques années d'un des plus hauts postes de l'armée allemande en guerre contre les Alliés au commandement des forces terrestres alliées du Centre-Europe, a été due à une intelligence et à un charme tous deux au-dessus de la moyenne.

Sauf pendant la guerre de 1914-1918, où il servit dans un régiment de grenadiers, il ne fréquenta guère les champs de bataille. Ce parfait officier d'état-major était doué, dira un de ses premiers chefs, le général Beck, d'un « talent particulier pour les relations publiques », d'une « intelligence aiguë » et d'une « personnalité sympathique ». Officier dans la Reichswehr, l'armée allemande d'après la première guerre mondiale, il poursuivit parallèlement ses études jusqu'au doctorat de philosophie. En 1933, il est envoyé à Paris comme attaché militaire adjoint, poste traditionnellement voué au renseignement : il avait auparavant appartenu au service d'espionnage pour l'Ouest de l'état-major général. Hans Speidel devient un personnage « bien parisien » et le restera tout au long de sa carrière.

Spécialiste des affaires françaises, il est de ceux qui négocient avec le général Dentz la reddition de Paris en 1940. Il sert de guide à Adolf Hitler lorsque celui-ci vient admirer la ville conquise. En août, il est chef d'état-major du général von Stulpnagel, commandant en chef des forces allemandes en France. Il restera à ce poste jusqu'en 1942, « trop doux avec les Français », dit-on à Berlin, aussi dur que les autres, avec plus d'habileté, diront les résistants. On l'expédie sur le front russe comme chef d'état-major des troupes italiennes qui y combattent.

Mais la France est son véritable métier. En avril 1944, il est nommé chef d'état-major du maréchal Edwige Rommel, commandant le groupe d'armées B face au probable débarquement. Il s'installe au château de La Roche-Guyon. Sous les ordres de son ancien chef, le général Beck, s'organise le complot qui aboutira le 20 juillet à l'attentat manqué de Rastenburg contre Hitler. Speidel, comme Rommel, est parmi les conspirateurs. Concours de circonstances ou habileté : il ne jouera - il ne s'en cachera pas après la guerre - aucun rôle dans le putsch manqué.

Il n'en passera pas moins trois mois et demi entre les mains de la Gestapo. Sans résultat : son habileté le sauve. On le rend à la Wehrmacht qui l'ambastille à la forteresse de Kustrin, sur l'Oder. Il en sort en janvier 1945 bras dessus, bras dessous avec son geôlier, à la barbe des SS. Il rejoindra les lignes alliées et ramènera... des troupes françaises.

Plus d'armée allemande. Hans Speidel devient professeur d'histoire à l'université de Tubingen et écrit Invasion 44.

Nul autre que ce général séduisant et aux mains apparemment propres n'est mieux placé pour conseiller le gouvernement allemand sur la mise sur pied de ses forces. Hans Speidel reprend le chemin de Paris. Il dirige la délégation militaire aux discussions sur la Communauté européenne de défense. Il devient ensuite représentant militaire de la République fédérale auprès d'Eisenhower, comman-

dant suprême des forces alliées en Europe.

Sa nomination comme commandant en chef des forces terrestres alliées du Centre-Europe à Fontainebleau soulève une violente opposition en France. L'affaire Speidel durera plusieurs années. D'anciens résistants, d'extrême gauche ou non, l'accusent d'avoir été un des responsables de la répression et d'avoir fait fusiller des Français. D'autres, comme Henri Frenay, le défendent. Speidel n'en reste pas moins la coqueluche des salons parisiens. Les militaires alliés - allemands compris - lui reprochent un certain manque d'autorité et d'organisation, en un mot d'être plutôt un intellectuel mondain qu'un soldat. Les jeunes soldats français, fils de résistants fusillés, sont autorisés à servir autrement pour n'être pas placés sous ses ordres. Le général, avec son charme et son habileté habituels, traverse cette nouvelle tempête.

Il est devenu le « bon Allemand » type et le président Kennedy le fait commandeur de la Légion de Merit. Ayant dépassé la limite d'âge, il quitte ses fonctions en août 1963 pour devenir conseiller militaire du gouvernement allemand. Il deviendra président de la Fondation des sciences politiques et publiera, en 1977, ses Mémoires.

Il meurt comme il a vécu : avec très peu d'ennemis.

JEAN PLANCHAIS.

## LE NEUVIÈME SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE

### « No problem »

Le neuvième sommet franco-britannique s'est achevé ce vendredi 30 novembre en fin de matinée à l'Élysée, où M. Mitterrand et M<sup>me</sup> Thatcher devaient tenir, avant le déjeuner de clôture, une conférence de presse conjointe. Le chef du gouvernement de Londres était attendu dans la soirée en Avignon, où, en compagnie de M. Laurent Fabius, M<sup>me</sup> Thatcher participera à la réunion du conseil franco-britannique, qui s'achèvera dimanche.

Les entretiens de jeudi ont essentiellement porté sur la situation de la Communauté européenne à quelques jours du conseil européen de Dublin, et ceux de ce vendredi matin sur les relations Est-Ouest après le « dégel » récemment observé dans les rapports entre Moscou et Washington à propos des négociations sur la réduction des armements.

« Il n'y a plus de problème. » Ainsi, le « dame de fer », faisant pour une fois mentir son surnom, s'est-elle résumée jeudi soir, tout souriante, les relations entre Paris et Londres. Non sans rendre hommage aux efforts déployés par M. Mitterrand durant le premier semestre de 1984, lorsqu'il exerçait la présidence du conseil européen. Le chef de l'Etat n'avait pas ménagé sa peine auprès de M<sup>me</sup> Thatcher, qu'il avait rencontrée à plusieurs reprises avant que les Dix parviennent à un accord au sommet de Fontainebleau. M. Roland Dumas, qui énumérait à l'époque ses fonctions de ministre des affaires européennes, a de son côté multiplié les va-et-vient Paris-Londres.

En fait, M. Mitterrand avait manifesté, dès son élection à l'Élysée, l'intention d'améliorer les relations franco-britanniques, et il avait eu à l'automne 1981, un entretien plutôt chaleureux avec M<sup>me</sup> Thatcher à Londres. Mais le contentieux sur le budget de la CEE, et la dynamique propre des relations franco-allemandes (que les difficultés européennes n'avaient pu que renforcer), avaient bien vite fait passer au second plan ce renouveau de l'Entente cordiale.

Les nouvelles controverses communautaires n'opposent plus guère Londres à ses partenaires : le gros souci de Paris en la matière serait plutôt, pour l'heure, l'opposition italienne au système de distillation obligatoire des excédents de vin, qui permettrait d'amortir le choc de l'élargissement de la CEE. Et tout permet donc d'espérer que les relations franco-britanniques demeurent, pour quelque temps au moins, au beau fixe.

Il est pourtant un certain nombre de dossiers où la coopération

B. S.

## LE SORT DES JUIFS EN URSS

### Point de vue

LS furent les premiers. Les premiers à rejeter le règne de la terreur. Les premiers à déferer le Kramlin. Les premiers à revendiquer librement, à visage découvert leur droit à la différence, à la liberté aussi.

Je parle des « Juifs russes ». Je les ai rencontrés en 1965, lors d'un voyage en Union soviétique. Dans un ouvrage publié aussitôt après, j'ai tenté de témoigner pour eux. J'ai décrit leurs victoires sur la peur. J'ai raconté leur Simhat-Torah devant la grande synagogue de Moscou : des milliers et des milliers de jeunes s'y étaient rassemblés pour chanter et danser et célébrer ainsi leur adhésion à l'histoire du peuple juif. C'était évident : cinquante ans de dictature et d'éducation communiste n'ont pas réussi à étouffer la mémoire juive.

Un grand nombre de ces jeunes idéalistes se trouvent déjà en Israël et un peu partout dans le monde libre. Pas tous. La plupart sont restés en arrière. Maintenant on les appelle les « refuseniks ». Ils demeurent nos héros. Comment font-ils pour ne pas perdre l'espoir ?

J'en ai rencontré quelques-uns, il y a quelques années, lors de ma troisième visite dans leur pays. Nous avons passé toute la nuit à parler de littérature et de philosophie juives. Certains attendaient leur visa depuis trois ans. D'autres depuis trois fois trois ans. Du moment où ils déposaient leur demande d'émigration, ils vivaient comme en marge, dans une ambiance oppressive de chômage. Constamment suivis, traqués, interpellés par la milice pour des motifs anodins ou sans motif, ils constituaient une scintille à part au sein de la population. Du coup, ils ne fréquentaient plus leurs anciens collègues ; ils se retrouvaient entre eux, s'entraidaient, se tenaient informés sur ce qui se passait dans le monde en général et dans le

### L'indifférence coupable

par ELIE WIESEL (\*)

monde juif en particulier. Convinçus qu'un jour ils pourraient sortir, ils vivaient dans l'attente et le meublent par l'étude. En les quittant, lors de notre dernière rencontre, je leur posai la question d'usage si je pouvais faire quelque chose pour eux ; ils répondirent : « Envoyez-nous des livres ».

Seulement leur situation n'est plus la même. Elle a considérablement empiré. Brimades diverses, perquisitions, arrestations : le KGB suit une ligne plus dure. Tous les signes sont là pour qu'aucun doute n'en subsiste. La campagne d'intimidation vise surtout les éducateurs qui enseignent l'Histoire, la Bible et l'histoire juive. Mark Nepomniashchy, Yakov Mesh, Yakov Levin, Polina Green (de Tiraspol), Aharon Munblit (de Kishinev), Moisey Lieberman (de Bender), Aleksander Kholmiansky et Yuli Edelstein (de Moscou) et d'autres, dont on ne connaît pas encore les noms. Des perquisitions ont eu lieu chez Dan Shapira et Inessa Brokheim à Moscou. Les miliciens ont confisqué

(\*) Ecrits.

livres et objets rituels car, selon eux, ils recelaient des « stupéfiantes ». Les inculpés sont accusés, pour la plupart, de « menées subversives contre l'Etat ». On craint des sentences sévères : elles devront servir d'exemple, d'avertissements. Ainsi ces prisonniers nouveaux : ils rejoindraient leurs prédécesseurs courageux Anstoly Shernitsky et Vladimir Slepak dans leur prison.

Comment expliquer ces mesures du Kramlin ? Reflètent-elles des incertitudes au sommet ? Ou, au contraire, une volonté d'affirmer sa rigidité envers les puissances occidentales ? Toutes les hypothèses sont permises. En revanche, ce qui est certain, c'est que les refuseniks semblent entrer dans une ère sombre et menaçante. Ils comptent sur notre solidarité humaine pour tenir bon. Si nous la leur refusons, nous les condamnons à la solitude et au désespoir. Quant à nous-mêmes, notre indifférence ne nous serait jamais pardonnée.

\* Le magazine « Vendredi » présente, ce vendredi 30 novembre, à 20 h 35, un reportage intitulé « Être juif à Moscou ».

## PROMOTION NOEL CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

sur tous les instruments en stock  
du samedi 24 Novembre au samedi 8 Décembre.



135-139 rue de Rennes Paris 6<sup>e</sup>. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

VENTE  
EXCEPTIONNELLE

-30%  
-50%  
-50%

Handwritten text in Arabic script: "السنة الأولى من الهجرة النبوية"







## AFRIQUE

## Tanzanie

**Les autorités de Dar-es-Salaam appellent à une solidarité des pays de la « ligne de front » face à Pretoria**

De notre envoyé spécial

Dar-es-Salaam. — « On l'avait bien dit » : telle est, en résumé, la réaction — inquiète et agacée — de la Tanzanie, chef de file des pays de la « ligne de front » (1) et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, face aux nouvelles conversations entre le Mozambique et l'Afrique du Sud qui ont, récemment, abouti à la signature de la « déclaration de Pretoria ». Même si les dirigeants de Maputo s'efforcent, aujourd'hui, d'atténuer la portée de cet accord sur un éventuel cessez-le-feu avec les « bandits armés » de la « résistance nationale du Mozambique » (RNM), les autorités de Dar-es-Salaam n'en continuent pas moins de penser que le régime de Samora Machel a mis le doigt dans un « dangereux engrenage ».

Comment imaginer, souligne-t-on dans les milieux autorisés de Dar-es-Salaam, que le « pacte de non-agression » signé, le 16 mars dernier à Nkomati, entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, serait un aboutissement, alors que « le régime raciste de Pretoria n'a jamais respecté ses engagements » et que « sa duplicité rend vaine toute tentative de dialogue avec lui » ? A en croire les responsables tanzaniens, les dirigeants de Maputo ont donc fort à faire pour ne pas succomber au chantage politique et économique de leur puissant voisin, qui veut les avoir à sa botte.

Certes, la signature du pacte de Nkomati est « regrettable », dit-on à Dar-es-Salaam où l'on se garde, toutefois, de jeter la pierre au Mozambique qui n'avait malheureusement pas d'autre choix que celui de se soumettre au « diktat » de l'Afrique du Sud. La Tanzanie, à la tête des Etats de la « ligne de front », continue de prôner une solidarité vigilante dans l'épreuve avec ce pays frère sans, pour autant, se faire trop d'illusions sur les chances de réussir, par la seule vertu du discours, à enrayer ce processus de « satellisation ». « Les choses vont s'aggraver si les pays occidentaux refusent de voir la réalité en face, à savoir la menace que représentent, pour l'indépendance et l'intégrité territoriale du Mozambique, les négociations conduites par l'Afrique du Sud en position de force », assure-t-on à Dar-es-Salaam. Les Etats-Unis et l'Europe sont coupables, selon ces sources autorisées, d'une « indulgence » à l'égard du régime de Pretoria, dont ils ont l'air d'apprécier le rôle d'« honorable courtier », alors que celui-ci cherche à imposer un faux semblant de paix. A quoi bon, dans ces conditions, s'appuyer sur le sort de « ce pauvre Mozambique », si l'on ne fait rien pour le soustraire à l'appétit de l'« ogre » sud-africain ?

Les adversaires les plus radicaux du régime de Pretoria exigent que celui-ci soit mis au ban de la communauté internationale. A tout le moins, serait-il nécessaire, insiste-t-on à Dar-es-Salaam, que les nations occidentales apportent leur soutien aux pays de la « ligne de front » qui luttent, avec de pauvres moyens, pour l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud et l'indépendance de la Namibie. Début septembre, lors de la réunion de l'Internationale socialiste à Arusha, M. Julius Nyerere, le chef de l'Etat tanzanien, ne leur avait-il pas reproché d'imposer un « embargo de fait » sur les livraisons d'armes à ces dits pays ? A cet égard, les responsables tanzaniens soulignent que les nations occidentales cessent de « jouer » tel ou tel pays de la « ligne de front », en ignorant les autres. Ainsi, en est-il à leurs yeux, de la France qui semble privilégier l'Angola et le Mozambique. « Or, note-t-on à Dar-es-Salaam, nous formons un tout. La lutte de libération n'a de sens que si elle est collective ».

Assurément, reconnaît-on à Dar-es-Salaam, le combat doit d'abord être conduit sur le terrain même, mais le Congrès national africain (ANC), aussi bien que l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), ont besoin de bases extérieures. D'où la nécessité pour les pays de la « ligne de front », selon ces sources autorisées, d'être en mesure d'apporter un appui logistique à ces mouvements de libération. A cet égard, depuis qu'ils ont été expulsés du Mozambique après la signature du pacte de Nkomati, un certain nombre de membres de l'ANC se sont repliés, faute de mieux, sur la Tanzanie, qui n'a pas de frontière commune avec l'Afrique du Sud.

Y a-t-il un danger que les Etats de la « ligne de front » succombent, les uns après les autres, aux manœuvres de séduction de l'Afrique du Sud ? « Le pacte de Nkomati est un cas particulier », affirment les autorités tanzaniennes. A leur avis, aucun autre pays n'entrera dans le jeu de Pretoria, même si l'Angola qui, pourtant, a signé, en février dernier, avec celui-ci un simple arrangement paritaire par les Etats-Unis : un risque calculé, fondé sur la promesse que ce serait un pas vers l'application de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie. On veut croire, à Dar-es-Salaam, qu'instruits par l'expérience, les dirigeants de Luanda ne suivront pas le mauvais exemple mozambicain.

Les autorités tanzaniennes conviennent que la grande époque de la lutte classique de libération qui avait abouti, en avril 1979, grâce à des pressions diplomatiques et militaires, à l'indépendance du Zimbabwe, est bel et bien révolue. Personne ici, ne conteste que la Tanzanie et ses partenaires soient, aujourd'hui, en posture défensive. « Nous manquons d'alliés puissants pour faire contrepoids au régime de Pretoria, qui bénéficie de l'engagement constructif », à ses côtés, des Etats-Unis. On ne sait plus très bien, en définitive, où passe cette fameuse « ligne de front ».

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

## Ile Maurice

La démocratie quand même

(Suite de la première page.)

Le tandem n'a pas résisté longtemps à l'exercice du pouvoir. M. Jugnauth était président du MMM essentiellement parce qu'il appartenait à la communauté hindoue, qui forme la moitié de la population. C'est pour le même mobile « ethnique » qu'il était devenu premier ministre. Un allié de circonstance, M. Harish Boodhoo, chef du Parti socialiste mauricien, avait été promu vice-premier ministre. Or cet hindou qui s'était voulu, il y a quelques années, le « Gandhi de Maurice », s'est révélé un redoutable manœuvrier. Il joua le premier ministre contre son ministre des finances avec tant d'adresse qu'au bout de neuf mois M. Béranger démissionna entraînant dans son sillage dix autres ministres sur dix-sept. « J'ai choisi l'épreuve de force, le « showdown », car nous ne pouvions plus travailler », dit-il aujourd'hui.

Cet effondrement du cabinet de gauche suscita, en août 1983, des élections générales anticipées que précéda une campagne très dure, tous les coups bas étaient permis. Le MMM obtint, certes, 46 % des suffrages exprimés mais le découpage électoral et le scrutin uninominal à un tour assurèrent la victoire à ses adversaires. L'« alliance » qui l'emporta était formée par le MSM (Mouvement socialiste militant — nouveau parti de M. Jugnauth et Boodhoo), le Parti travailliste et le PMSD. Elle donna qu'une faible majorité (51 % des suffrages). Battu de solenne quatorze voix dans son propre fief, M. Béranger a été « repêché » grâce au système des « best losers », prévu pour rééquilibrer la représentation des différentes communautés et qui permet au huit « meilleurs perdants » de siéger à l'Assemblée.

La politique, à Maurice, est affaire de passion. Les invectives pleuvent et la presse s'enflamme. Comment pourrait-il en être autrement dans cette arène qui regroupe, outre une bonne moitié d'hindous, 17 % de Tamouls, un quart de créoles, une petite minorité de Franco-Mauriciens et une bonne poignée de Chinois ? Et où l'économie est si fragile et dépendante des bonnes volontés extérieures qu'en 1984, la moitié des recettes en devises étrangères ont été fournies par l'exportation de sucre de canne acheté, par la CEE, presque au triple de son prix sur le marché mondial ?

Pourtant, le cocktail ethnique et religieux, apparemment explosif, et de sérieuses difficultés financières n'ont pas encore remis en cause les libertés essentielles sur cette île accueillante. « Notre miracle », disent les Mauriciens, comme si des garde-fous invisibles, mais placés aux bons endroits, lui avaient évité jusqu'ici l'irréparable. « Le miracle mauricien », dit plus prosaïquement un ancien conseiller de Sir Seewoosagur Ramgoolam, « père de l'indépendance », promu aujourd'hui au poste avant tout honorifique de gouverneur, c'est le mélange de races chinoises, indiennes et créoles, de bouffes et de cultures ».

Peu après son indépendance, en 1969, Maurice a largement profité d'un boom sucrier grâce à la monoculture de la canne. La CEE acceptant de reprendre à son compte un protocole sucrier passé dans le cadre du Commonwealth. Depuis, le cours du sucre a sombré, et Bruxelles continue d'acheter — à près de trois fois le prix pratiqué sur le marché libre — un demi-million de tonnes de sucre mauricien chaque année. Soit, en bonne année — sans sécheresse ni gros typhons — 80 % de la production locale. « Une véritable épine de Damas », résume M. Béranger, qui n'est pas le seul à s'inquiéter des pressions des betteraviers européens pour supprimer le « privilège » de son pays.

L'île vit donc à l'heure d'une « restructuration » sucrière qui a déjà fait l'objet d'une demi-douzaine de plans et d'un bon nombre de manœuvres en sous-main. Six usines sur quinze doivent fermer. Le monopole des propriétaires — les « dinosaures » franco-mauriciens, que M. Béranger, socialiste, se garde bien de défendre — va être battu en brèche par une association des travailleurs au capital. On parle de « rationalisation » — entendez « centralisation », — en accord avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Le ministre de l'Agriculture, qui préside, pour trois ans, la Sugar Authority, est persuadé que le sucre mauricien est « viable et compétitif à long terme, même compte tenu des prix actuels du marché » et que cette rentabilité conditionne « la stabilité sociale, économique et politique » de l'île. Il nous assure que la « réhabilitation » de ce secteur passe par une amélioration de la productivité, donc par la « fin de l'ère des fils à papa ».

Le ministre de l'Agriculture, dont l'opinion est ici largement partagée, estime justement que des « décisions majeures doivent être prises rapidement » dans le secteur sucrier — on ajoute-t-il — « éviter une catastrophe ». Pourtant, l'équilibre socio-économique de l'île ne semble pas gravement menacé. En dépit du surpeuplement — plus de cinq cents habitants au kilomètre carré, — Maurice est un pays réellement en voie de développement, comme si, économiquement, il relevait plus de l'Asie du Sud-Est que de l'Afrique voisine. Le revenu annuel par habitant y est supérieur de 10 000 F. Le taux de scolarisation dépasse 80 %. 150 000 foyers y disposent de l'électricité, et l'on compte dans ce petit pays 30 000 abonnés au téléphone.

La récession mondiale explique, en partie, que le taux de chômage soit important, de l'ordre de 20 %, et que 12 000 habitants soient considérés comme sous-alimentés. Le niveau de vie a légèrement baissé depuis 1981, et l'Etat s'est endetté à tel point qu'il a été contraint de faire appel au FMI pour obtenir un rééchelonnement de sa dette extérieure. Enfin, pour nourrir sa population, l'île importe, d'une année sur l'autre, entre 60 000 et 70 000 tonnes de riz, qu'elle ne produira jamais, ainsi que de la farine de blé.

## « Zone franche » et tourisme

Mais le secteur sucrier ne compte plus que pour la moitié des recettes en devises et n'emploie que 85 000 personnes — saisonniers compris, — alors que d'autres secteurs sont une perle. Le thé emploie aujourd'hui, sur de petites exploitations, une dizaine de milliers de familles, et ses recettes (300 millions de roupies, soit 5 % des recettes de devises) ont sextuplé en trois ans. La « zone franche », dont les unités sont disséminées à travers l'île, emploie 32 000 salariés, dont la trentaine de milliers de « petites mains », mal payées, du secteur textile. Cette zone, qui a mis longtemps à vainement s'implanter, compte pour 25 % dans les recettes de devises. Enfin, le tourisme de luxe a nettement repris, cette année, puisque 140 000 visiteurs auront été accueillis en 1984, le record de 1979 — avant la récession mondiale — étant ainsi battu.

Maurice est également en train d'investir dans l'élevage et les cultures vivrières afin de parvenir — riz et farine de blé non compris — à l'autosuffisance alimentaire. Déjà, le maïs est cultivé en association avec la canne à sucre. La « redynamisation » du secteur sucrier, chère à M. Jugnauth, fait de nouveau l'objet d'une négociation avec la Banque mondiale, le gouvernement mauricien estimant qu'une enveloppe globale de 80 millions de dollars lui sera nécessaire pour donner à l'économie le coup de fouet dont elle a besoin.

Pour M. Béranger, dont le passage au ministère des finances a marqué le début de la remise en ordre, les gouvernements actuels « font tout ce qu'il ne faut pas faire ». D'autres reprochent à M. Jugnauth d'avoir tenté de « juguler » la presse et, surtout, de pratiquer le « communalisme », en menant le jeu politique à partir de considérations ethniques, ce dont le premier ministre se défend avec la plus grande énergie. Il a prêté le flanc à la critique en déplorant la « sous-représentation des hindous » dans la fonction publique et en faisant grand bruit autour de la visite du président Singh, enfin en proposant — avant d'abandonner ce projet — de faire venir à Maurice l'une des urnes contenant les cendres d'Indira Gandhi.

Les principales réformes introduites par M. Béranger ont été reconduites par l'« alliance » gouvernementale qui ne s'était pourtant pas privée, lors de la campagne électorale de 1983, de les lui reprocher. Les taxes sur les importations de farine et de riz ont été maintenues. L'abrogation d'une partie de la « taxe à la sortie » — imposée aux sucriers — a été reconduite, de façon à leur fournir un peu d'oxygène en vue de leur reconversion. La « diversification » de l'économie est un thème dont tout le monde saisit désormais l'importance. Les négociations avec le FMI et la Banque mondiale ont repris.

Pour M. Jugnauth, Maurice est « sur le bon chemin ». Moins optimiste, M. Béranger juge néanmoins que « l'unité, c'est-à-dire l'essentiel, a été préservée ». Pour « calmer le jeu », il se garde de réclamer des élections anticipées, en dépit du fait qu'il estime que le gouvernement actuel a perdu beaucoup de son crédit — pour n'avoir pas rempli ses promesses électorales — et que le MMM, « après être passé près du drame en 1983 », a retrouvé une audience qui franchit, très nettement, les barrières ethniques. « Nous contrôlons la situation et nous allons continuer d'apaiser les tensions », dit-il. Depuis le retrait, forcé, de Sir Seewoosagur, ancien premier ministre, âgé de quatre-vingt-trois ans, le personnel politique se renouvelle un peu et Maurice regarde en face son avenir. Certes, le climat n'est pas idyllique. Ainsi des « tracts séditeux » et des « lettres provocatrices » sont déposés actuellement dans les boîtes aux lettres. Mais, outrances verbales et manœuvres en sous-main ne sont pas venues à bout de cette petite démocratie qui sait, comme le bambou, plier sans rompre sous le vent.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

urnes contenant les cendres d'Indira Gandhi.

Les principales réformes introduites par M. Béranger ont été reconduites par l'« alliance » gouvernementale qui ne s'était pourtant pas privée, lors de la campagne électorale de 1983, de les lui reprocher. Les taxes sur les importations de farine et de riz ont été maintenues. L'abrogation d'une partie de la « taxe à la sortie » — imposée aux sucriers — a été reconduite, de façon à leur fournir un peu d'oxygène en vue de leur reconversion. La « diversification » de l'économie est un thème dont tout le monde saisit désormais l'importance. Les négociations avec le FMI et la Banque mondiale ont repris.

Pour M. Jugnauth, Maurice est « sur le bon chemin ». Moins optimiste, M. Béranger juge néanmoins que « l'unité, c'est-à-dire l'essentiel, a été préservée ». Pour « calmer le jeu », il se garde de réclamer des élections anticipées, en dépit du fait qu'il estime que le gouvernement actuel a perdu beaucoup de son crédit — pour n'avoir pas rempli ses promesses électorales — et que le MMM, « après être passé près du drame en 1983 », a retrouvé une audience qui franchit, très nettement, les barrières ethniques. « Nous contrôlons la situation et nous allons continuer d'apaiser les tensions », dit-il. Depuis le retrait, forcé, de Sir Seewoosagur, ancien premier ministre, âgé de quatre-vingt-trois ans, le personnel politique se renouvelle un peu et Maurice regarde en face son avenir. Certes, le climat n'est pas idyllique. Ainsi des « tracts séditeux » et des « lettres provocatrices » sont déposés actuellement dans les boîtes aux lettres. Mais, outrances verbales et manœuvres en sous-main ne sont pas venues à bout de cette petite démocratie qui sait, comme le bambou, plier sans rompre sous le vent.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

**Après la reconnaissance de la République sahraouie par Belgrade**

**LE MAROC ROMPT AVEC LA YUGOSLAVIE**

Le Maroc a immédiatement rompu jeudi 29 novembre ses relations diplomatiques avec la Yougoslavie, cinquante-neuvième Etat dans le monde — dont trente en Afrique — à avoir reconnu la République arabe sahraouie démocratique (le Monde du 30 novembre), alors qu'il ne l'a pas fait avec d'autres pays, comme le Nigeria, qui se trouvent dans la même situation. Belgrade, qui a peu d'échanges économiques avec Rabat, a justifié sa décision par son « soutien constant à la réalisation du droit des peuples à l'autodétermination en accord avec l'ONU et les non-alignés ».

Le gouvernement marocain, qui a qualifié d'« acte inamical » la reconnaissance de cet « Etat fantomatique », a le soul, après l'échec enregistré par sa délégation à la commission de décolonisation de l'ONU, d'empêcher que le geste de la Yougoslavie ne fasse tâche d'huile. D'abord au sein du mouvement des non-alignés où son influence est grande et où la RASD a l'intention de se faire admettre.

En Europe, ensuite, la Yougoslavie étant le premier pays européen à reconnaître la RASD. Elle pourrait, en effet, être imitée, dans un premier temps, par l'Autriche, qui, comme elle, a accordé un statut diplomatique à la délégation du Front Polisario, et par la Suède, qui a reconnu ce dernier.

Les craintes marocaines ne sont pas infondées, la RASD entendant pousser son avantage avec le soutien d'organisations comme le Secrétariat international de juristes, créé récemment à Paris (le Monde du 14 novembre), et les Amis de la RASD en France et dans le monde, qui ont entamé une campagne internationale. A Paris, M. Alain Vivien, député socialiste et président du groupe d'étude France-RASD de l'Assemblée, a annoncé son intention de demander sa transformation en Groupe d'amitié France-RASD, comme c'est le cas pour d'autres Etats reconnus, et d'inviter officiellement une délégation d'élus sahraouis.

PAUL BALTA.

**INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE**  
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier  
ANTWERP NEW YORK  
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR  
Pour toutes informations : Schupstraat 1/7 - 2018 Antwerp  
Tél. : 03/222.07.55 - Belgium

## SPÉCIAL IMMIGRÉS

## LES ARABES ET VOUS

LE NOUVEAU **observateur**

EN EXCLUSIVITÉ AU MEME SOMMAIRE

**LAURENT FABIUS : « MON PROJET POUR LA FRANCE ».**  
SA 1<sup>re</sup> GRANDE INTERVIEW A LA PRESSE ECRITE

**Tunisie**  
**REPRÉSENTANT LA LIBYE A L'ONU**

**M. Masmoudi risque d'être privé de la nationalité tunisienne**

De notre correspondant

Tunis. — La Chambre des députés a voté, jeudi 29 novembre, un amendement au code de la nationalité, ramenant de dix à un mois le délai laissé à tout Tunisien pour renoncer à l'exercice d'une fonction au sein d'un service public relevant d'un pays étranger, avant de se voir retirer sa nationalité.

A l'évidence, cette modification vise tout particulièrement l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Masmoudi, qui a accepté le mois dernier le poste de représentant permanent de la Libye aux Nations unies (le Monde du 30 octobre). Il ne s'est trouvé que trois députés (une voix contre et deux abstentions) pour ne pas voter l'amendement, dont le rapport de présentation souligne « la situation ambiguë, (créée par des nationaux se mettant au service d'une puissance étrangère) qui pourrait être exploitée à l'encontre des intérêts et de la sécurité de l'Etat tunisien ».

Si l'on se réfère au cas de M. Masmoudi, le seul connu, cette dernière considération traduit bien la méfiance que Tunis continue d'entretenir à l'égard du colonel Kadhafi. Il serait évidemment plus confortable pour celui-ci de réaliser ses visées unitaires en utilisant des Tunisiens et, mieux encore, s'ils sont connus, que d'agir à visage découvert. C'est très probablement la raison pour laquelle tous les opposants tunisiens trouvent si aisément asile et soutien chez lui et qu'il s'est évertué si souvent, mais, semble-t-il, sans grand succès, à rallier à ses thèses d'anciens dirigeants, exilés après être tombés en disgrâce. Ce vendredi, le journal l'Action, organe du PSD, sans citer M. Masmoudi, parle de « trahison » et dénonce « ceux qui ont vendu leur âme au diable ».

MICHEL DEURÉ.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**  
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

السنة الأولى العدد 1







## PROCHE-ORIENT

### LA RÉUNION DES CHEFS D'ÉTATS ARABES DU GOLFE

Toutes les médiations dans la guerre Irak-Iran ont échoué

De notre envoyé spécial

Koweït. - Le secret des délibérations au cinquième sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui s'est réuni du 27 au 29 novembre, a été bien gardé. Les souverains d'Arabie Saoudite, du Koweït, de Bahreïn, du Qatar, d'Oman et des Émirats arabes unis étaient rassemblés dans un hôtel au quel les journalistes n'avaient pas accès. Des éléments d'infanterie, de commandos, de blindés, des batteries antiaériennes même, cernaient le périmètre du sommet.

De rares conférences de presse réunies par des responsables koweïtiens ont néanmoins permis de déterminer les diverses questions qui figuraient à l'ordre du jour. A n'en pas douter, la guerre irako-iranienne continue de préoccuper au premier chef les pays de la région pour au moins trois raisons : les attaques contre les pétroliers naviguant dans le Golfe risquent, si elles devaient s'intensifier, de réduire les exportations et, partant, les revenus des États producteurs ; le conflit qui oppose l'Irak chiite à l'Iran sunnite menace la cohésion et la stabilité des États voisins où cohabitent des citoyens appartenant aux deux communautés islamiques ; les membres du CCG, qui ont déjà versé quelque 50 milliards de dollars à l'Irak pour soutenir son effort de guerre, souhaitent vivement se débarrasser de ce fardeau.

Les chefs des six États arabes du Golfe n'ont pu que constater l'échec de toutes les missions de médiation qu'ils ont accomplies collectivement ou individuellement, ainsi que celles entreprises par l'ONU, l'Organisation de la conférence islamique, les pays non alignés. Faute de mieux, ils ont décidé de poursuivre leurs efforts pour conduire l'Irak à renoncer à son principal objectif, le renversement du régime irakien, et à se rallier à un compromis.

En attendant, diverses mesures ont été prises pour assurer la sécurité des États membres du CCG. Selon le vice-président du conseil koweïtien, le cheikh Sabah, une « force d'intervention rapide », sous commandement unifié, serait prête à intervenir « à tout moment » pour riposter à une éventuelle « agression extérieure ». De source officielle, on apprend que les deux bataillons constitués à cet effet stationnent en territoire saoudien.

Certains observateurs étrangers estiment cependant que cette force a une valeur beaucoup plus symbolique qu'opérationnelle. Les États du Golfe tiennent, en effet, à manifester leur détermination d'assurer eux-mêmes leur défense, encore que trois d'entre eux - Oman, Bahreïn, l'Arabie saoudite - aient consenti aux États-Unis des bases ou de substantielles « facilités » militaires.

Aucune information n'a filtré sur le projet d'« homogénéisation » de l'armement des pays membres, lesquels s'approvisionnent indistinctement, et d'une manière jugée anarchique, notamment aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni. Seul le Koweït, qui s'est vu refuser par Washington la livraison de missiles antiaériens Stinger, s'est adressé à l'Union soviétique, mais a réservé à la France la part du lion de ses achats : la principauté a acquis l'année dernière du matériel militaire français pour une somme de 4,7 milliards de francs, représentant plus de 90 % de son carnet de commandes.

Les divergences interarabes ont été évoquées, indique la déclaration publiée à l'issue de la conférence. Une apparente neutralité est observée à l'égard des conflits qui opposent la Syrie, d'une part, à l'Irak et à l'OLP, de l'autre. Mais M. Yasser Arafat obtient pleine satisfaction, puisque les chefs des États du Golfe renouvellent leur « soutien à la légitimité de l'OLP en tant qu'unique représentant du peuple palestinien ».

La déclaration finale de la conférence n'évoque même pas l'éventualité de la convocation d'un sommet arabe qui aurait dû se réunir ce mois-ci à Ryad. Les participants confirment ainsi la conviction générale que les divergences, notamment sur la question de l'éventuelle réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue arabe, sont trop marquées pour permettre une telle réunion. A en juger par l'extrême discrétion observée par les membres du CCG, il semble bien que les délibérations n'ont finalement débouché sur aucune décision d'importance.

ERIC ROULEAU.

### LES NÉGOCIATIONS LIBANO-ISRAËLIENNES DE NAKOURA

Le désaccord persiste sur le rôle de la Force des Nations unies

De notre correspondant

Jérusalem. - La négociation militaire libano-libanaise de Nakoura se trouve dans l'impasse. Aucun progrès significatif n'a été accompli, jeudi 29 novembre, lors de la sixième séance de pourparlers. Ceux-ci échouent sur le rôle que jouerait la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) au lendemain d'un retrait israélien.

Les deux parties conçoivent la mission des « casques bleus » de manière totalement différente. Israël souhaite voir la FINUL occuper tout le territoire qui aura été évacué par son armée depuis la Méditerranée jusqu'à la frontière syrienne à l'est, y compris le mont Barouk et la plaine de la Bekaa. Selon Jérusalem, les « casques bleus » auront pour tâche d'empêcher toute activité hostile à Israël, d'interdire les infiltrations de commandos et la contrebande et d'empêcher la réimplantation de « bases terroristes » dans le sud du Liban.

Les militaires israéliens estiment que, pour remplir efficacement leur mission, les troupes onusiennes - qui comprendraient alors environ dix mille hommes - devraient, pour l'essentiel, être stationnées dans le nord de la région évacuée, c'est-à-dire entre les rivières Awali, ligne aujourd'hui tenue par les Israéliens, et Zaharani. Plus au sud, où la FINUL n'aurait qu'une présence symbolique, les tâches de sécurité seraient assumées par l'Armée du Liban-Sud (ALS) du général Antoine Lahad, milice alliée d'Israël, transformée en « brigade territoriale ».

Les délégués israéliens aux entretiens de Nakoura s'attendaient, et s'attendent toujours, à voir leurs interlocuteurs jeter l'anathème sur l'ALS dont l'existence, inacceptable pour Beyrouth et Damas, porte atteinte à la souveraineté de l'armée et du gouvernement libanais. Or le blocage est venu d'ailleurs, prenant, semble-t-il, les Israéliens à contre-pied.

Les Libanais tiennent le déploiement de la FINUL pour un problème purement intérieur relevant de leur seul ressort. Ils ne veulent pas étendre le mandat et la zone d'implantation des « casques bleus », mais, à l'inverse, les restreindre. Ils acceptent seulement que ceux-ci occupent les villes de Tyr et de Sidon - notamment pour protéger les

campes de réfugiés palestiniens - et prennent position le long de la frontière israélienne. C'est seulement dans une seconde étape qu'ils consentiraient à élargir le rôle de la FINUL.

Pour Jérusalem, une présence onusienne aussi légère serait impropre à garantir la sécurité de la Galilée. Les zones abritant aujourd'hui les éléments les plus hostiles à Israël échapperaient en effet au contrôle des « casques bleus ». Le général Gilboa, chef de la délégation israélienne, a rappelé jeudi qu'à ses yeux le stationnement massif de la FINUL dans le Sud du Liban - et pas seulement sur la frontière - était la « pierre de touche » de la sincérité des Libanais dans leur vœu d'établir avec Israël un compromis viable.

Tandis que l'ambassadeur des Nations unies au Proche-Orient, M. Jean-Claude Aimé, s'active en coulisse pour rapprocher les positions des uns et des autres, les militaires israéliens s'impatientent. Le général Gilboa reprochait récemment à la délégation libanaise de répéter sans cesse le même discours « comme un disque rayé ». Vu d'Israël, seule une démarche syrienne auprès du gouvernement Karamé pourrait inspirer un changement de refrain à Nakoura.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● **Violences meurtrières au Liban.** - Selon les derniers chiffres, sept personnes ont été tuées et 17 autres blessées à la suite de l'explosion d'une voiture piégée, jeudi 29 novembre (le Monde du 30 novembre) à Aey, ville sous contrôle druze à l'est de Beyrouth. A la suite de cet attentat, un abus a été tiré sur le quartier chrétien de Qarnai-Zeitoun à Achrafieh, tuant trois personnes et en blessant deux autres. - (AFP.)

● **Entretien Cheysson-Kaddoumi.** - M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a eu jeudi 29 novembre un entretien avec M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Cette rencontre, qui intervient quelques jours avant la visite à Paris du premier ministre israélien, M. Pèrès, a porté sur « les délibérations du dernier Conseil national palestinien ».

### Egypte

Le Néo-Wafd est divisé sur l'application de la loi islamique

Rien ne va plus au sein du parti d'opposition égyptien Néo-Wafd, entre les wafdistes traditionnels et les Frères musulmans élus aux législatives de mai sur les listes de ce parti. L'union « contre nature », à l'occasion de ce scrutin, entre les héritiers du mouvement nationaliste et laïque de Saad Zaghloul et les frères musulmans, dont l'organisation est interdite en Égypte depuis Nasser, pourrait se terminer par un prochain divorce, a déclaré l'un des dirigeants du Néo-Wafd, qui a demandé à garder l'anonymat : « Il est possible que les huit députés frères musulmans siégeant actuellement à l'Assemblée sur les bancs du Wafd (58 députés au total) quittent le parti et gardent leur siège. Nous avons conclu un mariage de convenance avec les Frères musulmans. Mais ils se sont révélés plus Frères musulmans que wafdistes ».

Le principal désaccord porte sur l'application de la charia (loi islamique). Pour la confrérie des Frères musulmans, l'application de la « loi d'Allah » prime toutes les autres considérations, alors que les wafdistes, dont la majorité n'a jamais été très en faveur du droit coranique, estiment que toute islamisation de la législation devrait être précédée d'études sérieuses. En effet, l'application de la charia pose des problèmes, tant en ce qui concerne les *houddoud* (châtiments corporels,

amputations, lapidations, etc.) que dans le domaine bancaire, où elle implique l'abolition de l'intérêt. Les dirigeants du Wafd reconnaissent qu'à la suite de l'alliance avec les Frères musulmans, beaucoup d'Égyptiens coptes ont décidé de ne plus voter pour le parti. « Nous avons perdu autant de voix que nous en avons gagnées », a affirmé un responsable wafdiste. La rupture avec les Frères musulmans pourrait intervenir avant l'assemblée générale du Néo-Wafd, prévue pour fin janvier. - (AFP.)

### LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE ATTENDU EN ÉGYPTE LE 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

Le roi Hussein de Jordanie effectuera une visite d'État en Égypte à partir du samedi 1<sup>er</sup> décembre, a annoncé, jeudi 29 novembre, la présidence égyptienne. Le souverain jordanien n'aurait pas allé en Égypte depuis le début du processus qui a abouti à l'accord égypto-israélien de Camp David il y a sept ans. Le président Hosni Moubarak s'était rendu à Amman le 9 octobre, et la visite du roi Hussein scellera la réconciliation des deux voisins d'Israël qui ont renoué, le 25 septembre, leurs relations diplomatiques rompues en 1977. - (Reuters, AFP, AP.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

● **LA « CAPTURE » D'UNE CENTAINE DE SOLDATS SOVIÉTIQUES.** - Le département d'État a déclaré, mercredi 28 novembre, qu'il n'avait aucune confirmation d'un rapport selon lequel une centaine de soldats soviétiques avaient été capturés par la résistance dans le sud-est de l'Afghanistan (le Monde du 29 novembre) où il y a eu récemment d'importants combats. - (UPI.)

### Ouganda

● **REDDITION DE TROIS CENT CINQUANTE OPPOSANTS.** - La radio ougandaise a annoncé, mercredi 28 novembre, que trois cent cinquante guérilleros antigouvernementaux se sont rendus volontairement aux autorités dans le district de Luwero, situé au nord de Kampala.

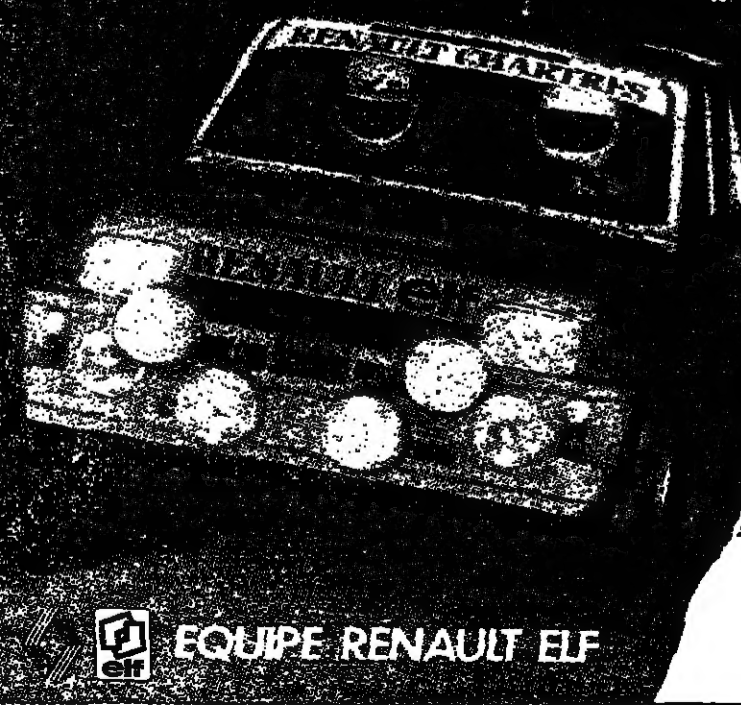
### Pakistan

● **AMNESTY INTERNATIONAL.** - Dans un communiqué rendu public le mardi 27 novembre à Paris, dénoncé les conditions dans lesquelles avait lieu le procès de personnes accusées de « conspiration » (le Monde du 30 novembre) et lancé simultanément un appel au président Zia Ul Haq, pour que quatre prisonniers menacés d'exécution puissent bénéficier d'un procès équitable. Trois des quatre prisonniers, précise Amnesty International, qui sont accusés d'un détournement d'avion en 1981, ont d'abord été condamnés à des peines de prison par un tribunal militaire, mais celui-ci a ensuite prononcé des condamnations à mort après avoir reçu une injonction officielle exigeant que ces peines soient reconsidérées.

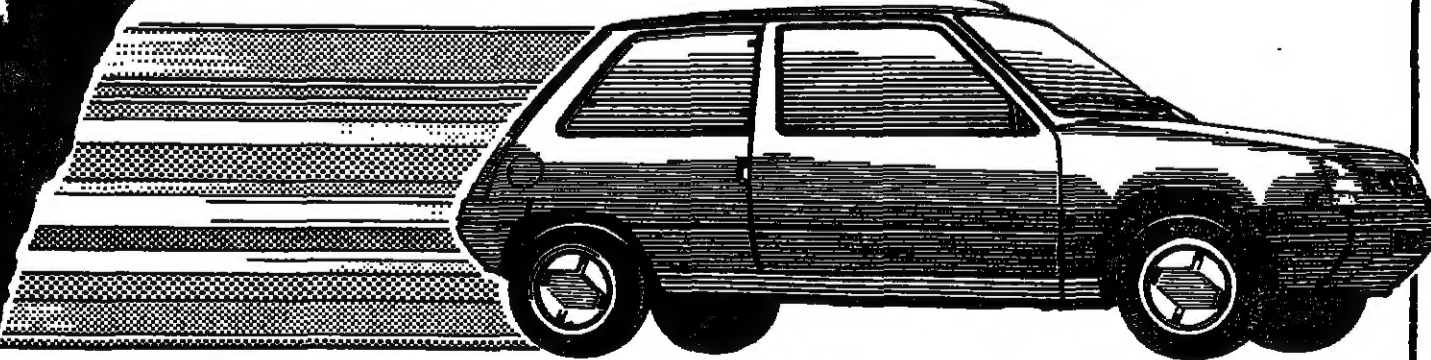
CHAMPIONNAT DE FRANCE DES RALLYES 84

1<sup>er</sup> J. RAGNOTTI. P. THIMONIER.  
SUR RENAULT 5 TURBO.

A MOI LA VICTOIRE. A TOI LA GLOIRE.



EQUIPE RENAULT ELF



Renault SuperCinq  
plus cinq que la 5

سوزا بن الامين



150

Le Monde

politique

UN ENTRETIEN AVEC M. JACQUES TOUBON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU RPR

«Le socialisme est devenu synonyme de régression sociale et même de pauvreté»

Egypte  
Le Néo-Wald est divisé  
sur l'application de la loi islamique

Le Néo-Wald est divisé sur l'application de la loi islamique. Les dirigeants du parti Néo-Wald, qui ont obtenu la majorité absolue aux élections législatives du 28 septembre, se sont réunis à la fin de la semaine dernière pour discuter de la mise en œuvre de la loi islamique. Les débats ont été animés, les uns plaçant pour une application stricte, les autres pour une adaptation aux conditions locales.

Le roi Hussein de Jordanie attend en Egypte le 1<sup>er</sup> décembre. Le roi Hussein de Jordanie se rendra en Egypte pour participer à la conférence internationale sur le développement, qui se tiendra au Caire du 1<sup>er</sup> au 5 décembre. Le roi sera accompagné de sa famille et de hauts dignitaires du royaume.

RAVERS LE MONDE

Pakistan

AMNISTY INTERNATIONAL. Amnesty International a appelé le gouvernement pakistanais à libérer tous les détenus politiques. L'organisation a souligné que les droits de l'homme sont gravement violés en Pakistan, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression et le droit à un procès équitable.

Ouganda

THAÏS DE THOIS. Les Thaïs de Thois, une communauté minoritaire en Thaïlande, ont obtenu la nationalité thaïlandaise. Cette décision a été prise par le gouvernement après une longue procédure administrative.

Dans la première interview qu'il accorde à un quotidien national depuis sa nomination comme secrétaire général du RPR le 18 novembre, M. Jacques Toubon insiste sur la préoccupation primordiale qui sera la sienne : faire gagner les élections de 1986 à son mouvement et à l'ensemble de l'opposition. Il précise aussi le sens à donner aux principes de renouveau de l'Etat et de restauration des libertés qui inspirent le programme du RPR. Celui-ci sera définitivement adopté au cours d'un congrès extraordinaire ses printemps 1985.

« Votre réputation d'homme plus offensif que votre prédécesseur n'est-elle pas destinée à enrayer le courant du RPR séduit par M. Le Pen ? » Notre problème n'est pas du tout, comme les nostalgiques de la IV<sup>e</sup> le croient, de nous préoccuper de nos relations avec telle ou telle formation, avec tel ou tel homme politique, de nous occuper de cuisine partisane. Nos affaires, ce sont les affaires des Français. Notre action se situe face à l'opinion et elle sera jugée par l'ensemble des Français. Les électeurs se situent par rapport à nous. Nous ne leur proposons pas des combinaisons mais des objectifs pour le redressement de la France.

« Vous n'imaginez donc pas une division de l'opposition d'ici à seize mois ? » J'ai à cet égard peu d'imagination et beaucoup de foi. « Comment allez-vous organiser le mouvement en vue des élections législatives ? » L'équipe comporte un secrétaire national aux élections, M. Jacques Chirac, qui sera principalement chargé auprès de moi de préparer les investitures. Mais le secrétaire national, chargé des relations avec les partis d'opposition, M. Roger Romani, et le secrétaire national chargé des élus locaux, le jeune maire de Chalon-sur-Saône, M. Dominique Perben, ainsi que le secrétaire national aux fédérations, M. Alain Marieux, seront appelés autour de moi pour préparer et mener la campagne. Mon intention est de m'investir personnellement et de réunir régulièrement et de maintenir une petite cellule, ainsi composée, et à laquelle participera le président du groupe de l'Assemblée nationale, mon ami Claude Labbé.

« Comment allez-vous mener des actions particulières pour attirer à vous les déçus du socialisme ? » Dans un premier temps, dans chacune des régions, nous allons soumettre l'ensemble de nos propositions à la réflexion et aux critiques de tous les partenaires de la vie économique, sociale et culturelle où un chargé de mission du RPR prendra des contacts. A la suite de cette concertation nous adopterons au cours d'un congrès extraordinaire au printemps 1985, l'ensemble de nos propositions et de nos objectifs. Ceux-ci seront à la fois le résultat de nos convictions et des aspirations de tous les Français que nous aurons rencontrés.

« Aux assises de Grenoble les militants du RPR se sont montrés sur certains sujets assez conservateurs et parfois réactionnaires, notamment en ce qui concerne les problèmes sociaux, l'IVG, la sécurité, les immigrés. Cela n'est-il pas contradictoire avec votre volonté d'ouverture ? » Notre deuxième principe consiste à retrouver les libertés individuelles, concrètes, économiques, sociales, culturelles qui ont été lentement grignotées par l'Etat.

« Et cependant pour le moment les principes généraux de votre politique n'apparaissent pas très clairement. » Il est vrai que dans la confusion et les faux-semblants organisés par le pouvoir, il est souvent difficile de s'y retrouver. Les principes de notre future politique sont extraordinairement simples. Il s'agit à la fois de reconstruire l'Etat et de retrouver les libertés. Refaire un Etat renoué, resserrer autour des quatre missions qui sont celles de tout Etat républicain : souveraineté, unité nationale, sécurité et solidarité. Il s'agit d'opposer à l'Etat atterré-tout, partiel et hésitant que nous avons depuis trois ans et demi, un Etat désormais respectable, efficace et impartial.

« Votre nomination a pu faire croire à une rupture de générations et au renouement au concept de rassemblement par la mise à l'écart de certains gaullistes ? » L'équipe qui m'entoure a pour tâche primordiale de construire la victoire des élections législatives et, au-delà, la nouvelle politique de la future majorité parlementaire. La diversité sociale, intellectuelle, et à certains égards les sensibilités politiques représentées dans la nouvelle équipe nationale et dans le bureau politique qui sera élu le 21 décembre relèvent la notion de rassemblement sur laquelle a toujours été fondé le mouvement gaulliste. Le rassemblement et le renouement du RPR correspondent simplement à une volonté de relance de son action mais n'entraînent aucune mise à l'écart de quiconque. On s'en apercevra vite.

« Une autre attirance s'exerce sur l'électorat RPR venant de la part de M. Raymond Barre. Comment résister aux séductions du député du Rhône ? » La vraie question est de savoir s'il existe, entre la stratégie de la majorité et celle de l'opposition, une

« Mais vous ignorez encore le mode de scrutin. » Je prépare les élections quel que soit le mode de scrutin. Quand on a de bons candidats, une bonne implantation, de bonnes propositions et un courant qui vous soutient, le mode de scrutin importe peu. De plus s'agissant de la réforme de la loi électorale, nous avons d'ores et déjà engagé le combat contre la proportionnelle.

« Le RPR à Colombey-les-Deux-Eglises. » Comme ils le font chaque année, les responsables et les parlementaires du RPR se sont rendus sur la tombe du général de Gaulle, à Colombey-les-Deux-Eglises, sous la conduite de M. Chirac et Toubon. M. Labbé, président du groupe parlementaire, a déclaré : « Le gaullisme établit un lien entre les générations, nos pères sont différents, mais le même avenir nous rassemble. » Les nouveaux membres du secrétariat national étaient présents.

« En mentionnant le niveau social qui est le nôtre, voulez-vous dire que le RPR n'envisage pas de réduction de ce niveau de protection sociale ? » Un Etat efficace et une économie prospère peuvent assurer la protection sociale à laquelle les Français ont droit, alors qu'un Etat pléthorique, glouton et une économie débilée, asphyxiée sont incapables de le faire. C'est pourquoi le socialisme est devenu en fait aujourd'hui synonyme de régression sociale et même de pauvreté. Le retour des libertés est donc la seule garantie d'un nouveau progrès social.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

PIANOS DAUDE  
LOCATION  
VENTE  
280 f/mois  
252 f/mois  
CREDIT CREG  
jusqu'à 60 mois  
LIVRAISON GRATUITE  
GARANTIE 10 ANS  
75 bis, av. de Wagram  
75017 PARIS  
763-34-17 / 227-88-54  
OUVERT LE DIMANCHE

● Pax de parti barriste. - M. Raymond Barre a « totalement dévoué », jeudi 29 novembre, l'initiative prise par un certain nombre de personnes à Bondy, en Seine-Saint-Denis, de créer un « parti politique de tendance barriste ». Le secrétaire de M. Barre indique, dans un communiqué, que « les positions ou les initiatives que pourraient prendre les animateurs de ce groupement, intitulé Union libérale de progrès, ne sauraient engager qu'eux-mêmes ».

● Le RPR à Colombey-les-Deux-Eglises. - Comme ils le font chaque année, les responsables et les parlementaires du RPR se sont rendus sur la tombe du général de Gaulle, à Colombey-les-Deux-Eglises, sous la conduite de M. Chirac et Toubon. M. Labbé, président du groupe parlementaire, a déclaré : « Le gaullisme établit un lien entre les générations, nos pères sont différents, mais le même avenir nous rassemble. » Les nouveaux membres du secrétariat national étaient présents.

L'HISTOIRE  
CHEZ FAYARD

Maurice  
Un  
révolutionnaire  
professionnel  
Auguste Blanqui  
320 pages  
89 F  
Quelques dizaines d'hommes se donnent le droit de se servir des autres comme d'un instrument aveugle ; ces autres, il est permis de les tromper, de les compromettre et même, de les perdre. Ainsi pensaient les premiers révolutionnaires professionnels, ainsi agissent aujourd'hui leurs descendants.  
Joannine Verdès-Leroux



Une bonne idée, des notes précises, des remarques importantes, tout ça n'a pas de prix. Un outil vous coûterait cher.

VOTRE CALEPIN

ÉLECTRONIQUE

Envoyez-nous votre adresse, nous vous expédierons une documentation complète.

POCKET MEMO

PHILIPS

A renvoyer à Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, Square Marmont - 75741 Paris Cedex 15.

Nom et prénom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Service \_\_\_\_\_  
Adresse de bureau \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_  
Tel. \_\_\_\_\_



PHILIPS

A GLOIRE.



Supercin  
plus chère que la 5

CHARLES JOURDAN

EXTRAIT D'UN JUGEMENT (DÉFINITIF) RENDU LE 6 JUILLET 1984  
PAR LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VALENCE

ENTRE :  
La Société CHARLES JOURDAN  
Et  
Monsieur Georges SEMERDJIAN  
S.A.R.L. SEMERDJIAN FRÈRES  
15, rue du Terras  
13002 MARSEILLE

Le 31 Mars 1982, la S.A.R.L. SEMERDJIAN FRÈRES a mis en vente pour la première fois un modèle de chaussure sous la référence «LYDIA».  
L'examen du modèle CAPRICE fait apparaître qu'il s'agit d'un escarpin pour femmes, perforé de trous carrés de 3 mm de côté, répartis de façon régulière et spécifique, et dont le bout est ouvert.  
Or, comparé au modèle «CAPRICE», le modèle «LYDIA» présente les ressemblances suivantes : escarpin d'une même découpe, perforé de trous carrés de 3 mm de côté, talon de 6 cm, bout ouvert. Ces multiples ressemblances, portant sur des éléments conférant son originalité au modèle «CAPRICE» démontrent suffisamment que le modèle «LYDIA» est une contrefaçon du modèle «CAPRICE».

Il apparaît dans ces conditions, que les faits reprochés au prévenu sont établis. Il échet de le déclarer coupable du délit de contrefaçon.  
PAR CES MOTIFS -  
Le TRIBUNAL, déclare Monsieur SEMERDJIAN coupable des faits qui lui sont reprochés.  
Le condamne à la peine de CINQ MILLE FRANCS D'AMENDE (5.000 F).  
Déclare la S.A.R.L. SEMERDJIAN FRÈRES civilement responsable.  
Condamne Monsieur SEMERDJIAN Georges et la Société SEMERDJIAN FRÈRES en solidum à payer à la Société CHARLES JOURDAN la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 F) à titre de dommages-intérêts.  
Ordonne la publication du dispositif du présent jugement dans les journaux suivants : «Le Monde», «Le Figaro», et «Le Dauphiné», aux frais de Monsieur SEMERDJIAN Georges et la S.A.R.L. SEMERDJIAN FRÈRES, ce à titre également de dommages-intérêts.

Pour Copie Conforme  
Jacques KAM  
Avocat à la Cour



# POLITIQUE

Après la mort, le vendredi 30 novembre, d'un Européen à Ougoa, dans le nord-est du territoire, la gendarmerie a lancé plusieurs opérations pour tenter de lever les barrières édifiées sur plusieurs axes routiers par les indépendantistes du FLNKS. C'est ainsi qu'un peloton de gendarmes mobiles a réussi à faire évacuer, sans incident, le barrage de Poya. Mais, dès que les gendarmes se sont éloignés, les militants du FLNKS ont incendié une dizaine de maisons dans le village et ont reconstitué un barrage, qui a de nouveau été démantelé par les forces de l'ordre.

L'opération de Poya était apparemment le prélude à une vaste remise en ordre. D'autres actions des forces de l'ordre étaient prévues dans la journée, tandis qu'était attendu le général de Barry, secrétaire général de la défense nationale.

A Nouméa, le maire, M. Roger Laroque (RPR), a appelé la population à faire du chef-lieu du territoire une ville morte, samedi 1<sup>er</sup> décembre, en signe de deuil. Mais il a surtout incité les Calédoniens « à se tenir prêts à descendre dans la rue ». « J'espère être suivi par chacun », a ajouté M. Laroque.

Le FLNKS - dont deux dirigeants se trouvent à l'étranger, M. Tjibaou au Vanuatu, M. Uréghé en

Malaisie - a estimé que la libération, jeudi, du sous-préfet des Îles Loyauté constitue « un gage de bonne volonté pour pouvoir entrer en négociation ».

Trois militants du FLNKS incarcérés pour avoir empêché le déroulement des élections territoriales, ont été mis en liberté provisoire, treize autres militants restant détenus.

A Paris, le gouvernement attend le retour de M. Barbeau, l'émisnaire du ministre de l'Intérieur, pour délibérer. Ce dernier a noué contact avec toutes les parties en présence - dans le cadre d'une accélération du processus d'autodétermination - selon les termes employés par M. Lemoine, secrétaire d'Etat

au DOM-TOM. M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, presse lui, le gouvernement « d'aller très vite » dans cette voie.

Dans l'opposition, M. Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a jugé qu'« il est temps que le président de la République, garant de l'intégrité territoriale, prenne lui-même ses responsabilités » ; tandis que M. Le Pen, président du Front national, demande la démission du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Enfin M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement local, se rend à Paris avec l'intention d'y être reçu par le chef de l'Etat.

## CLIMAT DE VIOLENCE EN

## La valise et le fusil

(Suite de la première page.)

Treize jours depuis les élections du 18 novembre, barrage contre barrage, fusils contre fusils, angoisse contre colère. Treize jours de ce tête-à-tête hallucinant dans la solitude des montagnes. Treize jours abandonnés de tous, les gendarmes

calfeutrés dans leurs gendarmeries (trois gendarmes en moyenne par village). La République française aux abois absents. Treize jours de nuits sans sommeil, l'œil au rideau, le doigt sur la détente.

Et soudain, en une folle nuit et un matin, tout a éclaté. Jeudi soir, Eugène Guérin, un cultivateur blanc de soixante-dix-huit ans, est en train de planter paisiblement ses piquets d'ignames devant sa ferme quand il voit arriver un groupe de Canaques de la tribu voisine, armés de fusils et de tamiocks (haches traditionnelles). Le vieil homme connaît bien ses voisins. Il plaisante : « Vous allez à la

chasse ? » - Il va falloir que tu partes », lui répondent-ils. Brève discussion. Puis il est roué de coups de poing et de pied ; il roule à terre. « Mais pourquoi me faites-vous ça ? », parvient-il à demander entre deux volées. Dans le même temps, un autre groupe de Canaques pénètre dans la ferme et blesse M. Guérin d'une décharge de chevrotines. Son neveu l'emmène alors à l'hôpital de Koumac, laissant pour mort M. Guérin. Sur le chemin, la voiture sera prise pour cible par les Canaques ; on y déclenche sept impacts de chevrotine.

Toute la nuit durant, la Calédonie

entière et la métropole tiendront pour mort M. Guérin. Les gendarmes n'ont pas s'aventurer de nuit jusqu'à la ferme ; c'est un élément léger d'intervention (ELI), arrivé dans la nuit en hélicoptère de Nouméa, qui découvrira le vieil homme à l'aube, transi et ensanglanté, le visage tuméfié, à proximité de sa ferme.

Mais l'irréparable est accompli. La télévision a annoncé en direct la mort du vieil homme au journal du soir. Les nerfs du territoire ont lâché, et, vendredi matin, c'est le drame. Comme chaque matin depuis dix jours, les Canaques ont recommencé à barrer la route, mais, cette fois, les Européens se rebiffent. Un minibus transportant des enfants de retour de Nouméa est annoncé. Il faut lui laisser le passage. Une vingtaine de Blancs armés s'approchent du barrage. Un premier coup de feu part en l'air, tiré par les Blancs. Et c'est la fusillade générale. Près de soixante coups de feu en quelques minutes.

### L'exode des Blancs

On descendra les blessés à l'hôpital de Koumac, recroquevillés à l'arrière des minibus. Mais on ne pourra pas sauver M. Mézières. Quatre Canaques sont capturés par les Européens, livrés aux gendarmes et évacués en hélicoptère sur Nouméa, où ils sont emprisonnés. Parmi eux un des meneurs, surveillant à l'intérieur de la tribu de Bondé.

Durant toute la journée de vendredi, les Blancs ont évacué non seulement les fermes isolées mais aussi des villages entiers du nord de la Calédonie, comme celui de Gomen,



donc le maire indépendantiste est venu prévenir les gendarmes qu'il ne pouvait plus garantir la sécurité de la population. La grande majorité des habitants du village se sont réfugiés dans le bourg voisin, laissant Gomen déserté.

« Depuis plusieurs week-ends, nous ne cessons de faire et défaire les valises », raconte une femme de gendarme qui attend sur le petit aéroport l'avion salvateur qui l'emmènera à Nouméa. La semaine dernière déjà, elle a dû quitter la gendarmerie pour quelques jours ; puis elle est revenue. Elle repart aujourd'hui. Pour combien de temps, cette fois ?

A l'issue de cette journée où tout a basculé, deux impressions dominent : d'abord l'isolement quasi moyenâgeux des villages de montagne de ce petit coin de France sans liaison téléphonique de nuit avec le reste du territoire quand l'opération est couvée, seulement relié à Nouméa par le fil ténu de la radio de la gendarmerie. Où sont donc les 1 500 hommes arrivés à grand son de trompe dans le territoire ?

Jusqu'à aujourd'hui, les trois gendarmes de Ougoa ont été laissés à eux-mêmes malgré leurs appels pressants.

Seconde impression déchirante : ce sont des amis, des voisins qui s'affrontent. On a grandi ensemble, on trinquet régulièrement au bar, on siègeait ensemble au conseil municipal sous l'autorité du maire indépen-

dantiste qui, depuis les événements, a trouvé refuge dans la tribu canaque. Et, un beau matin, les amis, les voisins se sont retrouvés des deux côtés d'un barrage de bûches et de branches, séparés par les fusils. Aujourd'hui, rapprochés par leurs blessures, Blancs et Noirs voient dans les chambres trop étroites de l'hôpital de Koumac. Désormais seuls les séparent de simples paravents.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### LE RPR : le gouvernement a pris une voie raciste

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, après une réunion exceptionnelle du bureau de ce groupe a déclaré :

« La Nouvelle-Calédonie, le gouvernement après la voie du racisme et de l'apartheid, tel qu'il existe en Afrique du Sud. Le gouvernement porte aujourd'hui la totale responsabilité des affrontements entre Calédoniens, d'autant plus qu'il ne s'appuie pas sur le gouvernement légal du territoire composé pour moitié de Mélanésiens ». Le gouvernement, par ses actes et ses déclarations, se situe dans une position d'hostilité à l'égard du suffrage universel.

M. Labbé a dénoncé : « Le caractère scandaleux des positions prises par le gouvernement socialiste australien qui apporte une aide morale et peut-être matérielle aux indépendantistes ».

« Rapatriés solidaires. - Le mouvement du RECOURS a décidé de concrétiser la solidarité des rapatriés de France à l'égard de trois mille compatriotes installés en Nouvelle-Calédonie et de tous les Calédoches et Mélanésiens francophiles, en créant un comité de soutien à la Nouvelle-Calédonie française », présidé par ses dirigeants nationaux, MM. Guy Forzy, Claude Laquière, Kader Boualem et Jacques Roseau (2, rue Edmond-Rostand, 11000 Carcassonne). Le RECOURS demande « à tous ceux qui ont vécu de près ou de loin le drame algérien de ne pas rester insensibles à celui qui risque de s'ouvrir demain en Nouvelle-Calédonie, car si, dans ses données et ses réalités économiques, géographiques et démographiques, la Nouvelle-Calédonie n'a rien à voir avec l'Algérie, la dialectique subversive et révolutionnaire que le FLNKS y développe actuellement est, par contre, identique à celle utilisée par le FLN en Algérie ».



### L'Assemblée nationale adopte le nouveau statut de Saint-Pierre-et-Miquelon

Les députés socialistes et communistes ont approuvé le jeudi 29 novembre à l'Assemblée nationale le nouveau statut de Saint-Pierre-et-Miquelon ; ceux du RPR ont voté contre, ceux de l'UDF, non représentés au moment du vote, n'ont pas pris part à celui-ci.

Beaucoup de bruit pour un texte dont le gouvernement affirme qu'il n'est qu'un aménagement technique : permettre à l'archipel de ne pas être totalement intégré à la Communauté européenne, ce qui augmenterait ses droits de douane alors qu'il importe les deux tiers de ce qu'il consomme des Etats-Unis et du Canada ; adapter la décentralisation à une collectivité locale particulière puisque n'y habitent que 6 600 personnes toutes européennes de souche.

Pourtant l'opposition en a fait une affaire de principe. En 1976 une loi avait fait de Saint-Pierre-et-Miquelon un département. Cette fois on le transforme en collectivité territoriale de la République à statut particulier. M. Marcel Estrad (app. UDF, Guadeloupe) y voit un précédent fâcheux pour les autres départements d'outre-mer. Surtout le RPR, par les voix de MM. Didier Julia (Seine-et-Marne) et Emman-

uel Aubert (Alpes-Maritimes), craint au début d'éloignement de l'archipel par rapport à l'Europe et à la France. Il juge aussi en tel changement de statut contraire à la Constitution. De plus il regrette que la population locale n'ait pas été consultée.

M. Albert Fen (app. PS, député de l'archipel), lui, fait remarquer que tous les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon sont favorables à ce changement de statut alors qu'ils s'étaient opposés à la départementalisation ; ils sont tous proches il est vrai de la majorité. Les porte-parole du PS ont ajouté que ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire, et que le nouveau statut conservait de nombreux éléments de celui d'un département. De plus il ont fait expliquer que le préfet y aurait un pouvoir un peu plus accentué qu'en métropole, ne serait-ce que parce que la décentralisation des compétences y est moins accentuée.

Surtout M. Pen souligne que l'attachement des Saint-Pierrais et des Miquelonnais à la France a suffisamment été prouvé au cours de l'histoire pour qu'il ne tienne pas à une affaire de statut juridique !

Th. B.

### Le conseil d'Etat valide l'élection de M. de Boishue, maire de Brétigny-sur-Orge

La ville de Brétigny-sur-Orge, dans l'Essonne, gardera son maire, M. Jean de Boishue (RPR). C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat qui a infirmé la décision du tribunal administratif de Versailles annulant l'élection de M. de Boishue au conseil municipal.

A Brétigny, il avait fallu quatre tours de scrutin pour qu'une équipe municipale soit désignée. L'élection municipale de mars 1983, qui avait vu la liste reconduite par le maire sortant, M. Alain Blin (PC), l'emporter, avait été annulée par le Conseil d'Etat. Une nouvelle consultation avait été organisée en mars 1984. Et la liste de M. de Boishue avait finalement devancé celle de M. Alain Blin. Celui-ci contestait aussitôt l'éligibilité du vainqueur. Devant le tribunal administratif, il avait expliqué que le nouveau maire, n'étant ni électeur ni contribuable de la commune au 1<sup>er</sup> janvier 1984, n'était pas éligible.

M. de Boishue affirmait qu'il remplissait les conditions pour figurer au rôle des contributions directes et qu'il y avait donc omis de la part des services fiscaux. A l'appui de cet argument, il avait produit deux déclarations pour le recouvrement du droit au bail et la taxe additionnelle souscrites par son bailleur brétignois. Il avait également précisé que l'administration fiscale avait en 1982 encaissé le chèque représentant le montant du droit au bail. Les juges du tribunal administratif ne l'avaient pas suivi. Ceux du Conseil d'Etat, en revanche, ont estimé que « ces pièces suffisaient à établir que M. de Boishue devait être inscrit au 1<sup>er</sup> janvier 1984 au rôle des contributions directes ».

M. de Boishue est donc confirmé dans ses fonctions de premier magistrat de la commune de Brétigny.

P. D.

**IOISE**  
OXFORD INTENSIVE  
SCHOOL OF ENGLISH  
apprécié par le British Council  
21 rue Théophile Renaudot  
75015 PARIS Tél. (1) 523.12.02  
Jusq. fin 1985 - Lic. A7108

**NOËL 84 PRÉPAREZ EFFICACEMENT L'ÉPREUVE D'ANGLAIS**

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour tout et tout :

BAC - HEC  
SCIENCES PO  
DEUG - LICENCE  
CAPES

**LA CALIFORNIE... ?**  
L'AMERICAN CENTER SUREMENT  
COURS INTENSIF D'AMÉRICAIN  
AMERICAN CENTER  
251 RD KASPAUL, 75014 PARIS  
633.67.28

**ENGLISH FOR EVERYBODY**  
20 HEURES DE COURS : 2 HEURES PAR JOUR  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 14 A 16 HEURES

**WEEK-END**  
A L'AMERICAN CENTER  
20 HEURES DE COURS  
REPARTIES SUR 4 WEEK-ENDS  
CHAQUE WEEK-END DE 10 H 30 A 20 H 30  
CHAQUE SAMEDI DE 13 H 30 A 16 H 30

**ET AUSSI :**  
COURS PRIVÉS - SESSIONS TRIMESTRIELLES  
COURS POUR ENFANTS LE MERCREDI

**JACQUES TOUBON**  
Secrétaire Général du R.P.R.

**EUROPE 1**  
CLUB DE LA PRESSE

**DIMANCHE 2 DECEMBRE à 19H15**  
animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel

Attention ! Cette émission est retransmise en direct sur Canal+ sans décodeur. Vous pouvez la regarder sans être abonné !

**CANAL+**

**NOUVELLE CALEDONIE**

**Le pire**

**AVEFRA**

**SPECIAL B**

20 PAGES DE CONSEILS

**LE PORTEFEUILLE**

**LE BAROMETRE**

**ETUDES**

**CONSEILS**

**LE HEBDOMADAIRE D'ACTUALITE ET FINANCIERE**

sorte samedi 10 F. chez vous



150

## POLITIQUE

### NOUVELLE-CALÉDONIE

#### Le pire n'est pas fatal

« Le gouvernement est-il décidé à appliquer, en Nouvelle-Calédonie, le statut d'autonomie institué par la loi du 6 septembre 1984 ? », demande M. Pierre Messmer au nom du RPR. « Pourquoi revenir sur l'application de ce statut, dans sa lettre et dans son esprit ? », demande M. Valéry Giscard d'Estaing au nom de l'UDF.

A cette allure, l'opposition sera bientôt unanime pour rendre justice au travail accompli depuis trois ans par le gouvernement, qui a osé de conduire en Nouvelle-Calédonie, une politique du « juste milieu ». C'était l'objectif de M. Georges Le Moine, dont le discours avait été désapprouvé à la fois par l'opposition et les indépendantistes canaques.

Ce revirement ne saurait surprendre, car toute recherche d'une solution politique de la question calédonienne passe par le processus d'autodétermination enclenché en juillet 1983 lors de la « table ronde » de Nainville-Roches et fixé dans le nouveau statut d'autonomie interne qu'a adopté le Parlement en mai dernier.

Les négociations qui avaient réuni pendant quatre jours les dirigeants du Front indépendantiste et leurs adversaires politiques dans le château de cette bourgade de l'Es-

sonne s'étaient traduites par des convergences très importantes et, en définitive, par une avancée que nul n'aurait osé espérer auparavant.

Le chef de file du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, et M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, président du gouvernement territorial, n'avaient pas contesté le relevé des accords intervenus au terme de ces discussions et repris ensuite dans le préambule du projet de loi déposé par le gouvernement.

Ce relevé exprimait des progrès significatifs dans le sens d'une meilleure compréhension réciproque. Les élus de la communauté canaque reconnaissent la « légitimité » des revendications du « peuple canaque, premier occupant du territoire », ainsi que son « droit inné à l'indépendance (...) dans le cadre de l'autodétermination prévue par la Constitution de la République française ». Les délégués séparatistes admettaient pour leur part que « pour des raisons historiques, l'autodétermination est également ouverte aux autres ethnies,

dont la légitimité est reconnue par les représentants du peuple canaque ».

C'est cette dernière phrase qui suscite ensuite diverses interrogations, parce qu'elle pouvait donner lieu à des interprétations contradictoires. De part et d'autre, on affirmait pourtant qu'il faut préparer cette démarche vers l'autodétermination qui sera le fait du peuple calédonien.

Les dirigeants du RPR avaient finalement refusé de signer ce texte pour conserver une marge de manoeuvre face à un électoral général. Mais il avait été admis qu'après les élections territoriales un comité d'Etat-territoire serait chargé de « préparer les conditions dans lesquelles sera exercé le droit à l'autodétermination ».

Le pronostic des élections législatives de 1986 a entraîné le processus : pour le RPR, il s'agit de tendre que la gauche passe la main pour revenir à une politique favorable aux Européens ; pour le FNKS, il faut au contraire arrêter l'indé-

pendance avant que la gauche ne quitte le pouvoir. Mais quelles que soient les conclusions de la mission de M. Charles Berbeau, qui sera de retour à Paris samedi soir et présentera aussitôt son rapport au premier ministre, la reprise du dialogue entre le RPR et le FNKS — si reprise du dialogue il y a — devra se faire d'une façon ou d'une autre sur ces acquis, ceux de Nainville-Roches, dont le principal mérite est de montrer qu'entre les deux communautés la cohabitation demeure concevable.

Les efforts déployés sur le terrain par M. Lafleur pour apaiser les esprits au sein de la communauté européenne et la volonté manifestée jusqu'à présent par les dirigeants du FNKS d'éviter l'irréparable — en dépit des derniers affrontements de Ouhéas — tendent à indiquer que le pire n'est pas nécessairement fatal. L'espoir du gouvernement, qui se refuse à envisager pour l'instant de gros déploiements de forces, est que pour chacun des deux communautés — mais surtout pour les calédoises — ces douze derniers jours aient constitué une utile leçon de choses, et, mieux encore, provoqué une prise de conscience.

ALAIN ROLLAT.

#### M. Brunhes (PCF) demande « le respect des engagements pris envers le peuple canaque »

M. Jacques Brunhes, député des Hauts-de-Seine, a répondu, au nom du groupe communiste de l'Assemblée nationale, le jeudi 29 novembre, sur TF1, aux déclarations faites la veille par le premier ministre. « Il faut une autre politique », a dit M. Brunhes, après avoir affirmé que les travaux d'utilité collective (TUC) ne sont pas une bonne solution au problème du chômage des jeunes. « Nous n'avons pas le droit », a déclaré M. Brunhes, de laisser se développer des illusions. »

Au sujet de la Nouvelle-Calédonie, M. Brunhes a déclaré que le règlement du conflit passe « par le respect des engagements pris envers le peuple canaque » et « sûrement pas par le déploiement de la force, en tout cas pas par son utilisation ».

M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a souligné, quant à lui, la nécessité d'un « dialogue » en Nouvelle-Calédonie. M. Billardon estime que la situation actuelle résulte des « inégalités extraordinaires » entre Européens et Canaques, inégalités qui sont l'héritage des gouvernements précédents et contre lesquels il faut « lutter ».

M. Billardon s'est félicité d'entrevoir des résultats annoncés par le premier ministre dans la mise en place des TUC.

#### Canberra minimise son différend avec Paris

Le gouvernement australien s'efforce de minimiser le « malaise diplomatique » apparu entre Paris et Canberra au sujet de la Nouvelle-Calédonie et qui a provoqué la convocation au Quai d'Orsay, le mercredi 28 novembre, de l'ambassadeur d'Australie en France, M. Peter Curtis (le Monde du 30 novembre).

Les milieux officiels de Canberra, cités par l'AFP, soulignent que le gouvernement de M. Hawke éprouve sympathie et compréhension pour les problèmes que rencontre la France en Nouvelle-Calédonie, mais estiment que l'Australie n'en a pas moins le droit d'avoir son opinion à ce sujet et de

l'exprimer publiquement comme en privé. Les mêmes milieux observent que les intérêts nationaux australiens sont concernés par la situation et que « l'Australie sera encore là » même si la France devait un jour se retirer du territoire. On note que, si M. Hayden a pu présenter la Nouvelle-Calédonie comme « l'un des derniers vestiges du colonialisme dans le Pacifique sud », le président Mitterrand lui-même avait publiquement déclaré que sa politique visait à « abolir la situation coloniale » dans l'île.

On rappelle enfin que le ministre australien des affaires étrangères a souhaité que la France conserve des responsabilités en Nouvelle-Calédonie, même après une éventuelle indépendance.

Tout en maintenant ainsi son « droit de commentaire », il apparaît que le gouvernement de Canberra ne cherche nullement à envahir une polémique avec Paris, encore moins à jeter de l'huile sur le feu dans la crise calédonienne dont l'aggravation a au contraire tout lieu de l'inquiéter.

Les observateurs notent en revanche qu'il lui est difficile de rester silencieux alors que s'achève une campagne électorale au cours de laquelle le Parti travailliste, au pouvoir, a dû se défendre au moins autant contre une concurrence « à gauche » que contre ses adversaires de l'opposition conservatrice (voir en page 7 notre correspondance sur les élections australiennes).

Il était difficile dans ces conditions à M. Hawke et à son ministre des affaires étrangères — quelle que soit la manière dont les Australiens ont eux-mêmes réglé autrefois le problème de leurs aborigènes — de ne pas réaffirmer nettement leurs convictions « anticolonialistes ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

## DE VIOLENCE EN

au DOM-TOM. M. Messmer, président de l'Assemblée nationale, gère lui, le gouvernement « d'aller vite » dans cette voie.

Dans l'opposition, M. Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a jugé qu'« il est temps que le président de la République, garant de l'intégrité territoriale, prenne lui-même ses responsabilités ».

Quant à M. Le Pen, président du Front national, il a déclaré la situation de secrétaire d'Etat au DOM-TOM.

Enfin M. Dick Ukeiwé, président du conseil local, se rend à Paris avec l'intention d'être reçu par le chef de l'Etat.



de l'indépendance en la Nouvelle-Calédonie, ce qui est la volonté de la grande majorité de la population de cette île. Les dirigeants du Front indépendantiste ont déclaré qu'ils ne se rendent pas à Paris pour négocier, mais pour défendre leurs intérêts.

« L'Assemblée nationale », a dit M. Brunhes, après avoir affirmé que les travaux d'utilité collective (TUC) ne sont pas une bonne solution au problème du chômage des jeunes. « Nous n'avons pas le droit », a déclaré M. Brunhes, de laisser se développer des illusions. »

Au sujet de la Nouvelle-Calédonie, M. Brunhes a déclaré que le règlement du conflit passe « par le respect des engagements pris envers le peuple canaque » et « sûrement pas par le déploiement de la force, en tout cas pas par son utilisation ».

M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a souligné, quant à lui, la nécessité d'un « dialogue » en Nouvelle-Calédonie. M. Billardon estime que la situation actuelle résulte des « inégalités extraordinaires » entre Européens et Canaques, inégalités qui sont l'héritage des gouvernements précédents et contre lesquels il faut « lutter ».

M. Billardon s'est félicité d'entrevoir des résultats annoncés par le premier ministre dans la mise en place des TUC.

Le gouvernement australien s'efforce de minimiser le « malaise diplomatique » apparu entre Paris et Canberra au sujet de la Nouvelle-Calédonie et qui a provoqué la convocation au Quai d'Orsay, le mercredi 28 novembre, de l'ambassadeur d'Australie en France, M. Peter Curtis (le Monde du 30 novembre).

Les milieux officiels de Canberra, cités par l'AFP, soulignent que le gouvernement de M. Hawke éprouve sympathie et compréhension pour les problèmes que rencontre la France en Nouvelle-Calédonie, mais estiment que l'Australie n'en a pas moins le droit d'avoir son opinion à ce sujet et de

l'exprimer publiquement comme en privé. Les mêmes milieux observent que les intérêts nationaux australiens sont concernés par la situation et que « l'Australie sera encore là » même si la France devait un jour se retirer du territoire. On note que, si M. Hayden a pu présenter la Nouvelle-Calédonie comme « l'un des derniers vestiges du colonialisme dans le Pacifique sud », le président Mitterrand lui-même avait publiquement déclaré que sa politique visait à « abolir la situation coloniale » dans l'île.

On rappelle enfin que le ministre australien des affaires étrangères a souhaité que la France conserve des responsabilités en Nouvelle-Calédonie, même après une éventuelle indépendance.

Tout en maintenant ainsi son « droit de commentaire », il apparaît que le gouvernement de Canberra ne cherche nullement à envahir une polémique avec Paris, encore moins à jeter de l'huile sur le feu dans la crise calédonienne dont l'aggravation a au contraire tout lieu de l'inquiéter.

Les observateurs notent en revanche qu'il lui est difficile de rester silencieux alors que s'achève une campagne électorale au cours de laquelle le Parti travailliste, au pouvoir, a dû se défendre au moins autant contre une concurrence « à gauche » que contre ses adversaires de l'opposition conservatrice (voir en page 7 notre correspondance sur les élections australiennes).

Il était difficile dans ces conditions à M. Hawke et à son ministre des affaires étrangères — quelle que soit la manière dont les Australiens ont eux-mêmes réglé autrefois le problème de leurs aborigènes — de ne pas réaffirmer nettement leurs convictions « anticolonialistes ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

« Le RPR et l'Australie. — M. Jean Chérioux, sénateur RPR de Paris, a donné jeudi 29 novembre sa démission du groupe d'amitié France-Australie, dont il était vice-président. Dans la lettre qu'il a adressée à M. Pierre Vallon (Un. cent. Rhône), président de ce groupe, M. Chérioux se déclare « scandalisé » par les propos du ministre australien des affaires étrangères, qui « constituent une ingérence inadmissible » dans les affaires françaises et « apparaissent incompatibles avec les liens d'amitié traditionnels entre la France et l'Australie ».

# BON

Attention! Cette émission est retransmise en direct sur Canal+ sans décodeur. Vous pouvez la regarder sans être abonné!

## CANAL+

# LA VIE FRANÇAISE

## SPECIAL BOURSE

20 PAGES DE CONSEILS ET D'ANALYSES

- LE PORTEFEUILLE MENSUEL "VF" de nouvelles opportunités
- LE BAROMETRE "BOURSE OPINION" l'opinion des investisseurs, la stratégie des gerants
- ETUDES : Luchaire, Valeo, Comptoir des Entrepreneurs
- CONSEILS : Poliet, Merlin-Gérin, Accor, Bayer, Wagons-Lits...

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

## LES USA NE S'OUBLIE PAS

OFFICE du TOURISME des ETATS-UNIS  
23, PLACE VENDÔME, 75001 PARIS - TEL. (0) 260.57.15

## TWA "Le Tour d'Amérique"

A vous de choisir parmi plus de 60 villes U.S. que dessert TWA. En plus de votre billet transatlantique, vous pourrez en visiter 8 quelle que soit la distance pour seulement 2.249 F, soit 281 F l'étape. Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est enfin à portée de main!

\* Exemple: Paris-Boston a/r 3550 F au tarif Super Apex, minimum 14 jours.

Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plaît.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES  
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> 347.21.32

## SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT.

# John Rapal

Spécialiste du prêt-à-porter Grandes Tailles

UNE SEULE ADRESSE A PARIS

## 40, av. de la République

75011 Paris - Tél. : 355 66 00

Costumes, pardessus, vestes, pantalons, pulls, chemises (4 longueurs de manches), cuir, peaux laines.

Livraison immédiate. Parking gratuit assuré.

# L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

CHARLES 1<sup>er</sup>

120 F 524 pages

Tyrant, traître, meurtrier et ennemi du bon peuple, ou tolérant, réformateur, "moderne" de l'Angleterre



## POLITIQUE

### Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le jeudi 29 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été diffusé :

#### CONVENTIONS INTERNATIONALES

Entrée de la Guinée équatoriale dans la zone franc. Mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques. — Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales : — Le protocole conclu le 24 août 1984, à Yaoundé, entre la France et la Banque des États de l'Afrique centrale permettant l'entrée de la Guinée équatoriale dans la zone franc ; — L'adhésion de la France à l'accord conclu le 21 novembre 1983, à Bruxelles (« Cont 43 »), permettant à notre pays de participer à la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques, destiné à fournir en temps réel des données météorologiques et océanographiques.

Les résultats de cette coopération internationale, une fois passée la période actuelle de recherche et d'expérimentation, serviront notamment à améliorer la navigation maritime, les prévisions météorologiques, la signalisation des tempêtes et les prévisions de formation et de déplacement des glaces. Les pêcheurs, les services de protection des côtes, les entreprises de construction d'ouvrages en mer et sur le littoral ainsi que les entreprises d'exploitation d'hydrocarbures en mer seront bénéficiaires de ces progrès.

#### QUALITÉ DES PRODUITS INDUSTRIELS

Inclure les entreprises à améliorer la qualité de leurs produits pour accroître leur compétitivité et mieux répondre aux besoins des consommateurs. — M. le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres un ensemble de mesures concernant la qualité des produits industriels et des services qui les accompagnent. La qualité des produits est avant tout de la responsabilité des entreprises. Les mesures présentées ont pour but d'encourager les initiatives qu'elles prennent dans ce sens. Elles s'ordonnent autour de trois axes :

#### 1) Sensibilisation des entreprises et des consommateurs.

Plusieurs actions de sensibilisation aux avantages que procure une gestion rigoureuse de la qualité seront conduites dans les semaines à venir à destination du monde industriel (tour de France d'un « train de la qualité », films et animations divers). L'accent sera mis également sur le rôle positif que peut jouer un dialogue suivi entre producteurs et distributeurs, en particulier pour renseigner les industriels sur les réactions du marché.

L'effort en faveur de la qualité des produits français contribuera à

une meilleure adaptation des produits aux attentes des consommateurs.

L'Association française de normalisation (AFNOR) sera chargée d'une mission de promotion de la maintenance dans l'industrie en organisant notamment la concertation entre partenaires concernés (industrie, artisans, distributeurs, sociétés de maintenance et consommateurs).

2) Amélioration des moyens techniques à la disposition des entreprises. — L'accès aux services et aux conseils en matière de qualité sera facilité, en particulier grâce aux fonds régionaux d'aide au conseil.

De nouveaux moyens d'essais, publics ou privés, seront agréés dans le cadre du réseau national d'essais. — Le statut de la marque « NF » sera modifié de façon à renforcer son rôle fédérateur, sur une base volontaire, et élargir son champ d'application.

— La création d'une association pour la promotion de la qualité sera encouragée et un dispositif permanent d'études de l'image de nos produits à l'étranger sera mis en place.

#### 3) Développement de la formation à la qualité.

— Les actions de formation à la qualité dans l'enseignement supérieur, entreprises à titre expérimental en 1983-1984, seront amplifiées en 1984-1985, notamment dans les instituts universitaires de technologie industrielle.

— L'enseignement de la qualité sera progressivement introduit dans le cycle secondaire technique : les élèves qui achèveront un cycle d'étude, du CAP au BTS, en 1986-1987, auront été sensibilisés à ces problèmes.

— De même, la prise en compte de la qualité dans la formation professionnelle sera renforcée.

#### AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Encourager les travaux réalisés dans les vingt millions de logements existants pour améliorer l'habitat et améliorer les conditions de vie des français. — Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres une communication sur l'amélioration de l'habitat.

La politique menée dans ce domaine, qui s'applique aux quelque vingt millions de logements existants, intéresse tous les français. Elle a été marquée depuis 1981 par un doublement des aides publiques, la priorité donnée à l'amélioration des quartiers d'habitat social et des résultats importants en matière d'économies d'énergie. Elle permettra de réaliser l'objectif du IX<sup>e</sup> Plan consistant à réhabiliter cent quarante mille logements par an dans le patrimoine local social.

1) L'effort ainsi engagé est conforté par les nouvelles possibilités de déduction fiscale que le budget de 1985 accorde aux propriétaires effectuant de grosses réparations. En outre, 1 milliard de francs de la quatrième tranche de

fonds spécial de grands travaux seront consacrés à ces investissements.

2) L'efficacité des financements sera renforcée par des mesures de simplification et d'extension des dispositifs existants :

— Prêt conventionné unique pour l'ensemble des travaux d'un montant supérieur à 25 000 francs par logement ;

— Procédure allégée et moyens supplémentaires pour les petits travaux dans les logements sociaux ;

— Simplification et revalorisation des aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH).

3) Les prescriptions quotidiennes des ménages les plus modestes seront mieux prises en compte :

— Par une orientation plus sociale de la prime à l'amélioration de l'habitat et des aides de l'ANAH ;

— Par le lancement d'un plan pour économiser les charges et par des mesures particulières pour améliorer la sécurité dans les logements.

#### ACTION EN FAVEUR DES ARTISANS

Un effort très important a été accompli depuis trois ans en faveur du développement du secteur artisanal.

Le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan et les perspectives de l'action menée en faveur des artisans.

Cette action concerne huit cent cinquante-trois mille entreprises artisanales qui, employant deux millions trois cent mille personnes, apportent une contribution importante au maintien de l'emploi. Elle comporte quatre volets principaux :

#### 1) La formation.

Les fonds d'assurances formation, institués par la loi du 23 décembre 1982, relative à la formation professionnelle des artisans, ont déjà permis d'affecter 180 millions de francs à des actions de formation. En outre, soixante-dix mille artisans ont suivi des stages préfabriques à l'installation.

L'amélioration de l'apprentissage a été engagée : dès cette rentrée, la possibilité a été donnée à vingt mille jeunes de bénéficier d'un complément de formation en apprentissage (CAP, baccalauréat, mention ou option complémentaire). La liste des formations complémentaires sera complétée pour la rentrée 1985 afin de mieux adapter les formations aux besoins des entreprises et des jeunes attirés par les métiers.

#### 2) Les financements.

L'action menée vise à faciliter l'accès des artisans à un ensemble diversifié de moyens de financement :

— Prêts spéciaux à l'artisanat (7,2 milliards de francs en 1984) ;

— Prêts des CODEVI ;

— Prêts participatifs simplifiés ;

— La mise en place du livret d'épargne-entreprise, les déductions fiscales en faveur des créateurs d'entreprises et la réduction de 10 % de la taxe professionnelle en 1985 complètent ce dispositif.

#### 3) Le développement des entreprises.

L'Etat, les régions et les chambres des métiers ont mis en place, par voie contractuelle, un dispositif d'assistance technique et d'accompagnement au développement des entreprises artisanales. Les moyens et les atouts de ces entreprises ont fait l'objet d'une campagne nationale d'information tout au long de 1985.

La recherche de simplifications administratives sera accélérée pour alléger, dès 1985, les formalités existantes et préparer une présentation simple et accessible des principales dispositions législatives et réglementaires intéressant ce secteur.

Cette action sera complétée par le dépôt prochain au Parlement d'un projet de loi instituant la société unipersonnelle, qui adaptera le statut des sociétés à responsabilité limitée à l'existence d'un détenteur unique du capital social.

#### 4) Le statut des artisans.

L'amélioration des droits et des conditions de vie et d'emploi dans les entreprises artisanales a fait l'objet des lois relatives au statut des conjoints d'artisans et de commerçants et à la retraite à soixante ans, dont l'essentiel des dispositions sont aujourd'hui entrées en application.

#### INITIATIVES LOCALES Tournées VERS LA CRÉATION D'ACTIVITÉS

Encourager l'initiative, faciliter la création, promouvoir le développement local. — Le secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale a présenté au conseil des ministres une

communication sur le développement des initiatives locales tournées vers la création d'activités.

La politique menée dans ce domaine s'appuie sur les dispositions des contrats de Plan locaux, qui permettent à l'Etat et aux collectivités territoriales de favoriser les initiatives locales. Ses grandes orientations sont les suivantes :

#### 1) Repérer les innovations créatrices d'activités.

Des accords seront conclus à cette fin avec des organismes spécialisés tels que l'ANVAR, le CNRS, les laboratoires universitaires et d'entreprise et les centres techniques professionnels. Ils privilégieront les projets dans les domaines suivants : marchés locaux. Cinq contrats de ce type au moins seront passés en 1985 ;

#### 2) Mobiliser les financements.

Une étude sur les conditions du développement de l'épargne de proximité, à laquelle les différents départements ministériels concernés seront associés, est en cours.

Le programme interministériel de création d'emplois d'initiative locale, qui portera, en 1985, sur cinq mille emplois, sera orienté vers le soutien aux créations de type micro-économique, associant les acteurs locaux.

#### 3) Soutenir les créateurs d'entreprises.

Le développement des initiatives locales bénéficiera des efforts menés en faveur de la création d'entreprises par les chambres consulaires, l'Agence nationale pour la création d'entreprises, les comités d'expansion, les associations de développement et les associations de pays.

En outre, deux contrats de Plan sont en cours de négociation. L'un, avec le comité de liaison des boutiques de gestion, qui conseille l'initiative naissante ; l'autre, avec la Confédération générale des coopératives ouvrières de production, qui aide au développement des coopératives.

#### 4) Promouvoir un partenariat local.

En 1985, seront lancées une vingtaine d'expériences locales faisant coopérer, pour le développement d'activités nouvelles, les banquiers, les industriels, les élus et les créateurs autour de projets communs.

#### 5) S'appuyer sur les grands mouvements d'économie sociale.

La coopération, la mutualité, les mouvements associatifs seront associés à l'ensemble des initiatives prises pour développer l'économie locale.

#### 6) Utiliser les travaux d'utilité collective.

Les travaux d'utilité collective pourront être utilisés pour la création d'activités nouvelles d'économie sociale.

#### 7) Encourager chez les jeunes l'esprit d'initiative et de coopération.

Une convention entre les départements ministériels concernés et les associations gérant des œuvres périscolaires sera signée, afin de sensibiliser les élèves à l'initiative locale et à l'économie sociale.

(Lire page 28.)

### Le Sénat estime que le budget de l'agriculture traduit un « désengagement de l'Etat »

Le Sénat a rejeté, le vendredi 30 novembre, le budget du ministre de l'Agriculture ainsi que le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAFSA) (le Monde du 22 septembre et des 8 et 9 novembre). Seuls les sénateurs socialistes et ceux de la gauche démocratique qui appartiennent au MRG l'ont approuvé ; les communistes se sont abstenus. Si les crédits ont été repoussés en bloc, la discussion et le vote d'une disposition spéciale instituant une taxe sur les primes des contrats d'assurance (qui doivent obligatoirement souscrire les exploitants agricoles) ont été reportés au 8 décembre. M. Michel Rocard souhaitait que le ministre de l'Economie puisse donner son avis.

En tout état de cause, l'ensemble des sénateurs, à l'exception des socialistes, sont défavorables à cette taxe « injuste » car elle vise à financer, en partie, l'assurance accident du travail complémentaire facultative par un prélèvement sur les primes des cotisants à l'assurance obligatoire.

La majorité de la Haute Assemblée — favorable à l'opposition — ainsi que le PC y ont vu une autre preuve du « désengagement de l'Etat » à l'égard de l'agriculture.

Aussi bien le RPR, les RI, l'Union centriste que les communistes ont déploré l'insuffisance des crédits de l'agriculture.

Pour les prestations sociales, tous les groupes, y compris les socialistes, ont déploré que l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs à soixante ans ne soit pas à l'ordre du jour en 1985. Une mesure à laquelle M. Rocard a réaffirmé son attachement en expliquant toutefois que son coût (estimé à 3 milliards) ne permettrait pas d'envisager sa mise en œuvre, compte tenu de la rigueur qui caractérise non seulement le budget de l'agriculture mais l'ensemble du budget de l'Etat.

« Ce budget ne prépare pas l'avenir », a affirmé M. Philippe François (RPR, Seine-et-Marne). Une inquiétude qui est revenue comme un leitmotiv sur les bancs de la majorité sénatoriale tout au long du débat.

R. Sa.

### Une visite de M. Le Pen en Suisse est marquée par plusieurs incidents

De notre correspondant

Berne. — Le rapide passage en Suisse romande de M. Jean-Marie Le Pen ne sera pas passé complètement inaperçu. Il a suscité des réactions et provoqué quelques incidents. Le plus sérieux s'est produit mardi soir 27 novembre à Sion dans le Valais, où près de sept cents personnes étaient venues écouter le chef de file du Front national. Au cours d'une bagarre, un député démocrate-chrétien, M. Bernard Vernet, a été giflé et jeté à terre par un membre du service d'ordre de M. Le Pen.

Dernière étape de la tournée helvétique de l'homme politique français, la conférence de Sion avait été organisée par le Mouvement rhodanien, mouvement d'inspiration conservatrice proche des milieux intégristes d'Ecluse de Mgr Lefebvre. L'orateur a été interrompu par de jeunes manifestants alors qu'il parlait de sexualité et d'avortement. Des membres du service de sécurité de M. Le Pen sont immédiatement intervenus pour expulser les perturbateurs, s'en prenant, sans ménagement, au député valaisien, qui cherchait à s'interposer. Après cette altercation, la réunion a continué normalement en présence de deux membres du gouvernement cantonal. Le député malmené a manifesté son intention de porter plainte.

La veille, déjà, une vingtaine de personnes qui tentaient de chasser M. Le Pen avaient été expulsées par la police lors du discours qu'il prononçait devant le club Efficiencia, association de cadres et de chefs d'entreprise de Lausanne. Auparavant, le président du Front national avait participé à un déjeuner-débat mis sur pied par le cercle lausannois de la presse, qui avait pris l'initiative de l'inviter en Suisse.

A chaque fois, il a enfourché ses chevaux de bataille favoris, mettant notamment l'accent sur l'immigration, sans apporter vraiment d'éléments nouveaux. Visiblement irrité par une émission qui vient de lui consacrer la télévision suisse romande sous le titre « La rue vers l'ordre », M. Le Pen n'a pas manqué de faire la leçon à la presse helvétique, la jugeant à la fois « hostile et gauchiste » et « étonnant qu'elle ne soit pas du tout représentative de l'opinion de ce pays ». Apparemment peu satisfait du portrait brossé par la télévision romande, il s'efforçait de laisser entendre qu'il pourrait, s'il s'estime diffamé, saisir la justice suisse.

La première visite politique dans la Confédération de ce personnage controversé a aussi été accompagnée de diverses protestations. Plus de trois cents personnes ont assisté, mardi soir à Lausanne, à une manifestation de « mise en garde contre le phénomène Le Pen » avec la participation de M. Henri Noguères, président d'honneur de la Ligue française des droits de l'homme.

A. P.

J.-C. B.

### M. FABRUS AU « NOUVEAU OBSERVATEUR » : la vraie liberté doit s'accompagner d'un partage du savoir

Dans une interview au *Nouvel Observateur*, M. Laurent Fabrus déclare : « Les pays classiques s'intéressaient à trois choses : l'économie, la politique et l'armée. Les pays modernes doivent s'intéresser en plus à trois autres priorités : la science, l'administration, les médias. Parce que ces trois instances-là sont et seront déterminantes pour la vie des citoyens, sans qu'elles soient actuellement équilibrées par de véritables contre-pouvoirs. Certes, nous avons commencé à opérer des changements dans ces trois domaines. La décentralisation est une réforme historique ; les médias connaissent une heureuse libération et les changements technologiques y pèneront, permettant le passage des mass media aux micromédias ; on développe fortement la recherche. Mais tout cela n'est pas encore assez pour assurer aux citoyens une liberté suffisante face à ces pouvoirs. »

« La vraie liberté, demain, doit s'accompagner d'un partage du savoir, afin que chacun d'entre nous puisse éviter d'être manipulé par la science, par l'administration, par les médias ou par le pouvoir politique. Je plaide donc pour un formidable bond en avant de la formation, qui permette de favoriser dans la société ces contre-pouvoirs. Je plaide pour que la France connaisse la génération la mieux formée de son histoire afin qu'elle soit, réellement, la plus libre. »

### M. GREMETZ INVITE LES COMMUNISTES A « FAIRE CONNAITRE LA RÉALITÉ » DES PAYS SOCIALISTES

M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, chargé des questions internationales, déclare, dans une interview publiée par *l'Humanité-Dimanche* du 30 novembre, que la dégradation de l'image des pays socialistes dans l'opinion française est due à « la campagne menée par la Trilatérale, campagne mondiale, au moment où le capitalisme est en crise, [et qui] vise à boucher toute perspective aux gens. »

M. Gremetz invite les communistes à « faire connaître la réalité » des pays socialistes. « Nous devons le faire, dit-il, parce que nous luttons pour le socialisme. Et parce que cette aspiration universelle au socialisme, c'est ce qu'on essaie de détruire. »

Au sujet de la Pologne, M. Gremetz déclare qu'il y a des extrémistes de droite et des extrémistes de gauche, qui veulent empêcher les réformes économiques et démocratiques. « C'est le sens, dit-il, de l'horrible assassinat du père Popieluszko (...). Mais, malgré cela, Jastrzebski a réaffirmé : nous continuons. »

### 89 FM à Paris

du lundi au vendredi à 12 h 55  
Philippe Boucher

1501 66 11 00







# Le Monde

# société

## LA VISITE EN FRANCE DE L'ARCHEVÊQUE DE CANTORBERY

### Le coup d'éclat d'un homme du « juste milieu »

Le docteur Robert Runcie, archevêque de Cantorbéry, primat d'Angleterre et chef de la Communauté anglicane, qui rassemble plus de soixante-cinq millions de chrétiens à travers le monde, est l'hôte de l'épiscopat catholique français du 30 novembre au 6 décembre.

Il doit visiter notamment Paris, où il sera reçu par MM. Claude Cheysson et Jacques Chirac, Lyon, Autun, Taizé et l'abbaye bénédictine du Bec.

Londres - A soixante-trois ans, le docteur Robert Runcie, père de deux enfants et cent deuxième archevêque de Cantorbéry depuis 1880, réunit en sa personne les contrastes - pour ne pas dire les contradictions - de l'Eglise anglicane. A la fois catholique et réformé, sorte de *via media* entre catholiques et protestants, cette Eglise, née de la rupture en 1531 entre Henri VIII et le pape Clément VII, après que celui-ci eut refusé d'annuler le mariage du roi avec Catherine d'Aragon et de bénir sa nouvelle union avec Anne Boleyn, plonge ses racines dans l'Eglise indissoluble. Elle revendique saint Alban, martyrisé en 304, et saint Augustin, premier archevêque de Cantorbéry, comme saints de l'Eglise d'Angleterre et se considère comme partie intégrante de l'Eglise universelle fondée par Jésus-Christ.

De ses origines catholiques, elle a conservé sa structure épiscopale, avec les trois ordres d'évêque, prêtre et diacre ; l'importance attachée à l'eucharistie paroissiale ; la persistance ou plutôt la renaissance des ordres religieux. L'apport protestant, en revanche, se fait sentir dans la liberté doctrinale, la décentralisation pastorale et juridique, la place des laïcs, y compris les femmes, la possibilité pour les prêtres, et même pour les évêques, de se marier...

#### « La confiture demain ? »

Rien ne destina cet ecclésiastique affable, mesuré, avec juste ce qu'il faut d'ostension chez un prélat de l'Eglise établie d'Angleterre, au plus haut poste de la Communauté anglicane. Robert Runcie n'est venu à la prêtrise que tardivement, à l'âge de trente ans, et cela, selon ses propres dires, « après bien des hésitations ». Pendant la guerre, il commandait un bataillon de blindés des Scots Guards, avec le grade de lieutenant. En marche vers le Rhin, au cours d'un engagement particulièrement dangereux, il réussit à sauver plusieurs de ses hommes d'un char en flammes, exploit pour lequel il reçut la Military Cross (croix de guerre).

L'intervention du docteur Runcie dans le débat politique en Grande-

Bretagne. Dans l'entretien qu'il eut accordé à Lambeth Palace, et qui sera diffusé au « Jour du Seigneur » (TF 1) le dimanche 2 décembre à 10 h 15, le docteur Runcie s'explique sur sa récente intervention dans la vie politique et économique de la Grande-Bretagne et parle de ses relations avec l'Eglise catholique. Selon lui, « un évêque ne peut éviter de faire des affirmations politiques ».

#### De notre envoyé spécial

Bretagne à la mi-octobre a d'autant plus surpris qu'il s'est toujours défini comme « un homme du juste milieu, soucieux d'écouter les points de vue de tous les horizons ». A la suite du nouvel évêque de Durham, le docteur David Jenkins, qui avait critiqué l'attitude du gouvernement face à la grève des mineurs, l'archevêque de Cantor-



Dessin de CAGNAT.

béry, loin de calmer le jeu, s'était livré, dans une interview au Times, à une analyse sévère pour la politique de M<sup>rs</sup> Thatcher, déclarant : « le désespoir des pauvres », fustigeant ceux qui « traitent les gens comme le rebut de la société » et demandant, avec une ironie inhabituelle : « Jusqu'à quand faudra-t-il attendre la confiture pour demain ? »

Le docteur Runcie nous a dit qu'il « ne regrette pas d'avoir soulevé des questions très importantes », malgré les vives réactions suscitées, car « un évêque qui se préoccupe du bien-être des gens ne peut éviter de faire des affirmations politiques ». L'évêque n'est pas un homme politique ou un diplomate et ne doit pas poursuivre son but par des moyens partisans, ajoute-t-il, mais « il a un devoir d'énoncer des principes, de lancer des avertissements et de stimuler la pensée - surtout lorsqu'il voit des choses dans une société qui menacent la cohésion de celle-ci ».

Si la querelle autour de la théologie de la libération touche moins l'Eglise anglicane, sauf peut-être dans les Caraïbes, l'archevêque de Cantorbéry pense que cette théologie « attire l'attention opportuniste sur un aspect qu'on ne doit pas éliminer de l'Evangile, de l'enseignement de Jésus ou des prophètes : à savoir que la foi opère un changement non seulement chez l'individu, mais dans la société ». Cela dit, « l'Evangile est beaucoup plus riche et plus mystérieux dans sa totalité qu'un programme politique ».

Sur le plan ecuménique, enfin, si le climat entre les Eglises anglicane et catholique s'est amélioré « au-delà de tout espoir », le docteur Runcie reconnaît que des problèmes graves subsistent : il cite l'ordination des femmes, considérée par Jean-Paul II comme « un obstacle très sérieux », les mariages mixtes, la reconnaissance des ministères. L'archevêque de Cantorbéry demeure optimiste toutefois : « Je crois que nous avançons et que nous avons la volonté de réussir. Dans beaucoup de domaines, nous avons remplacé la concurrence par la coopération ».

Mais comment dire la foi aujourd'hui ? « Si l'Eglise veut garder sa place dans la vie intellectuelle de la nation, répond-il, elle doit chercher à répondre aux questions intelligentes et ne pas craindre la spéculation ». Le problème, c'est de trouver un langage qui convienne aussi bien aux intellectuels qu'aux gens à la foi simple, car « la diversité mentale n'est pas un passeport pour une compréhension supérieure de l'Evangile ». En revanche, l'archevêque estime « normal qu'on débâte de la naissance virginale du Christ pour montrer que l'Evangile ne traite pas simplement d'une curiosité gynécologique, mais plutôt d'une chose nouvelle réalisée par Dieu dans le Christ », tout en regrettant « la manière dont le débat fut mené en Angleterre, à cause de l'impossibilité de traiter de mystères théologiques dans les mass media ».

ALAIN WOODROW.

## ÉMINENT PHILOSOPHE JÉSUITE

### Le Père Bernard Lonergan est mort

Le philosophe et théologien jésuite Bernard Lonergan est mort au Canada, à Pickering (Ontario), le 26 novembre, à l'âge de soixante-neuf ans. Entré dans la Compagnie de Jésus en 1922 et ordonné prêtre en 1936, il était professeur, de 1953 à 1965, à l'université grégorienne de Rome. Atteint d'un cancer du poulmon en 1965 il est retourné au Canada afin de continuer ses recherches personnelles.

Considéré par beaucoup comme un des penseurs chrétiens les plus brillants et originaux de son époque, Bernard Lonergan a donné son nom à dix centres de recherche à travers le monde et a déjà fait l'objet de plus de deux cents thèses de docto-

rat. Nommé expert au concile Vatican II, son œuvre maîtresse, publiée en 1957, s'intitule *Insight: a study of human understanding* (Insight : une étude de l'intelligence humaine). Sa pensée, qualifiée de « thomisme transcendantal », consiste à réinterpréter les écrits de saint Thomas d'Aquin à la lumière de la méthode d'analyse philosophique élaborée par Emmanuel Kant et développée par les écoles phénoménologique et existentialiste. Selon Lonergan, il s'agit de remonter le processus psychologique chez saint Thomas pour arriver aux concepts mentaux qui précèdent la formulation verbale.

# SCIENCE & VIE

## POUR OU CONTRE L'HOMÉOPATHIE

Dogme ou science expérimentale ? Médecins naturels ou charlatanisme ? L'homéopathie séduit de plus en plus le public mais divise de plus en plus le corps médical. Quels sont les principes de l'homéopathie ? Comment sont élaborés les médicaments homéopathiques ? Qui sont les homéopathes ?

Science & Vie traite à fond ce sujet controversé, sans complaisance car il s'agit de notre santé.

- Dans le même numéro de Science & Vie :
- La Giroude radioactivée "en douce".
- Un micro-zoo à Vincennes.
- Plusieurs années sans soleil : l'hiver nucléaire.

En vente partout 12,50 F.



## Les centres de transfusion sanguine disposeront d'un test de diagnostic du SIDA

Tous les centres français de transfusion sanguine vont très prochainement pouvoir disposer d'un test de diagnostic du SIDA (Syndrome d'immuno-déficience acquise) : la nouvelle devrait être annoncée par l'Institut Pasteur, production (IPP), samedi 1<sup>er</sup> décembre, à l'occasion du Salon APDILA (11).

L'industrie pharmaceutique française semble ainsi, pour l'instant, avoir pris une longueur d'avance sur son homologue américaine, qui annonce la mise sur le marché de tests analogues au printemps prochain.

Déjà, au niveau de la recherche fondamentale, une équipe de l'Institut Pasteur avait été la première - c'était en janvier 1983 - à isoler le rétrovirus LAV (Lymphadenopathy Associated Virus), responsable de la redoutable maladie. Elle était suivie de peu par des chercheurs du National Cancer Institute américain qui identifiaient le virus baptisé HTLV-3, qui s'est révélé depuis analogue au LAV.

La course était ainsi lancée vers l'exploitation de cette découverte aux retombées diagnostiques mais aussi commerciales évidentes, puisqu'une firme américaine évaluait il y a peu le marché à 50 millions de tests par an (le Monde du 24 octobre).

« Nous avons décidé d'aller très vite pour prendre de vitesse les Américains », dit-on à l'IPP. Et, peu après l'isolement du LAV, l'IPP lan-

çait, en collaboration avec la Fondation Pasteur et la firme SANOFI, un important programme de développement qui a abouti à la mise au point du test automatisé.

### UNE AUGMENTATION DE 74 % DES CAS EN UN AN AUX ETATS-UNIS

Le Centre américain de contrôle des maladies d'Atlanta annonce que les cas de SIDA ont augmenté aux Etats-Unis en 1984, de 74 % par rapport à 1983. Les trois quarts des malades atteints en 1983 sont décédés. Près de quatre mille cas ont été déclarés cette année, précise le Centre d'Atlanta, dont notamment 73 % d'homosexuels, 17 % de drogués, 4 % d'immigrés hispaniques et 1 % d'hémophiles, ces derniers contaminés par les dérivés du sang qu'exige le traitement de leur maladie.

D'autre part, en Australie, où l'on dénombre trois cents malades, les autorités ont décidé de marquer les policiers de dents en matière plastique jetable, car ils se refusent à pratiquer les tests d'allocoagulation sur les automobilistes de peur d'être contaminés par le virus du SIDA. (AFP et Reuter.)

Elisa. Destinée à éviter d'éventuelles contaminations par le virus du SIDA lors de transfusions sanguines, ce test repose sur une méthode immuno-enzymatique permettant de détecter les anticorps que fabrique un organisme (chez un donneur de sang par exemple) lorsqu'il est infecté par le LAV (le Monde du 7 juillet).

Il ne s'agit pas encore, pour l'IPP, de commercialiser Elisa. La méthode a en effet déjà prouvé son efficacité lors d'essais sur quelques centaines de dons de sang. Mais il reste encore à la tester à plus grande échelle afin, comme on le souligne chez l'IPP, « de la valider sur le plan technique et de corriger éventuellement son mode d'emploi pour faciliter son usage » avant de pouvoir la diffuser plus largement auprès de tous les utilisateurs potentiels.

Ce n'est qu'après ces vérifications qu'Elisa pourra être produit en série et vendu, en Europe par l'IPP, aux Etats-Unis et au Canada par l'entreprise de Blood Virus Diagnostic Corporation - une société créée aux Etats-Unis en juillet dernier par l'IPP et la firme américaine Genetic Systems - ainsi que dans le reste du monde par l'une ou l'autre de ces deux sociétés.

E.G.

(1) Salon organisé par l'Association des pharmaciens directeurs des laboratoires analystes biologistes, au Palais des Congrès à Paris, du 1<sup>er</sup> au 2 décembre.

## M. GÉRARD FUCHS, PRÉSIDENT DE L'OFFICE NATIONAL D'IMMIGRATION

M. Gérard Fuchs a été nommé, jeudi 29 novembre, au conseil des ministres, président de l'Office national d'immigration en remplacement de M. Paul-Marie Henry.

[M. Gérard Fuchs est né le 18 mai 1940, Polytechnicien, il est maître de recherche au CNRS et maître de conférences à l'école polytechnique. Admis en 1965, de la Convention des institutions républicaines, il milite à la CFDT. A partir de 1971, il est l'un des animateurs du mouvement Océan socialiste. Il rejoint le PS en 1974, lors des Assises du socialisme et siège en qualité de directeur de ce parti depuis 1975. Il occupe les positions de Michel Rocard au congrès de Metz (1979). Lors du premier gouvernement Mauroy, il est conseiller technique auprès de M. Jean-Pierre Cot, au ministère de la coopération et du développement. Il siège au Parlement européen de juillet 1981 à juin 1984.]

Suppléant au Bureau exécutif du PS, en juin 1981, il devient, en septembre 1984, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des études.]

## DEUX SONDAGES SOULIGNENT LA BANALISATION DE LA XÉNOPHOBIE

Selon un sondage SOFRES réalisé du 9 au 14 novembre pour le Nouvel Observateur publié le 30 novembre, 77 % des Français interrogés sont « tout à fait d'accord » (12 %) ou « plutôt d'accord » (15 %) avec « la campagne menée par Jean-Marie Le Pen sur le thème de l'immigration ». Cette proportion est de 15 % parmi les sympathisants du PCF, et de 19 % parmi ceux du PS, de 32 % parmi ceux du PUF et de 44 % parmi ceux du RPR. D'autre part, 74 % des personnes interrogées sont opposées au droit de vote des immigrés - vivant depuis un certain temps en France - aux élections municipales : 68 % pensent qu'il faut « simplement empêcher d'entrer les nouveaux travailleurs immigrés », contre 25 % qui pensent qu'il faut « renvoyer un grand nombre de travailleurs immigrés dans leur pays ». Toutefois, 31 % des personnes interrogées estiment que les travailleurs immigrés ont joué, durant les vingt dernières années, « un rôle positif » dans notre économie.

Un autre sondage, réalisé par la SOFRES également du 9 au 14 novembre pour la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), confirme la banalisation de la xénophobie en France. Questionnés sur leur accord avec « les idées défendues par Jean-Marie Le Pen », sans plus de précision sur leur contenu, 26 % des Français interrogés (plus du quart de l'échantillon) se déclarent « tout à fait d'accord » (4 %) ou « plutôt d'accord » (22 %). Le même pourcentage de 26 % se retrouve dans l'approbation de l'opinion suivante : « Pour que la France reste la France, il faut faire une différence entre les vrais Français et les autres ». Grève de la faim de sept jeunes maghrébins en Saône-et-Loire. - Sept jeunes tunisiens et algériens de Torcy (Saône-et-Loire) ont commencé, le 29 novembre, une grève de la faim. Ils entendent ainsi protester contre l'incarcération de Kadour Aboudi, leur camarade arrêté pour avoir blessé d'un couteau un jeune homme, dans la nuit du 25 au 26 à la sortie d'un bal.

## Peine aggravée en appel pour Toumi Djaidja

De notre correspondant régional

Lyon. - Les magistrats de la cour d'appel de Lyon ont aggravé, jeudi 29 novembre, la condamnation à quinze mois de prison ferme prononcée contre Toumi Djaidja, le 15 octobre dernier, par le tribunal de grande instance de Saint-Etienne (le Monde du 23 octobre et du 13 novembre). Si, en termes de prison ferme, la peine infligée à l'assimilé de la marche antiraciste de l'automne 1983 est allégée, la cour a, en revanche, rendu un arrêt de deux ans d'emprisonnement, dont neuf mois avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve.

Dans les attendus les magistrats par le président Carlioz, face à un public très calme, on pouvait relever des formules comme : « Les faits se rapprochent du grand banditisme ». Pour la justice, la culpabilité de Toumi est évidente. Les incertitudes des témoignages d'explication par les conditions « psychologiques » des premières dépositions, enregistrées très rapidement après les faits - le vol avec violence, opéré le 26 février 1982, de 5 444 francs au préjudice d'un supermarché stéphanois. De plus, la cour s'est appuyée sur la condamnation plus lourde de trois coaccusés - formellement identifiés - et qui n'avaient pas, eux, interjeté appel du jugement de première instance. Or, déclare en substance la cour, si les témoins ne sont pas trompés dans leur identification de trois auteurs, la cour a peu de chances de s'être égarée au moment de la reconnaissance de culpabilité.

L'arrêt a été accueilli avec « acclamation » par les amis du prévenu qui, le matin même, avait fait part de son optimisme à l'un de ses proches. Plusieurs associations de jeunes issus de l'immigration se sont réunies dans la soirée. Les senti-

ments oscillent entre le caractère « exemplaire dans le mauvais sens » de la décision de justice et la révolte face à une « provocation ». Une des animatrices du mouvement antiraciste lyonnais nous a confié : « L'insultation judiciaire veut nous dire que, quels que soient nos problèmes, elle a pour elle les moyens et la force, et elle entend les utiliser ».

Juste après l'annonce de la sentence, les avis étaient partagés quant à l'attitude à adopter : pour ou en cassation - une démarche qui dépend du seul condamné, - attente d'une mesure de libération conditionnelle ou d'un régime de semi-liberté, demande de grâce présidentielle.

L'un des derniers espoirs des jeunes Lyonnais tient à la réussite de l'opération « Convergence » qui se termine ce samedi à Paris (1). A Lyon, le jugement n'a pas provoqué que des manifestations hostiles. Ponce levé, moue de satisfaction, un homme qui se présente sous le nom de Gérard-Rodolphe Larmanet de Beaufort s'est approché des journalistes pour raconter ses malheurs : « Je suis Français moi », a commencé le président de l'association Lyon-Sécurité. Personne n'a écouté la suite.

« Au banquet de la France, il y a toujours de la place pour un de nos enfants », avait conclu le substitut du procureur de la République au cours de l'audience d'appel, en souhaitant la libération immédiate du prévenu. Il n'a pas été suivi. En fait de banquet, c'est une gamelle de prisonnier qui attend le condamné Toumi Djaidja.

CLAUDE RÉGENT.

(1) Lire page 8 l'article de Nicolas Beau.

## Le maire de Dugny (Seine-Saint-Denis) s'oppose à l'installation d'un centre de rétention administrative dans le périmètre de son agglomération

M. Félix Lacan, maire (PC) de Dugny, en Seine-Saint-Denis, a exprimé, dans une interview à l'AFP, le jeudi 29 novembre, l'inquiétude que lui inspire l'implantation dans sa commune d'un « centre de rétention administrative », destiné aux étrangers en situation irrégulière en instance de départ pour leur pays d'origine après une décision judiciaire.

La création de tels centres régionaux, au nombre de treize, avait été décidée en avril dernier par le gouvernement. Mille personnes, en moyenne, chaque mois font l'objet d'une décision d'expulsion, assortie d'une rétention administrative de sept jours maximum, délai nécessaire pour leur trouver une place d'avion à destination de leur pays. Ces personnes étaient « retenues », jusqu'à présent, dans les commissariats, ainsi qu'au centre d'Arcen-

près de Marseille. Les treize centres dont la création est prévue doivent assurer, avec une capacité de cinq cents à six cents lits, des conditions d'hébergement meilleures que celles que peuvent offrir les commissariats, surchargés.

Quatre de ces centres doivent être gérés par la gendarmerie nationale (les neuf autres centres par la police nationale), qui a décidé d'en installer un à proximité de l'aéroport de Roissy-en-France. Un terrain militaire étant disponible à Dugny, cette localisation a été retenue.

Le maire de la commune estime que ce centre « doit être implanté au-delà du périmètre de toute agglomération ». M. Lacan a refusé, « pour des motifs d'ordre technique », la demande de branchement à l'égoût communal présentée pour la construction du centre.

L'accident avait eu lieu le 21 novembre. M. Hocé, gardien de la paix, avait été fauché et grièvement blessé par une voiture volée qui effectuait un gymnase. Le conducteur avait réussi à prendre la fuite.

12,50



سكول في الامم

# LES ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE ET DE GESTION

## Quand les élèves sont saisis par la fièvre des affaires

### transfusion sanguine et de diagnostic du SIDA

Elisa. Destinée à être transfusée avec la Fondation...  
Le SIDA...  
Le SIDA...  
Le SIDA...

### MENTATION DE 74 S

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

LE CASERMAN

ILS sont six mille actuellement scolarisés dans les classes préparatoires de haut enseignement commercial des différentes sections des établissements privés et publics. Six mille jeunes bacheliers qui ont choisi de s'orienter vers un enseignement les préparant à assumer des fonctions de gestion ou de management. Des jeunes attirés par le monde des affaires et la vie des entreprises.

Née à la fin des années 60, la nouvelle génération des lycéens a rangé au placard les tabous de ses aînés. Le commerce ne lui apparaît pas comme une fonction secondaire, voire critiquable. Conséquence de la crise ou volonté de participer au développement d'une entreprise petite ou grande, les lycéens sont de plus en plus nombreux à manifester leur intérêt pour l'économie.

L'accès aux classes préparatoires de haut enseignement commercial n'est pas aisé. La sélection des candidats demeure sévère. Pour les heu-

reux élus, cependant, la vie n'est pas toujours rose. Travail, collantes, travail, le rythme est soutenu. Les mathématiques voisinent avec l'histoire et la géographie économique, les langues vivantes avec la culture générale. Les élèves de « prépa » apprennent une masse de connaissances que leurs professeurs jugent toujours indispensables. Ces garçons et ces filles - ces dernières représentent près de 45 % des effectifs - vivent dans l'angoisse. La hantise, c'est le concours de fin d'année, ainsi qu'en témoignent ci-dessous les élèves d'un lycée de Limoges.

Car la classe de prépa ne représente qu'un moment dans le parcours de ces jeunes. À peine le baccalauréat en poche, il faut songer à s'inscrire aux concours d'entrée dans les grandes écoles. Ces établissements sont le but à atteindre. Pendant toute une année, souvent deux en cas d'insuccès, les

prépas vont rêver des écoles prestigieuses où ils apprendront à devenir des cadres du commerce international, de la finance ou du marketing. Dès maintenant, les élèves doivent penser aux écoles qu'ils ambitionnent, car les inscriptions aux concours ont lieu très tôt.

Que choisir parmi la multitude d'écoles qui vantent si bien leur qualité et la possibilité qu'elles offrent à leurs étudiants d'accéder à des postes de responsabilité ? Les plus prestigieuses et souvent les plus anciennes sont connues. Elles ont fait leurs preuves, et leur réseau puissant d'anciens élèves assure leur promotion. HEC, PSE, PSE, l'EDHEC de Lille ou l'ESCE de Lyon brillent de toute leur renommée. Les écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE, parfois appelées SUP de co), gérées par les organismes consulaires de grandes villes de province, ont aussi fait la preuve de leur dynamisme (voir liste

page 18). Le concours d'entrée est commun aux dix-huit ESCAE à l'écrit et particulier à chaque école pour l'oral. Les candidats ont le droit de s'inscrire à cinq écoles au maximum au moment où ils déposent leur dossier, avant le 25 janvier 1985.

Pour que les lycéens deviennent des jeunes loups du commerce, comme aime à les représenter le dessinateur Mathieu, les écoles ont tout prévu. Cours, stages, jeux d'entreprises, laboratoires de langues, informatique, se succèdent au long de trois années. Une période pendant laquelle enseignants et professionnels s'efforcent de former « des entrepreneurs... des étudiants brillants, mais surtout des gars et des filles qui osent, qui ont envie de se battre pour gagner », comme l'explique le directeur de HEC dans l'entretien qu'il nous a accordé.

SERGE BOLLOCH.

### L'immersion dans la vie des entreprises

CATHERINE, un sac lourdement chargé de documents à la main, attend l'autobus à la sortie de l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) de Rouen. Derrière elle, la longue façade de l'école, devant les bâtiments de l'université allongés sur le campus de Mont-Saint-Aignan. Dans le bus, qui plonge vers la ville, elle raconte ses deux classes préparatoires à Paris et à Reims, son initiation l'an dernier à la vie de l'école, sa découverte du marketing et de l'information de gestion. « La première année, les cours sont encore très théoriques, explique Catherine. De plus, nous devons nous initier à des disciplines nouvelles comme le droit des affaires ou la comptabilité. Depuis cette rentrée, je vis quelque chose de différent car le programme de deuxième année nous permet d'utiliser les connaissances acquises pour résoudre des problèmes concrets de la vie des entreprises. »

La ville lui plaît, elle la trouve « vivante », l'enseignement à l'école correspond au choix qu'elle a fait, « une carrière internationale dans le secteur commercial ». Catherine le reconnaît, en tenant sa raquette de tennis qui suit les oscillations de l'autobus, elle ne regrette pas les deux ans passés en classe préparatoire.

Autre lieu, autre pays même. À l'angle d'une petite rue pavée, entre Morton College et Magdalen College, le petit bâtiment de l'École européenne des affaires (EAP) à Oxford. Derrière les fondrières étroites, une soixantaine d'élèves venus de trois pays (France, Angleterre et Allemagne) effectuent leur deuxième année de scolarité à l'EAP. Cette école est implantée dans trois villes : Paris, Oxford et Berlin, où les étudiants apprennent successivement « à mieux comprendre le monde qui les entoure ». Annie et Laurent évoquent les difficultés

pour suivre un enseignement entièrement en anglais. « Des cours de gestion dans une langue étrangère, au début ce n'est pas évident », Annie reconnaît que les premières semaines demandent un effort supplémentaire mais « on s'habitue vite ». Le tutorat, spécialité anglaise, aide à passer les moments difficiles et, explique

bâtiments dispersés entre les arbres, de longs couloirs bordés de salles de cours, un univers qui séduit moyennement Bertrand, élève de première année de l'école des hautes études commerciales (HEC). Il regrette l'éloignement de la capitale sensible pour lui, ancien élève d'un lycée de province. Le premier tri-

### Voyage au centre d'une « prépa »

L'ANGOISSE. Sous leurs aînés un peu trop « cool », les vingt-quatre élèves de la prépa HEC du lycée Gay-Lussac, à Limoges, ont besoin de se rassurer. L'angoisse ici, comme dans toutes les prépas, a d'abord un objet : le concours. Mais au « Gay-La » s'y combine quelque chose en plus, à peine perceptible,

heures de maths par semaine, je ne peux m'empêcher de penser : les pauvres !

Il arrive aussi que le « hasard » ait revêtu d'autres traits. Ce qui frappe, à écouter ces lycéens - onze garçons, treize filles, quatre doublants - c'est l'importance de raisons d'apparence négative qui

sait dans des amphithéâtres où s'entassent cent étudiants, je n'ai plus eu envie. Elle a pensé d'abord à préparer une école d'ingénieurs, ou à postuler pour une prépa « bio maths sup ». Il n'en existe pas à Limoges. Pourquoi pas le commerce ?

Pourquoi pas, en effet. D'autant que ces élèves se sont renseignés, ont interrogé des conseillers d'orientation. « Au lycée on nous a prévenus : tout est bouché, sauf le commerce. »

Alors, faute d'y avoir rêvé depuis toujours, ils se sont comme résignés. Pas tous, cependant. Laurent a procédé par élimination, mais une bonne raison guidait son choix. Il « déteste la physique et les sciences naturelles ». Il nageait dans l'indécision en fin de terminale. Une carrière toute-fois l'attirait : la diplomatie. L'exemple familial et le bon sens ont fait le reste. L'une de ses sœurs travaille à l'ONU, après avoir été élève de HEC. Le voici donc qui vise les grandes écoles parisiennes ou l'EDHEC de Lille, avec une conviction très pertinente en forme d'euphémisme : « Actuellement, une formation commerciale, ça ne nuit pas pour exercer la profession de diplomate. »

CHARLES VIAL

(Lire la suite page 16.)



Laurent, « la découverte des entreprises britanniques, de leur mode de fonctionnement, apporte très vite un plus ».

Le programme de deuxième année accorde une place importante aux techniques et aux processus de prise de décision dans les fonctions majeures de l'entreprise. Alors, aux claviers des microcomputers ou dans les locaux de la bibliothèque, les étudiants cherchent à s'initier au management. Selon Annie, « les clubs sportifs ou autres, nombreux à Oxford, aident à vaincre l'isolement ».

Retour en France, aux portes de Paris, plus précisément sur le campus de Jouy-en-Josas. Des

mestre à HEC lui a permis d'acquiescer des notions nouvelles. Il a découvert des disciplines inconnues des élèves de prépa. « Des matières un peu rébarbatives », avoue-t-il, tout en reconnaissant que rapidement l'intérêt augmente lorsqu'« on réalise leur importance dans la fonction de management d'une entreprise ». Le rythme de travail en lycée l'a bien préparé à apprendre, « tous les enseignants lui demandent aussi de prendre un peu plus de responsabilités. Il ne suffit pas d'être attentif en cours, de bien suivre, il faut également s'impliquer, être créatif. »

S. E.

(Lire la suite page 16.)

l'effort, inépuisable. Il faudra du temps pour l'entendre exprimer. Il faudra auparavant les avoir entendus chercher et dire sans fard comment et pourquoi ils se trouvent dans cette classe.

Le hasard, parfois. Franck ne le cache pas, et s'en amuse même. « Je voulais faire une école scientifique. Un jour, un ami m'a dit : « Tel que je te connais, je te verrais bien dans une école de commerce. » Et vas-y pour une école de commerce ! J'ai déposé mon dossier et je suis là. » A l'entendre, le hasard - ou l'ami - n'a pas mal fait les choses. « Dans cette prépa, au moins on nous demande tout sur tout. Quand, aujourd'hui, je vois mes camarades de maths-sup qui font onze

les ont conduits vers le secteur commercial. Le mot, parfumé rétro, de « vocation » n'a pas une note élevée à la bourse des choix d'orientation.

Ces élèves plutôt brillants, issus d'une terminale C pour la quasi-totalité, deux ayant obtenu le bac D, ont d'abord rejeté l'université. Florence le dit très bien : « Je n'avais pas de motivation profonde pour le commerce, mais je ne voulais pas envisager d'entrer en fac. D'abord : quelle formation choisir ; ensuite : la licence, ce n'est pas grand-chose, et enfin : le travail à l'université n'est pas très poussé. » Même rejet de la part de Catherine, pour d'autres raisons : « Je voulais faire médecine. Quand j'ai appris que ça se pas-



Un centre international de gestion au cœur de Sophia Antipolis. La première technopole de France.

Je désire recevoir des informations sur le CERAM - son environnement intellectuel, ses accords en France et à l'étranger, son équipement en informatique, sa pédagogie en innovation, ses procédures d'admission...

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Tél. ....

A renvoyer aux Relations Extérieures

CERAM

B.P. 20 Sophia Antipolis

06561 VALBONNE Cedex

Tél.: (03) 33.95.95

### Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et de direction des entreprises.

Options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international
- Informatique

Service de placement

E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-87-80

Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Niveau d'études .....

### Allez vivre les langues sur place!

**DEUTSCH**  
Köln/Zürich

**ENGLISH**  
London/Bournemouth  
Brighton/Cambridge  
Dublin/Edinburgh

**ESPAÑOL**  
Madrid/Barcelona

**FRANÇAIS**  
Paris/Lausanne/Neuchâtel  
Cap d'Ail/Amboise

**ITALIANO**  
Firenze

Stages intensifs. 3, 4, 12 semaines, toute l'année. Jeunes, adultes, F.P. Demandeurs d'emploi. Professeurs de langues. Programme culturel, excursions, Hébergement en famille

**EUROCENTRES**  
FORMATION DANS LE MONDE  
13 G. passage Dauphine,  
75006 Paris, tél. 323-81-40

### ESSEC

#### ADMISSION SUR EXPÉRIENCE

Parallèlement aux étudiants entrés par concours ou sur titre universitaire, l'ESSEC admet quelques candidats dont l'expérience en entreprise a révélé l'aptitude à diriger et les capacités à se former au plus haut niveau.

Présentés par leur entreprise, ils sont sélectionnés par l'école (dossier, tests, entretien) et admis pour deux années au terme desquelles ils seront diplômés.

Ils bénéficient, avec les autres étudiants, d'une formation à la gestion dans l'un des centres européens les plus réputés et contribuent à enrichir le rayonnement de l'école en la diversifiant.

● Renseignements et inscriptions avant le 1<sup>er</sup> février 1985 :

**ESSEC - Admissions - B.P. 105**

95021 - CERGY-PONTOISE Cedex - Tél.: (3) 038-38-00

ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État



## L'immersion dans la vie de l'entreprise Voyage au centre d'une « prépa »

(Suite de la page 15.)

La vie associative favorise la responsabilisation des élèves, les aide à conduire des projets en toute liberté. Cet aspect de la vie à HEC le séduit. Grâce à cette formation, il va peut-être acquérir la « compétence » dont il rêve déjà.

Trois écoles, trois situations différentes, mais partout des jeunes qui ont fait le choix de préparer une carrière commerciale. A l'ESSEC de Reims ou à l'EDHEC de Lille, au CERAM de Nice ou à l'ESSEC de Cergy-Pontoise, d'autres bacheliers ambitionnent aussi de devenir les gestionnaires des entreprises de l'an 2000. La motivation est forte chez des jeunes qui possèdent en 1984 une vision différente de l'entreprise de nombre de leurs aînés. Ils ont compris et acceptent la compétition nationale et internationale. Ils veulent créer ou innover, même si certains, une fois leurs études terminées, se contentent de demeurer de sages administrateurs.

Confrontées au monde des affaires, soumises aux lois du marché et à la concurrence, les écoles de commerce et de gestion innover et s'adaptent continuellement. « Nos programmes sont très souples », explique M. Henri Jolles, directeur des études à l'ESSEC de Rouen. Chaque année certains cours disparaissent au profit d'autres, plus novateurs. L'école est ainsi en mesure d'intégrer rapidement dans la pédagogie tout changement affectant la vie des affaires.

Des enseignants permanents, mais exerçant toujours une petite activité de conseil ou d'étude pour des entreprises, et l'intervention de nombreux professionnels, cadres ou dirigeants, assurent aux écoles un contact continu avec le monde des affaires. Les stages, conseillés, recommandés ou obligatoires permettent aux élèves de se familiariser avec un milieu qui deviendra un jour le leur.

Directeur de Sup. de co Reims, M. Pierre Lamborelle explique : « Au moment de son diplôme, un étudiant de Reims dispose déjà

d'une expérience professionnelle de six à neuf mois. Dans cette école un stage en fin de première année d'une durée de six semaines à trois mois permet aux étudiants un premier contact véritablement professionnel avec une entreprise en France ou à l'étranger. Les fonctions, sont variées, précise M. Lamborelle. Elles consistent à gérer une supérette ou à réaliser une étude de marché ou encore à mettre en œuvre un projet informatique. »

Au début de la troisième année un stage de responsabilité de trois à six mois permet de diversifier leur expérience des affaires. Ainsi, en 1983, Sandrine a participé au lancement d'un produit dans un laboratoire. Laurence à l'organisation informatique de Citroën à Neuilly. Pascal à un stage d'audit comptable chez Arthur Andersen à Paris et Jean-Philippe à une étude financière pour la succursale du Crédit Lyonnais à New-York.

### Pas de stagiaires touristes

Dans toutes les écoles de province comme de Paris, cette notion de stage en situation est partie intégrante de l'enseignement. M. Gérard Pelcener, responsable des relations extérieures à l'ESSEC de Rouen, affirme : « Le stage tel que nous le concevons n'a strictement rien à voir avec un job d'appoint. Pas de stagiaires touristes travaillant du bout des doigts. Ce que l'entreprise attend d'un élève, c'est qu'il s'engage et qu'il s'implique totalement. » Immersés dans le monde du commerce et de la gestion, ces élèves utilisent les acquis théoriques qu'ils ont amassés lors des cours. Ils constatent que les notions de comptabilité ou de finance, difficilement apprises pendant la scolarité, se révèlent bien utiles.

Mais la coupure n'est jamais trop importante dans les écoles entre l'enseignement théorique et la pratique. De nombreux exercices à partir de cas concrets, de

jeux d'entreprises, de simulations, permettent aux étudiants de confronter leur connaissance à la réalité. C'est le cas de « Pygmalion », utilisé par les étudiants de deuxième année de l'ESSEC de Lyon, un jeu pour « mettre les étudiants en appétit par rapport aux stratégies d'entreprises ».

### Maîtriser le monde extérieur

L'enseignement de langues vivantes, la maîtrise des outils informatiques assurent aux futurs gestionnaires un complément indispensable à leur formation. « Une grande école de gestion constitue un creuset dans lequel l'acquisition de compétences et de connaissances professionnelles doit aller de pair avec l'épanouissement personnel de ses étudiants », déclare M. Gérard Morel, directeur de l'ESSEC de Rouen. Dans cette école, comme dans beaucoup d'autres, l'accent est mis sur l'« épanouissement » aussi bien culturel que physique des élèves. Les connaissances en marketing ou en logistique sont certes importantes, mais elles ne suffisent pas à former le futur cadre. Ce dernier doit être capable de connaître et de comprendre l'environnement de son milieu de travail. Les relations, les rapports humains, les liaisons avec le monde extérieur, qu'il soit public ou privé, ne doivent pas avoir de secret pour les élèves, ou du moins ils doivent être aptes à les maîtriser.

M. Dominique Xardel, directeur de l'ESSEC, définit ainsi les qualités humaines des dirigeants de demain. « rigueur, force de travail, capacité à communiquer et ouverture sur le monde ». Les écoles de commerce et de gestion tentent depuis quelques années de former de tels cadres. « Pas seulement des belles mécaniques, explique un enseignant, mais aussi des hommes... ». Et des femmes puisque ces dernières sont de plus en plus nombreuses à choisir la carrière des affaires.

S. B.

(Suite de la page 15.)

Pour Véronique, l'objectif aussi est affiché : la politique. Elle a soupesé les voies d'accès et conclut : « HEC est plus cotée que Sciences Po. D'autres ont ressenti encore plus nettement un attrait vers les carrières commerciales. Dès la classe de première, Isabelle avait découvert son intérêt pour le marketing et la publicité. Mais c'est un secteur touché en ce moment ; aussi faut-il être le mieux armé possible. Et une formation moins spécialisée me tente davantage : une école de commerce ».

« Spécialisée », le mot est lâché. Il revient sans cesse dans leur bouche. Comme un pilié majeur. Lorsqu'ils affirment, comme Catherine, que cette prépa « mène à un métier ouvert vers les relations, vers les contacts avec les autres », c'est aussi pour constater que la classe préparatoire elle-même est une formation « ouverte ». Ainsi Vincent, qui aime beaucoup l'histoire et la géographie, apprécie-t-il de « continuer pendant trois ans après le bac sans se spécialiser », ce qui « n'est pas le cas en maths-sup » où maths et physique prennent le pas très tôt. De même, Nathalie qui définit la prépa HEC comme exigeant un « niveau convenable dans toutes les matières ». Ce que Laurent appelle « rester tous acimuts » et conserver ainsi plus de chances pour l'avenir.

La « chance pour l'avenir », ils la mesurent, aussi, au style même de cette prépa. « On apprend à réfléchir, à structurer nos idées, reconnaît Véronique. On apprend la rigueur. Les enseignants eux-mêmes se plaisent à cet effort de réflexion polyvalente. Professeur d'histoire-géo, M. Robert Chamonard avoue que « cette prépa est intéressante à cause de ses programmes. On y traite des rapports avec la politique. Par exemple, la comparaison entre Poincaré et Raymond Barre, entre le Front populaire et le gouvernement actuel ». M<sup>me</sup> Monique Niguès, professeur de

philosophie, acquiesce : « J'ai l'impression qu'en apportant aux élèves une solide culture générale et la rapidité de tri des connaissances, nous les préparons à maîtriser l'enchaînement des mécanismes humains et économiques. La culture générale et la manière de réfléchir sur cette culture les arment pour leur future situation de cadres d'entreprise. Après tout, pour vendre en Arabie saoudite, il est utile de connaître au moins autant la civilisation islamique que les statistiques ».

### Le complexe de la province

Le paradis, en somme ? Les multiples références aux préparations scientifiques courent peut-être quelques bouffées de nostalgie. Et puis, une prépa c'est tout de même toujours l'antichambre du concours. En sachant, comme le dit Alain que, « à l'arrivée, il n'y aura pas de la place pour tout le monde ». Ils y pensent, même si tous ne visent pas les grandes écoles parisiennes. Conscients que la sélection sera plus que sévère, et qu'en cas d'échec il ne leur restera que la fac, les langues, « en recommandant à zéro ». Dans cette classe assez homogène, d'où les bacheliers B sont exclus, ils essaient pourtant de ne pas trop s'abandonner au vertige de la compétition. « On échange des idées pour les devoirs de philo, affirme Fabienne, on s'aide, en langues notamment. » « C'est peut-être ça, la province... », disent-ils.

Voilà le doigt mis sur l'autre inquiétude qui les habite. La province. Limoges. Le sentiment diffus et bien présent d'être loin. Loin de tout. De Toulouse, où les chances de réussite leur paraissent supérieures. Depuis 1977, et jusqu'en 1983, sur les cent quatre-vingt-deux élèves qui les ont précédés dans cette classe, trente-deux ont intégré une école parisienne (1), neuf

l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, soixante-dix une ES-CAE (Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises), vingt-six l'Institut commercial de Nancy et quarante-sept une autre école. Quels qu'ils soient, les chiffres pèsent moins que le sentiment. Celui de savoir les Parisiens favorisés, entre autres. Ils en prennent pour exemple le fait que leurs futurs rivaux de la capitale auront pu bénéficier, pour se préparer aux épreuves de philo où l'art est au programme, d'un cycle de conférences organisé à leur intention, avec la participation du ministère de la culture. L'intuition aussi que lorsque la compétition est plus serrée — par le nombre d'élèves en particulier — l'envie de vaincre augmente et avec elle le niveau.

C'est pour cela qu'ils ont besoin, comme ils le confessent eux-mêmes, de se rassurer. Par découragement, par réalisme, peut-être pour conjurer l'avenir. Par lucidité aussi : « Si l'on veut quelque chose, que l'on sorte de HEC ou d'une école de province, ce sera aussi bien. A la sortie d'une grande école, estime Florence, on est mieux payé au début. Mais au bout de quelques années, c'est la valeur qui fait la différence. »

Il n'empêche. Ces élèves, dont onze sur les vingt-quatre ont au moins un des deux parents dans l'enseignement, ont beau savoir qu'ils ne sont pas délaissés — la classe est peu nombreuse, leurs professeurs tous agrégés ont été, eux aussi, soigneusement choisis. — ils se sentent au pied du mur. « C'est à nous de prouver, dit Pierre, qu'on est les meilleurs. » Ils appellent à l'aide, partageant l'aveu de Nathalie : « Pour que j'apprenne un peu, il faut qu'on exige beaucoup de moi. »

CHARLES VIAL.

(1) Cinq HEC, sept ESSEC, neuf ESCP, onze EAP (ex-Ecole européenne des affaires).

# En 1985 adoptez le "look grenoblois"...

1984 : 2500 candidats ;  
85 élèves.

4500 m<sup>2</sup>  
de locaux neufs  
au centre-ville.

Un équipement  
informatique  
et audio-visuel performant.

Un programme pédagogique novateur.

Le soutien actif  
des entreprises de la région.

## ... de la REUSSITE

**ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE GRENOBLE**  
E.S.C.G. 7, rue Hoche - 38000 Grenoble - Tél. (76) 43.02.12 - Téléc. cocomex 320824 F

## AVENIR

### POUR VOUS

de vos études

et de votre

avenir.

EPSCI

ENSEC

PRATIQUE

INTERNATIONALE

1501 1501 1501







**EVIS** SÉJOURS LINGUISTIQUES  
ANGLÈTERRE - IRLANDE - U.S.A.  
ALLEMAGNE - ESPAGNE

**NOËL - PAQUES - ÉTÉ**  
Séjours en famille avec cours pour :  
- élèves des collèges et lycées ;  
- étudiants d'université, grandes écoles, B.T.S.

OPTIONS SPORTIVES :  
équitation, tennis, voile, planche à voile.

**PAQUES ANGLETERRE**  
Forfait séjour 2 semaines : 2190 F

AQUITAINE : 33840 LERM ET MUSSET Tél. (59) 25.50.41 - AUVERGNE : 63270  
CROIXES Tél. (73) 62-10-86 - BOURGOGNE : 71150 CHAGNY Tél. (83) 62-42-49 -  
CENTRE : 37170 ST-AVERTIN-TOURS Tél. (47) 27-69-74 - CHAMPAGNE : 10400  
NOGENT/SEINE Tél. (28) 38-21-89 - MIDI-PYRÉNÉES : 64000 L'ISLE/SORGUE Tél. (59)  
23-30-33 - NORD-PYRÉNÉES : 65000 MAULIEUX Tél. (53) 63-30-08 - NORD-EST : 57000  
METZ Tél. (87) 750-22-11 - NORD-PICARDIE : 59370 MONS-EN-BARCELLE Tél. (20)  
47-58-04 - OUEST : 70000 BRESSAIRE Tél. (40) 86-13-85 - RHÔNE-ALPES : (Bureau)  
7, cours de Verdun 69002 LYON Tél. (77) 842-86-30

SERVICES CENTRAUX : 36, bd Doyon, 75020 PARIS. Tél. 372-31-04

RON A NOUS RETOURNER POUR UNE DOCUMENTATION

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE ..... CODE POSTAL .....

« APPRENDRE pour ENTREPRENDRE »

dans  
la Californie française  
sup de co Montpellier

2300 AVENUE DES MOULINS  
B.P. 6069  
34030 MONTPELLIER CEDEX  
Tél. : 16 (67) 40.42.43

Le Monde  
**L'ÉDUCATION**  
de

Au sommaire du numéro de décembre

- FAIRE GARDER SES ENFANTS : LE CASSE-TÊTE  
Nourrice ou crèche ? Une grande enquête.
- PARENTS : VIVE LA BANDE DESSINÉE  
Un dossier et une sélection de vingt-six titres.
- A VINGT ANS, FANAS DE ROCK  
Trois portraits.
- LOISIRS : DES CADEAUX POUR LES FÊTES  
Un choix de livres, disques, vidéo, jouets.
- ENSEIGNEMENT : L'INNOVATION, A QUELLES CONDITIONS ?  
Une étude sur la longue marche des avant-gardes pédagogiques.
- PRATIQUE : FAIRE DES ÉTUDES SUPÉRIEURES À L'ÉTRANGER  
Des adresses et des conseils utiles.

EN VENTE PARTOUT - MENSUEL - LE NUMÉRO : 11 F

# Les dernières-nées des écoles de province

Les écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE), créées parfois depuis fort longtemps par les chambres de commerce et d'industrie, assurent dans de grandes villes de province un haut enseignement commercial. Elles étaient au nombre de seize avant 1982. Depuis cette date, deux nouveaux établissements ont vu le jour, l'un à Tours et l'autre, à la rentrée de 1984, à Grenoble.

## ● Tours

« Après deux ans de fonctionnement, nous avons mis en œuvre tout ce que nous avions prévu », M. Philippe Cunier, directeur de l'école supérieure de commerce de Tours, est un homme aussi heureux qu'enthousiaste. Son ambition de faire de l'avant-dernière-née des ESCAE un établissement de pointe à l'usage des candidats aux carrières de hautes responsabilités du commerce et de la gestion est en passe d'être réalisée. Il restera toutefois à vérifier au mois de juin prochain si les soixante premiers promotionnaires se voient offrir des emplois correspondant à leur qualification.

Les responsables de l'école se plaisent à mettre en avant le nombre de candidats qui postulent à l'entrée. « Pour l'ouverture de 1982, il y a eu mille sept cent quatre-vingt-trois candidats pour soixante places. Les deux années suivantes on est passé à deux mille cent soixante-huit, puis, deux mille deux-cent-soixante-trois postulants pour, respectivement, cent quarante et deux cent trente places. » Les structures de l'école supérieure de commerce du Centre permettraient d'accueillir jusqu'à deux cent soixante-dix élèves, voire plus, car l'agrandissement des locaux est possible. Pendant ce temps, le corps professoral a lui aussi suivi la progression des effectifs : de quarante ou est passé à quatre-vingt-douze, dont quatre-vingts chargés de cours. Le plus âgé des enseignants a quarante-trois ans. Pour quel un tel engouement ?

M. Cunier avance plusieurs raisons. « D'abord, dit-il, l'école est bien située géographiquement et, qui plus est, dans une région économiquement favorable avec des industries jeunes. Dès le départ, elle a bénéficié de soutiens très importants, et la conception et la mise en œuvre des programmes ont été étudiées très finement. Mais la raison la plus forte tient dans la nouveauté, laquelle permet une adaptation parfaite aux besoins des entreprises. C'est une force considérable. » Application de cette affirmation : Sup de Co Tours a reçu un millier d'offres d'emplois ces deux derniers mois. « Nos élèves seront des généralistes d'entreprise formés aux méthodes de communication et d'expression orale et qui trouveront des places de cadres aussi bien dans les fonctions directrices que financières, commerciales, administratives, comptables, de production, d'informatique ou de logistique. »

Cette formation équilibrée, qui intéresse aussi bien les grandes entreprises que les PME, passe par la double compétence : management et informatique. « C'est l'une de nos orientations les plus connues », dit M. Philippe Cunier, mais il faut souligner aussi la création d'une filière logistique et informatique toute

nouvelle pour les écoles françaises. La logistique qui prend de plus en plus de poids, c'est la gestion des flux physiques de l'approvisionnement à la distribution, donc le processus stratégique par lequel l'entreprise peut accroître sa capacité concurrentielle. Quant à l'« arme informatique », elle fait partie de chaque option : logistique comme contrôle de gestion, comptabilité et vente-distribution.

Lieu de rencontres pour les entreprises, l'école est devenue aussi un pôle de formation permanente. Un programme pour cadres et dirigeants de haut niveau a été mis en place, et c'est à partir de ces rencontres que s'élaborent les matériels pédagogiques adaptés aux situations actuelles.

A Sup de Co Tours, les conférences-débats se multiplient. On a parlé monnaie électronique, nouveaux médias, grande distribution. « Aujourd'hui », explique M. Cunier, le développement passe par une orientation internationale. Des accords de coopération ont été noués avec des business schools anglaises, des stages export ont été réalisés par des élèves en Allemagne, aux U.S.A. et au Japon, des missions ont été effectuées pour le compte de cinquante-huit entreprises françaises en Asie du Sud-Est et en Amérique du Nord. Mais la région Centre n'est pas la seule en place : cinquante entreprises ont commandé des enquêtes de marché ou des études informatiques. C'est bien la preuve que Sup de Co Tours est intégrée au milieu économique.

ALEXIS BODDAERT.

## ● Grenoble

Installés dans des locaux flamboyants situés au centre de Grenoble et jouxtant l'immeuble à peine achevé de la chambre de commerce et d'industrie, les quatre-vingt-cinq élèves de Sup de Co apparaissent comme des étudiants très privilégiés.

D'abord parce qu'une promotion unique de garçons et de filles dispose à elle seule des 4 500 mètres carrés d'une école qui accueillera dans trois ans deux cent cinquante à trois cents étudiants. Ensuite, parce qu'ils se sentent beaucoup mieux insérés dans le milieu culturel, social et économique grenoblois que leurs camarades relégués à l'extérieur de la ville sur le vaste campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères. Enfin parce qu'ils ont été sélectionnés parmi les deux mille trois cent quarante-cinq candidats.

A peine sortie de terre et de l'esprit de ses créateurs, l'école supérieure de commerce de Grenoble est déjà très convoitée parce qu'elle s'inscrit, dès la première année, dans le peloton de tête des ESCAE, celles

qui sont le plus recherchées par les élèves des classes préparatoires. L'attrait de la région n'a pas été négligeable, mais il ne peut pas expliquer à lui seul cet engouement.

Le directeur de l'école, M. Jean-Paul Leonardi, trouve une justification plus naturelle dans l'appui apporté au projet par le milieu industriel grenoblois. Il a ainsi rendu aussitôt crédible l'école. « Toute notre campagne de promotion auprès des élèves des classes préparatoires au haut enseignement commercial (HEC) fut menée en collaboration avec les entreprises grenobloises qui ont détaché une dizaine de leurs cadres, explique le directeur. Lorsque Merlin-Gerin, la Sogreah, Neyric, Caterpillar, Hewlett Packard, les plus grosses et les plus prestigieuses entreprises de la région, délèguent un de leurs ingénieurs pour soutenir une telle initiative et convaincre des patrons d'élèves, la démonstration est plus convaincante. »

Mais, surtout, c'est l'aspect innovateur du projet grenoblois qui semble avoir séduit les candidats. Il repose sur la nécessité ressentie par les industriels de Rhône-Alpes de valoriser la fonction commerciale, « l'entreprise devant disposer, tant sur le marché national que sur le marché international, de vendeurs de haute compétence », souligne le directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, M. Claude Bour. Dans ces deux domaines, il existe de gros besoins. »

Impliqués dans la création de l'école, les industriels grenoblois le sont également dans son fonctionnement. Ainsi, Sup de Co est la première école de commerce qui, dans

son budget, bénéficie d'un concours financier direct des entreprises locales. Celles-ci se sont, en effet, constituées en association de soutien afin d'apporter à l'école une contribution financière non négligeable puisqu'elle représente 15 % de son budget.

« Tout le démontre aujourd'hui : en créant l'école supérieure de commerce de Grenoble, la chambre de commerce et d'industrie savait qu'elle répondait d'abord à une demande des entreprises de la région. Grandes ou petites, internationales ou locales, traditionnelles ou technologiquement en pointe, les entreprises régionales restent dans le cadre de collaborateurs formés à leurs besoins. Dans le même temps, il nous fallait endiguer le phénomène classique des jeunes qui « font souche » dans leur lieu de formation au détriment de leur pays d'origine », note M. René Michal, président de la chambre de commerce et d'industrie. A Sup de Co de Grenoble, trente-huit élèves seulement sont issus de la région Rhône-Alpes (onze grenoblois, quatorze lyonnais, treize d'autres villes de Rhône-Alpes) et quarante-sept viennent des autres régions françaises, dont onze de Paris. Grenoble se distingue enfin une nouvelle fois des autres ESCAE en accueillant moins de jeunes filles (vingt-quatre) que de garçons (soixante et un). « L'image de l'école y est peut-être pour quelque chose, déclare son directeur. L'esprit de pionnier et la volonté d'entreprendre seraient-ils mieux partagés par les garçons que par les filles ? »

CLAUDE FRANÇILLON.

## Où apprendre la gestion ?

Le nombre des écoles de commerce n'a cessé d'augmenter depuis quelques années. D'un côté, les entreprises sont à la recherche de gestionnaires bien formés, de l'autre, de plus en plus de jeunes sont attirés par des écoles qui mettent en avant leur ouverture sur le monde des affaires. Des établissements de tous niveaux, de tous types, il en existe près d'une centaine répartis dans les principales régions.

Nous avons choisi de publier les coordonnées de quelques écoles qui répondent à plusieurs critères : concours d'admission après la classe préparatoire, durée des études de trois années, reconnaissance des diplômes.

— Ecole européenne des affaires (EAP), 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, tél. (1) 766-61-34.

— Ecole de hautes études commerciales du Nord (EDHEC), 58, rue du Port, 59048 Lille Cedex, tél. (20) 54-25-34.

— Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESC), 23, avenue Guy-de-Collongue, 69132 Ecully, BP 174, tél. (7) 833-81-22.

— Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), 78, avenue de la République, 75011 Paris, tél. (1) 355-39-08.

— Ecole supérieure de sciences économiques et commerciales (ESSEC), avenue de la Grande-Ecole, 95021 Cergy-Pontoise, tél. : 038-38-00.

— Ecole des hautes études commerciales (HEC), 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas, tél. (3) 956-80-00.

— Institut commercial de Nancy (ICN), 4, rue de la Ravinelle, 54000 Nancy, tél. (8) 335-22-52.

Les écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) dépendent des chambres de commerce et d'industrie. L'ordre de leur concours est commun.

— Amiens (Picardie), 18, place Saint-Michel, 80038 Amiens Cedex, Tél. : (22) 91-57-02.

— Bordeaux. — Domaine de Raba, 690, cours de la Libération, 33405 Talence Cedex, Tél. : (56) 80-70-50.

— Brest. — 2, av. de Provence, 29272 Brest Cedex, B.P. 214, Tél. : (98) 03-25-01 et 03-25-89.

— Clermont-Ferrand. — 4, bd Trudaine, 63037 Clermont-Ferrand Cedex, Tél. : (73) 92-36-71.

— Dijon. — 28, rue Sabin, 21000 Dijon, tél. : (80) 72-12-40.

— Grenoble. — 7, rue Hocha, 38000 Grenoble, Tél. : (78) 43-02-12.

— La Havre. — 1, rue Emile-Zola, 76050 La Havre Cedex, Tél. : (35) 21-12-18.

— Lille. — Av. Gaston-Berger, 59045 Lille Cedex, Tél. : (20) 52-67-19 et 52-62-59.

Amiens Cedex, Tél. : (22) 91-57-02.

— Bordeaux. — Domaine de Raba, 690, cours de la Libération, 33405 Talence Cedex, Tél. : (56) 80-70-50.

— Brest. — 2, av. de Provence, 29272 Brest Cedex, B.P. 214, Tél. : (98) 03-25-01 et 03-25-89.

— Clermont-Ferrand. — 4, bd Trudaine, 63037 Clermont-Ferrand Cedex, Tél. : (73) 92-36-71.

— Dijon. — 28, rue Sabin, 21000 Dijon, tél. : (80) 72-12-40.

— Grenoble. — 7, rue Hocha, 38000 Grenoble, Tél. : (78) 43-02-12.

— La Havre. — 1, rue Emile-Zola, 76050 La Havre Cedex, Tél. : (35) 21-12-18.

— Lille. — Av. Gaston-Berger, 59045 Lille Cedex, Tél. : (20) 52-67-19 et 52-62-59.

— Marseille. — Domaine de Lumigny, case 911, 13288 Marseille Cedex 9, Tél. : (91) 41-01-80.

— Montpellier. — 2300 av. des Moulins, 34030 Montpellier Cedex, B.P. 6069, Tél. : (67) 40-42-43.

— Nantes. — 8, route de la Jonelière, 44003 Nantes Cedex, B.P. 72, Tél. : (40) 29-44-55.

— Nice (CERAM). — Sophia-Antipolis, 06561 Valbonne Cedex, B.P. 20, Tél. : (93) 35-55-35.

— Pau. — 74, slide de Morlaas, 64000 Pau, Tél. : (59) 02-88-51.

— Poitiers. — 62, rue Jean-Jaurès, 86001 Poitiers Cedex, Tél. : (49) 88-25-75.

— Reims. — 59, rue Pierre-Teilinger, 51061 Reims Cedex, B.P. 302, Tél. : (26) 08-06-04.

— Rouen. — Bd André-Siegfried, 76130 Mont-Saint-Aignan, B.P. 34, Tél. : (35) 74-03-00.

— Toulouse. — 32, rue de la Dalbade, 31068 Toulouse Cedex, Tél. : (61) 25-03-25.

— Tours. — 1, rue Léo-Delibes, 37006 Tours Cedex, B.P. 0535, Tél. : (47) 27-42-43.

INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY

**LA FORMATION EN TERRAIN**

L'ICN est la Grande Ecole de Commerce Française de statut universitaire, gratuite, préparant systématiquement à des métiers, facilitant la poursuite d'études de 3<sup>e</sup> cycle et les recherches de gestion (Marketing et Systèmes d'Information).

L'ICN est la Grande Ecole de Commerce avec filière temps terrain : la FORMATION participe à l'épanouissement personnel et contribue à une authentique professionnalisation.

L'ICN est une Grande Ecole de Commerce de dimension internationale, étudie dans des universités américaines, allemandes, canadiennes, belges (possibilité d'obtenir un MBA en 1 an).

L'ICN est la Grande Ecole de Commerce de Lorraine à Nancy, au cœur d'une région, terre traditionnelle d'échanges, et d'une ville historique et artistique prestigieuse qui dispose de toutes les clés de notre avenir.

Pour entrer à l'ICN il faut réussir à son concours national dont l'écrit se passe dans plus de 30 villes. Pour en savoir davantage, demandez la brochure gratuite et, à l'occasion, venez prendre un premier contact avec l'Ecole.

4, rue de la Ravinelle - Case officielle 120 54007 NANCY CEDEX - Téléphone : 8335.22.52

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom, prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Age : \_\_\_\_\_

ICN FORMATION LE PLAISIR DE RÉUSSIR

**SCF ENSEIGNEMENT**

**COMPTABILITÉ INFORMATIQUE GESTION**

**280.65.13**

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

FORMATION ÉTUDIANTS (Centre d'études supérieures comptables et financières).

STAGES SEMINAIRES

- Préparation CAP - BP - CPECF - BTS - DECS.
- Cours du jour et du soir • Atelier équipé IBM.

Société de Comptabilité de France, 2 rue d'Athènes 75009 Paris.



## coles de province

[illegible]

## apprendre la gestion ?

[illegible]

**800.651.7662**

**FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE**  
**FORMATION PERMANENTE** (Centre d'études  
 économiques, juridiques et financières).  
 - **DESS** (Diplôme d'études supérieures)  
 - **DESS** CAP - BP - CPECF - BTS - DECS  
 - **DESS** (Diplôme de spécialité) - **DESS** (Diplôme de spécialité)  
 - **DESS** (Diplôme de spécialité) - **DESS** (Diplôme de spécialité)

## UN ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DE HEC

**« Nos diplômés doivent disposer d'une culture qui va au-delà des techniques de management »**

Le rôle des classes préparatoires, l'enseignement du management, la création de nouvelles écoles de gestion ; sur tous ces sujets, le directeur de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales (HEC) s'exprime. Jeanne, responsable depuis deux ans de la prestigieuse école de Joux-en-Jossa, M. Jean-Paul Larçon, se souvient toujours au bord des larmes, parle.

« Ignore-t-on toujours le marketing en France ? »

Non, pas du tout, cette notion a, depuis plusieurs années, été prise en compte par l'enseignement français. Mais nous sommes dans un pays où la culture économique a été dominée par les ingénieurs. La technocratie a occupé pendant longtemps une place nettement plus importante que le marketing dans la mentalité des responsables d'entreprises. De plus, on a favorisé le développement de deux cultures séparées, voire opposées. Les fonctions de gestionnaire ou d'ingénieur ont toujours été clairement différenciées dans le système industriel, puisqu'elles étaient dans le système de formation.

— Des écoles d'ingénieurs se sont adaptées en créant des enseignements de gestion.

Cette introduction a été tactée, elle est excellente mais le résultat n'est pas totalement probant. Il semble utile aussi dans certains cas que les ingénieurs, une fois leur diplôme en poche, entament une nouvelle scolarité dans une école d'affaires. C'est de cette façon que pourront apparaître de nouveaux cadres de haut niveau possédant à la fois la maîtrise de la technologie et l'esprit

commercial. L'aventure est sans doute à ces mutans.

— Du côté des écoles de gestion, quelles sont les dernières évolutions ?

— Le développement des business school en France date de quelques années. 60. A cette époque de défilé américain, la référence était les Etats-Unis. Les professeurs de marketing ou de finances allaient se former aux Etats-Unis. Chaque année, des échanges étaient organisés entre les deux pays pour permettre aux élèves de se perfectionner. Le même phénomène se produisait dans d'autres pays européens, eux aussi sous l'emprise de la mode américaine.

— Dans les années 1970-1975, cet engouement pour les Etats-Unis a fait place à une plus grande sagesse. Les échanges européens se sont développés. Des écoles d'Allemagne, d'Angleterre, de Suède, d'Espagne... ont tissé des séries d'accords entre elles.

— Depuis trois ou quatre ans, les écoles se tournent vers l'Asie du Sud-Est. Le monde asiatique devient une préoccupation majeure. C'est à HEC que nous notons le premier étudiant en Chine au Japon, à Hongkong, et des professeurs conduisent des missions d'étude permanent dans tous ces pays.

— HEC cherche à scolariser des étudiants étrangers ?

— Le programme international de management (PIM) permet à des élèves de HEC d'effectuer leur troisième année d'études hors de France : un semestre sur le continent américain, l'autre en Europe. Parallèlement, l'école accueille des étudiants étrangers qui viennent faire connaissance

avec notre culture, mais aussi notre façon d'enseigner l'économie. Le campus de Jouy reçoit ainsi de futurs cadres internationaux. C'est un facteur important pour le développement du commerce international de notre pays.

— *Existe-t-il des différences dans l'enseignement du management en France et aux Etats-Unis ?*

Le degré d'autonomie des managers est très différent entre les deux pays. Aux Etats-Unis, par exemple, les banques, qui sont des entreprises de taille moyenne, ont une grande liberté stratégique. En France, au contraire, les firmes, quelle que soit leur taille, ont une interaction très forte avec leur environnement politique et social. Les dirigeants, très respectables, très responsables, sont en contact avec les syndicats, les représentants des administrations locales ou régionales, les institutions financières... Ces contacts avec les partenaires de l'entreprise occupent bien souvent la moitié du temps des dirigeants. Conséquence pratique de cette constellation pour nous, école, nous devons former des diplômés disposant d'une bonne culture générale, de bonnes techniques de management. Le cadre dirigeant doit être un généraliste, maîtrisant les disciplines de la gestion, mais surtout disposant d'aptitudes générales lui permettant d'anticiper et d'imaginer les problèmes, et de faire preuve de personnalité dans les choix qu'il effectue.

— *Les élèves sont-ils encore motivés une fois qu'ils sont entrés à l'école ? L'important, dans une grande école, est d'en franchir la porte. La sortie, elle, ne provoque pas de dépit ?*

— *Faut-il créer de nouvelles écoles de gestion ?*

— Ecoutez, le total des trois années de HEC représente environ neuf cents étudiants. Pour moi, c'est presque un maximum afin que nous puissions nous connaître, nous rencontrer. A cela, nous ajoutons l'année d'admission des élèves que mon bureau est ouvert et que je peux, s'ils le désirent, les recevoir, mais ceci ne serait pas possible avec un effectif beaucoup plus élevé.

— Je pense donc qu'une école, pour rester à taille humaine, ne doit pas compter plus d'un millier d'élèves. Mais, d'autre part, il y a l'attrait des formations à la gestion chez les jeunes, de nouveaux établissements se créent. Cela est le cas dans plusieurs villes de province ces dernières années.

Encore une fois, je souhaite que ces établissements possèdent leur propre spécificité et recrutent les étudiants à partir de projets clairement proposés.

— *Vous ne craignez pas la concurrence de nouveaux établissements ?*

— Nous sommes pour la compétitivité entre les écoles. C'est l'un bon moyen de stimuler l'administration et le corps enseignant. Il est vrai que les écoles françaises ont plutôt tendance à se positionner par rapport à nous, HEC, mais à l'étranger nous ne bénéficions d'aucun soutien pas de cette position dominante. Lorsque je voyage en Amérique ou en Asie, je ressens beaucoup plus l'impact de la compétition mondiale et les efforts nécessaires pour améliorer encore la compétitivité interne de HEC.

— *Et vous réunissez ?*

— Les efforts que nous faisons pour placer HEC dans le peloton

**aci** CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
Académie Commerciale Internationale

**CYCLE DE FORMATION SUPÉRIEURE  
DE LOGISTIQUE INTERNATIONALE**

• Formation ouverte aux titulaires d'un diplôme du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur dans les disciplines techniques, scientifiques, commerciales, linguistiques.

**DÉBUT DU CYCLE : OCTOBRE 1985  
EXAMEN : 1 JUIN ET SEPTEMBRE 1985**

• **COURS PRÉPARATOIRE**, à l'examen d'entrée, en mathématiques, méthodes quantitatives, informatiques pour les personnes ayant une formation à caractère littéraire.

**DÉBUT DU COURS : 15 JANVIER 1985  
INSCRIPTIONS : Jusqu'au 10 JANVIER 1985**

*Renseignements et inscriptions :*  
**CYCLE DE FORMATION SUPÉRIEURE  
DE LOGISTIQUE INTERNATIONALE**  
79, avenue de la République, 75011 PARIS  
Tél. 355-39-08, poste 11/80

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DE PARIS**

**LE RÉFLEXE INTERNATIONAL**

Avoir la réflexion internationale, c'est avant tout avoir l'esprit de conquête et la volonté de rester ouvert sur un monde en perpétuelle mutation.

Pour permettre à ses étudiants d'acquiescer ce réflexe, l'Ecole Européenne des Affaires s'est donnée une mission européenne :

- une implantation en France, Grande-Bretagne, RFA,
- un corps professoral à égalité française, britannique et allemand,
- 300 entreprises dans chacun des 3 pays travaillant avec l'EAP,
- des accords de coopération avec les autres pays de la Communauté,
- une population d'étudiants issus de l'ensemble des pays de la Communauté.

**Concours d'admission :**

- ouverts aux diplômés de l'enseignement supérieur (DEUG, Vordiplom, Kandidats...) à Amsterdam, Athènes, Berlin, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Düsseldorf, Luxembourg, Nijmegen, Oxford, Paris, Rome, Turin,
- ouvert à Paris aux étudiants des classes préparatoires admissibles à HEC, ESSEC ou ESCP.

**Prochaines manifestations :**

- 4 décembre 1984 : « Doing Business in Malaysia ».
- 6 décembre 1984 : « Les perspectives de la politique économique américaine : continuité ou changement ? Son impact sur le cours du dollar et le commerce. « Europe-Etats-Unis » par un expert américain, Th. de Saint-Phalle.

**EAP**

**ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES**

*La première d'une nouvelle génération d'Écoles*

**PARIS — OXFORD — BERLIN**

Adresse France :  
**108, boulevard Malesherbes — 75017 Paris**  
**Tél. : 766-51-34**



# PARTEZ POUR 3 ANS.

**3 ans pour apprendre à gérer une entreprise.**

3 ans d'efforts où il faut courage, initiative et volonté pour affronter un programme chargé mais passionnant, des exercices difficiles mais riches d'enseignement.

Accrochez-vous et gagnez une place de choix parmi les grands skipper de l'entreprise de demain.

## INSEEC

**Une école pour apprendre à entreprendre**  
Enseignement Supérieur Technique Privé.

35, cours Xavier-Arnoz 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 44.95.97.  
23, rue Contambert 75116 Paris. Tél. : (1) 503.01.66.

(Publicité)

# ESSEC

## ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.

- Prochaine session pour la rentrée 1985 :  
11-13 MARS 1985
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature :  
1<sup>er</sup> FÉVRIER 1985
- Documentation et dossier d'inscription :  
ESSEC-Admissions, BP 105  
95021 CERGY-PONTOISE, CEDEX. — Tél. (3) 038-38-00

*ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat*



# BRAVO aux I.C.S. !

## 100 reçus au C.P.E.C.F. 1984 nouveau cursus du D.E.C.S. Diplôme d'Etat

ALAZARD Catherine	CORNU Guillaume	JACQUES Jérôme	PIASEK Raphaël
ANCEL Gilles	DAUBAGNA Sylvie	JAGUIN Karine	PINSON François
ANFRAY Frédéric	DAUBRY François	JASOR Mariel	PIPET Eric
AUFFRET Valérie	DECAURE Blainde	JAVELLE Thierry	PLOMON Philippe
BACHELET Sylvie	DE LA MALÈNE Patrick	JUBIN Lydie	QUESNEL Pascal
BADIE Isabelle	DEPARIS Philippe	KASTLER Pierre	RAGOUILLAUX Catherine
BARBOT Thierry	DESGRANGES Eric	KUHN Mathieu	RAIFF Nathalie
BARONE Eric	DOUCHET Corinne	LABATUT Anne	RODACH Stéphane
BARRAUD Stéphane	DROZE Franck	LAROQUE Thierry	ROOS Patrick
BERTRAND Pascal	DUVAIL Stéphane	LAUTRETTE Olivier	ROULET Jean-Philippe
BETIAN Jean	EGEA Jean-Alexandre	LEFEBVRE Gilles	ROUSSEAU Catherine
BIANQUIS Roland	FOUSSE Valéry	LEFEBVRE Philippe	SCHERNINSKI Anne
BICHE Véronique	FRYDBERG Claire	LORET/BOURY Line	SOULLARD Anne
BIGOT Charles	GALTIER Nicolas	LOISEAU Bénédicte	SOULE Emmanuelle
BINDER Marc	GALLIER Danièle	MAAREK Laurent	SUEUR Antoine
BONELLI Muriel	GENTILHOMME Philippe	MACE Jean-Yves	THOMAS Anca
BONNET Pascal	GNANOU Marie-Thérèse	MARQUANT Patricia	TINTURIER Jean-Marc
BONTOUX Patrick	GUIDET Corinne	MARTIN Olivier	TORELLI Philippe
BORDEAU Frédéric	GUILLAUME Xavier	MEUNIER Béatrice	VALLANT Bruno
BROSSE Sylvie	GUIOUT Jean-Gérard	NEDELEC Gilles	VECCHIETTI Isabella
CHARLOT Hugues	GUITARD Fabienne	NIQUET Pascal	VIGNIER Caroline
CHASSAGNE Patrick	HARDY Iysiane	PAING Stéphane	VIGNON Jean-Marie
CHAUVIN Arnaud	HERCOT Gérard	PARIGI Olivier	WAINSTEIN Stéphane
CHIGNON Marc	HIRZEL Christophe	PAULHAC François	WIERUCK Pascal
CIECKO Catherine	HUMBERT Stéphane	PELLETIER* de BORDE Gaël	WIZEL Pascal

- Formation Ecole de Gestion à dominante financière, économique et juridique.
- Sanction des études: Diplôme I.C.S., C.P.E.C.F., D.E.C.S.
- Sélection sur dossier. Baccalauréat exigé.
- Statut étudiant.
- Services: Stages. Logement. Placement.
- Financement: Bourses et prêts bancaires.

### I.C.S. BÈGUE

Institut Commercial Supérieur Privé Reconnu par l'Etat  
15, place de la République 75003 PARIS - Tél. 272.20.76 +



## JUSTICE

### Bataille d'avocats à l'Assemblée nationale

Le barreau de Paris reste privilégié

Le Palais-Bourbon ressemblait plus le jeudi 29 novembre à un congrès d'avocats qu'à une Assemblée d'élus du peuple qui légifèrent. Si la République n'est plus tout à fait celle des avocats, les maîtres du barreau — et tout particulièrement ceux de Paris — ont su garder l'oreille du législateur. Jeudi, il leur fallait sauver le privilège des quel- que six mille avocats parisiens qui ont le droit d'effectuer tous les actes de procédure non seulement devant le tribunal de grande instance de la capitale, mais aussi devant ceux de la périphérie : Bobigny, Créteil et Nanterre.

En jargon judiciaire, cela s'appelle la « multipostulation ». Appré- hension, parce qu'en province chacun ne peut postuler que devant son propre tribunal. Conséquence de la création des trois tribunaux de ban- lieue, ce privilège date de 1971 et il ne devait être que provisoire. Mais, comme souvent en France, le provisoire dure, et, jeudi, la majorité des députés ont décidé de le pérenniser

au prix de quelques exceptions (nos dernières éditions du 30 novembre).

Pour en arriver là, « que de bruits et de fureurs », comme l'a souligné le rapporteur de la commission des lois, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), un ancien magistrat. La passion avait même gagné les avocats de province, alors que, comme l'a rappelé avec force M. Robert Badinter, ils ne sont concernés en rien. Sauf que tout ce qui touche à cette obligation pour un avocat d'avoir un correspondant quand il doit effectuer des actes de procédure devant un autre tribunal que le sien soulève les passions. Combien sont-ils à vivre essentiellement de cette situation ?

Pour les rassurer, le garde des sceaux a réaffirmé que le principe de la territorialité permettait d'assu- rer « au mieux le fonctionnement des tribunaux » ; c'est aussi ce que pensent les magistrats, a rappelé M. Raymond Fornal (PS, Territoire de Belfort), président de la commis-

sion des lois et avocat à Belfort, qui a toutefois reconnu que c'était un principe « quelque peu archaïque » et qu'il faudrait donc avoir « un jour ou l'autre un débat » sur ce sujet, mais que « le moment n'était pas venu ». Ce n'est pas ce que pense M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine), lui aussi avocat.

Il a proposé que soit mis fin au principe de territorialité le 1<sup>er</sup> janvier 1988 ; mais il fut le seul à voter son amendement.

Car, pour une telle affaire, les cli- vages traversent tous les groupes. Seul le PC parle d'une seule voix : oui, dit M. Louis Odry (PC, Seine-Saint-Denis), il faut supprimer la territorialité ; mais, pour l'heure, il ne faut pas freiner le développement des barreaux de la périphérie pari- sienne, qui permettent aux avocats d'être près des justiciables qui en ont le plus besoin.

Le gouvernement avait, en effet, proposé le maintien pur et simple du système provisoire actuel. Mais M. Badinter, dont chacun sait qu'il aurait préféré une autre solution, et particulièrement une entente entre les quatre barreaux concernés, le défendit avec une passion qui lui est peu coutumière ; au point que M. Pierre-Charles Krieg (RPR, Paris), toujours un avocat, lui déclara « amicalement » qu'il semblait « être comblé d'office ». La commission des lois, après avoir tenté vainement de trouver un accord, fit adopter un amendement. Cet amendement prévoit qu'un avocat pari- sien ne pourra pas postuler pour un confrère de province devant un tri- bunal de province et qu'il devra passer par un avocat de banlieue pour les affaires de saisies immobilières régies par les articles 673 et suivants de l'ancien code de procédure civile, ainsi que dans les procédures de par- tage et de licitation régies par les articles 970 et suivants. De même, l'aide judiciaire sera réservée aux avocats du tribunal.

Si une partie de la droite se dit satis- faite de ce compromis, les socia- listes ne cachent pas leurs réser- ves. M. François Masot (PS, Alpes-de-Haute-Provence), mais avocat à Paris, aurait préféré le projet non amendé ; qui peut lui repro- cher de vouloir à Paris un barreau fort et dynamique ? A l'inverse, M<sup>me</sup> Paulette Nevoix (PS, Val-de-Marne) et M. René Rouquet (PS, Val-de-Marne) regretteront qu'on ne mette pas fin à l'exception parisienne ; qui peut leur reprocher de craindre le désert judiciaire dans les banlieues et de souhaiter que les avocats soient près de leurs clients ? Mais les uns et les autres paraissent des maîtres avocats ?

Le projet voté par 379 voix contre 59. Les communistes ne pri- rent pas part au vote ; M. Valéry Giscard d'Estaing s'abstint, comme à chaque fois qu'il n'y a pas accord entre les deux groupes de l'oppo- sition ; le RPR vota contre, sauf 28 des siens, essentiellement parisiens ; l'UDF pour, sauf ses deux députés de banlieue ; le PS fut unanime dans le vote pour ; chez lui, il faut être discipliné.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

## ÉDUCATION

### Les dispositions gouvernementales sur l'école privée sont critiquées par le rapporteur du Sénat

Le rapporteur de la commission des affaires culturelles du Sénat pour le projet de loi « modifiant et complétant la loi du 22 juillet 1983 et portant diverses dispositions relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales », M. Paul Séramy (Un, cent, Seine-et-Marne), a décidé de consacrer un tome de son rapport au seul article 15 du projet qui concerne l'ensei- gnement privé et qui, estime-t-il, est rattaché « de manière complètement artificielle » au texte.

Considérant que le gouvernement cherchait à dissimuler la portée des nouvelles propositions qu'il a faites après le retrait du « projet Sa- vary », M. Séramy constate qu'une partie des mesures « se trouvent noyées au milieu d'un texte relatif à la dé- centralisation de l'enseignement pu- blic, qui en perd toute homogénéité », et que l'autre figure dans le projet de budget pour 1985. Il craint que « cette présentation baroque ne corresponde à la volonté d'empê- cher tout débat sérieux ».

Dans ce deuxième tome de son rapport, destiné à éviter « tout esca- motage », M. Séramy note que le nouveau projet de MM. Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement, « pour être moins dangereux » que celui de M. Alain Savary, « n'en contient pas

moins nombre de dispositions in- quiescentes » ; son application aurait pour conséquence « de diminuer les garanties dont bénéficie la liberté de l'enseignement, de rendre beaucoup plus difficile la conclusion de nou- veaux contrats et même de placer artificiellement certains établisse- ments dans une situation matérielle difficile ». A ces critiques s'ajoute celle, selon le rapporteur, de pouvoir « créer ou réveiller des conflits dans un domaine où l'apaisement devrait être recherché ».

M. Séramy justifie les amende- ments qu'il proposera lors de la re- prise de l'examen du texte en séance publique à partir du 10 décembre et qui ont été approuvés par les seuls commissaires de la majorité sénato- riale par le fait que le projet « tend à limiter dans les faits — en restrei- gnant la possibilité pour les établis- sements privés de répondre le cas échéant au « besoin scolaire » — le droit des familles à choisir un type d'établissement plutôt qu'un au- tre ». Hostile à cette « régression », M. Séramy affirme toutefois ne pas vouloir prendre parti en faveur de tel ou tel type d'établissement ; il faut, écrit-il, que le choix des fa- milles, « quelles que soient leurs ressources, puisse s'exercer libre-

ment, et que chaque type d'établisse- ment soit à même de remplir effi- cacement son rôle et de répondre à sa vocation propre ».

Ainsi M. Séramy n'est pas favora- ble au retour brutal à la loi Debré et propose de maintenir les dispositions de la loi Guermeur, qui contenait notamment le principe du « carac- tère propre » de l'établissement privé et la nomination des maîtres « sur proposition » du chef d'éta- blissement. Il juge que la notion de « besoin scolaire reconnu » ne sera plus respectée, dès lors que la com- mune est signataire des contrats d'association pour les créations nou- velles. Ainsi souhaite-t-il que la com- mune ne se prononce que sur la réali- té d'un « besoin scolaire » et non sur l'opportunité d'une création. Pour la contribution financière des com- munes dont les enfants sont scolaris- és dans une autre commune, le rapporteur admet que le représen- tant de l'État, en cas de désaccord, fixe cette contribution ; mais il rend cette contribution « facultative » pour la commune non-siège de l'éta- blissement, si cette dernière offre le même genre d'éducation et dispose de capacités suffisantes d'accueil.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## SPORTS

### LES PROJETS DE M. ALAIN CALMAT

#### L'aménagement des rythmes scolaires commencera dans le premier degré dès la fin de l'année

Temps mieux négocié pour le sport, structures adaptées et perfor- mantes, moyens plus importants et mieux utilisés, tels sont les trois axes définis par M. Alain Calmat, mi- nistre délégué à la jeunesse et aux sports, pour une politique sportive qu'il a qualifiée d'« ambitieuse » à l'occasion de sa première conférence de presse officielle réunie le 29 novembre à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), lors d'un colloque sur le sport de haut niveau.

Après avoir consacré les quatre premiers mois de sa charge à la réflexion, le ministre, qui entend prolonger la politique engagée par son prédécesseur, M<sup>me</sup> Edwige Avice, avec la loi sur le sport du 16 juillet 1984 et les quatre cents conventions pour les années de haut niveau, a aussi défini des « actions nouvelles » pour permettre à chacun de « s'adonner aux activités physi- ques et sportives » et à l'élite de « représenter dignement » la France dans les compétitions. Dans le détail, les trois axes de l'action de M. Calmat sont les suivants :

● **L'organisation du temps.** — Il s'agit notamment de l'aménagement des rythmes scolaires pour les jeunes. « Chaque fois que les condi- tions locales le permettent », des formules d'aménagement du temps scolaire, dans le premier degré, doi- vent être mises en place à la fin de l'année, en liaison avec le ministre de l'Éducation nationale « pour faire naître une véritable mentalité sportive dans notre pays ». Le contenu détaillé du projet pourrait être établi avant la fin de l'année. En ce qui concerne le second degré, M. Calmat a jugé la réalisation de ces aménagements « prématurée ».

Dans les sections sports-études, on ira plus loin « en tenant mieux compte, pour l'aménagement des études, des contingences de l'entraîne- ment ».

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

Adultes et personnes âgées béné- ficièrent, d'autre part, de disposi- tions adaptées à leurs problèmes, telles qu'un meilleur accueil sur les stades et dans les piscines et une formation de moniteurs spécialisés pour le troisième âge.

Le barreau de Paris reste solidaire du tribunal de commerce. Une soixantaine d'avocats du bar-reau de Paris ont appelé de leur or- dre, ont exprimé, jeudi 29 novem- bre, par une manifestation silencieuse au Palais de justice de la ville, leur solidarité avec les treize magistrats du tribunal de commerce qui ont donné leur démission (le Monde du 29 novembre). Cet émoi est la conséquence de l'agression dont avait été victime au tribunal, le 19 novembre, un syndic de la ville, M<sup>me</sup> Michel Bérault, grièvement blessé par un commerçant mécon- tent.

l'athlétisme et à Chamois pour les sports d'hiver. Les centres d'entraî- nement régionaux devraient, de leur côté, doubler leurs effectifs d'ici à 1988, et des assises nationales de la médecine du sport devraient être organisées au cours du premier semestre 1985 afin d'apporter « la cohésion qui fait défaut » dans ce domaine.

● **L'accroissement des moyens.** — Le ministre veut conclure des accords entre l'État et les fédéra- tions sportives sur la base de plans quadri- annuels réalistes portant, notamment, sur la préparation olympique avec des objectifs révisés chaque année. La mise en place du nouveau corps de professeurs de sport comblera, quant à elle, « un retard historique en donnant au sport français de

véritables « ingénieurs » dans cha- que spécialité ». Enfin, le nombre des conventions pour athlètes de haut niveau doublera d'ici à 1988 pour concerner quelques huit cents personnes.

Les ressources financières pour mettre en œuvre ces objectifs vien- dront du Loto sportif dont les dispo- sitions seront rendues publiques avant la fin de l'année.

● **Selon un sondage réalisé par Louis Harris, le 22 octobre, auprès de huit cents personnes pour le Parisien libéré, 65 % des personnes inter- rogées sont favorables à un arrêt des cours à 15 h 30 pour permettre la pratique sportive. Les jeunes de dix- huit à vingt-quatre ans y sont favora- bles à 80 %.**

### PMU contre Loto

Le Loto sportif, dont le gou- vernement a adopté le principe pour « apporter au sport français des ressources supplémentaires au bénéfice des actions nou- velles », sera « un jeu simple et attrayant qui contribuera à la promotion de l'ensemble des sports », a rappelé M. Alain Cal- mat, ministre délégué à la jeu- nesse et aux sports, au cours de sa première conférence de presse.

Les modalités de ce pari ne seront pas rendues publiques avant la fin de l'année. Pourtant, les consultations ont été menées à bien et un accord semblait s'être dégagé sur un modèle de grille où les paris sportifs seraient délégués à la PMU. La Société d'aménagement de la race chevaline qui dirige la PMU a fait de nouvelles offres pour gérer le jeu. Nous sommes en train de les étudier », a révélé M. Calmat.

Le PMU, qui traverse une période difficile, offrira notam- ment ses services pour le gestion du jeu à des conditions beaucoup

plus intéressantes que le Loto national.

Du coup, la part revenant au Trésor sur le montant des jeux pourrait être plus élevée. La ministre de l'économie, des finances et du budget a donc demandé qu'on y regarde à deux fois avant de confier le Loto sportif à la société présidée par M. Michel Casto, qui a été le principal promoteur de l'idée.

Le Loto sportif servira-t-il à renforcer le PMU — qui a naguère combattu les concours de pro- nostics — en même temps qu'il apportera des ressources nou- velles indispensables au sport français ? La réponse sera don- née prochainement. Mais, d'ores et déjà, M. Calmat s'est appliqué à lever les réticences à l'égard des tricheries que pourraient engendrer de tels paris sur des championnats de football, de rugby, voire de basket-ball : « La gestion des fonds recueillis sera paritaire, et un comité d'éthi- que sera placé sous ma prési- dence pour veiller à la régularité du jeu et des compétitions supports. »

A. G.

## AUTOMOBILISME

### Vatanen impose la Peugeot 205 Turbo 16 au Rallye de Grande-Bretagne

En dépit d'un tonneau au cours de la nuit précédant l'arrivée et d'un arbre de transmission brisé dans les dernières spéciales, le Finlandais Ari Vatanen a remporté, le 29 novem- bre, le rallye de Grande-Bretagne, dernière épreuve du Championnat du monde 1984.

Depuis le rallye de Côte-d'Ivoire, le titre était attribué au Suédois Björn Wälde, mais la supériorité de la Peugeot 205 Turbo 16 du Finlandais est telle qu'elle est d'ores et déjà la grande favorite du Championnat 1985 : en cinq sorties, depuis le Tour de Corse, c'est en effet la troisième victoire consécutive de Vatanen,

après la Finlande (Mille Lacro) et l'Italie (San Remo).

Sans les heures des dernières heures de course, le Finlandais aurait laissé le deuxième, Hannu Mikkola (Audi Quattro), à plusieurs minutes ; Eklund (Toyota) et Michèle Mouton (Audi Quattro), respectivement troisième et qua- trième, sont à plus de 14 minutes. Face à cette percée de Peugeot, Audi cherche encore la réplique, mais Lancia pourrait être opération- nel dans la seconde partie du Cham- pionnat 1985, avec son nouveau modèle « 038 » à quatre roues motrices.

## EN BREF

### Explosion au siège de personnels d'un syndicat pénitentiaire

Une violente explosion, qui a blessé légèrement cinq personnes, a ravagé, jeudi 29 novembre, vers 18 heures, les locaux parisiens du Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires (SNAPP), 12, rue des Moulins, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement.

La nature de cette explosion n'a pas encore été déterminée. L'hypo- thèse d'un attentat, immédiatement envisagée, sans être encore écartée, n'est pas mise en évidence par les premières constatations. Les enquê- teurs n'ont pas relevé de cratère dans la planche. Si l'on a découvert des traces d'un liquide inflammable, aucun débris d'engin explosif n'a été trouvé.

La déflagration, qui a été suivie d'un incendie vite maîtrisé, s'est pro- duite peu de temps après une réu- nion du bureau du syndicat en vue des élections professionnelles du 22 janvier prochain.

### Mandat d'amener contre un des auteurs de « Suicide, mode d'emploi »

M<sup>me</sup> Nida Bertolini, juge d'in- struction au tribunal de Paris, vient de délivrer un mandat d'amener contre M. Yves Le Bonniec, co- auteur du livre « Suicide, mode d'emploi ». M. Le Bonniec avait été inculpé, le 25 octobre 1983, d'homi- cide volontaire par fourniture de moyens et de non-assistance à per- sonne en danger, non en tant qu'a-uteur du livre, mais pour avoir indi- qué par lettre à un lecteur de l'ouvrage qui souhaitait se donner la mort, des précisions sollicitées sur la manière d'y parvenir.

Depuis, son inculpation, M. Le Bonniec, avait été convoqué à plu- sieurs reprises par le magistrat in- structeur pour être entendu. Il ne s'était jamais présenté.

Dans un communiqué, les auteurs du livre et leur éditeur, M. Alain Moreau, estiment qu'il s'agit d'une « ultime manœuvre pour criminali- ser leur démarche ».

### Charter Chic

Paris - New-York en 147  
Départ Orly-Sud  
Retour Open possible  
A partir de 3 350 F A.R.  
AIRCOR 01 1780013  
91, rue de Moscou  
75008 PARIS, tél. : 323-46-46.

### LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec expérience en français  
Documentation gratuite  
ÉDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Belfort - 75008 Paris

ATTENTION ! NE PAS LES MOUILLER

Up to 62 USD



LE MONDE

Le Monde

culture

CINÉMA

« FLEURS DE PAPIER », de Guru Dutt

Splendeur du mélodrame indien

Un vieillard aux cheveux blancs retourne une dernière fois sur le lieu d'antiques exploits : le studio de cinéma où il connut la gloire. Les lumières s'allument, techniciens, acteurs s'affairent. Suresh Sinha (Guru Dutt), metteur en scène, s'apprête à tourner. Au fil de la narration, vie privée et vie publique se rejoignent en une confession qui se veut à la fois un portrait grandeur nature de l'artiste glorieux puis déchu et un témoignage sur un métier, le cinéma, et le cinéma hindi en particulier, le grand cinéma commercial.

Guru Dutt, metteur en scène mort en 1964, avait tenté quatre ans, quand, en 1958, il achève *Fleurs de papier*. Deux ans plus tôt, *Pyasa* (la Soif), que nous verrons début 1985, lui avait valu la gloire. Il connaissait parfaitement le cinéma américain, et d'abord Hitchcock. Il visita Londres à plusieurs reprises et manque de peu de tourner une vie d'Orson Welles avec le célèbre opérateur anglais Jack Cardiff. Le projet échoua, mais *Fleurs de papier*, inspiré-il, consacrait sa jeune gloire. Le public indien, aussi passionné dans ses admirations que dans ses refus, le rejeta. Dépit, trahit, le cinéaste continua à travailler comme producteur et comme acteur, mais ne réalisa plus un seul film.

Des allures prémonitrices Dans le monde hautement impersonnel de l'ancien cinéma indien, Guru Dutt a voulu faire œuvre d'auteur tout en respectant les canons de l'industrie. Il suit le chemin tracé par Satyajit Ray qui, en 1956, jeune déboutant, avait connu la gloire internationale avec *Pather Panchajanya*, ignoré dans son pays. L'œuvre de Ray obéissait à Guru Dutt qui n'en continuait pas moins de lutter à l'intérieur du système en place. *Fleurs de papier* prendra rétrospectivement, après sa mort, des allures prémonitrices. Guru Dutt comme le Suresh Sinha du film, a vu sa vie privée ruinée. Dans la réalité comme dans la fiction, l'homme s'effondre. L'interprète de Shanti, la jeune in-

connue fille en mal d'existence (*Tendrement la nuit*), mais elle aime aussi se réfugier dans le souvenir d'enfances qu'elle évoque joliment dans un clin d'œil à *Pierrot* (*Le miroir de ma fille chérie*).

Implantée au Havre, avec une compagnie de huit danseurs, elle va devoir amener un public nouveau à la danse. Mais sa récente création, *Deuxième légende*, ne répond pas exactement à cet objectif.

Montée sur le vaste plateau de la Maison de la culture, elle feuillette pendant plus de deux heures les pages d'un livre d'images impossible à décrypter. Ses tableaux-vivants sur fond de musiques d'opéra rappellent Reinhold Hoffmann ou Maguy Marin mais sans leur force agressive. Faute d'un dessin chorégraphique, le spectacle n'est qu'un bon moment vécu.

FOIRE DE L'ART ACTUEL À ZÜRICH

Les foires de l'art contemporain ne se valent pas. Zurich, c'est un monde à part. Ici, c'est une foire de l'art actuel, c'est-à-dire une foire de l'art d'aujourd'hui. Ici, c'est une foire de l'art d'aujourd'hui, c'est-à-dire une foire de l'art d'aujourd'hui.

Caroline Marcadé au Havre

C'est Carolyn Carlson au temps où elle dirigeait le groupe de recherches de l'Opéra de Paris, qui révèle le caractère primordial et les dons d'improvisation de Caroline Marcadé. Devenue chorégraphe à son tour, elle a tenté d'échapper à son emploi de poupée mécanique et sautillante et de donner une image plus vraie d'elle-même.

EXPOSITIONS

Edgar Degas au Centre du Marais

(Suite de la première page)

Soul le bronze est ici admiré : la bronze-femme et le bronze-cheval, s'agitant en tous sens, nus par une courbure torsion, comme si le point commun, l'axe, était la hanche du premier et les reins du second. Cela pour la plus grande gloire de la gymnastique. Et pour l'émotion ? Le mouvement capté dans ses formes achevées, entra des instants, moments de déséquilibre et presque de désespoir où s'engageait pourtant toute la grâce et la fragilité d'un corps, femme ou bien cheval.



Le Tziganisme et l'entrepreneur

Le Tziganisme et l'entrepreneur, c'est la confrontation de deux faits bruts réels, des paroles crues vivantes, à une substance de fable, le conte l'emportant presque, en crudité, en vérité, sur l'information terre à terre.

Polichinelle à Chaillet

« L'homme qui ne donne pas de conseil de bien à mal », mais elle aime aussi se réfugier dans le souvenir d'enfances qu'elle évoque joliment dans un clin d'œil à *Pierrot* (*Le miroir de ma fille chérie*).

Fantômes romantiques

Moins provocant que *Amor* de Jacques Richard, *Un amour interdit*, premier long métrage de Jean-Pierre Dugouct, est tout aussi insolite dans le cinéma d'auteur français de cette époque.

Motus, un groupe qui bouge

C'est sans doute à son séjour au Centre de danse contemporaine d'Angers, au temps de Nikolaï que Manuella Robert doit son goût d'une recherche gestuelle poussée dans tous les sens et à propos de tout. L'inspiration de ses ballets y gagne une grande diversité.

mentales sur l'école privée et le rapporteur du Sénat

ment de dispositions in-... l'école privée... le rapporteur du Sénat...

DE M. ALAIN CALMAT

et des rythmes scolaires

ment de dispositions in-... l'école privée... le rapporteur du Sénat...

PMU contre Loto

ment de dispositions in-... l'école privée... le rapporteur du Sénat...

AUTOMOBILISME

impose la Peugeot 205 Turbo

ment de dispositions in-... l'école privée... le rapporteur du Sénat...

NE PAS LES EXPOSER A LA LUMIERE



## FESTIVAL D'ART SACRÉ

Eglise Saint-Louis-en-l'Île  
MERCREDI 5 DÉCEMBRE, 20 h 30

ESTHER LAMANDIER

Eglise Saint-Louis-en-l'Île  
VENDREDI 7 DÉCEMBRE, 20 h 30

EDITH CANAT DE COWZY :  
« Livres d'heures »

H. JAUBERT : trois psaumes  
F. LISZT : « Via Crucis »

J.C. PENNETIER, piano  
Michel PIQUEMAL, baryton

Solistes, ensemble vocal  
et instrumental :  
STEPHANE CAILLAT

Renseignements : 277.18.83  
Billets : 3 FNAC, agences

## L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES présente :

« Une société nouvelle :  
tout pour l'homme »

Gala artistique pour le  
40<sup>e</sup> anniversaire de la R.P.S.A.

CORA VAUCAIRE

le dimanche 2 décembre à 18 h  
au THÉÂTRE FONTAINE

10, rue Fontaine (10<sup>e</sup>) - Métro Blanche

ORCHESTRE NATIONAL DE LYON  
SERGE BLONDI

CONCOURS  
JANVIER 1985 9 h 00  
1 TROMPETTE SOLO  
(CO-SOLISTE)

Renseignements : 277.18.83  
Billets : 3 FNAC, agences

# SPECTACLES

## théâtre

### Les salles subventionnées

CHAILLOT (727-81-15) : Grand Théâtre.  
20 h 30 : L'Empire de Dada (musique d'Erik Satie).  
THÉÂTRE GÉNÉRAL, 20 h 30 : Une  
pièce d'amour.  
ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-  
70-32), 20 h 30 : L'Élégie.  
TIP (364-80-80), Théâtre, 20 h 30 :  
Olympe.  
BEAUBOURG (377-12-33) : Dédans :  
21 h : « Agar », d'A. Hemmi (lecture).  
Comptes-rendus : 18 h 30 : Le Forum  
des verrous. - Clémentine : Nou-  
veau film Bpi : Le médium, de G.C. Me-  
notti : Encyclopédie audiovisuelle du ci-  
néma, 16 h 30 : J. Vigo, de G.C. Philippe.  
19 h : Max Opalus, de G.C. Philippe.  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-  
19-83), 20 h 30 : La Chauve-souris.  
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77),  
20 h 30 : Le chevalier à la rose ; 18 h 30 :  
Bourvil.  
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-  
28-34), 20 h 30 : Soirée portugaise, duo  
Ouro Negro.

### Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (366-42-17),  
20 h 30 : L'Élégie.  
ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (206-  
77-11), 20 h 30 : Le Sablier.  
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : La  
Reine morte ; 18 h 30 : Une heure avec  
La Fontaine.  
ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53),  
20 h 30 : L'Amour au village à l'école des  
nouvelles.  
ATELIER (606-49-24), 21 h : La Dame de  
mort.  
ATHÉNÉE (742-67-77), salle L.-Jouvet,  
19 h 30 : L'Élégie.  
BASTILLE (357-42-14), 19 h 45 : Les  
Escaliers du Sacré-Cœur (voir aussi Festi-  
val d'automne).  
BOUFFES PARISIENS (296-60-24),  
21 h : Les deux mœurs à vous dire.  
BOURVIL (373-47-84), 20 h 30 : Elles nous  
paraissent d'amour.  
BOUVARD en-POTINIERE (261-  
44-16), 21 h : Théâtre de Bouvard.  
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34),  
20 h 30 : Le Retour de la vénéralité.  
CARTOUCHE, École de Bois (408-  
39-74), 20 h 30 : Le Prince travesti. - Th.  
de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : L'in-  
truse - L'Élégie est en avance.  
CENTRE CULTUREL DU MARAIS  
(325-70-32), 20 h 30 : L'Élégie.  
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-49),  
Grand Théâtre 20 h 30 : Comédie. - La  
Bessière 20 h 30 : L'Élégie.  
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41),  
21 h : Ravenna d'après A. Elzberg.  
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22),  
20 h 30 : Le Retour de la vénéralité.  
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(723-33-21), 20 h 45 : L'Élégie.  
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),  
20 h 45 : Monsieur les ronds-de-cuir.  
DÉCLAMATEUR (336-00-02), 19 h : Olympe ; 21 h : Et si je m'étais un peu  
de musique.  
DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Le  
simon ; 21 h : Répète de famille.  
EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 :  
L'Élégie.  
ESPACE (272-23-41), 21 h : De Lucifer  
à Satan.  
ESPACE GAITE (327-95-94), 20 h 30 :  
Morpheus ; 22 h : E. Pericolaso  
Spergels.  
ESPACE MARAIS (584-09-31), 18 h 30 :  
Hoy Signe ; 20 h 30 : Avec deux nou-  
velles du docteur.  
ESSAÏON (278-46-42), 18 h 30 : La  
Tour d'amour ; 21 h : Toril.  
FONDATION DEUTSCH DE LA  
MEURTRE (327-41-56), 21 h : La  
dernière Répétition de F. de Virgilio  
Woolf.  
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Les  
Trois Justes.  
GAITE-MONTFARNASSE (322-16-18),  
20 h 45 : Grand-père.  
GALERIE 66 (326-63-51), 20 h 30 : Edu-  
cating Rita.  
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La  
Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Légende ;  
21 h 30 : Offenbach, le comain ?  
LA BEUYERE (874-76-99), 20 h 30 :  
Théâtre musical.  
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 :  
Le Prophète ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ;  
22 h : Bréviaire d'amour d'un hétéro-  
phile. - 18 h 30 : Pour Thomas ;  
22 h 15 : Héroïsmes mon amour. Poésie  
salle, 18 h 30 : Paroles françaises, n° 2 ;  
22 h 30 : Le Scandale rendez-vous.  
LYS-MONTFARNASSE (327-88-61),  
20 h : L'École des filles ; 22 h 30 : Waiting  
for the Sun on la Nef des fous.  
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un  
otage.  
MANUFACTURE (722-09-38), 20 h 30 :  
Les Nuits difficiles.  
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 :  
Savage Love ; 22 h : Angel City.  
MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.),  
20 h 30 : Napoléon. - Salle Gabriel  
(225-20-74), 21 h : La Berthe.  
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 :  
Molière-Molotov II. - Petite salle, 21 h :  
Louki que quoi dont on, à partir du 3.  
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On d'œuvre  
au III.  
MICRODÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le  
Blanc.  
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cy-  
rano de Bergerac ; l'Histoire du cochon  
qui voulait maigrir pour épouser cochon-  
nette.  
MONTFARNASSE (320-89-90), Grande  
salle, 21 h : Duo pour une soliste. - Pe-  
tite salle, 21 h : La Carte du tendre.  
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD  
(331-11-99), 20 h 45 : Cécilie.  
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 :  
L'Entourloupe.  
OEUVE (874-42-52), 21 h : La Chasse aux  
dringues.  
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Le  
Dindon.  
PALAIS DES GLACES (607-49-93),  
20 h 30 : Giovanni.  
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : L'Or-  
phelinat.  
POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude  
morte et après-midi.

PORTE DE GENTILLY (580-20-20),  
20 h 30 : Talca, Paris et Broadway.  
QUAI DE LA GARE (385-88-88),  
20 h 30 : Phénix Park.  
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Une  
pièce d'amour.  
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 :  
On m'appelle Emilie.  
SALLE M.L. KING (370-48-88), 20 h 30 :  
Le Nuit des Bulgares.  
SALLE VALHUBERT (584-30-60),  
20 h 30 : Le Chevalier à la mode.  
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.  
STUDIO FORTUNE, 21 h : Vodka Cola.  
TEMPLEIERS (278-91-15), 20 h 30 : La  
Vie d'artiste.  
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), L.  
20 h 30 : Victimes du devoir ; 18 h 30 :  
Huis clos.  
THÉÂTRE D'EDGAR (323-11-02),  
20 h 15 : Les Babas-cadres ; 22 h : Nous  
on fait où on nous dit de faire.  
THÉÂTRE MENILMONTANT (366-  
60-60), 20 h 30 : Le Journal d'un fou.  
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 :  
le Bourreau d'Antigone (dém.).  
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : L'Ar-  
chipel Papou.  
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h 30 : Dia-  
logue d'exilés.  
THÉÂTRE DE PARIS (380-09-30), Pe-  
tite salle, 20 h 30 : Lettres Home.  
THÉÂTRE DE LA PLAINE (842-32-25),  
20 h 30 : Chambres calmes, vue sur la  
mer.  
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55),  
20 h 30 : Ubu Président.  
THÉÂTRE DU BOND-POINT (256-  
70-80), Grande salle, 20 h 30 : Angele,  
lynn de Padoue ; Petite salle, 20 h 30 :  
Compagnie.  
THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88),  
21 h : Lysistrata.  
THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-  
09-16), 20 h 30 : Les voisins ; 22 h 30 :  
Le Temps difficile.  
THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-43),  
20 h 45 : Dis à la Lune qu'elle vienne.  
TRISTAN-BERNARD (522-08-40),  
21 h : L'Élégie.  
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : Les  
Temps difficiles.  
VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 :  
Baudouin.

### Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (256-29-33), 20 h 15 : Ri-  
moir ; 21 h 30 : Baby or not baby ;  
22 h 45 : Le Président.  
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) L.  
20 h 15 : Arnauld ; 21 h 30 : Les  
Démocrates ; 22 h 30 : Les Sacré-  
Mentiers ; 18 h 15 : Super Lacerie ;  
21 h 30 : Deux pour le prix d'un ;  
22 h 30 : Limite !  
BOURVIL (373-47-84), 20 h 30 : Elles nous  
paraissent d'amour, 21 h 15 : Y'en a  
mar... et vous ?  
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h :  
Impasse des morts.  
CAFÉ D'EDGAR (323-11-02), L. 20 h 15 :  
Tiers voilà deux boudins ; 21 h 30 : Ma-  
goues d'hommes ; 22 h 30 : Orties de se-  
cours. L. 20 h 15 : Ça balance pas mal ;  
21 h 30 : Le Chronomètre châtouilleux ;  
22 h 30 : Elles nous veulent toutes.  
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a  
pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour  
les enfants.  
POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 :  
Moi je crache, moi parents raquent ;  
21 h 30 : Bonjour les clips.  
PROLOGUE (575-33-15), 21 h 30 : Ar-  
mistice au pont de Grenelle ; 20 h : Petite  
salle pour femme solo.  
SAN PIERU CORSU, 21 h 15 : A. Ri-  
vère, P. Robin.  
SENTIER DES HALLES (236-37-37),  
20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ;  
21 h 30 : Marshall nous voilà.

## Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

### Vendredi 30 novembre

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 :  
Phébe ; 21 h 30 : La cave habitée au  
rez-de-chaussée.  
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 :  
Shakespeare, l'écume.

### Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-  
44-55), 21 h : La gauche a mal à droite.  
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les  
zéros sont fatigués.

### Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-  
94-97), 21 h : Chansons françaises.  
CENTRE MANDAPA (589-01-60),  
20 h 30 : Musique de Turquie.  
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Pope de  
Cordoba.  
L'ECUME (545-71-16), 20 h 30 : Mueche ;  
22 h : L. Raymond, C. Baretto Trio.  
GYMNASSE (246-79-79), 21 h : Thierry  
Le Luron.  
GOLESTAN (542-78-41), 19 h : Les Mille  
et Une Nuits.  
MAISON DES CULTURES DU  
MONDE (544-72-30), voir Festival  
d'Automne.  
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : P. Sa-  
bastien, Ph. Lavi.  
PALAIS DES SPORTS (838-40-90),  
20 h 30 : Le Cirque de Moscou.  
RAVELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Mille  
Pris.  
SPLENDID (208-21-93), 21 h : M. Bouje-  
mali.  
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES  
(260-44-41), 22 h 30 : Jacinta.  
TROU NOIR (570-84-29), 21 h 30 :  
J. Sommer.  
ZENITH (248-44-44), 20 h 30 : J. Hal-  
ley.

### La danse

A. DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Pens  
d'échappement.  
CENTRE MATHIS (241-50-80),  
20 h 30 : Ch. Pages, H. Takagi.  
THÉÂTRE DU JARDIN (747-77-86),  
20 h 30 : Werckmeister Dans.  
THÉÂTRE DE PARIS (380-09-30), voir  
Festival d'Automne.  
THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-43),  
18 h 30 : Ensemble T. Kramel.

### Opérettes

BOBINO-ELDORADO (241-21-80),  
20 h 30 : Houri Papi.  
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15),  
20 h 30 : Les Mille et Une Nuits.

### Opéra

A. DEJAZET (887-97-34), 21 h : Le Té-  
phé, Le Médium.  
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 :  
Orphée aux enfers.  
PÉNICHÉ-OPÉRA (245-18-20), 20 h 30 :  
Barras de Venise par Padova, O comas  
Eau.  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(723-47-77), 20 h 30 : Médus.  
THÉÂTRE DU MUSÉE GRÉVIN (246-  
84-47), 20 h 30 : Le Guit 3 folie.

### Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : M. et X. Gage-  
pelle.  
Théâtre de l'Épicerie, 19 h 30 : Ensemble  
vocal Contrepoint (Marcello, Burt-  
hude).  
Lucernaire, 20 h 30 : M. Nakai (Bach,  
Scriabin, Ravel).  
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 :  
M. Dufosse, J. Vandeville (J.-S. Bach et  
ses fils).  
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 21 h :  
Ensemble vocal Ars Musica, dir. Cl. Car-  
rot, Choral Chante-Marie, dir. J.-F.  
Combar (Geoffroy).

### Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 :  
G. Chery ; 22 h 30 : Toot.  
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-  
65-05), 21 h 30 : S. Gueraul, B. Vasseur.  
CLOUTRE DES LOMBARDS (233-  
54-09), 22 h 30 : Latine Salsa.  
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : B. Fen-  
A. Silva, Ch. Henderson.  
GIBUS (700-78-88), 22 h : Flying Pado-  
vian et Jet Boys.  
MEMPHIS MELODY (328-60-73),  
22 h : R. Cabanis ; 0 h 30 : Worlly.  
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urte-  
gar.  
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 :  
Dillier Brand.  
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 :  
Cyril Jazz Band.  
PHILONE (776-44-26), 22 h : Alafia.  
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 :  
R. Franc.  
LA SPHÈRE (806-77-96), 20 h 30 : Ka-  
mil Trio.  
SUNSET (261-46-60), 22 h : Minigrul.

### Festival de l'Île-de-France

(723-46-84)  
Surrealism, Église (772-38-80), 21 heures.

### Festival d'automne

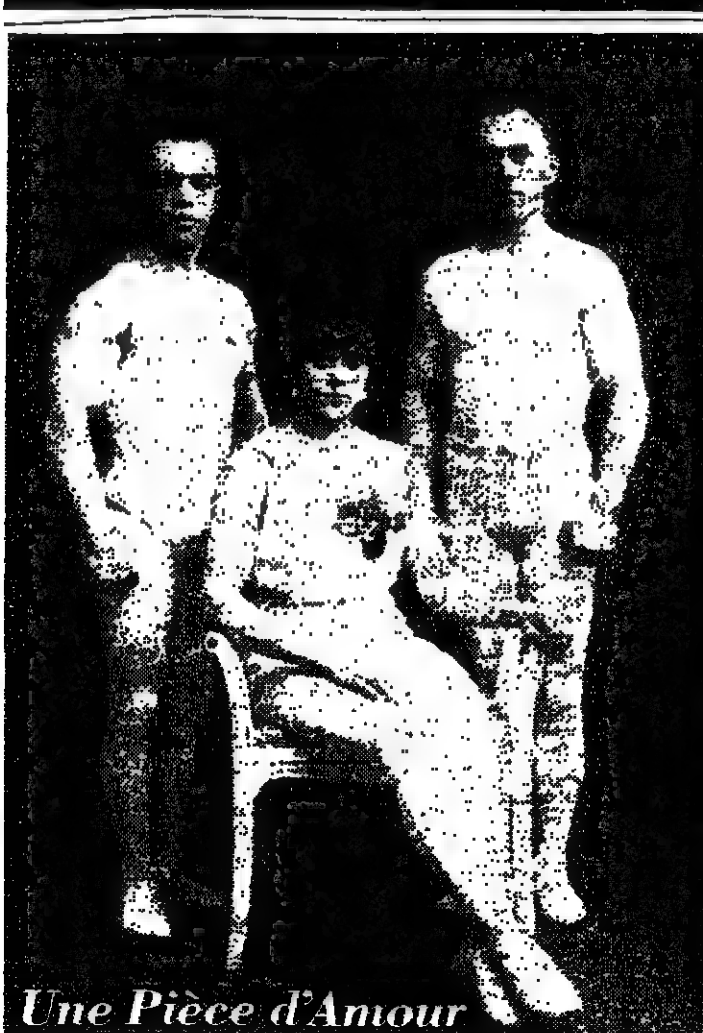
(296-12-37)  
Comédie Française (296-10-20), le 1<sup>er</sup> à  
20 h 30, le 2<sup>e</sup> à 14 h 30 : Bérénice.  
Théâtre de Chailly, salle Gendreau (727-  
81-15) (D. soir, aud.), 20 h 30, dim.  
15 h : Une pièce d'amour.  
Théâtre de la Bastille (357-42-14), 21 h :  
Sphinx.  
Théâtre des Champs-Élysées (723-47-77),  
18 h 30, 21 h 30 : Médus.  
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 :  
Fleming Puro.  
Musée des Cultures du Monde (544-  
72-30), 20 h 30 : A. Pivovarov.  
Chapelle de la Sorbonne, de 11 h à 19 h :  
Exposition P. P. Pasolini.

## TORIL

DE JACQUES GUIMET  
MISE EN SCÈNE ALAIN CHAMRON  
DU 14 NOV. AU 29 DEC. A 21 H  
AU THÉÂTRE ESSAÏON  
6 RUE PIERRE-AU-LARD (4<sup>e</sup>)  
276.46.42

MERCREDI 5 DÉCEMBRE

# Nemo



Une Pièce d'Amour

"Au fond  
je suis très  
masculin,  
j'ai une droite  
fulgurante!"  
Boy George

NOUVEL ALBUM  
"waking up with the  
house on fire"

Sur disque et K7 Virgin

NE JAMAIS LEUR DONNER A MANGER APRES MINUIT, SINON

cinéma

un amour int

PHILIPS X CREM







# RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 30 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



20 h 35 Formule 1: Jane Birkin.  
Emission de M. et G. Carpentier.  
Un plateau entièrement féminin: autour de Jane Birkin, Kim Wilde, Les Stars Sisters, Lio, Diane Dufresne...

21 h 50 Téléfilm: l'Année noire.  
D'après le roman de C. Castellana, mise en scène M. T. Giordana, avec G. Desarthe, G. Amato, M. Foschi...  
Le plan d'action du commissaire Spada, après la mort de Fugazza, est totalement modifié. Une seule solution pour ce play-boy tortionnaire: fuir l'Italie fasciste, mais Casella assassiné, Spada est sur le point d'être arrêté. Un feuilleton décoratif.

22 h 45 Photographie et société.  
Emission de Teri Weha Damisch.  
Réalité de l'image ou l'image nous manipule (2<sup>e</sup> partie). Gisèle Freund, une des plus grandes photographes du siècle, analyse la réalité événementielle dans ses rapports avec sa représentation photographique: intelligence et sensibilité.

23 h 15 Journal.

23 h 35 C'est à lire.

23 h 40 Clignotant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série: ANS Béatrice.  
De Y. Lambert et A. Kano, réal. J. Bernard. Avec N. Couriel, D. Cecaldi, A. Comte...  
Troisième épisode: Béatrice est confrontée avec les dures réalités de la production télévisée. Archétype de la femme moderne, fougueuse et séduisante, Béatrice enquête. Une comédie légère, bien jouée.

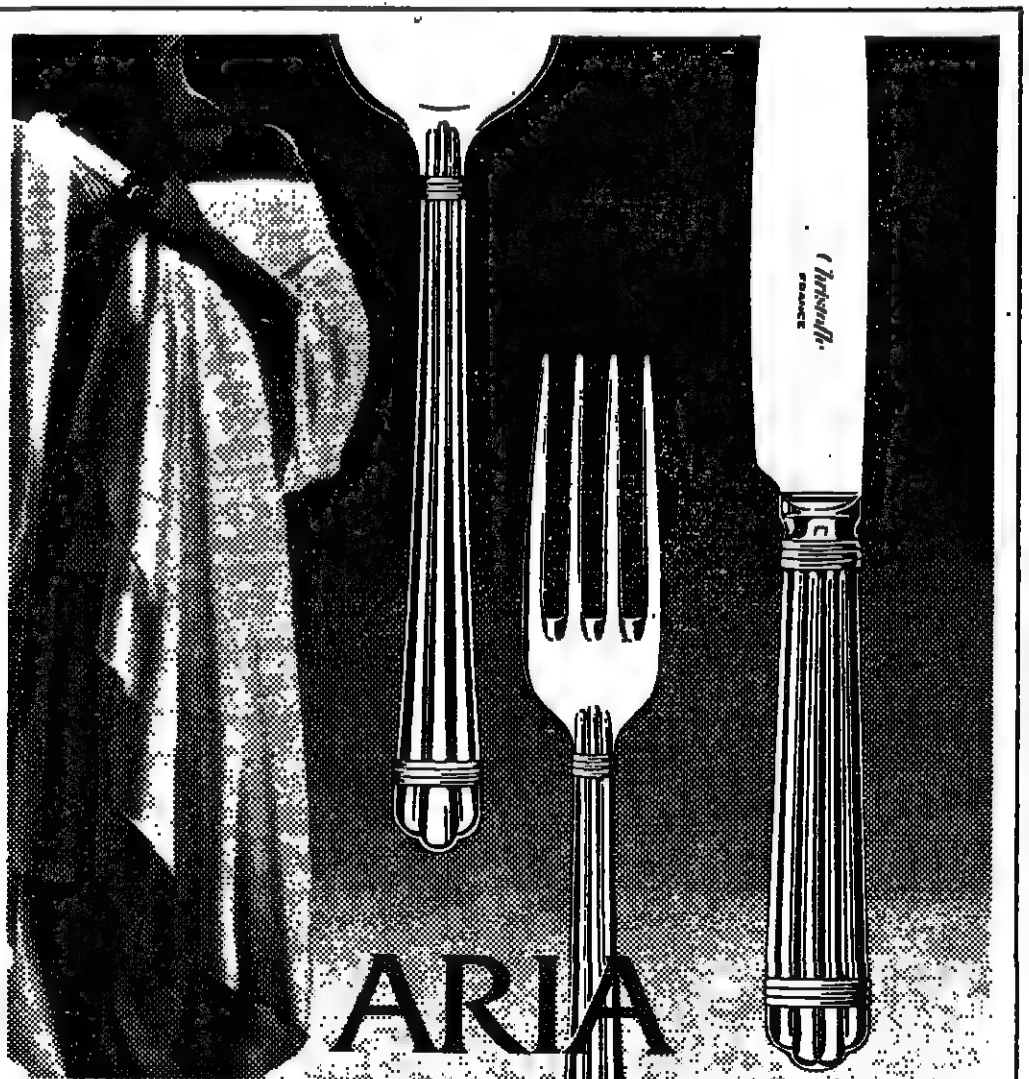
21 h 35 Apostrophes.  
Magazine littéraire de B. Pivot.  
Sur le thème: « Recherches et flâneries », sont invités: Alain Borer (Rimbaud en Abyssinie: Un sieur Rimbaud se disant négociant), Michel del Castillo (la Gloire de Dina), San Antonio (Faut-il tuer les petits garçons qui ont les mains sur les banches?), Henri Vincenot (l'Œuvre de chair).

22 h 50 Journal.



23 h Ciné-club (oyota japonais): Voyage à Tokyo.  
Film japonais de Y. Ozu (1953), avec C. Ryū, C. Higashiyama, S. Hara, S. Yamamura, H. Sugimura (v.o. sous-titré, N. Radiodiffusion).  
Un vieil homme et sa femme se rendent à Tokyo pour visiter leurs enfants. Ceux-ci, dérangés dans leurs habitudes, les accueillent avec réticence. Histoire intimiste

Les programmes du samedi 1<sup>er</sup> et du dimanche 2 décembre se trouvent dans « Le Monde Loisirs »



Le nouveau classique de Christofle  
Pavillon  
Christofle

12, rue Royale Paris 8<sup>e</sup> • 24, rue de la Paix Paris 2<sup>e</sup> • 95, rue de Passy Paris 16<sup>e</sup> • 93, rue de Seine Paris 6<sup>e</sup> • 17, rue de Sèvres Paris 6<sup>e</sup> • Centre Commercial Parly II

traînée, par une mise en scène ascétique, comme une méditation sur la rupture des liens de famille, la violence et la mort. Admirable.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi: Etre juif à Moscou.  
Magazine d'information d'André Campaux.  
Un reportage du magazine TV Aktuel (Copenhague) tourné en Union soviétique en août 1984, sur la condition des Soviétiques de confession juive. Sans-ils nombreux à vouloir quitter l'URSS? Succession d'interviews, de témoignages, de certains membres de la communauté juive de Moscou. La possibilité d'obtenir un visa, les conditions de vie dans un régime totalitaire.

21 h 30 Journal.

21 h 55 Téléfilm: le Petit Manège.  
Un conte de G. Rozes, d'après une idée de M. Rouzière, Réal. D. Trégarz, avec J. Frenay, V. Zouli, Y. Guit...  
C'est l'histoire d'une amitié entre une petite fille, Cynthia, et un vieux forain retraité, Moustache. Celle-ci, d'un manège de chevaux de bois entreposé dans la grange de Moustache et qui ne fonctionne plus. Mais, pour le bonheur de sa petite amie, le vieux forain va le réparer à tour de bras. Une bonne idée d'histoire un peu mystérieuse et fantastique. On lui reste malheureusement extérieur.

23 h Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Dalbray.

23 h 5 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôle d'histoire: 17 h 10, Fraggie rock; 18 h, La dernière pirogue; 18 h 20, Une passion: la Varenne; 18 h 55, l'inspecteur Gadagot; 19 h, Feuilleton: Fosseverre; 19 h 15, Informations; 19 h 50, Atout PIC.

CANAL PLUS

20 h 30, L'Australienne; 22 h, Le Refrain de mon cœur, film de W. Lang (copédie musicale); 23 h 50, Tous en scène; 0 h 40, La Bête, film de W. Borowczyk (érotique); 2 h 15, La Ballade de Narayana, film de Sh. Imamura (drame); 4 h 20, Les KO de Canal Plus; 5 h 20, l'Éventreur de New-York, film de L. Fulci (épouvante).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Le bal à l'époque romantique », de D. Barberis.  
21 h 30 Black and blue: en passant par l'Espagne.  
22 h 30 Nuits magiques: quatre hôtels.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Cycle d'échanges franco-allemands, émis de Baden-Baden: Russinet Ludmila, ouverture de « Glazka », « Concerto en la mineur pour violon et orchestre », de A. Dvorak, « Concerto pour orchestre », de B. Bartok, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk, sous la direction de E. Tchakarov, et V. Hudocok, violon.  
22 h 22 Les soirées de France-Musique: œuvres de Purcell, Chopin, et musique traditionnelle.

## TRIBUNES ET DÉBATS

VENDEDI 30 NOVEMBRE

— M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, est l'invité de l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 h 30.

# COMMUNICATION

LA TÉLÉVISION DE DEMAIN

## Les constructeurs européens annoncent la couleur

Le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur a décidé, mardi 27 novembre, d'appuyer l'adoption d'une norme européenne unique de radiodiffusion par satellite, norme proposée par l'association européenne des fabricants de matériels électroniques grand public (EACEM). Dans sa séance, le communiqué officiel peut sembler obscur. Il marque en fait une étape importante dans une gigantesque bataille industrielle dont l'enjeu n'est rien moins que le renouvellement du marché mondial de la télévision.

Une bataille complexe, secrète comme toutes celles qui se déroulent autour d'une norme technique, mais qui peut peser sur l'avenir de l'industrie nationale de la télévision comme sur celui du marché des programmes. Les choix précédents du standard SECAM pour la France, les pays de l'Est et une partie de l'Afrique, NTSC pour l'Amérique du Nord et le Japon et PAL pour le reste du monde. Les constructeurs européens ont donc pris l'initiative de rechercher une nouvelle norme, unique, avec d'autant plus d'empressement que les brevets des anciens standards viennent à expiration et ne rapportent plus rien.

### Du « C MAC » au « D2 MAC Paquets »

En 1983, l'Union européenne de radiodiffusion adopte le « C MAC Paquets », un standard proposé par un diffuseur britannique, l'Independent Broadcasting Authority (IBA). Cette solution technique ingénieuse permet de résoudre tous les problèmes posés à la diffusion par satellite: standard unique pour la couleur, plusieurs canaux son de très bonne qualité et possibilité de transporter des données numériques. De plus, il ouvre la voie vers une télévision à haute définition en améliorant la qualité de l'image, grâce au traitement numérique. Mais le C MAC Paquets a un gros inconvénient: il est mal adapté à toute autre forme de diffusion (réseau terrestre, câble, vidéo, etc.) et suppose une modification coûteuse du récepteur.

Les deux constructeurs européens Thomson et Philips contre-attaquent en proposant le « D2 MAC Paquets », une norme simplifiée le précédent mais qui a l'avantage de s'adapter à tous les types de diffusion. Un simple décodeur branché sur la prise péritel du téléviseur permet de répondre à tous les cas de figure. Le marché est donc beaucoup plus important et, même si l'évolution vers la haute définition est plus lente, elle est moins coûteuse pour le consommateur.

C'est ce dernier standard qu'a finalement adopté l'EACEM le 16 octobre. Mais ce consensus des constructeurs européens n'est rien s'il n'est pas relayé par les gouvernements, seuls capables d'imposer des normes. Là, la partie est moins facile. Le gouvernement britannique

renoncera-t-il facilement aux retombées industrielles et économiques du standard d'IBA? La République fédérale d'Allemagne fait la sourde oreille: elle préférerait conserver le plus longtemps possible le vieux PAL-SECAM, qui peut être reçu par les spectateurs d'Allemagne de l'Est...

Au-delà de l'Europe, il y a les Américains et les Japonais, qui comptent sur le satellite de télévision directe pour passer sans détour à la haute définition, ce qui suppose une tout autre stratégie industrielle. La chaîne américaine CBS a, depuis 1980, un programme de recherches commun avec Sony; Compact Video

et RCA travaillent sur d'autres approches du problème.

Rien n'est joué. Le marché mondial de la télévision peut reproduire les divisions qui l'ont déchiré dans les années 60. Mais une norme unique européenne peut encore l'emporter ou, au minimum, protéger les industriels européens de la machine de guerre japonaise. Le temps presse: il faut deux à trois ans, après l'adoption d'une norme, pour arriver au développement industriel. Ce sera déjà trop tard pour le satellite de télévision directe TDF 1 et ses antennes de réception. Une bonne occasion perdue.

JEAN-FRANÇOIS LACAR

## Image et stratégie propose de faire des spots publicitaires politiques

Le « quart d'heure Fabius »? « C'est une bonne chose que le premier ministre s'explique devant les Français »: 55,9 % d'entre eux le pensent, contre 13,3 % qui estiment le contraire et 17,8 % qui « cela indiffère ». Ce sondage (1), commandé à l'IFREP par le cabinet de conseil en communication Image et stratégie, confirme celui de la SOFRES et conforte son directeur, M. Thierry Saussez, dans sa conviction: « On gagne toujours à communiquer ». Les questions posées concernent la communication politique, l'image des hommes politiques et les professionnels de la communication politique (voir encadré) et confirment les résultats de nos investigations sur « le rejet de la politique » (Le Monde du 6 septembre).

La crise de confiance de la société française envers les hommes politiques, explique M. Saussez, vient à la fois d'un problème de fond — l'impopularité face à la crise — et d'un problème de communication: ils disent tous la même chose. Les « conseils » sont justement là pour les aider à se différencier, à donner d'eux une image singulière, et 38 % des Français estiment que ces spécialistes « sont utiles ». Toutefois, le réflexe contrant des « politiques » est encore négatif, car, estime M. Saussez, « ils ont peur de perdre une partie de leur substance, de leur message, en entrant carrément dans la société de communication ». En restant un « artisan », l' élu, le responsable politique, est sûr de « rester le patron ».

Au contraire, estime le directeur d'Image et stratégie — un cabinet qui travaille exclusivement pour l'opposition — l'homme politique doit être « déculpabilisé » à l'égard du « marketing politique », notamment en faisant valoir que la communication n'est pas seulement un enjeu, mais « un problème de fond de la société ». « La vécu individualité de la crise conduit au corporatisme et aux comportements sociaux: l'adaptation de la communication sociale aggrave le phénomène ».

M. Saussez fait aussi des propositions. Pour les élections de 1986, « prendre en compte les progrès de la télévision dans la campagne électorale » et « mettre à la disposition des candidats des équipes techniques », plutôt que de se contenter des déclarations des leaders. Profiter de l'ouverture de nouveaux médias et de l'évolution du marché publicitaire pour promouvoir la communication sociale sur les nouvelles chaînes de télévision et les stations locales de radio: « Sortir du sous-développement de la communication sociale et de l'archaïsme de la communication politique ». Sur-tout, « ouvrir les créneaux publicitaires de la télévision à la communication sociale », et faire ainsi accéder la politique à cette forme « moderne » de communication qu'est le spot publicitaire. M. Saussez rappelle qu'il avait alerté à ce sujet Mme Michèle Corta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, en 1982. Il vient récemment de « prendre contact » à ce sujet avec le premier ministre.

Y. A.

### Franc et sincère

Voici les réponses à certaines des questions du sondage de l'IFREP:

- Qu'attendez-vous d'un homme politique en général?
  - Qu'il soit franc, sincère... 38,4 %
  - Qu'il connaisse bien ses dossiers... 28,7 %
  - Qu'il soit énergique... 19,1 %
  - Qu'il s'exprime bien... 18,2 %
- A votre avis, existe-t-il en France des spécialistes qui conseillent les hommes politiques sur leur façon de s'exprimer ou de se présenter à l'opinion publique?
  - Oui... 70,3 %
  - Non... 8,9 %
  - Ces spécialistes sont utiles, car il est important que les hommes politiques se fassent comprendre le mieux possible... 38,6 %
  - Ils sont peut-être utiles, mais ils « fabriquent » des hommes politiques différents de ce qu'ils sont en réalité... 18,9 %
  - Ils sont inutiles, car les hommes politiques doivent se débrouiller tout seuls... 14,2 %

## Les progrès du cinéma holographique

Le 22 avril 1982 — un siècle jour pour jour après l'invention par Étienne-Jules Marey du fusil photographique, ancêtre du cinéma — deux chercheurs-cinéastes de l'université de Paris-VIII, Claudine Eizykman et Guy Filmans présentent les premières images holographiques animées françaises. Le travail des deux chercheurs sur les propriétés du laser permettrait enfin d'envisager un cinéma en relief accessible à tous sans lunettes spéciales, un domaine que les chercheurs soviétiques explorent depuis des années sans succès probant. On s'en était alors aux premiers balbutiements, à l'animation image par image. Une vingtaine de vues holographiques imprimées sur une même plaque de 60 x 50 centimètres reconstituaient le vol des goélands, cher au cœur de Marey, pour sept spectateurs correctement situés par rapport à l'écran.

Deux ans et demi plus tard, quelques subventions publiques ont permis de réaliser des progrès substantiels. L'appareillage complexe nécessaire pour faire voler les goélands se réduit à une discrète rampe d'éclairage. Cette miniaturisation ouvre la voie à des applications intéressantes dans le domaine de l'affiche publicitaire, par exemple.

Mais il y a beaucoup mieux. Claudine Eizykman et Guy Filmans sont

parvenus à enregistrer et à reproduire des scènes d'une minute sur des pellicules 35 mm et 70 mm. Lorsque l'on colle son œil à l'étrange machine, comme dans une baraque foraine, on reste surpris, déconcerté. Les personnages évoluent dans un espace visuel aux frontières mal définies, restitué par le cône de lumière verdâtre du laser. Plus de champ ni de perspective classique: le ciné-hologramme fait voler en éclats les lois de la représentation, stabilisées depuis la Renaissance.

Quel statut, quel avenir donner à ces nouvelles images? Les deux chercheurs savent bien que l'usage social des inventions ne peut se déterminer a priori. Ils laissent ouvertes toutes les directions de recherche mais, en passionnés de cinéma, se proposent maintenant de mettre au point un vrai système de visualisation: un écran d'un mètre de base visible par une cinquantaine de spectateurs. Les problèmes posés par la durée des enregistrements, la qualité des émulsions et des lasers sont aujourd'hui résolus. Il reste à mettre en œuvre pratiquement des technologies dont le coût très élevé dégage de nombreux problèmes. Les subventions doivent bénéficier des deux inventeurs.

J.-F. L.

### LE FINANCEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Vingt-deux millions d'explications

Vingt-deux millions d'usagers vont recevoir un dépliant de trois pages décomposant les grandes lignes du budget des PTT. Le ministre, M. Louis Mésangeau, y explique à quoi servent les 62 milliards collectés par la poste, par les télécommunications, ou produits par le placement des fonds déposés à la Caisse d'épargne. Il montre que, avec près de 40 milliards de francs, « de loin le plus important budget civil d'investissement de l'Etat », les PTT vont contribuer au financement des nouvelles technologies.

La modernisation de la poste, d'abord, avec l'information progressive de dix-sept mille bureaux, la mise en place de la télécopie et de la télémessagerie publiques. Et puis, la carte à mémoire, le satellite, un million de Minitel supplémentaires. Les réseaux câblés, enfin, auxquels les PTT consacreront 1 milliard de francs en 1985 et peut-être le double, comme l'a annoncé M. Mésangeau à Lyon, s'il s'agit d'atteindre plus vite la masse critique de prises installées.

Cette avalanche de nouvelles technologies, ce saut délibéré dans le futur, feront-ils oublier aux abonnés du téléphone la hausse de 25 % de la taxe de base, aux usagers de la poste les retards constatés dans l'acheminement du courrier?

J.-F. L.



سكنا في الامم

TION

ISION DE DEMAIN

épéens annoncent la couleur

Le mouvement des journalistes et écrivains du monde a été officiellement lancé hier à Paris. Les participants ont décidé de poursuivre la lutte pour la reconnaissance de leur statut professionnel et de leur rôle social. Ils ont également décidé de soutenir les luttes des travailleurs du monde entier.

e et stratégie propose de faire spots publicitaires politiques

Le mouvement des journalistes et écrivains du monde propose de faire des spots publicitaires politiques. Cette initiative vise à sensibiliser le grand public sur les enjeux politiques et sociaux du moment. Les spots seront diffusés sur les chaînes de télévision et de radio.

raze et sincère

Le mouvement des journalistes et écrivains du monde est un mouvement sincère et ouvert. Il vise à promouvoir la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont décidé de poursuivre la lutte pour la reconnaissance de leur statut professionnel et de leur rôle social.

holographique

Le mouvement des journalistes et écrivains du monde est un mouvement holographique. Il vise à promouvoir la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont décidé de poursuivre la lutte pour la reconnaissance de leur statut professionnel et de leur rôle social.

COMMUNICATION

LA SITUATION AU « MONDE »

Une déclaration du Syndicat du Livre

Après la suspension de la grève, qui a empêché la diffusion de notre journal lundi et mardi, les discussions entre les syndicats CGT, CFDT, FO, SNJ et la direction doivent reprendre le jeudi 6 décembre. A propos de la situation au Monde, le Comité intersyndical du Livre parisien (CGT) a publié, mardi 27 novembre, le communiqué suivant :

« Le Comité intersyndical du Livre parisien CGT - presse - s'est réuni le mardi 27 novembre 1984 pour prendre connaissance des graves événements survenus au journal le Monde entre la direction et les services administratifs ayant entraîné la non-parution du titre.

« Le Comité inter presse CGT et les délégués syndicaux de l'entreprise, pour leur part, ont signé une déclaration commune avec la direction du Monde pour fixer le cadre des négociations qui vont intervenir dans la période qui vient.

« Les élus CGT de l'entreprise du Monde, toutes catégories confondues (employés, ouvriers, cadres), ont fait par ailleurs une déclaration réaffirmant leur position favorable à l'ouverture de toute forme de négociations et opposée à la mise en cause des accords conventionnels et contractuels.

TÉLÉVISION DIRECTE PAR SATELLITE M. Fillioud précise le contenu des deux chaînes publiques

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a reçu, le 29 novembre, les présidents des différentes sociétés du service public de la télévision pour faire le point sur le contenu des deux chaînes publiques diffusées par le satellite TDF 1 à partir de 1986. Le premier canal, alimenté par le service public français, diffusera « des productions pour l'essentiel originales, s'inscrivant largement dans un projet de développement des coproductions européennes ». La conception de cette chaîne a été confiée à M. Pierre Desgranges, ancien PDG d'Antenne 2.

CANAL PLUS ET LES PIRATES SIX NOUVELLES RADIOS LOCALES PARISIENNES MENACÉES

La première chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 29 novembre, l'ordonnance de référé rendue le 22 novembre par M. Pierre Drai, président du tribunal qui, à la requête de la société Canal Plus, avait interdit la distribution du numéro de décembre de la revue Radio plans, dans laquelle était publié un article fournissant des données techniques propres à la réalisation du décodeur (le Monde du 24 novembre). L'arrêt de la cour estime que « le principe de la liberté de réception », invoqué par l'éditeur de la revue en cause, « ne peut autoriser quiconque à prétendre bénéficier gratuitement des services de Canal Plus » et que « en informant ses lecteurs des moyens techniques de constituer un appareil permettant le piratage des émissions et les appropriations par des tiers », le journal causerait à Canal Plus « un préjudice commercial manifestement illégitime ». D'autre part, le parquet du tribunal de Paris ouvre une information à la suite de la plainte de Canal Plus contre le Quotidien de Paris, pour provocation au délit de vol (le Monde du 29 novembre).

LE 40<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU SYNDICAT DE LA PRESSE HEBDOMADAIRE PARISIENNE

Issu de la Fédération de la presse clandestine, le Syndicat de la presse hebdomadaire parisiennaise, sous l'impulsion de M. Emile Amaury, était fondé voici quarante ans. Le SPHP regroupe aujourd'hui quatre-vingt-dix-huit titres, dont l'Express, le Nouvel Observateur, le Point ou VSD, aussi bien que des périodiques comme Lui ou l'Auvergnat de Paris. Son président en exercice est M. Georges Montaron, directeur d'Hebdo TC-Témoignage chrétien.

A la réception organisée à Paris jeudi 29 novembre dans les salons du Pavillon Gabriel, on notait la présence de plusieurs membres du gouvernement - M<sup>me</sup> Huguette Bouchard, MM. Robert Badinter, Paul Quilès et Georges Fillioud - d'anciens ministres - MM. Jean-Pierre Fourcade, André Fosset, Léo Hamon et Philippe Malaud - ainsi que de MM. Hervé Bourges, PDG de TF 1, et André Holleaux, président de FR 3, de M. Georges Vedel, membre du Conseil constitutionnel et de nombreuses personnalités du monde de la presse.

Mariages

- Le lieutenant-colonel (ER) Marcel PROUTEAU et M<sup>me</sup> Marcel PROUTEAU, M. et M<sup>me</sup> Lucien BROTONS,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Isabelle et Stéphane,

célébré le vendredi 30 novembre 1984 en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

- Le 17 octobre 1984, nous quittons M. Georges DAHAN,

percepteur en retraite, chevalier du Mérite social, ancien délégué pour le Vaucluse du comité français pour la campagne mondiale contre la faim,

Son épouse, Son fils, Et toute sa famille,

demandent à ceux qui l'ont connu et estimé d'avoir une pensée pour lui.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 29 octobre 1984, à Nîmes.

17, rue Méard, Nîmes.

- M. Eugène DELAUNAY, architecte, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Edmond MAMAND, Ses enfants, Ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Marcel Chiffolleau, sa belle-sœur,

Et toute la famille,

ont le douleur de faire part du décès, à la suite d'une longue maladie, du docteur GILBERT DELAUNAY,

de la faculté de médecine de Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame-de-Bon-Port des Sabres-d'Olonne, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, le 29 novembre 1984, dans l'intimité familiale.

8, avenue de Soaux, 78000 Versailles.

Enfants Tournoux, 22, rue Desaix, 75015 Paris.

(Le Monde daté 25-26 novembre.)

- M<sup>me</sup> Pierre-André GIMOND, née Corré, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Gérard Bourguier, Valérie et Hermine, M. et M<sup>me</sup> Philippe GIMOND, ses enfants et petits-enfants,

Les familles GIMOND, VANDÉ, Son beau-père Guido Corré, Sa belle-sœur et beau-frère, M<sup>me</sup> Dolly Sannerville, Willy Corré, Yvonne Brozier,

ont le douleur de faire part du décès de M. Pierre-André GIMOND,

le 22 novembre 1984, à Paris, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Saint-Marcel d'Arche dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Sylvain Ziza et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> René Checler, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Ayache et leurs enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Akoun et leurs enfants, Les familles Canou, Jonathan, Lellouche, Akoun, Fassin, Parents et alliés,

ont le douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> veuve Lucien LEVY-FASSINA, née Yvonne Checler,

survenu le 29 novembre 1984, à Paris.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 décembre, à 11 heures, au cimetière Montparnasse, où l'on se réunira.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

30, rue Montrosier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> FÉLIX POTAIN,

président d'honneur de Potain SA, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 29 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à La Clayette (Saône-et-Loire).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de La Clayette le samedi 1<sup>er</sup> décembre, à 14 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de Beaumont.

De la part des familles : Potain, Garnier, Paire, Marichy, Kalafatis, Mayen, Girard, Mohr.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le conseil d'administration, Le président-directeur général Et l'ensemble du personnel de la société Potain,

ont le douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de M<sup>me</sup> Faustine POTAIN,

fondateur et président honoraire de la société Potain, chevalier de l'Ordre du Mérite national.

Les obsèques auront lieu en l'église de La Clayette (Saône-et-Loire) le samedi 1<sup>er</sup> décembre, à 14 h 30.

- Anne et Jean-Jacques Languepin, Yves, Marie et Jeanne Languepin, Magali et Rémy Sternmann, Catherine, Michel et Gilles Sternmann,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Lotte SCHWARZ, pédagogue et écrivain,

survenu le 26 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 3 décembre 1984, à 14 h 45. Entrée : avenue du Père-Lachaise, métro Gambetta.

5, rue Rollin, 75005 Paris.

8, rue Paul-Léautaud, 92260 Fontenay-aux-Roses.

- M<sup>me</sup> Raymond Tournoux, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Yves Thierry-Mieg, Philippe, François, Arnaud, leurs enfants,

M. Roland Tournoux, Le docteur et M<sup>me</sup> Gérard Bourcier, Tristan et Vincent, leurs enfants, M. Renaud Tournoux, M. Frédéric Tournoux,

M<sup>me</sup> Aude Tournoux, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Maurice Tournoux et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Geneviève Lambert, Son frère, ses belles-sœurs, neveux et nièces,

Les familles Pilon, Roux et Pichard du Pape, M<sup>me</sup> Odile Trebuq, M. Sylvain Model,

ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Raymond TOURNOUX, journaliste parlementaire, historien, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix du combattant volontaire de la Résistance,

membre de l'Institut,

survenu le 23 novembre 1984.

- M. et M<sup>me</sup> Gilbert Wolff et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Didier Leray et leurs enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Bernard, leurs enfants et petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès, le 28 novembre 1984, de

M<sup>me</sup> Jacqueline Pierre WOLFF, née Bloch-Vormser.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Il y a deux ans nous quitte notre très chère

Régine COURTIN.

Que tous ceux qui l'ont aimée se souviennent.

Communications diverses

- L'Union nationale des combattants en Afrique du Nord, 18, rue Vézalay à Paris 8<sup>e</sup>, invite tous les anciens combattants d'AFN et leur famille à l'inauguration de la place des Combattants-en-Afrique-du-Nord, qui aura lieu à Paris le samedi 1<sup>er</sup> décembre 1984, à 18 heures, carrefour boulevard Diderot de Lyon (Rue à la gare de Lyon).

- Pour le vingt-cinquième anniversaire de La Roue tourne (association d'enfants du spectacle) et le dixième anniversaire du décès de son fondateur, Paul Azzi, une messe sera célébrée en l'église Saint-Eusèbe (rue du Jour) le dimanche 3 décembre à 18 heures.

Cette extraordinaire contemporaine aurait du nous servir de modèle, de maître. Elle vécit ses dernières années, modestement, près de la Contrescarpe, avec la même curiosité insatiable, sans amertume, prête à l'enthousiasme. « Vieilles, utopistes, étrangères. Autant de raisons de susciter la méfiance ». Ainsi se qualifiait-elle en jubilant. Ce pourrait être son épitaphe.

NICOLE ZAND.

(1) Je veux vivre jusqu'à ma mort (Seuil, 1979). Voir aussi les romans de Lotte Schwarz : Les Morts de Johannes (Actes Sud, 1983).

LE CARNET DU Monde

Lotte Schwarz

Témoin exceptionnel de son siècle, éducatrice et mémorialiste, Lotte Schwarz est morte, lundi 26 novembre, à Paris (le Monde du 29 novembre). Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

« Je veux vivre jusqu'à ma mort », proclamait Lotte Schwarz, reprenant les mots de Jean Paulhan, dans le remarquable livre de Mémoires qu'elle a publié il y a cinq ans (1). Elle aura vécu complètement, passionnément, en s'engageant chaque fois tout entière pour quelque chose en quoi elle croyait. Vivante, vibrante, participant passionnément à tous les espoirs et aux désespoirs de son temps.

« Une de ces femmes que je considère comme le modèle d'humanité le mieux réussi », a dit d'elle Jean-Marie Domenach qui la connaissait depuis longtemps.

Née en 1902 à Prague dans une famille juive allemande de vieille culture, elle passe sa jeunesse à Munich dans le milieu bohème de Schwabing, parmi les peintres et les poètes. Sa rencontre, en 1923, avec Karl Radek, un des dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale qui travaille en Allemagne en clandestin, sera décisive. « Votre place est chez nous en Russie. C'est là qu'on bâtit le bonheur... ». Lui a-t-elle dit. La jeune fille ardente, idéaliste, se préparera pendant trois ans, s'acharnant à apprendre les choses les plus diverses pour qu'elles puissent lui servir, là-bas : elle étudie l'économie politique à Vienne, passe un diplôme de psychanalyse adrienne, devient professeur de gymnastique moderne, étudie les langues étrangères...

Elle passera dix années à Moscou, 1926-1936. Venue pour donner un sens à son existence, elle se demande bien vite si elle n'est pas arrivée trop tard : elle découvre pile-mêle les talents de peintre aquarilliste de Boukharine, les contradictions d'un Lounatcharski ou d'un Litvinov, l'antisémitisme discret de la Pravda, elle assiste en 1927 à la « purge » de Radek, accusé de trotskisme, exilé, déporté ; elle connaît Boris Piniak, l'Allemand de la Volga, alors président de l'Union des écrivains, auteur à succès, riche, honorié qui disparaît, accusé d'espionnage au profit des Japonais.

Quittant la Russie, elle arrive dans la France du Front populaire, puis de la guerre et de la déportation. Sa mère et son beau-père - le diplomate autrichien Otto Pohl, - qui avaient choisi de rester à Moscou, se suicideront au lendemain du pacte germano-soviétique.

Elle, elle continuera à se dévouer aux autres, mettant toute son énergie et son intelligence à sauver des enfants juifs de la déportation puis, après la guerre, à rééduquer ceux qui avaient survécu.

Cette extraordinaire contemporaine aurait du nous servir de modèle, de maître. Elle vécit ses dernières années, modestement, près de la Contrescarpe, avec la même curiosité insatiable, sans amertume, prête à l'enthousiasme. « Vieilles, utopistes, étrangères. Autant de raisons de susciter la méfiance ». Ainsi se qualifiait-elle en jubilant. Ce pourrait être son épitaphe.

NICOLE ZAND.

(1) Je veux vivre jusqu'à ma mort (Seuil, 1979). Voir aussi les romans de Lotte Schwarz : Les Morts de Johannes (Actes Sud, 1983).

Elle passera dix années à Moscou, 1926-1936. Venue pour donner un sens à son existence, elle se demande bien vite si elle n'est pas arrivée trop tard : elle découvre pile-mêle les talents de peintre aquarilliste de Boukharine, les contradictions d'un Lounatcharski ou d'un Litvinov, l'antisémitisme discret de la Pravda, elle assiste en 1927 à la « purge » de Radek, accusé de trotskisme, exilé, déporté ; elle connaît Boris Piniak, l'Allemand de la Volga, alors président de l'Union des écrivains, auteur à succès, riche, honorié qui disparaît, accusé d'espionnage au profit des Japonais.

Quittant la Russie, elle arrive dans la France du Front populaire, puis de la guerre et de la déportation. Sa mère et son beau-père - le diplomate autrichien Otto Pohl, - qui avaient choisi de rester à Moscou, se suicideront au lendemain du pacte germano-soviétique.

Elle, elle continuera à se dévouer aux autres, mettant toute son énergie et son intelligence à sauver des enfants juifs de la déportation puis, après la guerre, à rééduquer ceux qui avaient survécu.

Cette extraordinaire contemporaine aurait du nous servir de modèle, de maître. Elle vécit ses dernières années, modestement, près de la Contrescarpe, avec la même curiosité insatiable, sans amertume, prête à l'enthousiasme. « Vieilles, utopistes, étrangères. Autant de raisons de susciter la méfiance ». Ainsi se qualifiait-elle en jubilant. Ce pourrait être son épitaphe.

NICOLE ZAND.

(1) Je veux vivre jusqu'à ma mort (Seuil, 1979). Voir aussi les romans de Lotte Schwarz : Les Morts de Johannes (Actes Sud, 1983).

Elle passera dix années à Moscou, 1926-1936. Venue pour donner un sens à son existence, elle se demande bien vite si elle n'est pas arrivée trop tard : elle découvre pile-mêle les talents de peintre aquarilliste de Boukharine, les contradictions d'un Lounatcharski ou d'un Litvinov, l'antisémitisme discret de la Pravda, elle assiste en 1927 à la « purge » de Radek, accusé de trotskisme, exilé, déporté ; elle connaît Boris Piniak, l'Allemand de la Volga, alors président de l'Union des écrivains, auteur à succès, riche, honorié qui disparaît, accusé d'espionnage au profit des Japonais.

Quittant la Russie, elle arrive dans la France du Front populaire, puis de la guerre et de la déportation. Sa mère et son beau-père - le diplomate autrichien Otto Pohl, - qui avaient choisi de rester à Moscou, se suicideront au lendemain du pacte germano-soviétique.

Elle, elle continuera à se dévouer aux autres, mettant toute son énergie et son intelligence à sauver des enfants juifs de la déportation puis, après la guerre, à rééduquer ceux qui avaient survécu.

Cette extraordinaire contemporaine aurait du nous servir de modèle, de maître. Elle vécit ses dernières années, modestement, près de la Contrescarpe, avec la même curiosité insatiable, sans amertume, prête à l'enthousiasme. « Vieilles, utopistes, étrangères. Autant de raisons de susciter la méfiance ». Ainsi se qualifiait-elle en jubilant. Ce pourrait être son épitaphe.

NICOLE ZAND.

(1) Je veux vivre jusqu'à ma mort (Seuil, 1979). Voir aussi les romans de Lotte Schwarz : Les Morts de Johannes (Actes Sud, 1983).

Elle passera dix années à Moscou, 1926-1936. Venue pour donner un sens à son existence, elle se demande bien vite si elle n'est pas arrivée trop tard : elle découvre pile-mêle les talents de peintre aquarilliste de Boukharine, les contradictions d'un Lounatcharski ou d'un Litvinov, l'antisémitisme discret de la Pravda, elle assiste en 1927 à la « purge » de Radek, accusé de trotskisme, exilé, déporté ; elle connaît Boris Piniak, l'Allemand de la Volga, alors président de l'Union des écrivains, auteur à succès, riche, honorié qui disparaît, accusé d'espionnage au profit des Japonais.

Quittant la Russie, elle arrive dans la France du Front populaire, puis de la guerre et de la déportation. Sa mère et son beau-père - le diplomate autrichien Otto Pohl, - qui avaient choisi de rester à Moscou, se suicideront au lendemain du pacte germano-soviétique.

Elle, elle continuera à se dévouer aux autres, mettant toute son énergie et son intelligence à sauver des enfants juifs de la déportation puis, après la guerre, à rééduquer ceux qui avaient survécu.

Cette extraordinaire contemporaine aurait du nous servir de modèle, de maître. Elle vécit ses dernières années, modestement, près de la Contrescarpe, avec la même curiosité insatiable, sans amertume, prête à l'enthousiasme. « Vieilles, utopistes, étrangères. Autant de raisons de susciter la méfiance ». Ainsi se qualifiait-elle en jubilant. Ce pourrait être son épitaphe.

NICOLE ZAND.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## PARIS

### Noël au pays des merveilles

Comme chaque année, la Mairie de Paris célèbre Noël en offrant des divertissements aux enfants et aux personnes âgées.

Du 7 décembre au 6 janvier, sur le parvis de l'Hôtel de Ville, les jeunes visiteurs pourront admirer la « Crèche merveilleuse », créée par Primo Filippucci. Mesurant 15 mètres de long sur 4 mètres de large, elle représente, à gauche, l'Occident, avec le village de Greccio (près d'Assise) où le 14 décembre 1223 fut inventée la première de toutes les crèches, des rivières qui coulent, des moulins à la Grèce, patrie du roi mage Gaspard. À droite, c'est l'Orient, avec Jérusalem, Bethléem, l'Égypte, la vallée des Rois et les palais de Melchior et Balthazar. Enfin, au centre, la crèche. Les lanternes sont celles de l'école de Pergino (1450), recopiées par le sculpteur Pettenig. La crèche merveilleuse sera inaugurée le 7 décembre à 16 heures par M. Jacques Chirac, et ouverte au

public de 11 à 19 heures. (Prix d'entrée : 10 F au profit de l'UNICEF.)

Du 19 décembre 1984 au 2 janvier 1985, de 14 heures à 18 heures, sur le Champ-de-Mars, les enfants pourront parcourir la « Forêt enchantée » (composée de près de huit cents sapins décorés et illuminés) à bord de petits trains. y admirer des sculptures d'animaux ou de personnages taillés dans des blocs de polystyrène, et découvrir sur la pelouse du Champ-de-Mars une banquette où prendra place un ours de 6 mètres de haut entouré de six otaries.

Enfin, les personnes âgées pourront retirer plus de 50 000 places gratuites pour des opérettes, concerts, pièces de théâtre, gels de variétés ou spectacles de cirque (s'adresser à la section du bureau d'aide sociale de Paris de l'arrondissement dont on dépend).

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

- « Le musée de Cluny présenté aux jeunes », 14 h 30, 6, place Paul Painlevé, M. Serres.
- « Napoléon et Paris », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand, Mme Bouquet des Chaux.
- « La coupole de l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti, Mme Garnier-Ahlberg.
- « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Musée de l'Orangerie », 10 heures, place de la Concorde (Approche de l'Art).
- « La frano-maçonnerie », 15 h 45, 16, rue Cadet (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- « Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris Autrement).

### DIMANCHE 2 DÉCEMBRE

- « Le Sénat », 10 h 30, 15, rue de Valenciennes, Mlle Lemaire.
- « Le sacre de Napoléon », 15 heures, métro Cité, Mlle Lemaire.
- « Le Conseil d'État », 15 heures, 2, place du Palais-Royal, Mme Allaz (Caisse nationale des monuments historiques).

### SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

- « La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermite (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- « Lycée Henri IV », 15 heures, 23, rue Clovis, Mme Ferrand.
- « La Seine et ses ponts », 14 h 30, place du Châtelet (Paris Autrement).

### CONFÉRENCES

#### SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

- 14 h 45 : 36, rue des Mathurins, M. M. Lamy : « Jusqu'où peut-on aller dans l'expérimentation scientifique ? » (Le Nouveau Faubourg).

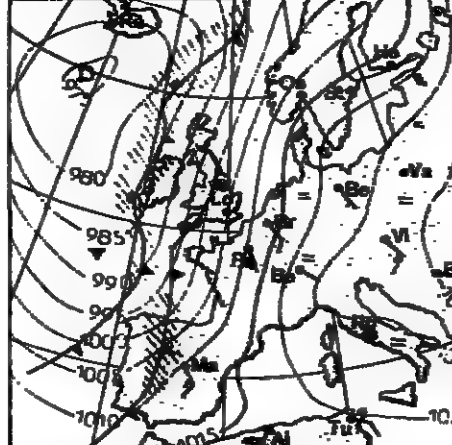
#### DIMANCHE 2 DÉCEMBRE

- 15 h 30 : 13-15, rue de la Bûcherie, M. René Escaich : « Il y a 110 ans, quand naissait Marianne III » (Les Auteurs de l'Esprit).
- 60, boulevard Latour-Maubourg, Henri Brumfeld, 14 h 30 : « Florence », 16 h 30, « Venise et San-Marino », 18 h 30, « Singapour » (Rencontre des Peuples).

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Loto » page XII

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 30.11 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps prévu en France entre vendredi 0 heure et samedi 24 heures.

Les hautes pressions d'Europe de l'est maintiennent des conditions anticycloniques sur les régions de l'Est et ralentissent la pénétration de la perturbation du proche Atlantique, dont la progression sera toutefois plus rapide sur l'Aquitaine vers le Midi méditerranéen.

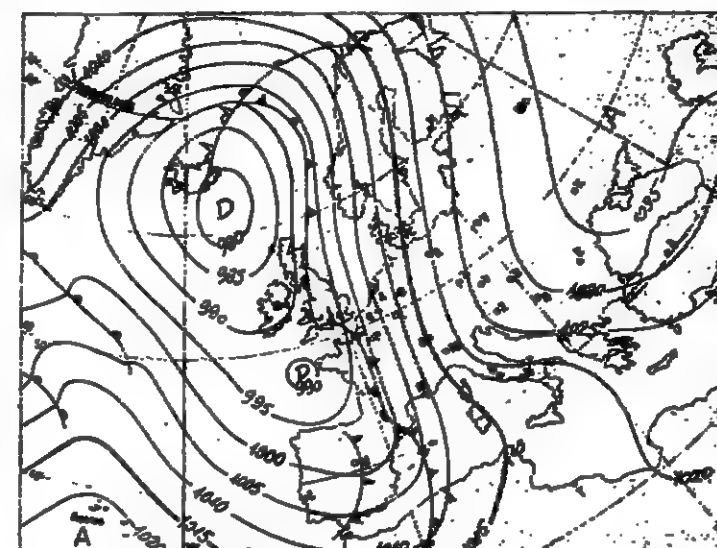
Samedi : la zone pluvieuse, située dans la nuit de vendredi à samedi de la Bretagne et de la Normandie à l'Aquitaine, s'étendra en fin de soirée des régions du Nord et des Ardennes, au Centre, au sud du Massif Central et au sud des Alpes. Les pluies seront faibles à modérées sur les régions de la moitié nord, pour être plus abondantes en prenant un caractère orageux sur les régions méridionales, particulièrement sur les versants sud du relief. A l'avant de cette zone, le ciel sera nuageux à très nuageux, excepté encore sur l'extrême Est où, le matin, quelques petites gelées se produiront dans la vallée de l'Alsace. Le vent soufflera modéré de secteur sud-est à sud. A l'arrière du mauvais temps, quelques éclaircies apparaîtront de la Bretagne et de la Normandie à l'Aquitaine en soirée. Le vent s'orientera alors à l'ouest, nord-ouest. Les températures maximales seront en légère baisse, surtout dans le Nord-Ouest où elles seront de l'ordre de 10 degrés. Ailleurs, elles atteindront de 12 à 16 degrés du Nord au Sud.

Evolution pour dimanche : le matin, zone encore nuageuse et pluvieuse du Nord-Est au Lyonnais et au sud des Alpes, avec évolution orageuse en Corse dans la journée. Ces pluies, faibles au Nord, plus abondantes au Sud, s'atténueront pour ne subsister sous forme d'averses que sur le sud-est des Alpes et la Corse en soirée. Ailleurs, le ciel sera nuageux avec quelques éclaircies, plus développées sur les régions du Sud-Ouest. Les températures minimales sur la moitié ouest seront en baisse par rapport à la veille de 4 à 7 degrés. Les tem-

### PRÉVISIONS POUR LE 01.12.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE A 0 HEURE (GMT)



températures maximales seront stationnaires.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 30 novembre, à 7 heures, de 1006,7 millibars, soit 755,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 novembre; le second, le minimum de la nuit du 29 novembre au 30 novembre) : Ajaccio, 18 et 6 degrés; Biarritz, 17 et 14; Bordeaux, 13 et 7; Bourges, 12 et 5; Brest, 13 et 12; Caen, 13 et 8; Clermont-Ferrand, 14 et 9; Dijon, 10 et 0; Grenoble-St-M-H., 13 et 3; Grenoble-St-Genès, 13 et 3; Lille, 12 et 6; Lyon, 13 et 8; Marseille-Marganne, 16 et 10; Nancy, 12 et -1; Nantes, 13 et 10; Nice-Côte d'Azur, 16

et 8; Paris-Montsouris, 14 et 6; Paris-Orly, 14 et 3; Pau, 15 et 3; Perpignan, 17 et 13; Rennes, 12 et 8; Strasbourg, 9 et -4; Tours, 14 et 6; Toulouse, 14 et 13; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 13; Amsterdam, 10 et 6; Athènes, 14 et 7; Berlin, 9 et 0; Bonn, 12 et 3; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 23 et 22; Les Canaries, 22 et 15; Copenhague, 9 et 6; Dakar, 24 et 19; Djibouti, 20 et 13; Genève, 8 et -1; Hanoï, 10 et 6; Jérusalem, 16 et 4; Lisbonne, 14 et 12; Londres, 13 et 8; Luxembourg, 9 et 4; Madrid, 12 et 8; Montréal, 11 et 2; Moscou, -14 et -14; Nairôbi, 20 et 13; New-York, 16 et 4; Palmyre-de-Majorque, 16 et 5; Rio-de-Janeiro, 25 et 23; Rome, 18 et 6; Stockholm, 7 et 3; Tazour, 20 et 12; Tunis, 20 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## WEEK-END D'UN CHINEUR

### ILE-DE-FRANCE

#### Samedi 1<sup>er</sup> décembre

Neuville-Drouot : art primitif, poupées, jouets, jeux.  
Corbeil-Essômes, 14 heures : argenterie, bijoux, objets d'art : L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes.

#### Dimanche 2 décembre

Chantilly, 14 h 30 : meubles, objets d'art : Châteaux de Courtauld (Euro-et-Loir), 14 h 30 : tableaux modernes, orfèvrerie : Chartres, 10 heures : vins fins : Enghien, 14 h 30 : art nouveau, art déco, livres illustrés, reliures : Evreux, 11 heures : bibelots, cuivres : 14 h 30 : tableaux modernes, tableaux anciens, meubles, objets d'art : Fontainebleau, 14 heures : tableaux du dix-neuvième et modernes : Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : archéologie : Vernon, 14 h 30 : meubles, bronzes, objets d'art : Versailles-Chevas-Légers, 11 heures : bijoux, orfèvrerie, céramiques : 14 heures : cannes à systèmes : 14 h 15 : orfèvrerie : 15 heures : bijoux, montres.

#### PLUS LOIN

#### Samedi 1<sup>er</sup> décembre

Auch-en-Gascogne, 13 h 30, 14 h 30 et 21 heures s'il y a lieu : mobilier : Avignon, 14 heures : cartes postales : Bobbie, 14 heures : objets d'art, meubles : Lyon, 15 heures : fourrures : Marseille, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux : Toulouse, 14 heures : timbres : Vannes, 14 heures : meubles, argenterie, bijoux, objets d'art.

#### Dimanche 2 décembre

Abbeville, 14 heures : fourrures, bijoux, tableaux modernes, meubles, hauteurs curieuses : Arles, 14 heures : vins fins : Brézillac, 14 h 15 : céramiques, meubles, objets d'art : Châteaudeux, 14 h 30 : mobilier d'un château : Cherbourg, 14 h 15 : vins fins : 15 h 30 : meubles, tableaux, bibelots, argenterie : Cognac, 14 heures : vins : Dijon, 14 heures : mobilier d'une propriété : Joazeux, 14 h 30 : tableaux modernes, argenterie, bijoux, meubles, objets d'art : La Flèche, 14 heures : Extrême-Orient : Limoges, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux : Lussac-les-Eglises (Haute-Vienne), 10 heures : mobilier d'un château : Pontivy, 14 heures : argenterie, bijoux, tableaux modernes : Rouen, 14 heures : maquettes, jouets : 15 h 30 : armes, objets d'art sur le thème de la chasse : Saint-Brieuc, 14 heures : monnaies : Saint-Dié-les-Vosges, 14 heures : tableaux anciens et modernes, objets d'art, meubles : Serghes (Yonne), 14 heures : meubles : Vichy, 14 heures : tableaux, jouets, art nouveau, meubles : Vitry-le-François, 14 h 30 : tableaux, meubles, art populaire, objets en trompe-l'œil.

#### FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITES ET BROCANTE

Angoulême, Bordeaux-Quincoces, Clermont-Ferrand-Aumont, Evry 2, Le Mans, Mâcon, Paris (quai Branly), Saint-Brieuc.

## SAGITTAIRE

CONCOURS DE COMMUNICATION

### Le concours qui s'affiche

En collaboration avec le journal « LE MONDE », le Groupe ESC DIJON propose à tous les étudiants un concours original de communication : SAGITTAIRE.

Le premier prix : une campagne nationale du projet primé. SAGITTAIRE bientôt l'occasion de devenir publicitaire à part entière.

Pour en savoir plus, appelez Joëlle BROUARD ou Serge JAMAIS au (80) 72-12-40.

Le Monde

GRUPPO ESC DIJON - 21000 DIJON - Tél. 0383 71 12 40 - 21 000 340779

## BREF

### PRENEZ LE TEMPS D'UNE ACTION BÉNÉVOLE

Des personnes âgées rencontrent des difficultés dans leur vie quotidienne. La solitude dans la ville est trop souvent leur lot. Vous pouvez leur être utile. L'association Les Petits Frères des pauvres recherche des bénévoles pour ses actions auprès des personnes âgées à Paris et en banlieue. Contactez-nous au (1) 293-25-80.

### COMÉDIENS PROFESSIONNELS

Deux stages de trente-cinq heures, « Double pour comédiens » et « Comportement face à la caméra » sont organisés par l'Institut national de l'audiovisuel. Ils sont réservés aux comédiens qui peuvent justifier de vingt-quatre cachets pour chacune des deux années précédant le stage. Ils auront lieu à Paris : le premier, du 3 au 7 décembre et du 17 au 21 décembre; le second, du 17 au 21 décembre.

\* AFDAS (Fonds d'assurance formation des acteurs du spectacle et de l'audiovisuel), 28, rue Fontenay, 75017 Paris. Tél. : (1) 227-95-93.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 30 novembre :

### UN DÉCRET

Modifiant le décret du 27 janvier 1967 fixant les modalités d'application de la loi du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger, modifié par le décret du 21 mars 1969 et par le décret du 4 août 1980.

LOTO		PRIMES	
3 6 8 11 22 27	10	100 000 000 F	100 000 000 F
SUPER BONUS DE 100 000 000 F		100 000 000 F	
5 BONS 500 F	25	253 745,00 F	
5 BONS 500 F	50	27 425,00 F	
5 BONS 500 F	100	2 645,00 F	
5 BONS 500 F	200	60,00 F	
5 BONS 500 F	500	6,00 F	

### DES ARRÊTÉS

Fixant la moyenne nationale de participation des communes aux dépenses légales d'aide sociale et de santé des départements.

Relatif aux pouvoirs de tutelle conférés aux recteurs d'académie.

### UNE CIRCULAIRE

Modifiant la circulaire du 6 août 1980 modifiée, relative aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France.

## TELEcopieur PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX-TELECOPIE 347 21 32

## Pour votre DEMENAGEMENT

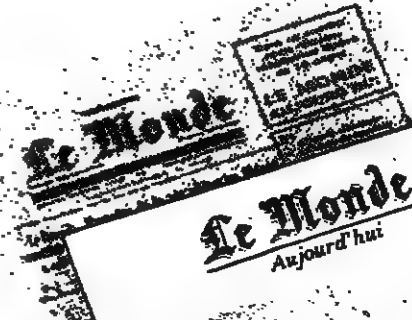
ODOUL AGENT DE demeco

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

# DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

# PARIS DANS L'ACTUALITÉ DE SON PASSÉ

« LE MONDE AUJOURD'HUI », UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END.









Le Monde

# économie

A SON QUARANTE-DEUXIÈME CONGRÈS CONFÉDÉRAL

## La CFTC critique le gouvernement mais garde ses distances vis-à-vis de l'opposition

Marseille. — Devant mille cinq cents congressistes réunis au Palais des congrès de la cité phocéenne, M. Jean Bornaard a donné, le 29 novembre, un coup d'envoi au quarante-deuxième congrès confédéral de la CFTC. Au cours d'une brève allocution, le président de la CFTC a regretté l'absence de M. Delebarre, ministre du travail, et a souligné la progression sans précédent de son organisation depuis trois ans. La veille, il avait — le fait est inhabituel dans le monde syndical — présidé un colloque sur les mutations technologiques en présence de M. Yvon Chouard, vice-président du CNPF.

Alors que, pour M. Chouard, les négociations sur la flexibilité de l'emploi arrivent à leur terme, chaque participant s'est évertué à dédramatiser les mutations technologiques. Le président de la commission sociale du CNPF a plaidé pour une « attitude volontariste et optimiste ». Dénonçant les « rigidités » du système salarial, il a défendu avec modération les emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA) et a prôné la négociation « à tous les échelons ».

M. Bornaard a évité de dénoncer globalement la démarche du patronat, tout en en relevant les « contradictions » et en faisant état de ses « perplexités ». Le président de la CFTC a mis en garde contre « le danger considérable de déshumanisation des entreprises », jugeant « impensable » que l'introduction de nouvelles technologies ne soit pas négociée dans l'entreprise. « On n'a pas le choix », a-t-il conclu. « Si on ne fait pas ces modernisations, on disparaît ». En présentant le 29 novembre, pendant plus de deux heures, son rapport d'activité, M. Guy Drilleaud, secrétaire général de la CFTC, s'est montré plus sévère pour le patronat, qualifiant les ENCA d'opération démagogique : « Le message du patronat, c'est mieux licencier pour mieux embaucher. Quel thème pour un CNPF responsable ! Nous refusons d'y souscrire. Nous disons non M. Chouard ! ».

Mais c'est au gouvernement que M. Drilleaud a réservé avec sévérité

### De notre envoyé spécial

la plupart de ses banderilles. Pour lui, l'emploi est « le problème numéro un ». Tout en réjetant les thèses de ceux qui pensent qu'il y a « trop d'immigrés », il a dénoncé plus de rigueur contre l'immigration clandestine.

Assimilant les formations-parkings aux « formations du désespoir », le secrétaire général de la CFTC a émis de sérieuses réserves sur les congés de conversion et les travaux d'utilité collective. Plus globalement, il a dénoncé « des incohérences qui désorientent et désespèrent les travailleurs ». Évoquant la « sous-représentation » de la CFTC (six sièges) au conseil économique et social, il s'en est pris au « socialisme gouvernemental » : « La preuve est faite que c'est la république des petits copains ». Pour M. Drilleaud, « l'état régit en maître, il n'y a plus de politique contractuelle ». Célébrant la « belle victoire » de la CFTC sur l'enseignement privé, il a invité les congressistes à rester « mobilisés », car un étranglement est toujours possible.

« Les salariés », a continué M. Drilleaud, « ont fait un effort considérable, et ils ne voient pas la crise économique sortir du tunnel », mais, a-t-il ajouté, « les solutions propres à sortir le pays de la crise restent encore à définir, d'autant que l'endettement hypothèque gravement l'avenir ». Le secrétaire général de la CFTC a ainsi tenu à prendre ses distances avec certaines propositions de l'opposition, rappelant au passage l'apologisme de sa confédération et son « inspiration chrétienne ». Revendiquant la participation des salariés dans l'entreprise, il a présenté une analyse nuancée des lois Auroux : « En cas de changement de gouvernement, ces dispositions ne doivent pas être remises en cause », et a jugé « scandaleuse » toute atteinte au monopole syndical des cinq confédérations représentatives. Un avertissement qui visait le RPR.

Intervenant au nom de l'Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés, UGICA-CFTC, M. Ben-

nard l'a jugé l'opposition « guère plus rassurante » que le gouvernement en ajoutant que « l'apolitisme CFTC a raison de se garder de gauche et de droite ».

Le congrès s'est préoccupé de ses divisions internes à propos du règlement du contentieux lié à la radiation provisoire de la fédération du bâtiment (Le Monde du 29 novembre), accusée de non-respect des statuts. Un « déplorable gâchis », a souligné M. Etienne Simon, vice-président de la CFTC. L'ultime étape de ce règlement devant le congrès a donné lieu à de pénibles passes d'armes. S'exprimant au nom de l'ancienne fédération du bâtiment, M. Pottier a dénoncé la « folle escalade de la radiation », en demandant que la CFTC « redonne ce qu'elle était à l'origine », laissant entendre qu'elle s'était trop éloignée du message social de l'Eglise.

Si M. Simon s'est borné à reprocher aux « exclus » d'avoir « préféré les faux-juyons », à la recherche d'un compromis, « même médiocre », un dirigeant de la nouvelle fédération BATT-MAT-TP s'est livré à une violente attaque contre le « comportement égarant » et l'« arrivisme provocateur » de ces « mauvais syndicalistes » animés de « haine contre Jean Bornaard ».

Le congrès a réservé un meilleur accueil à un délégué de base du bâtiment du Loiret-Cher qui plaiderait avec conviction en faveur des « exclus » : « L'article 1<sup>er</sup> des statuts (référence à la morale sociale chrétienne), nous l'avons dans les tripes, comme vous. Il faut arrêter la casse ! ».

A travers une querelle sur l'application des statuts, ce sont en fait deux conceptions du syndicalisme chrétien qui se sont affrontées. Les congressistes ont suivi l'avis de M. Bornaard et ont prononcé la radiation définitive de cette fédération par 72,88 % des mandats exprimés contre 27,11 %. Un vote qui révèle un réel déclinisme chez nombre de militants qui ont mal compris qu'un différend, au départ statutaire, prenne une telle dimension.

MICHEL NOBLECOURT.

## Sécurité sociale : 18 milliards d'excédent à la fin de 1984 mais un léger déficit pour 1985

La Sécurité sociale devrait terminer l'année 1984 avec un solide « matelas » de 18 milliards de francs, mais, l'an prochain, ce matot devrait être un peu écorné — sauf mesures nouvelles permettant de rétablir l'équilibre — en raison du poids croissant des retraites.

C'est le double constat que devrait apporter le rapport que M<sup>me</sup> Georgina Dufour, ministre des affaires sociales, présentera le jeudi 6 décembre aux membres de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Les derniers calculs confirment le chiffre annoncé dès le 12 septembre par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, en présentant le projet de budget pour 1985 : sauf accident imprévisible (car l'on n'a pu prendre en compte que les dépenses d'assurance-maladie des neuf premiers mois de 1984), l'excédent du régime général s'élèvera à 18,1 milliards de francs.

Ce résultat tient compte en effet des dépenses supplémentaires décidées en cours d'année comme le relèvement du « plafond » du « complément familial » pour les ménages à double revenu (code : environ 600 millions de francs), ou la « rallonge » accordée aux hôpitaux pour suivre l'augmentation des salaires de la fonction publique ; des économies pratiquées par l'Etat, comme la réduction de la cotisation d'assurance-maladie des adultes handicapés (perte : 525 millions de

francs en 1984), et des mesures de trésorerie diverses (essentiellement le placement des fonds), qui doivent rapporter 2 milliards à 2,5 milliards de francs sur l'année 1984.

L'excédent est dû, pour l'essentiel, à deux phénomènes. Il résulte, pour une part, d'un volume de cotisations légèrement supérieur aux prévisions : la hausse des rémunérations inférieures au plafond de la Sécurité sociale a compensé la baisse du nombre des cotisants. Il provient surtout d'une évolution favorable des dépenses d'assurance-maladie. A la fin d'octobre, celles-ci n'avaient augmenté que de 11,2 %, en moyenne annuelle, soit un peu plus de 3 % en francs constants. L'accroissement est particulièrement net pour les dépenses hospitalières, dont l'augmentation était de 1 % environ en francs constants, sur douze mois. L'excédent de l'assurance-maladie devrait donc largement dépasser 10 milliards de francs.

Ce « matelas » permet d'aborder l'année 1985 dans de bonnes conditions — puisque les déficits des années antérieures ont été épongés dès la fin de 1983 — en fournissant une réserve pour les placements. Cela suffira-t-il pour assurer l'équilibre l'an prochain ? En fait, on prolongeant l'évolution de 1984, les experts prévoient actuellement un déficit de 3,1 milliards de francs (soit moins d'une journée d'encours).

Les mesures prises depuis deux ans ont permis de réduire l'écart entre les recettes et les dépenses — et même d'aller temporairement au-delà — mais elles n'ont pas permis d'assurer un équilibre durable du régime général. En 1985, celui-ci ne bénéficiera que d'un accroissement limité de ses recettes « ordinaires » : de l'ordre de 3 % si les hypothèses économiques du gouvernement, correspondant à une baisse de 0,7 % du nombre des cotisants, se vérifient ; il ne conservera que quelques centaines de millions de francs sur le reste de la contribution sociale de 1 %.

En revanche, le changement du mode de calcul et de la date de versement des cotisations sociales devrait produire son plein effet (1). Avec le placement des disponibilités de trésorerie, le « bénéfice » devrait être encore de 5 à 7 milliards de francs. Mais il faudrait que l'Etat se mette lui aussi à jour de ses dettes : les retards de paiement (sur la part « patronale » des cotisations des fonctionnaires, sur les contributions au Fonds national de solidarité et au financement de l'allocation aux adultes handicapés), qui représentaient plus de 10,4 milliards de francs au début d'octobre, dépassent encore les 7 milliards.

Surtout, le déséquilibre « structurel » engendré par la progression inéluctable des dépenses de retraite (sous le double effet de la démographie et de l'avancement de l'âge de départ) sera plus évident : la cause vielleuse devrait enregistrer un déficit de quelque 8 milliards de francs. Malgré la baisse de la natalité au cours des années 70, la branche, famille devrait elle aussi connaître un déficit, plus limité (de l'ordre de 2 milliards de francs), dû notamment aux dépenses supplémentaires entraînées par la loi sur la famille.

Seule la caisse d'assurance-maladie restera excédentaire. On table actuellement sur un accroissement de 3 % en volume des dépenses, comme en 1984. Cette projection ne paraît pas excessive, compte tenu de l'insuffisance observée depuis 1981 dans les dépenses de santé. En particulier, la décaissement des dépenses hospitalières devrait se confirmer du fait d'une série de mesures antérieures par rapport à la politique de rigueur (ralentissement des investissements, blocage des recrutements, moindre augmentation des salaires de la fonction publique, etc.).

L'alignement du tarif des consultations hospitalières sur celui de la médecine « de ville » devrait économiser 320 millions de francs l'an prochain (2), et la réforme de la nomenclature médicale, environ 400 millions. De plus, il est évident que le ministère des affaires sociales tiendra compte de l'évolution du nombre des actes — et des « dérapages » éventuels — dans la revalorisation des tarifs médicaux.

Ces prévisions, si elles se confirment, permettent au régime général d'espérer passer 1986, l'accroissement des dépenses ne pouvant manger tout l'excédent. Mais il reste à trouver un mode de financement assurant un équilibre durable : c'est une des questions posées à la Commission des comptes.

GUY HENZLICH.

### Grève de la SEITA :

#### Paris menacé de pénurie de tabac

Tandis que l'approvisionnement en tabac reprend dans certaines régions, c'est l'établissement de Paris (à La Plaine-Saint-Denis) qui est bloqué depuis deux jours, menaçant de pénurie l'Île-de-France. Trois autres centres sont bloqués : celui de Châteaufort, Le Mans, Lille. Marseille est perturbée ; six centres en revanche fonctionnent normalement (1). La SEITA (Société nationale d'exploitation industrielle du tabac et des allumettes) livre actuellement un peu plus du tiers de son tonnage quotidien, soit 150 tonnes sur 400. Le conseil d'administration de l'entreprise a lancé le 29 novembre un « appel solennel » aux salariés, affirmant que les grèves tournantes représentent un « danger majeur pour l'avenir de la SEITA ».

C'est la publication du nouveau statut des huit mille deux cents membres du personnel de l'entreprise qui a provoqué cette mobilisation des salariés. « Le personnel de la SEITA bénéficie d'un statut spécial depuis 1962, explique-t-on à la direction de l'entreprise. Mais en 1984 une loi nous a fait obligation de présenter un nouveau texte ».

Il s'agit d'assouplir certaines dispositions de la réglementation de 1962, mais surtout de prévoir une modulation des salaires en fonction de la productivité et de la qualité du travail. « Nous avons été obligés de moderniser pour faire face à la concurrence », affirme M<sup>me</sup> Marie-Claire Adès, des relations publiques de la SEITA. Or les salariés qui ne voulaient pas

s'adapter aux nouvelles machines en consentant à une formation n'étaient pas pénalisés. En prévoyant la modulation des salaires, nous voulons favoriser la productivité et la qualité du travail ».

Pour la CGT, il n'est pas question de revenir sur les droits acquis. « Nous ne demandons pas de privilèges supplémentaires, mais nous voulons conserver des droits que nous avons acquis après des années de lutttes », affirme M. Bertrand Page, de la fédération des tabacs. Nous sommes en état de légitime défense. Nous avons bénéficié de dispositions concernant les retraites, les droits syndicaux, etc. De plus, et c'est l'élément qui a mis le feu aux poudres, nous ne voulons pas d'un avancement à la tête du client qui va introduire des divisions au sein des ateliers. C'est la base, notamment les ouvriers professionnels, qui a déclenché le mouvement le 23 novembre à Lille puis à Nantes. FO a bientôt rejoint la CGT.

Depuis, la grève tournante a perturbé l'approvisionnement des bureaux de tabac région après région, épargnant relativement la région parisienne jusqu'à présent. Or l'Île-de-France représente, à elle seule, le tiers de la consommation française. On y manque déjà de gauloises blondes et de gitanes. Pour la SEITA, « la grève n'est pas finie ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Dijon, Lyon, Nancy, Nantes, Toulouse, Tournai.

## Les créateurs d'emplois d'initiative locale devront faire preuve... d'initiative

Le « microdéveloppement » local a fait son entrée au conseil des ministres. Parmi les différentes intentions annoncées par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale, le 29 novembre, de l'occasion de ce conseil, intentions déjà exposées dans Le Monde du 12 octobre dernier, deux sur le financement méritent qu'on s'y attarde.

Une étude a été confiée à M. Raphaël Doueb, conseiller technique au cabinet de M. Gatel, sur les conditions de développement de l'« épargne de proximité ». Il existe en France déjà, mais à l'étranger aussi et en plus grand nombre, des expériences de ce genre : les régions, les départements, les communes, le quartier, du « pays » peuvent mobiliser une partie de leur épargne pour appuyer un projet de création d'emploi d'une entreprise, dont les enjeux, les chances sont plus perceptibles à l'échelle locale que dans le cadre d'une prise de risque anonyme. M. Doueb devra faire parvenir ses conclusions au premier ministre d'ici six mois.

En second lieu, les primes à la création d'emplois d'initiative locale seront réorientées en 1985 sur les initiatives micro-économiques. Il n'est pas question d'exclure les collectivités locales de ce programme, mais de rendre ces primes plus efficaces dans la mesure où les collectivités en question n'ont pas bien joué le jeu. Après une expérimentation de deux ans, dans deux régions (1977-1978) était lancé en 1979 un programme dit d'emplois d'utilité collective. Après une évaluation en

1980, on décida en 1981 de lancer un programme d'emplois d'initiative locale. Le montant de l'aide est fixé à 36 000 F, et les collectivités locales y ont accès. Entre 1981 et 1982, 14 000 emplois ont ainsi été créés, dont 7 000 par des associations, et environ 5 600 par des collectivités. Mais, dans leur grande majorité, ces emplois-là relèvent des attributions normales des communes (gardiens de square, éboueurs, etc.).

Pas beaucoup d'initiative locale « à-dehors ». En dépit d'une forte pression, le premier ministre refuse de réserver le bénéfice de l'aide, qui est portée à 40 000 F, aux seuls organismes privés. En 1984, ce programme sera finalement réorienté vers les petites entreprises, à l'exclusion, toutefois, des entreprises individuelles. En quantité, 3 500 emplois feront, prévus en 1983, et 5 600 devraient l'être en 1984. Quels emplois aidés ? Un tiers sont de nature administrative, un cinquième concerne le secteur socio-culturel, un dixième le domaine de la santé. Les « divers » sont 20 %, et l'on compte encore 2,5 % d'« écritures publiques ». La moyenne des salaires versés évolue entre 4 500 F et 6 000 F.

Cela signifie que la prime représentée du tiers à la moitié de la masse salariale par emploi créé, pour un an. Enfin, il apparaît que 80 % de ces emplois existent encore six mois après l'expiration de l'aide de l'Etat.

J.G.

## CONJONCTURE

### Le premier emprunt obligataire à coupon unique est lancé en France

Pour la première fois en France, un emprunt de longue durée doté d'un coupon unique versé en fin de contrat est lancé. Il s'agit d'un emprunt émis par Gaz de France, d'un montant de 700 millions de francs, au taux de 11,15 % et d'une durée de douze ans. Au terme de cette échéance, soit le 17 décembre 1996, il sera versé, pour chaque obligation, outre le capital initial de 5 000 F, un coupon brut, avant impôt, de 12 778 F, représentant les intérêts capitalisés, soit un coefficient multiplicateur de 3,55 sur le capital de départ.

Une telle formule d'emprunt à intérêts capitalisés, versés en fin de période, est déjà largement utilisée à l'étranger sous le nom d'emprunt « à coupon zéro », mais, en France, le Trésor s'y était opposé, du moins jusqu'à maintenant, et seulement pour de longues périodes.

Depuis un certain temps déjà, ledit Trésor émet des bons à cinq ans à intérêts payables en fin de parcours, et, l'an dernier, il a commencé à lancer des obligations renouvelables (ORT) d'une durée de six ans avec, là aussi, un coupon unique versé à l'échéance.

Cette fois, la durée est doublée, ce qui fait de l'emprunt Gaz de France un produit original sur le marché français, avec un régime fis-

cal assez particulier. Certes, le souscripteur paie, dans l'état actuel de la législation fiscale, un prélèvement libératoire de 25 % (+ 1 %) sur le coupon final à son versement, mais, s'il vend son emprunt avant l'échéance, il ne paiera qu'une taxe de 15 % au titre de la plus-value sur un montant qui, en Bourse, intégrera la valeur du coupon couru depuis la date de l'émission.

Il y a là un véritable avantage fiscal, recherché plus par les particuliers que par les investisseurs institutionnels. Cet avantage explique que l'emprunt Gaz de France soit déjà entièrement souscrit, essentiellement par les SICAV et les fonds communs de trésorerie, commercialisés par les banques auprès de leurs clients. Pour ces derniers, une telle formule présente, certes, l'inconvénient de ne pas fournir de revenu pendant douze ans, mais elle assure le réinvestissement automatique du coupon chaque année et, donc, une protection contre l'inflation, surtout à l'approche de la retraite.

Une telle initiative, qui revient à M. Claude Pierre-Brossolette, ancien président du Crédit lyonnais et actuel président de la banque Stern, et à M. David Dautremé, président du Crédit du Nord, chefs de file de l'émission, vient à point nommé pour alléger les charges de Gaz de France, qui va devoir rembourser par anticipation 1,7 milliard de francs au Fonds de développement économique et social (FDES).

Il faut signaler toutefois qu'une telle formule, si elle permet à l'émetteur d'obtenir de meilleures conditions, notamment un taux d'émission inférieur de 0,9 % à celui du marché et de réaliser des économies sur les frais annuels de versement du coupon, reporte à longue échéance le fardeau des intérêts, façon élégante de pénaliser la génération future. Pour le budget, enfin, elle entraîne un manque à gagner immédiat sur les impôts perçus, ce qui devrait limiter son extension.

FRANÇOIS RENARD.

■ Renault et Toyota s'associent dans la robotique. — Renault-automation, filiale de la Régie, spécialisée dans la fabrication de robots et d'automatismes industriels, a conclu avec le japonais Toyota, l'un des leaders de la machine-outil, un accord technique de coopération.

Renault-automation achètera à

## AGRICULTURE

### IL FAUT D'AVANTAGE DE SOLIDARITÉ POUR SURMONTER LA CRISE, estiment les dirigeants de la Coopération agricole

Comment répondre au démantèlement de la politique agricole commune ? Par plus de solidarité encore et une meilleure organisation des paysans eux-mêmes, répond la Confédération française de la coopération agricole (CFCA), qui tiendra son assemblée générale électorale les 5 et 6 décembre à Paris, en présence du ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard.

Pour M. Albert Duchalais, président de la CFCA, seul le renforcement de l'organisation des marchés et le regroupement des paysans permettront de répondre aux exigences nouvelles que sont le contrôle de la production ou l'amélioration de la qualité des produits. Il faut aussi que les agriculteurs sortent de leurs préoccupations spécifiques de filière : par exemple des productions telles que la viande ou les fruits et légumes sont affectées du fait des déplacements d'activités par les décisions prises pour le lait. Pour l'avenir encore, la CFCA entend insister sur trois actions susceptibles, selon elle, d'aider l'agriculture française à surmonter sa crise : développement de l'utilisation de l'ECU dans les transactions commerciales, exportation et soutien au tiers-monde.

M. Duchalais insistera aussi auprès de M. Rocard sur le rôle de l'Etat. Pour la CFCA, la Coopération a besoin, du fait de ses contraintes particulières, de son éthique même, d'un financement spécifique alors que l'on tend au contraire vers la « banalisation », les taux des prêts agricoles étant progressivement ramenés aux taux du marché.

La Coopération agricole représente en France 4 000 entreprises réalisant un chiffre d'affaires de 220 milliards de francs, et regroupant environ un million d'adhérents.

Toyota des composants issus de sa gamme de robots d'assemblage, ce qui permettra à la société française de lancer dès 1985 sa propre gamme de petits robots destinés à l'industrie automobile, aux fabricants d'équipements et à l'électroménager. Renault devrait apporter 50 % de la valeur ajoutée de ces produits.

LOUEZ  
LE  
JOURNAL  
LUMINEUX

au (1) 227.16.16

**EAP**  
ECONOMIQUE DES AFFAIRES  
1985 - CHIFFRES - BILAN  
**BAGAGERIE**  
SERVIR GRAND PAYS  
L'HYGIÈNE CHEZ VOUS  
**RIAN**  
MAD

150



## Excédent à la fin de 1984 et déficit pour 1985

Les mesures de réduction des dépenses de l'Etat ont permis de réaliser un excédent de 2,3 milliards de francs à la fin de 1984. Mais, en 1985, le déficit sera de 10 milliards de francs.

Les mesures de réduction des dépenses de l'Etat ont permis de réaliser un excédent de 2,3 milliards de francs à la fin de 1984. Mais, en 1985, le déficit sera de 10 milliards de francs.

Le déficit de 10 milliards de francs en 1985, c'est le résultat de la dégradation des recettes de l'Etat. Les dépenses de l'Etat ont augmenté de 10 milliards de francs en 1985 par rapport à 1984.

## ETA : urle de tabac

Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins. Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins.

## Initiative locale

Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins. Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins.

## Initiative

Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins. Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins.

## Initiative

Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins. Le mouvement ETA a lancé une campagne de désobéissance civile. Les militants ont brûlé des voitures et des magasins.

## LA VENDÉE EN ÉMOI

### Une officine nommée Leclerc

La Roche-sur-Yon. Le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon, saisi en référé, a condamné le gérant de la pharmacie Leclerc à verser 100 000 F de dommages et intérêts à la pharmacie de Montaigne. Cette condamnation est assortie d'une astreinte de 10 000 F par jour de retard. Depuis quatorze heures, ce gérant, en méditation, sous la pression des pharmaciens de Vendée, avait totalement gelé ses livraisons. Le coup d'éclat réalisé le 27 novembre à Montaigne, en Vendée, par M. Edouard-Michel Leclerc, fils d'Edouard Leclerc, possède toutes les caractéristiques d'une provocation. Cette entrée tonitruante — via les produits parapharmaceutiques — dans une officine libérale est perçue par les milieux professionnels comme une déclaration de guerre. A tel point que des huissiers ont déjà été chargés de photographier sous tous les angles la vitrine « coupable », comportant les premiers macarons : « Parapharmaceutiques des Leclerc ».

M. Nicole Raveneau-Sabardel, la jeune pharmacienne installée depuis quatre ans et demi à Montaigne, proclame depuis mardi son attachement au statut libéral des officines pharmaceutiques : « Si j'ai choisi M. Leclerc, explique-t-elle, c'est parce que nous avons les mêmes conceptions économiques. Depuis plusieurs années nos pharmacies subissent des attaques régulières de la part des pouvoirs publics... Nous voulons faire bouger les choses, pour leur permettre de retrouver une rentabilité, ce qui leur permettrait de mieux servir encore notre clientèle ».

Nicole Raveneau-Sabardel n'est pas à un coup près. En 1983, sur une plainte déposée par un de ses confrères du Mans, elle a dû faire

De notre correspondant face à des inspecteurs du ministère de la Santé. Ces derniers, au terme d'une longue et fastidieuse enquête, ont rédigé huit rapports dans lesquels ils relevaient contre la pharmacie de Montaigne quelques infractions mineures. Le tribunal correctionnel de Nantes, le 26 mai 1983, la condamnait tout de même à 5000 F d'amende.

Un an plus tard, la cour d'appel de Rennes, sur sa propre requête, dans un arrêt contradictoire du 20 juin 1984, relaxait purement et simplement M. Raveneau-Sabardel, en estimant, au passage, que « le raisonnement suivi par les deux inspecteurs-pharmaciens était erroné et qu'il démontrait de leur part une méconnaissance coupable de la législation du code de la santé publique ».

Plus récemment, sans doute agacé par ses rapports avec la famille Leclerc, c'est le syndicat départemental des pharmaciens de la Vendée qui l'excluait de ses rangs. Dans une lettre en date du 17 octobre 1984, M. Alain Cusaud, pharmacien à Saint-Fulgent, président du syndicat, soulignait la « piètre image » que M. Raveneau-Sabardel donnait de la profession et la mettait en garde très sévèrement : « Malheur à ceux qui le scandale arrive... Tout cela n'impressionne guère la jeune pharmacienne, bien décidée à poursuivre son combat ».

« Je tiendrais le coup », affirme-t-elle. Même si déjà les premiers coups portés par ses confrères se font sentir. En effet, la distribution des médicaments, contrôlée par un seul réseau, est une épine de Damas suspendue au-dessus de la tête de la pharmacienne « contestataire ». Des mardi, des livraisons de médicaments ont été effectuées au

compte-gouttes, voire même gelées tout simplement.

La polémique ne s'arrête pas là. Des attaques sont également dirigées contre son mari, directeur d'un laboratoire homéopathique à Nantes.

L'entrée de Leclerc dans une pharmacie vendéenne — et pas la moindre puisqu'elle réalise un chiffre d'affaires de 5 millions de francs, dont 15 % sur les produits parapharmaceutiques — suscite de vives pressions. Qu'en pensent les consommateurs, à qui cette pharmacie propose des rabais de l'ordre de 15 à 30 % sur les produits non réglementés par le code de la santé publique ? Là est la vraie question.

HERVÉ LOUBOUTIN.

La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF) condamne l'attitude de M. Edouard-Michel Leclerc. Pour M. Yannick Marzin, président de la FSPF, l'opération de M. Leclerc vise à relancer indirectement la vente de médicaments, alors que la déontologie de la profession interdit « toute sollicitation ». « Il reviendra éventuellement à l'ordre des pharmaciens d'apprécier », a-t-il précisé, assurant que la FSPF avait l'intention de mettre en place un système pour contrôler l'ensemble des produits parapharmaceutiques. De son côté, M. J. Sembler-Colleury, président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, s'est déclaré hostile à « l'émergence d'un Edouard Leclerc de la distribution pharmaceutique ».

## La grève au Louvre

### UNE AFFAIRE DE VALISES

La grève des gardiens du musée du Louvre commencée le mercredi 28 novembre continuait vendredi en fin de matinée. Elle a entraîné la fermeture de la totalité des salles du palais. L'enjeu de la grève, qui concerne l'ensemble des gardiens des musées de France, est lié aux congés bonifiés auxquels ont droit tous les trente-cinq mois les personnels antiques, très nombreux au Louvre et dans les musées nationaux. A l'occasion de ces congés les gardiens antiques ont droit à un supplément de bagage de 15 kilos sur les vols d'Air France, supplément qui leur est remboursé à leur retour par l'administration des musées, avec un délai d'un à deux mois. C'est le caractère gênant et tardif de ce remboursement qui est à l'origine de la grève.

Notons que la direction du Louvre, n'ayant pas habitude de publier des communiqués, n'a pu informer le public de cette fermeture, et que la direction des musées de France qui dispose en revanche d'un service des relations extérieures n'a pas jugé bon de signaler la grève. Ce vendredi, une assemblée générale des personnels devait décider ou non de la poursuite du mouvement.

• APO : remise en cause de l'accord direction-CGT. — Les pouvoirs publics se sont opposés le 26 novembre à l'accord signé avec APO (Association de réparation navale) de Brest (Finistère) entre la direction et la CGT le 24 novembre. Cet accord prévoyait la réintégration de 132 salariés à l'issue d'un congé de conversion de deux ans a été dénoncé, le gouvernement estimant que l'entreprise ne pouvait s'engager à reprendre les ouvriers dont l'emploi a été supprimé.

• Troublant jour de grève à EDF. — Pour le troisième et dernier jour de la grève lancée par la CGT, majoritaire à EDF, touchant l'Ile-de-France, le Nord et la Normandie (après l'Ouest, puis l'Est), le mouvement a été suivi jeudi 29 novembre par 21 % des agents selon la direction d'EDF (contre 30 % les deux premiers jours).

## AVIS DE CONCOURS

### projet de monument

La Municipalité lance un concours pour la conception et la réalisation en 1985 d'un monument aux victimes de toutes les guerres.

L'avis de concours et le dossier d'accompagnement devront être déposés en Mairie avant le 31 Décembre 1984.

Un jury procédera à une présélection de trois projets. La Municipalité se tient à la disposition des artistes sculpteurs intéressés pour leur fournir toutes les informations nécessaires.

— Téléphone : Mairie de Gargès - les - Gosses 986.31 (poste 204).

## + 4,5 % POUR LES TRANSPORTS PARISIENS

### Comment assainir les finances de la RATP ?

Le prix du ticket de métro et de bus augmentera, à Paris, de 4,5 %, le 1<sup>er</sup> avril 1985. Le budget 1985, étudié le 29 novembre par le conseil de la RATP, prévoit un budget d'exploitation de 14 430 millions de francs (8,5 % par rapport à 1984). Aucun personnel supplémentaire ne serait recruté. L'augmentation de la masse salariale serait fixée à 6,3 % et celle des charges financières, à 14,5 %.

Les difficultés financières de la RATP tiennent autant aux coûts qu'aux modes de financement de ses investissements qu'aux grands chantiers du RER et des prolongations du métro en banlieue engagés depuis les années 60. L'Etat et la région supportent chacun 40 % des dépenses de construction des infrastructures. Les grands travaux achevés, le temps est aujourd'hui aux améliorations de la circulation, de la signalisation et du matériel roulant, qui ne sont pas subventionnables. L'aide publique n'est donc pas de 30 % des investissements comme autrefois, mais de 12 %.

« Il nous a fallu nous tourner pour 30 % vers l'autofinancement », explique M. Quin, et pour 58 % vers le marché financier, dont les taux d'intérêt avoisinent les 14 %. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que nos frais financiers s'accroissent chaque année d'un quart environ et qu'ils doublent entre 1984 et 1987.

Il semble que M. Paul Quin, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, l'ait emporté sur M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, ainsi que sur M. Claude Quin, président de la RATP. Ceux-ci auraient souhaité demander aux usagers un effort tarifaire plus accentué afin d'éviter une augmentation des contributions de l'Etat et des départements. Pour M. Quin, il s'agit là d'un préalable à tout assainissement des finances de la RATP.

Peut-on agir sur les dépenses ? « Difficile, car nous ne maîtrisons que 10 à 12 % de nos dépenses de fonctionnement », répond M. Quin. Les frais de personnel représentent, par exemple, en 1983, environ 58 % de nos charges et les frais financiers 11 %. On ne peut pas continuer à économiser sur le nettoyage du métro... La productivité peut difficilement s'améliorer plus vite qu'aujourd'hui. Je rappelle que, depuis 1981, le trafic s'est accru de 10 % et les effectifs de 8 %.

Restent donc les finances et les recettes. Du côté des financements, M. Quin voudrait qu'il provienne de trois sources, à parité : l'autofinancement, l'emprunt et le concours public par dotation en capital. La bonne formule consisterait à mettre à un taux de 0 % les prêts FDES en cours — 4 à 5 milliards de francs — afin d'économiser 300 millions de francs à terme. L'Etat n'y perdrait pas une centime puisqu'il diminue d'autant l'indemnité compensatrice qu'il nous verse.

En ce qui concerne les recettes du budget de fonctionnement, M. Quin propose l'équilibre suivant : La part de l'usager de 35 % à 40 % des ressources totales ; la part des collectivités publiques stabilisée à 30-35 % (4,6 milliards de francs en 1983) ; les recettes commerciales propres de l'entreprise ; des contributions d'une partie des bénéficiaires indirects, à savoir les entreprises et les automobilistes.

La nouveauté serait, on le voit, dans un recours accru à l'usager et à l'automobiliste. « Je demande que nos tarifs augmentent de 2 à 3 points de plus que l'indice INSEE de manière à ne peser ni plus ni moins dans les budgets des ménages. La multiplication des abonnements et des tarifs réduits a amoindri nos recettes de 1 à 2 points chaque année, bien que nos tarifs officiels aient évolué comme l'inflation. Sans oublier que la qualité du transport dans l'Ile-de-France a connu des améliorations importantes depuis vingt ans... »

M. Quin voit plus loin. Les transports profitent à bien d'autres agents économiques qu'aux individus. Les entreprises paient, d'ailleurs, depuis 1971, leur quote-part de ces avantages par le biais du « versement-transport ». Les promoteurs immobiliers ne peuvent-ils pas vendre le mètre carré à 1000 F plus cher lorsque leurs appartements sont situés à moins de 500 mètres d'une station de métro ? A Houston (Texas), le fonctionnement des transports en commun est supporté à 80 % par les commerçants. A New-York, deux cents par gallon de carburant, une partie de la TVA et des péages d'accès aux ponts et aux tunnels sont affectés aux transports.

« C'est pourquoi il m'apparaît économiquement justifié qu'une partie de la taxe sur l'essence soit affectée au fonctionnement des transports publics. Si cela devait dissuader certains automobilistes de prendre leur voiture, tout le monde y gagnerait : avec moins de véhicules, les coûts de la circulation diminueraient et, les autobus de la RATP circulant mieux, nous y gagnerions aussi. » Il sera peut-être moins facile de convaincre le gouvernement de dériver vers le budget de la RATP une partie de la taxe intérieure sur les produits pétroliers que de lui faire accepter une forte hausse du ticket de bus et de métro.

M. Quin se coule peu à peu dans la peau d'un économiste soucieux de gestion, mais aussi d'un patron à cheval sur l'autonomie de son entreprise. « Que les pouvoirs publics fixent les objectifs et nous arrêtons les moyens d'y parvenir », dit-il. On ne retrouve pas là le discours de certains responsables du Parti communiste, auquel adhère le président de la RATP. On est loin de « tout Etat » et de mesures tarifaires systématiquement favorables à l'usager. M. Quin ressent-il ce décalage ? — Par du tout, rétorque-t-il, mon action actuelle se trouve parfaitement dans la ligne de mon engagement de toujours.

ALAIN FAUJAS et OLIVIER SCHMITT.

## Une même voie pour le train et le métro

### DES INAUGURATIONS

La stratégie du président de la RATP tient en peu de mots. D'abord « maintenir les crédits d'investissement à 3 milliards de francs par an » (en francs constants : 2,7 milliards en 1983, 2,9 milliards en 1984 et 2,8 milliards en 1985). Les nécessités de l'entretien des lignes, l'entretien de l'Etat et la cherté des emprunts — « la durée des emprunts », comme il aime à le dire — l'obligent d'autre part à faire plus avec les mêmes sommes d'autant plus qu'il se heurte au point de perfectionnement technique des français. En 1985, la RATP pourrait donc mener à bien les opérations suivantes :

• Les travaux commencent, à l'ouest de Paris, pour interconnecter les réseaux RATP et SNCF, de façon que les RER en provenance de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) puissent, par exemple, aboutir à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) ou à Nanterre (Seine-Saint-Denis). Crédit : 75 millions de francs en 1985.

• L'automatisation de la ligne 11 du RER (Antony-Garges-lès-Lyon). Cette ligne permettra d'accroître la cadence des trains sur la section centrale, actuellement engorgée aux heures de pointe. Le délai entre deux trains sera réduit de deux minutes et demi à deux minutes. Crédit : 60 millions de francs en 1985.

• Les travaux commencent à Châteaufort, pour préparer l'arrivée, en 1987, sur le réseau RATP des trains SNCF en provenance d'Orly, Stains et Sarcelles (Val-d'Oise). Crédit : 10 millions de francs en 1985.

• Des opérations seront engagées pour améliorer la desserte de banlieue à banlieue : le tramway qui devait relier, en 1988, Bobigny et Stains-Denis (Seine-Saint-Denis) et une voie totalement réservée aux bus à Châtillon-Seine-Bagnoux (Haute-Seine). Crédit : 15 millions de francs en 1985.

• Le nettoyage du métro a souffert des coupes budgétaires répétées. M. Quin : « Le métro n'est plus entretenu comme il le devait ».

## La mort de l'armateur grec Antonis Chandris

### Une fortune en paquebots

Il faisait partie des « intouchables », ceux qui, en Grèce, sont un Etat dans l'Etat. L'armateur Antonis Chandris, qui est mort à New-York le 27 novembre à l'âge de soixante ans, était une figure marquante parmi les « grands » du « shipping » au Pirée, d'Ossia à Karagorgis, de Livanos à Karras, à Nierchos, Lemos et bien d'autres. Qui ne connaissait sa flotte de paquebots de croisière blancs, dont les cheminées bleues étaient frappées du X, initiale grecque de Chandris.

Il vivait plus souvent à New-York qu'à Londres qu'à Athènes, mais les compagnies du groupe Chandris avaient pignon sur rue à Akti-Miaouli, qui est pour les armateurs au Pirée ce qu'est la place Vendôme aux joailliers.

Originaire de Kios, il était d'une famille qui, de longue date, s'est consacrée aux affaires maritimes. Durant l'occupation allemande, signale notre correspondant à Athènes, Marc Marceau, il interrompit ses études à l'Ecole polytechnique pour les continuer à Lausanne. Avec son frère Dimitri, il participa à la résistance nationale.

En 1959 il acheta un premier paquebot : le *Patriot*, qu'il affecta au transport des émigrés grecs vers l'Australie. D'autres navires suivirent,

## DES INAUGURATIONS

• Ligne de métro n° 7 (Antony-Mairie-de-la-Ville). Le 1<sup>er</sup> mars 1985, seront inaugurées trois nouvelles stations de métro sur la ligne n° 7 prolongée au sud de Villejuif (Val-de-Marne) : Les Lignes, Passy-Valdan-Contreuil et Les Lignes. En correspondance avec celle-ci, ont été construits une gare pour les bus et un parking qui sera accessible avec la carte orange (coût supplémentaire : un ou deux zones).

• Ligne n° 5 (Eglise-de-Pantale - Place-d'Italie). Fin avril 1985 seront inaugurées deux nouvelles stations de métro sur la ligne n° 5 prolongée vers Bobigny (Seine-Saint-Denis) : Raymond-Queen et Place-Picasso. Comme pour la ligne n° 7 une gare de bus et un parking accessible avec la carte orange joindront le terminus.

• La carte orange commémore les améliorations : après les cartes annuelles, mensuelles, et hebdomadaires, sera lancée le 1<sup>er</sup> mars 1985 une carte journalière. A terme, les zones 2 et 3 seront fusionnées.

## DES POINTS NOIRS

• LE TRAX, ce système de transport automatique, qui permettrait d'accroître les correspondances entre lignes de métro, connaît des difficultés de mise au point. On continuera de beaucoup marcher à la station Jean-Baptiste.

• Les bus de banlieue ne parviennent pas à obtenir des confortables réserves. Le projet de site propre entre la porte de Choisy et Vitry (Val-de-Marne) date de 1971. C'est le seul regret de M. Quin qui reconnaît : « Ce sont des opérations d'une lenteur incroyable ».

• Le nettoyage du métro a souffert des coupes budgétaires répétées. M. Quin : « Le métro n'est plus entretenu comme il le devait ».

Gestionnaire prudent, président de l'Association des armateurs grecs de 1975 à 1981, sachant que, avec la concurrence nouvelle des armateurs d'Extrême Orient et des pays de l'Est, le « shipping » ne serait pas toujours la poule aux œufs d'or, il avait diversifié ses intérêts, en faisant construire cinq hôtels en Grèce, des fabriques de câbles et aussi des usines de conserves alimentaires en Ethiopie.

Bouleversé par la mort de son frère qu'il connaissait sous le diminutif de Mimis, il proposa aux fils de ce dernier de travailler avec lui. C'est à ce moment qu'Antonis Chandris apprit lui-même qu'il était atteint d'un cancer qui devait l'emporter. Son neveu Michael devrait prendre sa succession.

F. Gr.



# ÉTRANGER

## Aux Etats-Unis

### Les sénateurs républicains s'opposent à une réduction du déficit budgétaire

Nouvelle confirmation d'un ralentissement de l'activité économique : l'indice global des indicateurs, qui est censé indiquer la tendance de la conjoncture, a baissé de 0,7 % en octobre, après avoir progressé de 0,6 % en septembre et de 0,1 % en août (chiffres révisés). Cet indice, qui s'est inscrit à 163,8 (base 100 en 1967), avait déjà reculé de 1,8 % en juillet et de 1 % en juin.

Selon le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, les Etats-Unis « ne se dirigeraient pas vers une nouvelle récession », une reprise des dépenses de consommation devant entraîner une accélération des taux de croissance début 1985. « Pour l'instant, a-t-il ajouté, le meilleur remède réside dans une action concertée pour faire baisser les taux d'intérêt et réduire le déficit budgétaire. »

De notre correspondant

Washington. — Les difficultés ne sont pas fait attendre. Vingt-quatre heures seulement après que M. David Stockman, le directeur du budget, lui eut soumis un plan de réduction du déficit, M. Ronald Reagan s'est entretenu avec ses proches amis du Sénat, jeudi 29 novembre, que ces mesures étaient inacceptables. Aux propositions qui consistent à supprimer purement et simplement de nombreuses enveloppes civiles, à en réduire d'autres et à freiner la progression des dépenses militaires, les sénateurs républicains ont opposé l'idée d'un « gel » du budget à son niveau actuel.

Encore peu développée et a priori difficilement réalisable, cette idée aurait, semble-t-il, pour principal avantage à leurs yeux de répartir l'austérité et de diluer l'hostilité qu'elle ne manquerait pas de provoquer. « Nous devons chercher une approche large », a déclaré le sénateur Robert Dole, qui, tout nouvellement élu chef de la majorité républicaine du Sénat, ne cache guère ses ambitions présidentielles pour 1988. M. Reagan, qui ne s'était déjà pas prononcé le 28 novembre sur le plan de M. Stockman, n'aurait, selon

M. Dole, ni accepté, ni rejeté l'hypothèse du « gel ». A en croire de hauts fonctionnaires de la Maison Blanche qui s'expriment sous condition d'anonymat, le président aurait au contraire « provisoirement » décidé de suivre cette recommandation. Si cela était confirmé — ce qui reste à voir — il risquerait alors de s'engager dans un interminable marchandage avec le Congrès que certains de ses conseillers lui avaient prêté, mercredi soir, la volonté d'éviter à tout prix.

Peut-être tactique, mais plus probablement dû à la difficulté des choix économiques et politiques à faire, le silence observé par M. Reagan crée, par contraste avec les euphoriques de son entourage, une impression de confusion certaine. De toutes les zones d'ombre, la plus obscure est la position qu'adopte finalement la Maison Blanche sur la question budgétaire, alors que le secrétaire à la Défense refuse de réduire la progression des dépenses militaires contre l'avis de personnalités aussi proches du président que le sénateur du Nevada, M. Paul Laxalt.

B. G.

## En Grande-Bretagne

### La justice britannique « traque » les millions du syndicat des mineurs

La justice britannique s'est lancée dans une « chasse aux millions » qui se transforme en un véritable roman feuilleton juridique-financier international pour récupérer les fonds du syndicat des mineurs. Une amende de 200 000 livres avait, en effet, été imposée au syndicat en octobre 1984 pour infraction à la législation selon laquelle la base doit être consultée avant le déclenchement d'une grève. Le syndicat ayant refusé de payer cette amende, il est menacé de la saisie de ses fonds. Encore faudrait-il que la justice parvienne à mettre la main sur ces millions.

Chargés par le juge Nicholls de localiser ces millions traqués qui depuis plusieurs mois franchissent les frontières, traversent les mers, se réfugient de banque en banque, quatre huissiers de la firme Price Waterhouse avaient fait, le mercredi 28 novembre, un compte rendu victorieux de leur enquête : les quelque huit millions de livres dont dispose le syndicat ont été transférés, juste avant le déclenchement de la grève en mars dernier, d'une banque de Sheffield (nord de l'Angleterre) à la Midland Bank de l'île de Man, en puis à l'Union Bank de l'île de Jersey. Puis ils ont été déposés à Dublin, et les huissiers ont cru, au début de novembre, les avoir localisés. Mais entre-temps les millions ont fui outre-Atlantique dans une banque de New-York, avant de regagner l'Europe, où ils ont été répartis entre le Luxembourg, l'Irlande et la Suisse. Cette fois, on les avait trouvés !

Mais jeudi les huissiers ont dû déchanter : alors qu'ils avaient obtenu le gel temporaire de 4,6 millions de livres déposés à la banque luxembourgeoise Nobis Finanz International, un tribunal de ce pays, à la suite d'un appel du syndicat des mineurs, est revenu sur cette décision : il n'a pas accepté de geler ces 250 000 livres, somme qui couvre l'amende et les frais de justice. On s'attendait vendredi à Londres à ce que le reste de la somme soit à nouveau déplacé.

Les huissiers de Price Waterhouse espèrent avoir plus de chance dans l'action qu'ils vont entreprendre le 11 décembre pour obtenir de la justice irlandaise le gel définitif de 2,8 millions de livres déposés à la Bank of Ireland Finance Ltd de Dublin, et dont ils ont déjà obtenu le gel temporaire. Enfin, ayant également localisé 503 000 livres à la Banque EBC de Zurich, ils en ont réclamé jeudi le gel temporaire auprès de la justice helvétique.

« Un mort dans un attentat contre un non-gréviste. — Un chauffeur de taxi qui emmenait un mineur non gréviste du sud du Pays de Galles au travail, a été tué ce vendredi 30 novembre, par une pierre jetée d'un pont sur sa voiture. Le conducteur, qui a dû être dégagé de son véhicule, était mort à son arrivée à l'hôpital. Le mineur non gréviste n'a pas été blessé. — (AFP.) »

### LA HAUSSE DU DOLLAR REPREND : 9,4890 F

Après une pause, jeudi 29 novembre, la hausse du dollar a repris sur les marchés des changes au fin de semaine. Vendredi 30 novembre, le cours de la monnaie américaine est passé de 9,42 à 9,4890 F sur la place de Paris et de 3,0750 DM sur celle de Francfort. Cette hausse est attribuée à la forte progression de la masse monétaire aux Etats-Unis, plus importante que prévue, et à une demande soutenue venant du monde entier.

Le marché continue à se montrer faible à Paris, où il a été coté 3,8630 F américain.

## Télécommunications par satellite : La fin d'un monopole

(Suite de la première page.)

Qui plus est, d'autres pays pourraient être tentés de suivre l'exemple américain : l'Intelsat aurait alors moins de membres pour partager les coûts.

Les pays du tiers-monde, dont certains, tel le Zaïre, utilisent Intelsat pour leurs communications internationales, ont été les premiers à s'émouvoir d'un renchérissement éventuel pour eux du trafic international de télécommunications, mais des pays riches comme l'Australie et plusieurs nations européennes se sont joints aux protestations du tiers-monde. Et ils ont trouvé outre-Atlantique le support d'ATT qui passe par Comsat, représentant aux Etats-Unis d'Intelsat, pour ses communications internationales.

Les compétiteurs privés de l'organisation internationale ont répondu à ces critiques en mettant en avant l'évolution technique qui laisse supposer que les satellites de télécommunications seront eux-mêmes concurrencés sur les liaisons à haut trafic par des câbles en fibre optique. Ils se sont aussi engagés à ne dévier que des données et des messages vidéo. C'est d'ailleurs la décision qui a confirmé l'administration Reagan puisque les services privés de télécommunications ne seront pas autorisés à servir les communications téléphoniques entre sociétés ou particuliers.

« Cela protégera de la concurrence 85 % des revenus d'Intelsat », dit-on à Washington. Mais, outre que le marché

des transmissions de données devrait être le plus dynamique des années à venir, à Intelsat on est bien persuadé qu'une fois la déréglementation entrée dans les faits, il sera bien difficile d'écarter longtemps les sociétés privées du téléphone.

M. Richard Colina, le directeur général d'Intelsat, a d'ailleurs déjà vivement critiqué la décision américaine, qui a été prise « sans consultation réelle » de l'organisation internationale.

Il reste que cette décision va poser des problèmes aux Européens car les sociétés américaines — qui recevront leur licence d'ici au printemps — devront chercher une tête de pont en Europe, une station capable de recevoir les données envoyées des Etats-Unis.

« Qui trahira le premier ? » est la question d'ores et déjà posée. En Grande-Bretagne, où la dénationalisation des télécommunications bat son plein, Mercury, concurrent de British Telecom, pourrait être celui-là. Mais d'autres pays sont aussi tentés par la dérégulation qui deviendrait alors une obligation, de proche en proche, pour tous. Une « victoire » idéologique américaine.

L'enjeu pour les monopoles européens comme pour le tiers-monde est, on le voit, considérable. D'autant que cette concurrence engendrera une guerre des prix à laquelle ils n'échapperont pas.

BRUNO DETHOMAS.

## En Espagne

### La grève des chantiers navals a été largement suivie

De notre correspondant

Madrid. — Les adversaires de la politique de reconversion industrielle du gouvernement socialiste ne désarment pas. Près de deux cent mille personnes ont observé le jeudi 29 novembre un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour protester contre le plan de restructuration du secteur naval, qui devrait se traduire, pour les grands chantiers, par la perte de quinze mille à dix-sept mille emplois sur un total de quarante mille.

En Galice, les syndicats Commissions ouvrières (communistes) et INTG (nationalistes) avaient appelé à la grève générale, la troisième depuis le début de l'année. Le mouvement a été totalement suivi à Vigo et à El Ferrol, les deux villes qui seront le plus touchées et où le taux de chômage atteint déjà 30 % de la population active. Il a été partiellement suivi dans les autres villes de Galice, quadrillées dans l'ensemble par d'importants contingents de la police. Celle-ci s'est opposée souvent avec énergie à l'action des piquets de grève. Des affrontements ont opposé travailleurs et forces de l'ordre à Lugo et à El Ferrol, et vingt et une personnes ont été arrêtées.

A Bilbao, la grève convoquée par les Commissions ouvrières et la centrale nationaliste ELA a paralysé complètement les chantiers, y compris ceux, comme Sestao, où le syndicat socialiste UGT (Union générale des travailleurs), qui avait refusé de s'associer au mouvement, est majoritaire. Les travailleurs du secteur ont également défilé dans la région de Santander et à Valence. A Gijón, dans les Asturies, une

grève générale de vingt-quatre heures était décidée pour ce vendredi.

Comme il était à prévoir, l'accord sur le plan de reconversion navale signé le 1<sup>er</sup> novembre dernier entre le gouvernement et l'UGT n'a pas satisfait les autres centrales syndicales (le Monde du 20 novembre). Le ministre de l'Industrie, M. Carlos Solchaga a affirmé que la poursuite du mouvement de protestation était due à une « manipulation politique de certains syndicats ». Il a réitéré que la solution adoptée par le gouvernement représentait celle du « moindre mal » : les travailleurs licenciés accéderaient à un « fonds de l'emploi » qui leur permettrait de percevoir 85 % de leur salaire. De plus, le gouvernement s'engage, dans un délai de trois ans, à fournir de nouveaux emplois à l'ensemble de la main-d'œuvre considérée en surfeut. Ces promesses ont été toutefois accueillies avec méfiance par les intéressés, particulièrement en Galice, où les chantiers navals constituent pratiquement l'unique industrie d'importance.

THIERRY MALINAK.

« Prix : + 0,6 % en octobre. — Les prix à la consommation ont augmenté de 0,6 % en octobre, soit plus de deux fois moins que durant le même mois de 1983 (1,4 %). Ainsi la hausse du coût de la vie atteint 7,7 % pour les dix premiers mois de 1984, en sensible baisse par rapport à la même période de 1983 (9,4 %). Dans les milieux spécialisés, on estime que l'augmentation de l'indice pourrait se situer légèrement au-dessus des 9 % pour l'ensemble de l'année, ne passant pas, pour la première fois depuis longtemps, la barrière des deux chiffres. — (AFP.) »

« Aggravation du chômage en octobre. — Le nombre des chômeurs espagnols s'est élevé à 2 576 820 à la fin du mois d'octobre, soit 19,6 % de la population active. Ce chiffre représente une augmentation de 64 986 par rapport à septembre. — (AFP.) »

« GRANDE-BRETAGNE : Déclaration sur le chômage. — Le nombre des chômeurs britanniques a légèrement diminué, revenant à 3 225 136 à mi-octobre à 3 222 586 à mi-novembre, annonce le ministre de l'Emploi. Cette diminution est toutefois due aux facteurs saisonniers, car, après correction, le total des adultes sans emploi a encore augmenté de 3 500 personnes pour se situer à 3 103 200, soit 12,9 % de la population active. Selon l'Institut national de la recherche économique et sociale, organisme privé d'inspiration keynésienne, à moins d'un changement de politique économique, le total corrigé continuera de croître de plus de 100 000 par an pour atteindre 3,4 millions en 1986. — (AFP.) »

# AFFAIRES

## Nominations

« A LA BANQUE CENTRALE DU JAPON. M. SATOSHI SUMITA, âgé de soixante-huit ans, vient d'être nommé gouverneur. Il remplace M. Haruo Mayekawa, dont le mandat de cinq ans arrive à échéance au début du mois de décembre. Si M. Mayekawa avait été choisi pour sa connaissance des milieux financiers internationaux, M. Sumita a surtout une compétence interne de fonctionnaire des finances et de banquier, même s'il a été de 1972 à 1978 président de la banque import-export du Japon. Cette nomination est présentée comme un symbole de la volonté des Japonais de déréglementer leur marché financier et de renforcer les liens entre la Banque centrale et le ministère des finances. »

« A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE. M. ETIENNE DAVIGNON, vice-président de la commission européenne chargée de l'industrie et de l'énergie, vient d'être nommé directeur. M. Davignon, qui quitte la commission le 31 décembre 1984, prendra ses fonctions le 8 janvier 1985 pour une durée de six ans. Il sera responsable des opérations de la Société générale de Belgique à l'étranger. »

« A LA SOCIÉTÉ RADAR. M. DANIEL LEBARD, âgé de cinquante-cinq ans, ancien élève de Polytechnique, vient d'être nommé directeur général. Il quitte la présidence de Nobel-Bozel, après les difficultés qu'a eues cette société avec Pechiney et Comilog lors de la vente de Nobel-Electrometallurgie (Nobel-Bozel a été condamnée à payer 20 millions de francs d'indemnités à la Comilog). M. Lebard sera secondé chez Radar par MM. Hoffmann, ancien secrétaire général de Revillon et Dintrane, ancien président des imprimeries Del Dux. »

« A FIAT - FRANCE. M. GIORGIO FRASCA, âgé de quarante-trois ans, vient d'être nommé président-directeur général. Après une carrière financière notamment à la banque Lazard, à Paris, M. Frasca a dirigé Fiat-France-Usa de 1978 à 1980 et assurait depuis 1980 la fonction de vice-président directeur général de Fiat-France. Il remplace M. Vittorio Chianano, qui avait démissionné pour se consacrer à son mandat de député européen. »

« A AIR-INDIA. M<sup>me</sup> NEELA TALCHERKA a été nommée directrice pour la France, l'Espagne, le Portugal, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Elle occupait auparavant, à Bombay, la fonction de directrice adjoint du département industrie de la compagnie, chargée des liaisons avec l'Association du transport aérien international (IATA), des problèmes de politique aéronautique et des tarifs. »

« A LA DATAR. M. PHILIPPE MOSSET, quarante-trois ans, ingénieur en chef du génie rural et des eaux et forêts, polytechnicien, a été nommé, par décret du 22 novembre, commissaire à l'aménagement du Massif Central. »

« M. JEAN-CLAUDE DESRAYAUD a été nommé membre du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat au conseil des ministres du jeudi 29 novembre. »

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Dans le cadre de la loi du 24 janvier 1984, relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, le Comptoir des Entrepreneurs a été classé dans la catégorie des institutions financières spécialisées qui regroupent les établissements de crédit auxquels l'Etat a confié une mission permanente d'intérêt public.

Cette classification implique la désignation d'un commissaire du gouvernement en application de ladite loi.

A ce titre, M. Benoît Jolivet, sous-directeur chargé du service des affaires financières et monétaires à la délégation du Trésor, vient d'être nommé commissaire du gouvernement auprès du Comptoir des Entrepreneurs par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget en date du 23 novembre 1984.

Le même arrêté l'a nommé conseiller du Comptoir des Entrepreneurs, comme le prévoient les statuts, en remplacement de M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-IL	9,4725 9,4740	+ 140 + 150	+ 240 + 265	+ 340 + 440
DM	7,1615 7,1642	- 24 - 6	- 46 - 11	- 143 - 52
Yen (100)	3,8402 3,8423	+ 133 + 142	+ 262 + 280	+ 741 + 791
DM	3,8621 3,8638	+ 127 + 135	+ 254 + 270	+ 690 + 734
Flora	2,7142 2,7154	+ 114 + 120	+ 219 + 231	+ 576 + 633
F.R. (100)	18,2983 18,3114	- 20 - 9	- 30 - 8	- 289 - 2
F.S.	3,7301 3,7321	+ 170 + 183	+ 352 + 372	+ 975 + 1031
L.I. (100)	4,9384 4,9397	- 199 - 141	- 234 - 293	- 1058 - 964
L. (100)	11,3481 11,3495	+ 73 + 113	+ 164 + 223	+ 322 + 409

## TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	Flora	F.R. (100)	F.S.	L.I. (100)	L. (100)	F. Imp.
8 5/8	8 3/4	8 7/8	9	9	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
5 7/16	5 9/16	5 9/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16	5 9/16	5 9/16	5 9/16
5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2
10 3/4	11 1/2	10 3/4	11	10 1/2	10 13/16	10 1/2	10 13/16	10 13/16
3/4	1 1/4	5 1/8	5 1/8	4 15/16	5 1/16	4 15/16	5 1/16	5 1/16
14	15	14 3/16	14 1/2	14 1/4	14 9/16	14 9/16	14 9/16	14 9/16
9 5/8	9 3/4	9 3/4	9 7/8	9 11/16	9 13/16	9 13/16	9 7/8	9 7/8
11	11 1/4	10 5/8	10 7/8	10 3/4	11	11 1/8	11 3/8	11 3/8

## SONEDE

(Publicité)  
Alimentation en eau potable des centres ruraux de Tunisie  
Fournitures et transport des équipements hydro-électromécaniques  
NBS PAPPET PURES INTERNATIONAL  
N° 84.45

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres pour la fourniture, le transport jusqu'au parc de la SONED et la supervision des essais sur sites des équipements hydro-électromécaniques définis ci-après :

- Lot 1 : 7 pompes horizontales ;
- Lot 2 : 7 moteurs électriques ;
- Lot 3 : 4 groupes immergés.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre du projet « Alimentation en eau potable des centres ruraux » financé partiellement par la BIRD. Ne peuvent participer à cet appel d'offres que les pays membres de la BIRD, La Suisse et Taiwan.

Les fournisseurs qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la SONED (service Préparation des marchés) contre paiement de la somme de cent cinquante dinars (150) payables en espèces, par chèque ou virement au compte de la SONED, n° 58640/9, ouvert à la STB.

Les offres doivent parvenir à la SONED sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 17 janvier 1985 à 10 heures, au bureau d'ordre de siège de la SONED, 23, rue Jawahar Lal Nehru Montfleury, Tunis.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

## AVIS AU PUBLIC

(Publicité)  
**Electricité de France**  
Centre régional du Transport et des Télécommunications Nord  
Département de l'Oise  
Communes de BEAULIEU-LES-FONTAINES et ECUVILLY

Le préfet, commissaire de la République du département de l'Oise, par arrêté en date du 31 octobre 1984, a, en application du code de l'expropriation, déclaré d'utilité publique les travaux à entreprendre par Electricité de France, centre régional du transport et des télécommunications nord, en vue de la construction du poste 400/225 kV Latens, sur le territoire des communes de Beaulieu-les-Fontaines et Ecuivilly.

Electricité de France, centre régional du transport et des télécommunications nord, est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération telle que l'emprise figure au plan annexé audit arrêté.

L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de notification dudit arrêté.

Pour le préfet,  
commissaire de la République,  
et par délégation,  
Françoise PIREYRE.

## Préfecture de l'Aube

RÉSEAU D'ALIMENTATION GÉNÉRALE EN ÉNERGIE ÉLECTRIQUE  
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Centre d'équipement du réseau de Transport  
Ligne à 2 x 400 kV MÉRY-SUR-SEINE - NOGENT-SUR-SEINE et modifications des lignes aux abords du poste de MÉRY-SUR-SEINE

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PUBLIQUÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

AVIS À LA PRESSE

LA PRÉFECTURE COMMUNIQUE

Le projet d'ouvrage dit « Ligne à 2 x 400 kV MÉRY-SUR-SEINE - NOGENT-SUR-SEINE et modifications des lignes aux abords du poste de MÉRY-SUR-SEINE », traversant le territoire des communes de : NOGENT-SUR-SEINE, MARNAY-SUR-SEINE, SAINT-AUBIN, FERREUX-QUINCEY, SAINT-LOUP-DE-BUFFIGNY, SAINT-MARTIN-DE-BOSSENAI, GELANNES, ORIGNY-LE-SEC, OSSEY-LES-TROIS-MAISONS, CHATRES, MESGRIGNY, MÉRY-SUR-SEINE - DROUPT-SAINT-MARIE, LONGUEVILLE-SUR-AUBE, SAINT-LOUP, pour lequel la demande de déclaration d'utilité publique sera instruite prochainement, est soumis, conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, à une étude d'impact.

150 000 000



Nominations

**A LA BANQUE CENTRALE DU JAPON.** M. SATOSHI SUMITA, âgé de 50 ans, a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. Kato, qui a été nommé directeur de la banque de Tokyo.

**A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE.** M. ETIENNE DE VIGNON, vice-président de la commission européenne de l'industrie et de l'énergie, a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

**M. DANIEL LEBLANC.** M. LEBLANC a été nommé directeur de la banque. Il a succédé à M. De Waele, qui a été nommé directeur de la banque de Belgique.

PARIS

30 novembre

Calmes et résistants

Commencée sous le signe de la hausse, la semaine à la Bourse de Paris s'est terminée sur une note plutôt résistante. Vendredi, les affaires étaient assez calmes. Mais la faible activité n'a pas eu vraiment sur les cours son effet d'érosion habituel. La tendance à l'irrégularité a persisté, toujours avec un peu plus de douceur que de hausse. Une très légère reprise s'est même produite en fin de séance et à la clôture, l'indice a terminé à 1193,46 (+0,08 %).

Manifestement, la recrudescence de Wall Street, sur la crainte d'un retour à la récession, n'a pas ému la communauté boursière. Les opérateurs veulent juger de la qualité de l'expansion américaine avec le recul nécessaire. « Dans deux ou trois mois, l'on verra un peu plus clair », dit un professionnel. D'autre part, pour ce dernier jour du mois de novembre, beaucoup attendent les ventes d'été, qui ne sont pas venues. La SICAV, elle, est en vente. Elle a été achetée par la Bourse de Paris. Elle a été achetée par la Bourse de Paris. Elle a été achetée par la Bourse de Paris.

La devise-titre a fléchi et s'est traitée entre 10,11 F et 10,17 F (contre 10,14 F-10,22 F).

Tassement de l'or à Londres : 328,60 dollars l'once contre 330,60 dollars. A Paris, le lingot a reproduit son précédent cours de 1000 F. Le napoléon a gagné 1 F à 600 F.

NEW-YORK

Le «Down» en dessous de 1200

Pour le second jour consécutif, les cours se sont très sensiblement alourdis jeudi à Wall Street, et l'indice Dow Jones des industriels est repassé en dessous de la barre des 1200.

A la clôture, s'établissait à 1193,46 (+0,08 %). En quarante-huit heures, les baisses dépassent 27 points. Les «Blue Chips» ont subi, toutes, des éprouvettes, comme en témoigne le bilan de la séance. Sur 204 valeurs traitées, 1016 se sont relevées, 509 ont monté et 479 ont baissé.

Attenué de «Big Board», le sentiment était franchement mauvais. La publication des dernières statistiques sur le marché de l'économie ont jeté un sérieux froid. Le ralentissement de l'expansion se confirme avec les tristes réactions consécutives au choc de la production (à -0,7 %). Une nouvelle récession menace-t-elle les Etats-Unis ? Bien des opérateurs se posent la question.

Les fréquences réduites en raison des révisions industrielles faites par les entreprises n'ont pas de nature à rassurer, beaucoup par prudence ont pris leur distance avec le marché en se désengageant. Pour l'instant, cependant, les courants de ventes ne sont pas très effluents. L'activité a même diminué (75,46 millions de titres échangés, contre 86,30 millions).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DRESDNER BANK. — Les résultats d'exploitation de la deuxième banque allemande, devraient être bons pour 1984, mais ils sont inférieurs à ceux de l'exercice précédent, a déclaré le président, M. Hans Friedrich, en présentant l'activité de l'établissement entre janvier et octobre.

Le groupe Dresdner Bank avait enregistré, l'an dernier, un bénéfice d'exploitation de 2 milliards de deutschemarks en 1983 (contre 1,7 milliard de deutschemarks en 1982). La banque avait, en outre, réalisé un bénéfice net de 1,1 milliard de deutschemarks.

Le directeur de la banque envisage l'avenir « avec optimisme », a déclaré M. Friedrich. Les résultats d'exploitation de la banque, déduits des frais d'administration, s'élèvent à 649 millions de deutschemarks pour les dix premiers mois de l'année, en baisse de 7,9 % par rapport à janvier-octobre 1983.

En revanche, l'exercice dégage sur les commissions a augmenté de 3,9 % pour atteindre 702,3 millions de deutschemarks. Les bénéfices réalisés sur les transactions boursières et les devises ont été « considérables », dit-il, bien que le résultat d'exploitation net, non chargé, est meilleur que le résultat net. Le résultat net de la banque a été de 1,1 milliard de deutschemarks.

M. Friedrich sera mis en congé provisoire au 31 décembre prochain pour toute la durée du procès sur l'affaire Flick.

Ancien ministre fédéral de l'économie entre 1972 et 1977, il est inculpé pour avoir accordé une exonération fiscale d'un montant de 800 millions de deutschemarks au groupe industriel Flick en échange de dons (375 000 DM) à son profit. Il comparait devant le tribunal de Bonn à partir du 10 janvier. Son procès doit durer environ un an et demi.

M. Friedrich, cinquante-trois ans, dirige la Dresdner Bank depuis 1978. Il est remplacé par un autre membre du directeur de la banque, M. Wolfgang Koeller, cinquante-cinq ans, spécialiste des marchés financiers.

BOURSE DE PARIS Comptant 30 NOVEMBRE

1 <sup>re</sup> MARCHÉ				2 <sup>de</sup> MARCHÉ				3 <sup>e</sup> MARCHÉ			
VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
Actions au comptant											
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	800	20
AEG (St. Gallen)	780	800	20	AEG (St. Gallen)	780	80					



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### COMMENTAIRES

2. « L'anticommunisme aujourd'hui », par Nicolas Beau; « La société météorologique », par Étienne Balibar; Courrier.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES  
3-4. EUROPE  
- Le 9<sup>e</sup> sommet franco-britannique.  
5. DIPLOMATIE  
- L'UNESCO à la dérive (II), par Bernard Bingué.  
6. AFRIQUE  
- TANZANIE : les autorités de Dar-es-Salaam appellent à une solidarité des pays de la « ligne de front » face à Pretoria.  
7. ASIE  
8. PROCHE-ORIENT  
- La réunion des chefs d'États arabes du Golfe.

### 89 FM

à Paris

ALLÉ « la Monde »

232-14-14

Vendredi 30, 19 h 25  
(appels possibles dès 19 h)

Paix et guerre  
en Amérique centrale

MARCEL NIEDERGAANG  
répondra aux questions  
des auditeurs et des lecteurs

### POLITIQUE

9. Un entretien avec M. Toubon, secrétaire général du RPR.  
10-11. Climat de violence en Nouvelle-Calédonie.  
12. Le communiqué du conseil des ministres.

### SOCIÉTÉ

14. La visite en France de l'archevêque de Canterbury.

### SUPPLÉMENT

- 15 à 19. Les écoles supérieures de commerce et de gestion : Quand les élèves sont saisis par la fièvre des affaires.  
24-25. COMMUNICATION.

### CULTURE

21. CINÉMA : *Flora de papier*, de Guro Durr.  
25. THÉÂTRE : *Toril*, de Jacques Guimet.  
25. ÉCHOS.

### ÉCONOMIE

28. Le budget de la Sécurité sociale.  
- Le congrès de la CFTC.  
29. TRANSPORTS.  
30. ÉTRANGER.

### RADIO-TÉLÉVISION (24) INFORMATIONS « SERVICES » (26):

- Météorologie; « Journal officiel »; « Le week end d'un chineur ».  
Annonces classées (27); Carnet (25); Programme des spectacles (22-23); Mots croisés (XII); Marchés financiers (31).

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Notre prochain supplément « Le Monde de l'économie », qui prendra place dans notre série de numéros spéciaux portant sur les matières premières, sera consacré au thé. Il sera publié exceptionnellement le mardi 4 décembre (daté 5) au lieu du lundi 3 décembre (daté 4).

### A Sri-Lanka

## TRENTE MORTS AU MOINS APRÈS UN RAID DE GUÉRILLEROS TAMOULS

Colombo (UPI, Reuter, AFP). — Des guérilleros tamouls ont attaqué le vendredi 30 novembre, à l'aube, deux exploitations agricoles servant de centre de réhabilitation pour d'anciens détenus, proches de Padaya, dans le centre de l'île, tuant au moins une trentaine de personnes.

Selon les autorités, environ 450 personnes, pour la plupart d'ethnie cinghalaise, dont d'anciens prisonniers, leurs épouses et leurs enfants se trouvent sur ces exploitations. Le raid a été revendiqué par l'organisation « Les tigres de libération de Tamil Eelam ».

Il intervient alors que le gouvernement venait d'annoncer, jeudi, la création d'une zone de sécurité dans la partie de l'île où résident en majorité les Tamouls. Cette zone s'étend, au nord-est de la péninsule.

Le ministre de la sécurité nationale, M. Lalith Athulthumudali, a déclaré que cette mesure était destinée à conjurer une menace d'invasion de « séparatistes tamouls basés au sud de l'Inde ». « Le pays est confronté à la plus grande épreuve qu'il ait connue depuis 1815 (date de l'annexion du royaume de Kandy dans le centre du pays, par les Britanniques). Ce qui est en cause est notre indépendance et notre mode de vie démocratique. Il a affirmé que les Tamouls avaient l'intention de proclamer unilatéralement l'indépendance d'un État tamoul, le 14 janvier prochain, jour de fête pour la communauté hindoue (les Tamouls sont hindous).

## LA « CONVOCATION » DE DÉPUTÉS À PONTOISE PAR M. BIDAOU

M. Jacques Bidaou, substitut du procureur de la République de Pontoise, a convoqué plusieurs dizaines de députés, de tous les groupes, à venir témoigner devant le tribunal de Pontoise dans l'affaire instruite à la demande de M. Bidaou contre les syndicats de fait. Il veut les interroger sur la façon dont le Parlement s'emploie actuellement à modifier la loi.

M. Pascal Clément (UDF-Loire) s'est étonné, lors de la séance du jeudi 29 novembre, de cette convocation dont il estime qu'elle entraîne « une confusion du pouvoir parlementaire et du pouvoir judiciaire ». Il a rappelé qu'en 1980 M. Bidaou avait été révoqué par le Conseil supérieur de la magistrature mais réintégré en août 1981. M. Clément a donc demandé au garde des sceaux ce qu'il comptait faire. M. Badinter a déclaré : « La citation en question émane du seul substitut. Il va de soi qu'aucun parlementaire ne doit se rendre à Pontoise. Le procureur général a déjà demandé des explications à M. Bidaou. Je donnerai la suite convenable ». Mais il s'est aussi étonné de la « dramatisation » de cette affaire, ajoutant : « Il y a un dessin politique qui m'échappe ».

M. Clément s'est effusé de la « façon désinvolte » dont le ministre de la justice lui avait répondu et a rappelé l'« exploitation politique » faite par la gauche en 1980 du cas de M. Bidaou.

« La direction de Wonder à Lisieux retenue par la CGT ». Trois membres de la direction de l'usine Wonder de Lisieux (Calvados) sont retenus depuis vendredi matin 30 novembre par des militants de la CGT, apprend-on de source syndicale.

« Le championnat du monde d'échecs ». Garry Kasparov a utilisé le time-out auquel il a droit pour faire reporter la vingt-neuvième partie, qui devait se jouer vendredi, au lundi 3 décembre.

A B C D E F G

## Le ministre des affaires étrangères cambodgien souhaite que le prince Sihanouk « contribue à l'élimination de Pol Pot »

Pour sa première conférence de presse dans une capitale occidentale, jeudi 29 novembre à Paris, le jeune ministre des affaires étrangères du gouvernement de Phnom-Penh a su recourir tout à tour à la fermeté dans ses propos à l'égard des ennemis du Cambodge — « expansionnistes » chinois et « impérialistes » américains, — à l'ironie en parlant de la démarche du prince Norodom Sihanouk, ou encore à l'apaisement pour les Cambodgiens de l'opposition, y compris l'ancien chef d'État, qui se « dissocient » de ces « démons » de Khmers rouges.

Quant au fond, M. Hun Sen a déçu son auditoire. Aucun élément nouveau, à l'entendre, n'est apparu dans la crise cambodgienne, et une rencontre à Paris entre le prince Sihanouk et lui-même est impossible tant que celui-ci sera l'allié de Pol Pot. Le retour de l'ancien monarque cambodgien à Phnom-Penh dépend « de sa contribution à l'élimination politique et militaire de Pol Pot ». M. Hun Sen a estimé encore que le prince Sihanouk, qu'il a qualifié de « fûté », ne montrait « trop gourmand » et « il veut se réserver les trois quarts du gâteau », a-t-il ajouté.

« A Genève : 102 millions de dollars pour les réfugiés. Un programme pour la prise en charge de plus de 125 000 réfugiés et migrants en 1985 a été approuvé par le conseil du Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) réuni à Genève les 20 et 21 novembre. Un budget d'un montant total de 102.144.800 dollars financera ce programme, dont 8 180 000 dollars pour les frais d'administration et 93 144 800 dollars pour les dépenses opérationnelles.

(Publicité)

## En Corée du Sud 84 PERSONNALITÉS RETROUVENT LEURS DROITS POLITIQUES

Séoul (Reuter, UPI). — Le président Chun Doo Hwan a levé, le vendredi 30 novembre, la mesure qui interdisait depuis quatre ans toute activité politique à quatre-vingt-quatre personnalités de l'opposition.

Près de six cents personnes avaient été frappées par cette interdiction au mois de novembre 1980. Quarante cent cinquante-deux d'entre elles avaient déjà été rétablies dans leurs droits en 1982 et en 1983.

L'un des principaux opposants au régime du président Chun, M. Kim Dae Jung, actuellement en exil aux États-Unis, mais qui a exprimé son intention de regagner la Corée du Sud au début de l'année prochaine, reste, pour sa part, frappé par la mesure d'interdiction, ainsi que deux autres adversaires du président, MM. Kim Young Sam et Kim Jong Pil, et douze autres personnalités.

Parmi les personnes qui bénéficient de la « mesure de clémence » annoncée vendredi figurent le fils de M. Kim Dae Jung, M. Kim Hong Il, son ancien secrétaire principal, M. Ye Chun Ho, l'ancien premier ministre, M. Chung Il Kwon et plusieurs dizaines d'anciens parlementaires.

## VAN CLEEF & ARPELS LACLOCHE - JANESEICH

Si vous possédez des pierres anciennes ou de la documentation de 1915 à 1950, portant l'une de ces trois signatures, prenez contact avec :

### DANENBERG

2 et 5 allée Boule - Le Louvre des Antiquaires  
2, place du Palais Royal - Tél. 297.27.96  
de 11 h à 19 h du mardi au dimanche inclus.

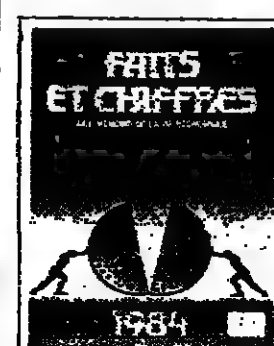
## PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 329,72 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.



**FAITS et CHIFFRES 84**  
EST PARU  
48 F  
**242 Pages**

### Sur le vif

## Réhabilitation

J'en étais sûr ! Le jour où Molotov, un fan de Staline, un de ses vieux groupies, a été remis en selle — c'était il y a trois ou quatre mois. — j'ai parié une bouteille de whisky avec mes copains du service étranger. Je leur ai dit : pour le quarantième anniversaire de leur victoire sur les nazis, le « petit père des peuples », ils vont le réhabiliter, les « Sov », ça ne fait pas un pli. Et bien ça y est. Ils ont déjà commencé. J'ai vu ça l'autre jour dans le Herald Tribune.

Ils le ressortiront par petits bouts à la télé. Ils vont chercher dans leurs archives des bandes d'actualité de l'époque où on le voit en uniforme blanc, le regard enfoncé sous la barre des sourcils, la moustache en chapeau de casque, en train de dresser les plans de la défense de Moscou en 1941. Pas un mot bien entendu sur le fait que, jusqu'à la dernière seconde, le « stratège génial » ait cru dur comme fer à la parole de Hitler, malgré tous les avertissements en sens contraire. Ni sur son empressément à livrer à la Gestapo les leaders communistes réfugiés en URSS pendant le pacte de non-agression germano-soviétique.

Il n'y a pas qu'à la télé. Au ciné et dans la presse, on recommence à évoquer le souvenir du pionnier de la révolution avec une reconnaissance vibrante d'émotion. Un récent remake des Dix Jours qui ébranlèrent le monde en

remet sur le rôle déterminant joué par le jeune Staline auprès d'un Lénine hésitant à la veille de la prise du pouvoir en 1917. Il tourne comme un lion en cage dans le bureau du patron, la pipe au bec, Staline, et il lance : Faut foncer, si on ne le fait pas demain, on ne le fera jamais.

Enterré le rapport Khrouchtchev. Bataillés les grands procès, les grandes purges, les massacres de koulaks et les déportations de kalmouks. Étatis en revanche à la vitrine des églises : une biographie de Staline, immense homme de guerre doublé d'un diplomate plein de prévenance et de tact.

Et puis il y a le retour au pays de sa fille, Svetlana, c'est un signe ça aussi, avouez. Vous avez vu aux informations, la baguette et la suite qu'elle se paye ? Il lui a suffi de lâcher qu'elle avait été manipulée par la CIA pour avoir droit à une réception de chef d'État.

Non, je vais vous dire, pour mon megrum de J.B., je donnez sur mes deux oreilles si je n'avais pas placé la barre aussi haut. Emportée par mon élan, j'ai affirmé que d'ici au printemps le Guide bien aimé retrouverait le chemin du mausolée sur la place Rouge. Au fond, avec un peu de chance, elle est peut-être revenue pour ça, Svetlana.

CLAUDE SARRAUTE.

Le numéro de « Mémie » daté 30 novembre 1984 a été tiré à 457 446 exemplaires.

**TRECA**  
la literie des connaisseurs

**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
32, Avenue de la République 75011 PARIS  
Tél. 337 46 35 - Métro PARENTHESE  
Livraison gratuite très rapide dans toute la France.

(Publicité)

## Mocassins homme en cuir : 199 francs

Escarpin cuir pour femme : 299 F ! bottes femme en cuir : 295 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entrepôt H.E.T. est relié financièrement à plusieurs dizaines de fabricants de chaussures de qualité. Trois points de vente : 19, rue J.-Louis-Tessier (10<sup>e</sup>) M<sup>o</sup> Goncourt; 6, rue Haxo (20<sup>e</sup>) M<sup>o</sup> Saint-Fargue; et 42, rue Claude-Terrasse (16<sup>e</sup>) M<sup>o</sup> Porte de St-Cloud. 647-88-74. Lundi au samedi, 11 h à 19 h 30. Tél. : 238-10-01.

**PIAGET**

Montre pour homme en or 18 carats, étanche, avec mouvement à quartz extra-plat. Changement de fuséau horaire instantané. Autres modèles pour homme et dame avec lunette ronde ou carrée.

**Aldebert**  
16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honoré  
Palais des Congrès, Porte Maillot

au cœur du plus grand domaine skiable du monde

à COURCHEVEL 1850

**LE BYBLOS des neiges**

78120 COURCHEVEL / PHONE: 08.09.15 / TELEX: 980.580  
Ouverture à NOËL 1984

مكتبة جامعة القاهرة



السنة ١٤٠٥ هـ

# Le Monde

Loisirs

le vif

## Réhabilitation

« Quel rôle ? Le jour où... »

Le journaliste par...

Le journaliste par...

menet sur le...

Entame le...

Et puis il y a...

Non, le...

CLAUDE GARRAUTE

Bien en route...

Le premier...

ISSUS  
COUTURE  
MODIN

PIAGET

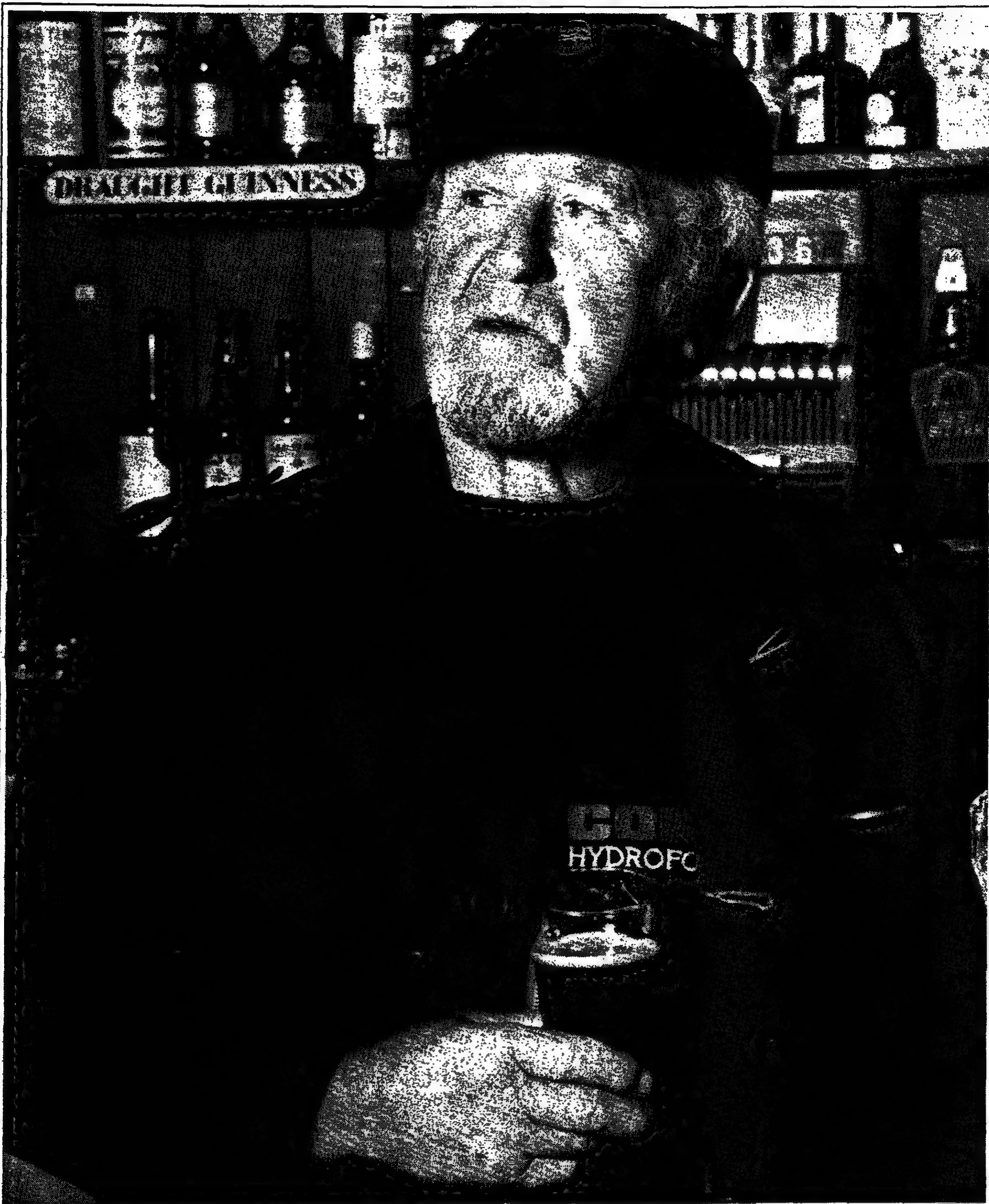
Aldebert

Le numéro du...

TRECA  
CAPÉLOU

Mocassins  
homme  
en cuir  
199 francs

Exemple...



## Débarquement à Sercq, page III

Un demi-siècle pour Val-d'Isère, page IV

Marionnettistes d'aujourd'hui, page XIV

Les programmes commentés de radio et de télévision, pages VII à XI

Supplément au n° 12393. Ne peut être vendu séparément. Samedi 1<sup>er</sup> décembre 1984.



# Embruns frais sur Dinard

Une station balnéaire s'ébrone.

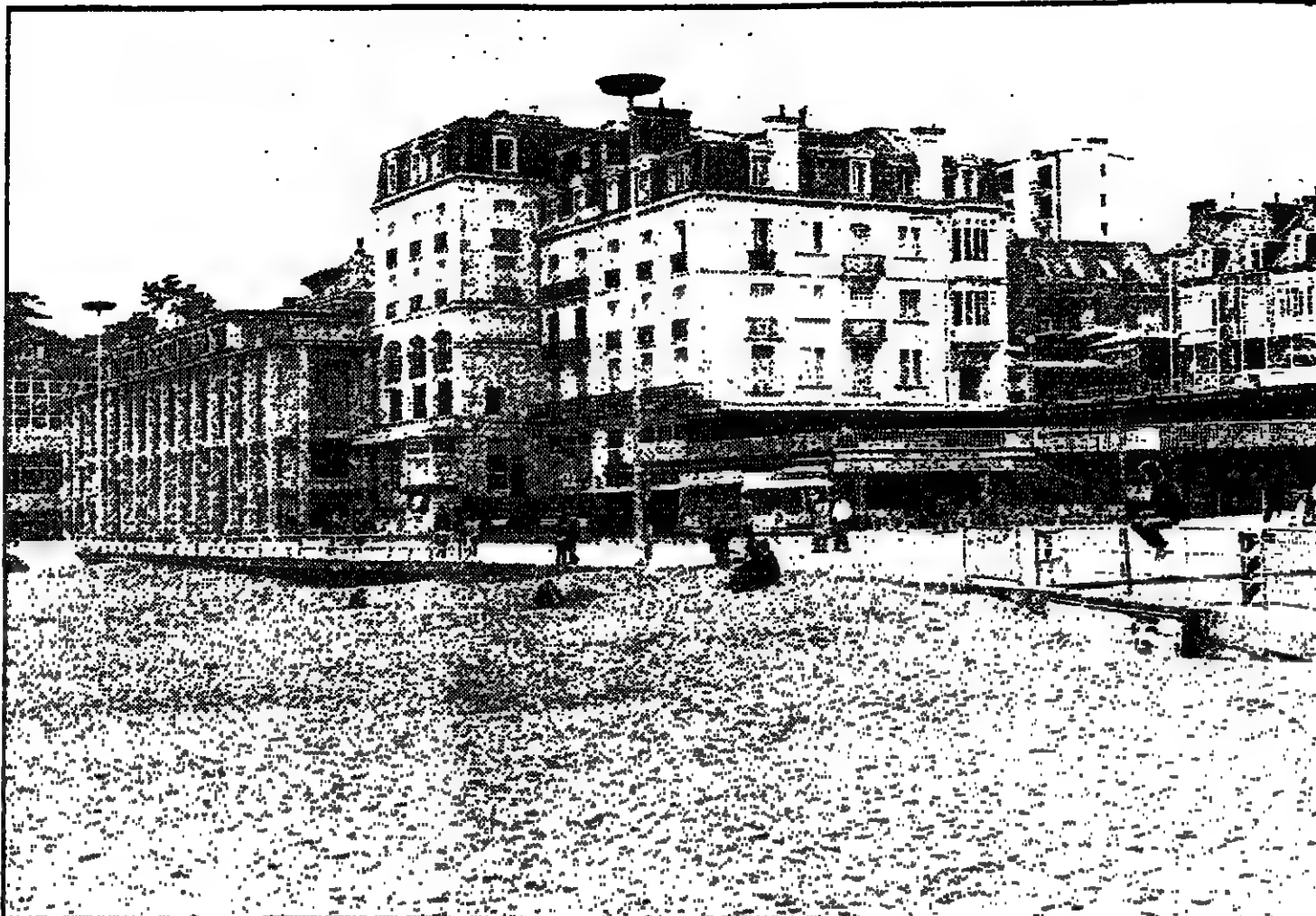
On dit que les Anglais sont de retour à Dinard. Les sujets de Sa Majesté britannique sont ici chez eux. Leurs aînés, avec les Américains, ont en effet lancé, au début du siècle, la belle station de la Côte d'Emeraude. Mais il faut bien chercher pour retrouver, aujourd'hui, dans ces « British », au demeurant fort sympathiques, une quelconque filiation avec ces officiers en retraite de l'armée des Indes qui venaient prendre leurs quartiers d'hiver à Dinard. L'Empire, il est vrai, n'est plus.

Des signes qui ne trompent pas. La relance de Dinard est engagée. Et bien engagée. M. Yvon Bourges (RPR), le maire de la cité, donne le ton. « La municipalité, déclare-t-il, a la volonté de diversifier les atouts susceptibles d'attirer à Dinard le plus grand nombre de visiteurs et, surtout, d'allonger la saison touristique en amont et en aval. » Cela, précise-t-il, en développant des équipements sportifs et culturels sans commune mesure avec ceux que l'on peut rencontrer dans une ville de dix mille habitants. »

Au bord de l'estuaire de la Rance, on se félicite d'avoir, en 1983, été retenu par l'administration pour bénéficier du « plan de revalorisation » des

stations anciennes proposé par le gouvernement. La région et la commune participeront aussi au financement de cette opération, qui n'a pas encore démarré. Une étude est lancée pour créer à Dinard un centre de thalassothérapie qui « compléterait » celui de Saint-Malo. Des pourparlers sont en cours avec diverses chaînes hôtelières pour ouvrir de nouveaux établissements deux ou trois étoiles. La capacité d'accueil de la station serait alors de plus de 1000 chambres (824 aujourd'hui). Un « plus » pour l'organisation de congrès. Le centre régional d'éducation sportive (le fameux CREPS, un des plus anciens de France), qui abrite notamment l'Ecole nationale des maîtres d'armes, va être entièrement rénové. La première tranche des travaux débutera en 1985. Enfin, la ville vient d'acquérir le domaine de Port-Breton. Un château et 9 hectares en bord de mer. L'édifice hébergera un centre d'accueil pour les associations, et une réserve botanique et ornithologique sera créée dans le parc.

Bref, Dinard sort de sa coquille. Tranquillement. Les gros grains, les folles bagarres, les remparts insolents et les coups de gueule, c'est pour en face, à Saint-Malo. L'histoire au passé. De ce côté-ci, on a



MANOIR DE PAILLOUX

toujours su être aimable. Un autre rêve. Les vertus de l'Entente cordiale. Entre la pointe du Moulinet et la plage de Saint-Enogat, la fête franco-anglaise, à la Belle Epoque, ne connaît pas de répit. Existe alors à Dinard, qui est devenu un des lieux les plus huppés des côtes françaises, un club des messieurs et un club des dames. De somptueuses villas se dressent sur la côte et au cœur de la cité. Des hôtels luxueux accueillent des hôtes princiers. En attendant Napoléon III et l'impératrice, qui ont promis de venir prendre les bains pour sacrifier à la mode nouvelle, on joue au tennis et au golf. La municipalité de l'époque fait construire pour le couple impérial une villa que l'on baptise Eugénie. Mais ils ne viendront jamais sur la Côte d'Emeraude. Juste avant de quitter Paris, l'empereur et l'impératrice ont, en effet, une violente scène de ménage à propos d'un chien que Napoléon III refuse de prendre avec lui. Eugénie se fâche et part vers son cher Biarritz. A Dinard, on se console avec le comte de Paris. Plus tard, la route du champ de course passe naturellement par la plage de l'Ecluse, où les touristes admirent le monoplan de Roland Garros posé sur le

sable. Van Cleef et Arpels ouvrent boutique en face du casino. Le visiteur peut toujours voir ce magasin. Aujourd'hui, il est occupé par une pizzeria, mais les nouveaux propriétaires — au fait des choses — ont laissé le nom du grand bijoutier inscrit sur le trottoir...

Faute d'impératrice, Dinard aura sa « reine ». M<sup>me</sup> Hugues-

Hallet y donne des soirées inoubliables dans sa villa Monplaisir, où elle accueille les têtes couronnées de l'Europe. « La ville s'amuse et se distrait royalement, et les fêtes se multiplient dans une débauche de couleurs : les plumes bleu gendarme des chapeaux, les larges dentelles et les froufrous des robes s'animent dans des bossons et des cake-walks endiablés », raconte M. Henri

Fermin dans son livre *Dinard à la Belle Epoque*.

Et soudain le déclin. On plie les ombrelles, on range les crinolines et on tire le rideau. Pour toujours. Mais Dinard reste délicieusement rétro. Les grosses villas à l'architecture fantaisiste du quartier de la Malouinière sont les derniers témoins désuets et mélancoliques de ces jours un peu fous. Ces grosses bâtisses aux façades démodées avec leur balcons en bois et leurs petits clochons ont été vendues par appartements. Monplaisir est devenue l'hôtel de ville. Les familles bourgeoises ont succédé aux élégantes du début du siècle. Et les voitures de série, aux torpédo. Mais, affirme un vieux Dinardais, « il y a encore du beau linge ici ».

Petit village de pêcheurs, devenu grande station, Dinard a trop dansé. Engourdie dans le souvenir de son passé, la cité s'est laissée vivre. Dangereux. Elle se réveille. Les habitués de la longue promenade du bord de mer en veulent pour preuve la création récente d'une radio locale. Son nom : radio Cemerade.

JEAN PERRIN.

Office de tourisme :  
2, boulevard Féart  
35800 Dinard.  
Tél. (99) 46.94.12.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Campagne

##### VACANCES DE NOËL en ARDÈCHE

**HOTEL LE MONARQUE** \*\*\*  
LA LOUVÈSC. Logis de France.  
Randonnée - Tennis - Baignade - Réception  
stage informatique 22 et 23 décembre  
et 27 au 30 décembre. Forfait pension et  
cours. Tél. : (75) 67-80-44 et 06-05-30.

#### Côte d'Azur

**08000 ANTIBES**  
NOËL, JOUR DE L'AN AU SOLEIL  
700 m plage. **HOTEL MERCATOR** \*\*\*.  
18 studios, cuisine, s.d.b., w.c., tél.,  
salon télé, jardin, parking, bois.  
Oct. à avril, 8 jours 495 F par pers.  
12h, cuisine des Grandes. Tél. (93) 35-58-75.

**08500 MENTON**  
**HOTEL DU PARC** \*\*\*  
Tél. : (93) 37-66-66. Pré mer. Centre  
ville. Parking. Grand jardin. Cuisine  
réputée. Déjeuner sur demande.

**HOTEL MODERNE** \*\*\*NN. Pré mer.  
Sans pension. Tél. : (93) 57-20-02/77  
Réouverture en janvier.

**06500 MENTON-GARAVAN**  
« Le meilleur climat d'Europe  
l'hiver sur la Côte d'Azur »  
**A L'HOTEL-VILLA NEW YORK** \*\*\*NN  
Cadre raffiné chambres avec douche,  
bains, W.C., téléphone direct, TV, jardin  
exotique, grande terrasse ombragée,  
parking clos, cuisine du patron. Forfait  
hiver à partir de : 1 050 F par semaine.  
Demi-pens. Pension complète : 1 330 F.  
Doc. et réservation (93) 35-18-09.  
Avenue Katherine Manfield.

#### Montagne

**05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)**  
LE VILLARD - Tél. : (93) 51-03-31  
Ch. + cuisinière 2 à 6 pers. Piste - Fond.  
Juv. Mars de 370 à 600 F pers./sem.

#### Provence

**ROUSSILLON - 84220 GORDES**  
Le petit hôtel de charme du Lubéron aux  
portes de la Haute-Provence. Très grand  
confort. Service attentif. Excellente  
cuisine de femme et de marché.  
Week-end et séjour. Dîner fin aux  
chandelles pour le réveillon de  
31 décembre. Initiation à l'équitation et  
randonnées équestres.  
**MAS DE GARRIGON** \*\*\*  
Tél. : (90) 75-63-22.  
Accueil : Christiane RECH.

#### Andorre

**FORFAIT SPÉCIAL SKI**  
**HOTEL BELLOC** \*\*\*  
Pas de la Casa. Tél. : 55151. Alt. 2100 m  
à 100 m. Pistes ski, 48 chambres doubles,  
bains, confort. Du 6 janvier au 9 février.  
Forfait semaine à partir de 770 F  
(remontées et chambre).  
ACHATS HORSTAXES.

#### Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Ambiance intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-35-33-33  
Tél. : 411150 FENICE 1.  
Directeur : Dante Apollonio.

#### Suisse

**CH 1938 Champex-Lac**  
Vacances blanches en Valais  
Hôtel familial, détente, bien-être où les  
enfants sont les bienvenus. Paradis du ski  
de fond - ski alpin - promenades. 7 jours  
en pens. compl. + skipass ESS. 1975 FF à  
2280 FF, non skieur 1330 FF à 1600 FF  
selon saison.  
Hôtel Splendide \*\* Tél. : 1941/26/4145

**CH 3962 CRANS MONTANA**  
Vacances d'hiver idéales : soleil et sport.  
**L'HOTEL ELDORADO** \*\*\* offre site  
magnifique, tout confort, cuisine fine,  
variée, arrangements avantageux, surtout  
en janvier et mars.  
F. Bonvin. Tél. : 1941.27/41.13.33

**LEYSIN (Alpes vaudoises)**  
**HOTEL SYLVANA** \*\*\*  
40 lits. Doté d'un confort moderne. Grand  
salon avec bar. Situation panoramique, à  
200 m des pistes de ski.  
Son restaurant « Le Refuge »  
avec ses spécialités.  
Demi-pension dès 53 FF (env. FF 190)  
Fam. L. Bonelli, chef de cuisine.  
Tél. 1941/25/34-11-36 - CH-1854 Leysin.

## Malouinières

**M**ANOIR rural, maison  
des champs ou châte-  
teau, les « malouinières »  
— trop méconnues —  
se dressent à l'envi sur la  
Côte d'Est. Ces  
grosses bâtisses témoignent de  
la prospérité des négociants et  
des armateurs — de la cité cor-  
saire, entre le seizième et le dix-  
huitième siècle. Les responsa-  
bles de l'enquête de  
l'inventaire (1) ont recensé cent  
doux « malouinières » plantées  
dans la presqu'île du Clo-  
Poulet, limitées par la Rance, la  
baie de Cancale, les marais de  
Châteauneuf, le pays de Dol et  
les polders de La Fresnais. La  
plus modeste est Limoulin, à  
Parigné, où vécut Jacques Car-  
tier. Près de Saint-Malo appe-  
rait le manoir du Gué, lieu de vil-  
légature de la famille  
Dugay-Trouin. Ces « belles mai-  
sons de plaisance », selon l'ex-

pression du dix-huitième siècle,  
aux toits pointus ourlés de  
plomb, aux murs solides avec  
leurs lucarnes de pierre et aux  
immenses cheminées, sont à  
découvrir. Comme la demeure  
de Val-Ermout, dominant des  
jardins en terrasse et la rési-  
dence du Lupin, avec son parc  
isolé de la mer par de gros bo-  
quets. A visiter aussi, la cour  
d'honneur de La Chipaudière,  
les lambris du Boec, la grille, la  
chapelle, le colombier de La  
Mettrie-aux-Houets. Et, enfin, la  
classique Morle-aux-Chauffes.  
Une belle balade pour le prome-  
neur saturé de remparts.

J. P.

(1) Images du patrimoine : prix  
48 F. Secrétariat régional de l'in-  
ventaire général : 6, place Hoche,  
35000 Rennes. Tél. (95) 63-16-65.

**L'AVENTURE SAHARIENNE...**  
Venez vivre l'expérience unique  
du désert avec les Touaregs.  
Raid de 10 jours de 11 à  
15 jours.  
NOMADE LES AMIS DU SAHARA  
45, rue de la Montagne-St-Geneviève  
75005 Paris - Tél. : 373 06 80

**SAHARA LES PLUS BELLES EXPÉDITIONS**  
Découvertes hors-pistes  
Explorations  
Ceux qui ont revêtu les Tassilis  
du Hoggar vous guident  
**RAIDS ET MÉHARÉES**  
01480 Messimy - Tél. : (74) 65-20-88  
L'expérience du désert...

**Charter Chic**  
Paris - New York en Boeing 747  
Départ Orly-Sud  
Retour Open possible  
A partir de 3 350 F A.R.  
**AIRCOM** S.A. 1760011  
93, rue de Monceau  
75008 PARIS, Tél. : 522-86-46.

**SPÉCIAL NOËL EN ISRAËL**  
DU 23 AU 30 DÉCEMBRE 1984  
**BETHLEEM-JERUSALEM-  
SAINT-JEAN-D'ACRE-  
CÉSARÉE-GALILÉE-JERICHO**  
Renseignements et inscriptions :  
« Les Rendez-Vous du Monde »  
81, rue de l'Assomption,  
75016 PARIS. Tél. 867-9741.  
Prix par personne : 5 580 F.

**1 000 FERMES, VILLAS ET CHATEAUX  
A LOUER EN TOSCANE**  
Pour des vacances de soleil, culture et qualité, consultez le  
catalogue CUENDET (230 pages en couleurs), presque un guide  
touristique décrivant minutieusement chaque demeure avec des  
photos intérieures et extérieures, inventaire garanti, etc.  
Pour achat du catalogue (25 F) et réservations :  
**DESTINATION TOSCANE**  
7, rue du Pélican, Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. : 233-38-16

**RÉSIDENCES** CAMPAGNE  
MIS  
MONTAGNE  
50 km sud de BORDEAUX  
CHATEAU XVII<sup>e</sup>, 350 m<sup>2</sup> hab.  
séjour 50 m<sup>2</sup>, salon 30 m<sup>2</sup>, 5 chambres  
Maison de gardien - 5 ha de parc  
Prix : 800 000 F  
LE TUC, 2 avenue d'Avignon  
84700 SORGUES (90) 39-47-97  
40 km nord-ouest de Beauvais.  
limite du Pays de Bray  
**MANOIR XVIII<sup>e</sup> siècle**  
12 pièces, cadre ancien très  
belles écuries et dépendances, colombier  
ancien, puits, chapelle. Super. : 1 ha 74  
M<sup>2</sup> GIBON, notaire à AUMAËLE (76)  
Tél. : (35) 93-40-05

**COTE LANDAISE : Région HOSSEGOR / MIMIZAN**  
Très jolis terrains boisés à bâtir de 2 000 m<sup>2</sup>  
**Agence DEZEST**  
40170 LIT-ET-MIXE - Téléphone : (58) 42-83-39

**TOURISME**  
COTE D'AZUR, studios équipés 2 pers.,  
1 sem. 1020 F, 4 sem. 2480 F. Parking.  
Mer 600 m.  
**ROI SOLEIL**, 153, bd Kennedy,  
06500 ANTIBES, (93) 61-68-30.  
**Le CLUB VERT** (6) 903-50-80  
Séjour et stages sportifs et d'été.  
Enfants, adolescents (mixte).  
Tous compléments scolaires.  
Noël - Février : séj. micro-informatique.  
Etcetera Unités.

1500







# Val-d'Isère : les cinquante ans de la planète blanche

A tout seigneur tout honneur.

L'HISTOIRE - *« moderne »* des sports d'hiver en France se confond presque avec la naissance, il y a cinquante ans, d'un village « perdu dans ses huit mois de neige et ses quatre mois de misère », d'une station : Val-d'Isère. « J'affirme, monsieur le maire (1), que vous n'avez pas d'autre choix que le ski pour sortir votre village de sa torpeur et, si j'ose dire, de sa misère. » « J'ai entendu dire que les jeunes Avallains partant au régiment ne revenaient pas au village lors de leur libération du service militaire. La seule chance que vous avez de les retenir est de faire que votre village devienne une station de ski qui leur ouvrira de nombreuses carrières qui les feront vivre. » Ainsi s'exprimait en 1932 M. Jacques Mouffier, l'un des tout premiers « Chinois » - terme réservé aux non-Avallains - qui allaient deux ans plus tard installer le premier remontepente de Val-d'Isère et lancer véritablement la station à partir de 1938.

Son combat se révéla difficile, d'autant plus que la commune perchée au-dessus de 1 800 mètres était alors en voie de disparition. Il fallut surmonter l'altitude, le climat et l'isolement. En fait l'intuition de

Jacques Mouffier se révéla excellente. L'éloignement des grands centres urbains fut un avantage, non un handicap. Val-d'Isère était en effet assuré de n'être pas envahi chaque week-end par les skieurs à la journée. Quant à l'altitude et au climat, ils sont le gage d'une neige précoce en automne, tardive au printemps, et de haute qualité. « Huit mois d'hiver, quatre mois de misère, n'oubliez pas cela. C'est notre chance », ne cessa de répéter aux Avallains Jacques Mouffier. « Contrairement à ce que vous croyez, la nature nous a ici tout donné. A nous de savoir en profiter. »

La leçon a été finalement entendue. Tout en effet concourait pour faire du petit village de Val-d'Isère et de ses terres parcourues l'été par les vaches et les moutons une grande station de sports d'hiver. Des pentes exceptionnellement variées, un territoire de neige immense qui se confond depuis plus de dix ans avec celui de la station de Tignes, un maillage extrêmement dense de remontées mécaniques, enfin une très étroite imbrication entre les pistes balisées et de vastes secteurs laissés délibérément en neige vierge. Val-d'Isère est vraiment fait pour le ski.



Terre de contrastes extrêmes, la montagne peut être ici terriblement dure et cruelle, puis, brusquement, lorsque les nuages se déchirent et que le soleil remplit la vallée, devenir apaisante et sereine. Le « désert blanc » est alors à la disposition des skieurs après avoir été préalablement « domestiqué » par les pisteurs chargés de purger la montagne de ses paquets de neige instable amenée par les vents et qui se transforment en de redoutables avalanches.

Les avalanches justement furent l'une des plaies les plus douloureuses de Val-d'Isère (2). Elles ont laissé des souvenirs violents aux Avallains. Mais elles sont aujourd'hui minutieusement contrôlées et « guidées » par les artificiers de la neige lorsqu'elles veulent s'échapper des pièges qui les retiennent. Quant à la montagne qui domine Val-d'Isère, elle porte de profondes échantures destinées à maintenir solidement en place son manteau neigeux.

Val-d'Isère a su également surmonter les difficultés qui l'opposaient à sa grande voisine Tignes. Contraints en 1952 d'abandonner leur village sub-

mergé par les eaux d'un barrage hydraulique de 230 millions de mètres cubes, ses habitants se réfugièrent à 2 100 mètres d'altitude sur les pentes de Tignes. Les Avallains crurent alors qu'ils étaient enfin débarrassés des « Tignes ». C'était sans compter sur leur dynamisme et leur volonté d'entreprendre, à l'image de Val-d'Isère, la conquête des sommets les mieux enneigés. Après des années de rivalités de clochers, les deux stations acceptèrent de s'unir en 1972. Mais les mariages, même conclus « pour le meilleur et

pour le pire », ne sont pas toujours faciles à gérer. Il aura fallu attendre plus de dix ans pour que Val-d'Isère et Tignes coïncident sur leur prestigieux et même label : « L'Espace Killy ».

Le village de « Toutoune », comme l'appelaient ses complices du cirque blanc des années 60 est la station la plus médaillée de France. Henri Oreiller, Jean-Claude Killy, Marielle et Christine Goitschel lui ont transmis une partie de leur gloire. Mais ils ont également contribué indirectement à forger cette image de « sta-

tion d'élite » qui colle un peu trop à la peau de « Val ». La commune tente de se défaire de cette étiquette et d'offrir de nouveaux domaines skiables plus facilement accessibles aux skieurs moyens et aux débutants. C'est ainsi que la construction de nouvelles remontées mécaniques, notamment au-dessus de la télécabine de la Daille, répond à ce souci.

Mais il existe à Val-d'Isère beaucoup d'autres secteurs faciles à skier, notamment autour de Bellevard et de la Tête de Solaise. Toutefois le grand ski et le hors-piste sont vraiment la spécialité de la station qui abonde en conséquence de couloirs et pentes vierges ; les « dévoreurs d'espace », les « fanatiques de la profondeur » qui peuvent changer de vallées, voire de massifs, tout en utilisant l'extraordinaire et complexe réseau de remontées-pentes de la haute vallée de l'Isère ne seront jamais rassasiés. Certaines descentes en hors piste ont acquis d'autre part une réputation mondiale, comme celle du Grand Vallon (950 m de dénivellation), des sources de l'Isère dans le parc de la Vanoise ou de la vallée

## SKI de FOND



### FRANCE

- Stages dans le Queyras à partir de 1 485 F
- Initiation au raid dans le Vercors 1 500 F
- Raids (Jura, Forêt Noire, Massif Central, Engadine)

### SUISSE

- Stage Télémark en Gruyère • Grand tour de la Gruyère
- Le lac Inari, 9 jours 6 500 F • Saari Selka, 12 jours 7 500 F • Traversée Nord-Sud, 9 jours 6 800 F

### ISLANDE

- Découverte hivernale, 14 jours 7 900 F • De l'Hekla au Vatnajökull, 14 jours 6 100 F • Expédition sur le Vatnajökull, 14 jours 7 400 F

## terres d'aventure

Le spécialiste de la randonnée

Veuillez me faire parvenir votre brochure 1985 ☐ dépliant Ski de fond ☐

Nom :

Adresse :

TERRES D'AVENTURE  
5, rue Saint-Victor 75005 Paris - Tél. : 329.94.50

## REYKJAVIK

ISLANDE

4 JOURS  
en ISLANDE  
2.990 F

aller/retour  
forfait spécial hiver

Possibilité  
de randonnées  
et raids à ski de fond.  
Renseignez-vous !



l'Islande  
vous attend !  
au départ  
de Luxembourg  
votre agent de voyages ou  
**ICELANDAIR**  
9, bd des Capucines 75002 Paris  
742.52.26

Le SKI dans les HAUTES-ALPES  
1400/2700 m  
**PUY-SAINT-VINCENT**  
la « protégée des vents »  
300 JOURS DE SOLEIL PAR AN  
Le ski pour tous,  
du débutant au professionnel.  
Station d'entraînement des équipes de France  
Tous renseignements : ARNAUD RÉSIDENCES  
Tél. (92) 88-37.76  
(92) 88-32.75

**tyrolhotel**  
D'été et d'hiver se qui fait tout...  
et le tout  
sous un même toit  
Sur une commune en pleine expansion, nous sommes à une heure dans un cadre agréable. Hôtel rustique avec tout le confort.  
Nombreuses possibilités sportives : atmosphère montagnarde, piscine extérieure à 28° C, ouverte (17x25m) sur un vaste panorama, sauna, solariums, massages, confort, salon de beauté, atmosphère sportive.  
Centres de loisirs en plein air et couvert (avant et après la saison), places gratuites et cours d'initiation gratuite. Prenez tout l'été les sports d'été et d'hiver à 1000m d'altitude. Choisissez et traversez la climature d'été ou l'hiver de vacances. 4 catégories de prix allant du standard au luxueux, personnes complètes à partir de 112.- et 120.- par semaine d'été.  
A-6145 Dinstel, Tiro - Tél. 1943-5264-5101 - Telex A-53384

**strandhotel Seefeld**  
**seespitz**  
A-6100 Seefeld, Autriche  
Tél. 1943-5212-2217  
ou 1943-5264-8181  
Hôtel établi aux prix abordables dans un cadre merveilleux - juste au bord du lac - idéal pour l'été et l'hiver - à 5 minutes du centre de l'agglomération et de toutes les installations sportives et lieux mondains de Seefeld.  
Demi-pension à partir de 125.- sans supplément pour chambres à un lit.

**Alpes suisses**  
Vos lieux de rencontre hivernal  
CHAMONIX  
LES DIABLERETS  
VILLARS  
LEysin

Office du Tourisme CH - 1857 Châtel d'Or  
Tél. : 1941/29/47 78 - Tél. : 94 00 22  
Office du Tourisme CH - 1865 Les Diablerets  
Tél. : 1941/25/53 13 58 - Tél. : 456 175  
Office du Tourisme CH - 1884 Villars  
Tél. : 1941/25/35 32 32  
Tél. : 456 200 200 ch  
OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME, 11 bis, rue Sarbe, F-75 009 Paris.  
Tél. 01/742 45 45

## ORLANDO

FLORIDA

• FLORIDA SPÉCIAL  
4.340 F  
La Floride en toute liberté,  
tarif 7/22 jours  
+ location de voiture.  
• SUPER APEX  
3.890 F  
tarif 7/10 jours.  
+ 200 F du 14 au 31/12/1984.  
Trafic SNCF compris de Paris  
et de l'Est de la France.

Glenn Gould  
à Walt Disney World  
aller-retour  
au départ  
de Luxembourg  
votre agent de voyages ou  
**ICELANDAIR**  
9, bd des Capucines 75002 Paris  
742.52.26

1501 14 11 11



150

## NEIGE

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 1<sup>er</sup> DECEMBRE 1984

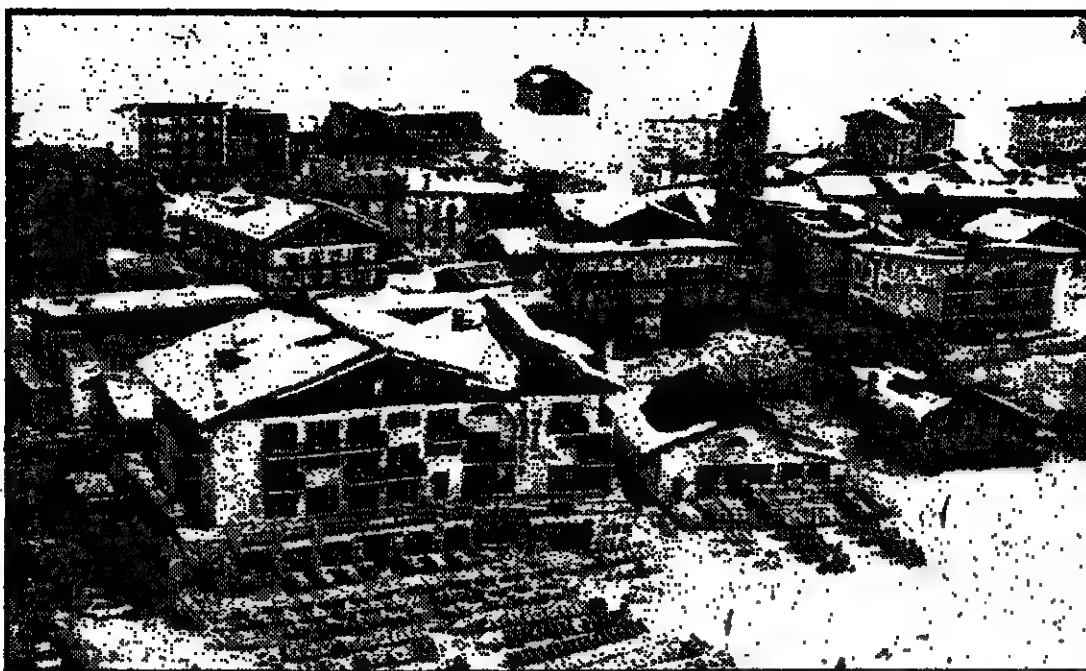
## anète blanche



glaciaire du Prariond. Les randonnées en haute montagne les plus classiques sont la pointe de la Galice, le Pas du Bouquetin, la Grande Aiguille Rousse (3 383 mètres), ou encore la pointe de la Sana, qu'on atteint après de longues heures à peu de phoque.

Val-d'Isère convoite cette montagne qui culmine à 3 436 mètres, mais que protège le parc national de la Vanoise. De toutes parts, Val-d'Isère se heurte aujourd'hui aux frontières du parc, omniprésent tout autour de la vallée. Son conseil d'administration a toléré pour la première fois l'hiver dernier, mais après de longues palabres, le passage exceptionnel d'appareils de damage dans les gorges de Malpasset, situées dans la zone centrale du parc afin de combler quelques trous dangereux. Val-d'Isère et Bonneval-sur-Arc, qui voudraient unir leur domaine skiable en installant deux téléskis dans le parc, ont de grandes « chances » de se heurter à son veto. « Le parc renferme des richesses fabuleuses pour le ski et des mines d'or blanc inexploitées », prétend un moniteur de Val-d'Isère, qui comme de nombreux Avallains, jorgne sur la partie la plus à l'est du col de l'Iséran, jouxtant un autre parc national, celui du Grand Paradis en Italie.

Formidable « planète blanche », six à huit mois par an, Val-d'Isère dispose d'un autre trésor, celui-ci bien à lui, le vieux « Val » blotti autour de son église, certes un peu trop « noyé » par les constructions modernes et hétéroclites qui ont surgi au cours des vingt dernières années. Ce village à l'intérieur de la station reste le



cœur de la commune, un lieu intime où les Avallains et les « Chinois » les plus âgés peuvent méditer sur la formidable transformation d'un petit village haut perché et perdu au cœur des Alpes, devenu au-

jourd'hui une station mondiale-ment connue. Val-d'Isère, qui a subi les outrages de quelques architectes qui ont confondu la montagne et les banlieues des villes, voudrait offrir un « lifting » qui rendrait à son site un

caractère plus alpin et de préférence plus savoyard.

CLAUDE FRANCHILLON.

(1) Le maire de l'époque était N. Nicolas-Baudin.  
(2) En février 1970, une avalanche engloutit d'un seul coup trente-neuf personnes.

## Mille hectares de pistes

DIX mille hectares de neige vierge, mille hectares de pistes balisées : le domaine skiable de Val-d'Isère, relié à celui de Tignes par les remontées mécaniques de la Tovière et du col de Freese, est l'un des plus importants du monde.

108 F par jour ; 640 F par semaine.

Accès. — Par la route : direction Albertville (N90) puis Bourg-Saint-Maurice et, de là, Val-d'Isère par la D902, direction le col de l'Iséran ; par le train : gare SNCF de Bourg-Saint-Maurice, desservie par TGV et correspondance en car ; par avion : aéroports de Genève-Cointrin, Lyon-Satolas et Chambéry, reliés par hélicoptère Val-d'Isère (1 380 F pour quarante minutes).

Ecoles de ski. — Ecole du ski français avec cent vingt moniteurs diplômés et dix-neuf guides de haute montagne, dont trois champions du monde et quinze anciens membres de l'équipe de France ; tél. : (79) 06-02-34 et (79) 06-08-89 ; Snow Fun ; tél. : (79) 06-11-64 ou 06-16-79.

Stages de ski. — Heli-ski (hors piste, dépose, raid), tél. : (79) 06-05-53 ; La Clé des neiges (poudreuse, peu de phoque, monoski), tél. : (79) 07-00-72 ; SAVI (profonde, technique), tél. : (79) 06-03-14 ; Top-Ski (technique, ski extrême), tél. : (79) 06-14-80.

Accueil. — Office du tourisme de Val-d'Isère, tél. : (79) 06-10-83 ; office du tourisme de la Daille, tél. : (79) 06-14-83.

Restaurants. — Dans la station : La Crech'Ouna (fondue), La Grande-Course (repas skieurs à midi, bonne table le soir), La Gotschel Lodge (gratin dauphinois), La Charpentier (ambiance), Le Brüssel (classique), Le Teintaleine (familial), L'Aventure (noctambule) ; sur les pistes : L'Intermédiaire à la Daille (snack), La Datche au Solaise (snack).

Hébergement. — Quarante-sept hôtels et une résidence hôtelière : réservation à Val-Hôtel, tél. : (79) 06-18-90 (forfait comprenant hébergement, remontées mécaniques et leçons de ski en période creuse).

Servicio. — Garderies d'enfants : Les Trois Pommes (trois mois à trois ans), tél. : (79) 06-17-86 ; Le Petit Poucet (trois à dix ans), tél. : (79) 06-13-87.

Remontées mécaniques. — Forfait commun à Val-d'Isère et à Tignes pour 116 remontées :

ne, ne sont pas tous à sécher. Il aura même plus de dix ans à Val-d'Isère et Tignes qu'à leur naissance et leur « L'Espace

lign de « l'industrie », l'appellent ses collègues blancs des années la station la plus de France. Henri Jean-Claude Kelly, et Christine Goussier, se sont une partie de leur vie. Mais ils ont également un autre visage de « sta-

S-ALPES

NGENT

PAR AN

sement

papes de France

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

de l'industrie

## Jeux Levallois-Béret

Des Américains s'amuse dans le métro parisien.

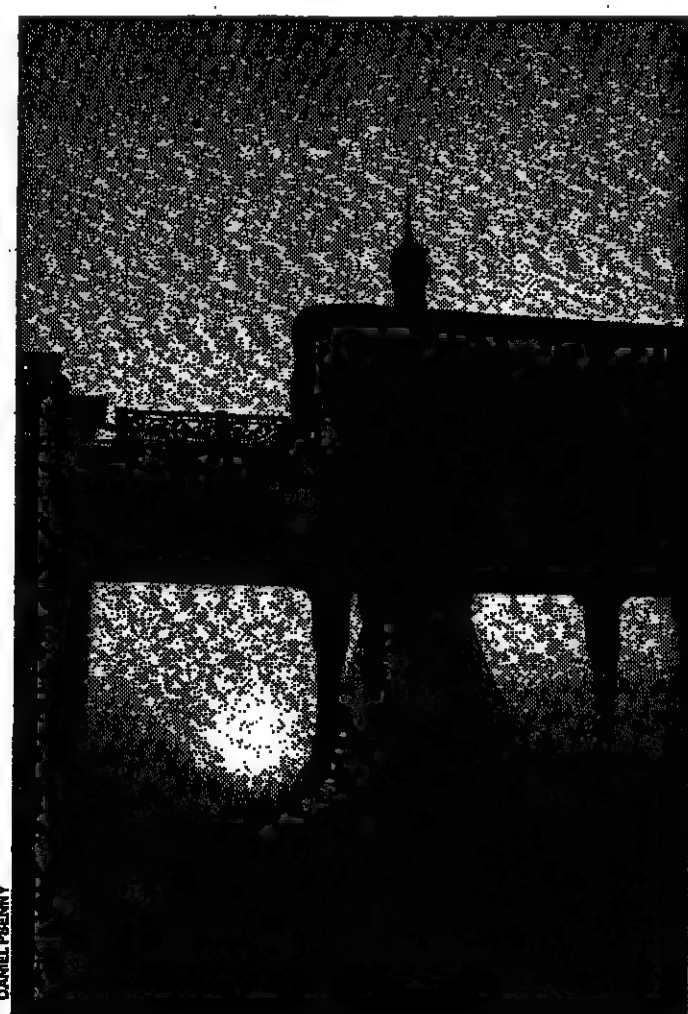
Le métro parisien a désormais un jeu à sa gloire. Pas à Paris, mais à New-York, où Paris Metro (the Subway Game) a fait son apparition dans les magasins spécialisés.

Les habitués du métropolitain trouveront sans doute curieux que certains puissent éprouver du plaisir à retrouver chez soi, le soir, une ambiance qu'ils n'ont été que trop heureux de quitter. Mais c'est d'abord qu'ils ne connaissent pas le métro new-yorkais, à côté duquel un trajet Pigalle-Etoile prend des allures de croisière de luxe. C'est ensuite qu'ils oublient le prestige de notre capitale, outre-Atlantique : les New-Yorkais dans le vent ne vont-ils pas jusqu'à abandonner leur Monopoly national et jouer sur un plateau de jeu français pour le simple plaisir d'acheter la rue de la Paix au lieu d'une vulgaire avenue d'Atlantic City ? (1).

Les éditeurs américains du « subway game » ne s'y sont pas trompés qui invitent leurs clients à ce « voyage éducatif à travers Paris » (2).

Sur un plateau de jeu qui reconstitue la carte du métro parisien, les joueurs se déplacent dans la jungle mystérieuse des correspondances en lançant des dés. Ils doivent ainsi accomplir le plus vite possible trois trajets puis revenir au départ, où trois nouvelles destinations leur seront attribuées. Chaque trajet donne droit à un certain nombre de points, le but de la partie étant de totaliser le score le plus important.

En fait, ce jeu qui se prétend instructif l'est effectivement, mais plus par les aberrations qu'il recèle que par ce qu'il apprendra sur Paris. Tout d'abord, la carte du métro est curieusement tronquée. On passera sur l'absence du RER, sans doute jugé indigne des



touristes américains, pour s'apercevoir par exemple que l'axe Gabriel-Péri-La Fourche a disparu, de même que la ligne du Pré-Saint-Gervais.

Côté ticket chic, les monuments ne sont pas mieux traités : dix seulement ont trouvé grâce auprès des concepteurs du jeu,

dont le tour Montparnasse et l'Ecole militaire. En revanche, nulle trace de Beaubourg. Quant à l'Arc de triomphe, sa présence est tolérée, mais à quel prix, puisqu'il se retrouve à la hauteur de la porte de Champerret !

Côté ticket choc, les cartes « événements », qui sont censées pimenter le cours des parties,

réserver d'autres surprises : ainsi cette visite de Notre-Dame, au cours de laquelle on apprend que « le sentiment public et le roman de Victor Hugo, le Bossu de Notre-Dame (sic), ont encouragé sa restauration » ; ou bien celle du Louvre, musée caractérisé essentiellement par le fait que Napoléon « l'a enrichi d'importantes œuvres d'art acquises dans chaque pays conquis ».

Au hasard des cartes, les joueurs risquent gros : une rame de métro qui déraile, une grève de la RATP, une autre de l'EDF, un train manqué parce que « personne n'a pu vous renseigner en anglais » et, suprême astuce, une perte de temps, parce qu'un Français a voulu vous rendre service. Dernière finesse : chaque carte est agrémentée du portrait d'un personnage moustachu élégamment coiffé, cela va de soi, d'un bérêt basque.

On ignore encore les chiffres de vente de ce jeu, mais son éventuel succès risque de se traduire par de véritables drames dans le métro parisien : aussi le prochain fois que vous rencontrerez un touriste américain, en détresse, perdu sur une ligne fantôme et vivant dans la psychose des bérêts basques, avez pitié : il s'agit peut-être d'une nouvelle victime du Subway Game, le jeu qui mérite vraiment le ticket chic.

BERNARD SPITZ  
et SOPHIE COGNARD.

(1) A l'origine, les rues du Monopoly étaient celles de la ville américaine d'Atlantic City. Par la suite, les versions étrangères du jeu ont choisi soit les noms des rues de la capitale locale, comme dans la version française, soit les villes du pays concerné, comme par exemple dans la version suisse.

(2) Infinity Games Inc.



CHÂTEAU DE NEUSCHWANSTEIN

## Allemagne

bonne détente + bonne entente

Changez d'horizon. Changez de neige cet hiver. L'Allemagne sera heureuse de vous accueillir dans ses merveilleuses stations de sports d'hiver. Nous tenons à votre disposition une foule de propositions intéressantes.

Par exemple :

	Séjour en Forêt-Noire 7 nuits, pension complète	772 F*
	Séjour en Forêt-Bavaroise 7 nuits, chambre et petit déjeuner	397 F*
	Location en Forêt-Noire 1 semaine pour 4-6 personnes	1.300 F*

	Brève visite à Garmisch-Partenkirchen 4 jours, train et hôtel, au départ de Paris	1.050 F*
--	---	----------

\* Cours : 1 DM = 3,15 FF

Demandez-nous la brochure de votre choix :  
☐ Séjours/Locations ☐ Brèves visites.

OFFICE NATIONAL ALLEMAND  
DU TOURISME

4, Place de l'Opéra - 75002 Paris  
Téléphone : (1) 742.04.38.

DZT DEUTSCHE ZENTRALE  
FÜR TOURISMUS EV



## Disques

## CLASSIQUE

## « Le Vaisseau fantôme » par Karajan

Au moment où sortent, chez la même firme d'ailleurs, le *Vaisseau fantôme* dirigé par Karajan et l'album « Les introuvables du chant wagnérien », on ne peut pas ne pas être conduit à certaines comparaisons historiques. Elles révèlent une évolution de l'interprétation wagnérienne à la fois double et contraire. D'une part, du côté de l'orchestre, une conception de plus en plus poétique, soulignant les effets de couleur et de transparence, raffinant la dynamique et recherchant l'équilibre des plans. Sur ce point, Karajan porte à sa perfection une tradition inaugurée par Clemens Krauss, Josef Keilberth, Bruno Walter... et ce *Vaisseau* est d'une intense beauté sonore et musicale, avec les splendides de timbre de la Philharmonie de Berlin, la précision de ses attaques, la densité et l'homogénéité de ses ensembles instrumentaux. A peine peut-on s'étonner de certains contrastes dynamiques un peu excessifs, tels que Karajan aime à les obtenir des magies du studio.

Mais, d'autre part, on constate une fois encore la baisse sensible de moyens et de qualité du chant wagnérien. Il y a quelque chose de décourageant à voir qu'on ne peut

pas réunir un quatuor vocal suffisant pour une œuvre d'une exigence tout de même relative. Certes, José Van Dam déploie un chant magnifique de maîtrise technique et stylistique, mais rien du côté halluciné et hanté de son personnage n'apparaît, ni le mythe ni la légende ne sont sensibles, et la leçon de chant qu'est son récit d'entrée se conclut dans l'indifférence. La Santa de Dunja Vejzovic accuse elle, outre un timbre bien ingrat, un tel manque de ligne, des effets si outrageusement appuyés, des attaques si créées que rien n'y ressemble plus à du chant. Autre est le cas de Peter Hoffmann, dont la justesse des intentions et l'engagement dramatique ne sont pas en cause, mais dont la tessiture du rôle dépasse tellement les moyens qu'il s'asphyxie plus qu'à son tour. Seul Kurt Moll réussit une prestation de taille grâce au jeu de ses colorations et de ses nuances, à une projection retenue qui donne l'impression d'un chant sans effort et à une science musicale rare.

Un *Vaisseau* dont on ne retient guère que l'orchestre !

A. A.

Trois disques EMI, 2700.133.

## « Motets » et « Messe », d'Heinrich Isaak

Heinrich Isaak, venu, comme Joachim de Près, des « Bas-Pays de Flandre », a laissé aux musiciens italiens et germaniques qu'il a formés une œuvre exemplaire à méditer. A l'aide dans les grandes architectures comme dans les petites formes, il joue des styles et des techniques de son temps en vrai chef de file et sa riche polyphonie est guidée par un art de la proportion caractéristique de l'idéal du seizième siècle.

Comme nous l'avons vu à propos d'un récent disque consacré au compositeur profane, Isaak, au gré d'une carrière itinérante qui le conduisit à Florence au service des Médicis, comme à Innsbruck au service de l'empereur Maximilien, a su se faire transposer au allemand sans difficulté, selon l'humeur du répertoire abordé, et le naturel du *tenor* lui est aussi familier que la lumière et la douceur de la *frottola* transalpine.

En tant que musicien religieux, Isaak s'inscrit dans la grande tradition franco-flamande, avec une touche allemande surtout sensible dans les *Messes* de la dernière période.

C'est précisément au compositeur d'église qu'est consacré le beau disque que René Clemencic a réalisé avec l'ensemble Chantecleer de San Francisco et, bien entendu, le soutien instrumental du Clemencic Consort de Vienne. Deux manières s'y rencontrent : une dimension festive dans les *Motets* composés, entre autres, pour la Diète de l'Empire à Constance. Puis la leçon magistrale d'écriture avec la *Messe* à quatre voix. C. Praetorius, composition « motique » où Isaak impose un savoir-faire souverain à partir d'une cellule thématique minuscule.

L'éloge du Clemencic Consort, confronté à pareil programme, n'est plus à faire. Les timbres des instruments d'époque se marient à merveille à la fraîcheur des voix américaines qui mettent un fervent intérêt dans leur interprétation, tandis que le chef est attentif à la vie de l'ensemble, sans enfreindre jamais les consignes de la musicologie. Il en résulte une résurrection « modeste », séduisante et vraisemblable.

ROGER TELLART.

Harmonia Mundi, HMC 1160.

## Mahler, par Sir John Barbirolli

Il y a vingt ans, enregistrer du Mahler était, dans bien des cas, encore une aventure, et beaucoup d'orchestres, parmi lesquels la prestigieuse Philharmonie de Berlin, n'avaient en ce domaine aucune tradition. Quant au chef, Sir John Barbirolli (1889-1970), durant de longues années à la tête de l'Orchestre Hallé de Manchester, il n'est pas de ceux dont on associe d'habitude le nom à celui de Mahler.

Il faut pourtant se précipiter sur la réédition en coffret (en série économique) de deux enregistrements de Mahler réalisés par Barbirolli à cinq années d'intervalle : la *Neuvième Symphonie*, avec la Philharmonie de Berlin (1964), et la *Cinquième*, avec l'Orchestre New Philharmonia de Londres (1969). Qu'on est loin des exercices de virtuosité ou des débâches de sentimentalisme qui, trop souvent, nous sont proposés aujourd'hui ! Dans la

*Cinquième*, on a rarement — peut-être n'a-t-on jamais — fait mieux. La marche funèbre initiale est prise assez lentement, mais non sans rigueur, ce qui en restitue toutes les équivoques, alors que le célèbre *adagio*, au contraire, ne traîne pas. La *Neuvième*, non moins remarquable, se situe dans le voisinage de celles de Giulini et de Karajan. En raison notamment du tempo assez allant du deuxième mouvement, elle n'attend pas une heure vingt, et Barbirolli, d'une façon générale, n'a pas son pareil pour projeter la musique en avant. L'*adagio* final est de toute beauté. Voilà un chef et des disques fidèles comme peu d'autres au message mahlierien, et qu'il était grand temps de ressortir de l'ombre où ils n'auraient jamais dû entrer.

MARC VIGNAL.

Trois disques EMI, 2901.403.

## Nous avons aussi remarqué...

● PAUL PARAY (1886-1979) : *Première Symphonie*, par l'Orchestre philharmonique de l'ORTF, dir. Paul Paray. — Le grand chef d'orchestre était aussi un symphoniste faisant honneur à l'école française. L'ouvrage, qui date de 1834, est présenté avec la *Pavane*, de Fauré, et la première suite de *Cydalise et le Chèvre-pied*, de Gabriel Pierné (*Carthage*, Archives-INA, distr. ADDA, 731 886).

● LOUIS SCHUNCKE (1810-1834) : *Grande Sonate* opus 3 et *Quatre Pièces*, par Gregor Weichert (piano). — Contemporain de Schumann, qui, dans son article nécrologique, écrit : « Jamais la mort n'a été plus prématurément et plus douloureusement le fléau du génie. » Louis Schuncke a laissé pour le piano, à en juger par celles enregistrées ici, de très belles pages

ne manquant pas d'originalité. Rompu à Schubert et au romantisme, Gregor Weichert en tire le maximum : le disque à peine terminé, l'envie vous prend de le réentendre (*Accord*, 140 083).

● RUDI STEPHAN (1887-1915) : *Liebeszauber* pour baryton et orchestre, *Musique pour orchestre* et *Musique pour violon et orchestre*, par Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), Hans Maile (violin) et l'Orchestre radio-symphonique de Berlin, dir. Hans Zender. — Trois grandes architectures expressionnistes, dont une sur des poèmes de Friedrich Hebbel, d'un compositeur allemand tôt disparu et qui méritait amplement de revivre (*Schwann*, distr. Schott, VMS 1823).

M. V.

## « Les Nuits d'été »

et

## « la Demoiselle élue »

par

Frederica von Stade

Non, deux fois non ! Non à cette articulation relâchée, à cette diction qui ignore la valeur et le poids des mots et demeure de bout en bout incompréhensible. Non à cette musicalité languide, dénuée de caractère et de personnalité, seulement attachée au respect des notes et à la bonne conscience de sa grâce indifférente.

Domage car, avec le Boston Symphony Orchestra, Seiji Ozawa tisse magiquement les sonorités subtiles et complexes de Berlioz et de Debussy.

A. A.

CBS, IM 39.098.

## VARIÉTÉS

## Le Sexteto Mayor

Formé à Buenos-Aires il y a onze ans par les bandoneonistes José Libertella et Luis Stazo, le Sexteto Mayor est l'un des groupes de tango les plus solides et les plus efficaces. Composés, outre les deux bandoneonistes, de deux violons, d'une contrebasse et d'un piano, le Sexteto Mayor reconstruit toutes les subtilités de la musique du « porteno » est, dans un style traditionnel, il est à la fois sobre, pathétique et tout en force.

Les six musiciens du groupe jouent comme des poètes. Dans le classique *El Choclo*, qui est leur morceau de bravoure, les deux bandoneonistes prennent à bout de bras le tango, font chanter leur instrument et font rouler la violence par saccades.

Le Sexteto Mayor n'est pas inconnu en France. Il s'est notamment produit aux Troisième de Buenos-Aires, au Théâtre de la Musique et à Toulouse, à l'occasion de l'hommage rendu à Carlos Gardel.

Leur premier album distribué en France offre bien sûr *El Choclo*, d'autres classiques de Gardel, des compositions originales de Libertella, un titre de Piazzolla (*Adios Nonino*) et une sélection de milongas.

CLAUDE FLÉOUTER.

EMI, 4240 711.

## « Turandot », par Lorin Maazel

L'interprétation de *Turandot* est toujours menacée par un double péril : d'être confiée soit à des chanteurs aux moyens naturels exceptionnels, mais qui pensent plus à les mettre en valeur qu'à servir l'art du chant, soit à des artistes véritablement musiciens, mais qui ne peuvent pas répondre aux exigences de tessiture et de puissance — il est vrai terriblement éprouvantes — de l'ouvrage.

La version de Maazel navigue entre les deux obstacles sans les éviter ! L'impressionnante performance vocale d'Eva Maron — agacée, attaquée de plein fouet, médium sonore — est gravée par une ligne hachée, la bouillie de son articulation confondant voyelles et consonnes, manquant ainsi de mordant comme de douceur, et par une incantation sommaire oscillant entre la fureur désordonnée (scène des énigmes) et un pathos très conventionnel (duo final). L'exquis Carreras — on le savait déjà — est totalement dépassé par le format de Calaf. En appui constant sur le timbre, l'émission engorgée, les sons ouverts à foison, il n'abandonne la *mazza forte* que... pour le *fortissimo*, « Reate » heureusement la Liu délicate de Katia Ricciarelli, toute en subtilités belcantistes — demi-teintes et sons fîés — et en sensibilité.

Quant à Lorin Maazel (avec les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Vienne), il hésite entre une attention un peu appliquée à certains détails (notamment instrumentaux) et une violence bien outrancière dans les grands ensembles.

Le type même d'une « grande affiche » jouant du vedettariat au détriment d'une partition.

ALAIN ARNAUD.

Trois disques CBS, 39160.

## ROCK

## « Welcome to pleasuredome » de Frankie Goes to Hollywood

Ale ! Préparez-vous au raz de marée, la Frankiemania va déferler aux quatre coins de la planète, bousculer les champions de hip-parades, faire la pique aux Michael Jackson, Prince et autre Culture Club. L'énorme machinerie est en branle : les magazines réservent leurs couvertures, les ondes radio-phoniques ondulent, les disothèques jubilent, les juke-boxes pétaradent, Frankie va à Hollywood et il y entre par la grande porte en passant par la case départ, en touchant les vingt mille francs et tout le tour. Récapitulons : l'histoire est courte mais fulgurante. Deux 45 tours flanqués de deux vidéoclips en un peu moins d'un an : le premier (*Relax*), qui dépassait en outrage les pires bacchanales en une curée sado-maso de type gay, fut interdit sur la BBC et MTV ; le second (*Two Tribes*), qui opposait Reagan à Tchernobyl dans une arène façon combat de coqs humains, retransmis en mondovision, pour se terminer en un pugilat apocalyptique, fut censuré sur la BBC et MTV. « A la place des dirigeants de ces chaînes, nous aurions fait de même », déclarait, narquois, le groupe britannique, qui en rajoutait gentiment dans la provocation, jouant sur l'imaginaire gay et revendiquant leur sexualité. Comme il n'y a pas de morale, les deux titres grimperont d'ore et d'ore dans les hit-parades pour ne plus les quitter. Principal fer de lance des cinq de Frankie goes to Hollywood : la magnificence et la percussion d'un son tout terrain et tout format (du en partie à la production de Trevor C. Horn). Imaginez le volume, la précision et la perfection du Pink Floyd au service d'une espèce de disco-funk-rock aux fonctions ferou-

ALAIN WAIS.

Phonogram, 824052-1.

A L'OCCASION DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE  
TOURISME SNCF VOUS PROPOSE  
DIFFÉRENTS VOYAGES

POUR NOËL - deux jours en PROVENCE	1 450 F
TROIS JOURS - NOËL en GASCogne	2 320 F
NOËL A ROME	2 800 F
NOUVEL AN - deux jours NOUVEL AN en ALSACE	1 450 F
TROIS JOURS - NOUVEL AN à NANTES	1 145 F
NOUVEL AN à VENISE	2 227 F
DOUZE JOURS - NOUVEL AN en HOLLANDE	2 755 F
DOUZE JOURS - NOËL et NOUVEL AN en AUTRICHE	3 320 F
SEIZE JOURS - CROISIÈRE DE NOËL et NOUVEL AN à bord de l'AZUR de la Cie PAQUET MAROC, SÉNÉGAL, CANARIES, BALEARES	13 690 F à 23 670 F

et, toujours les voyages TRAIN à destination de : BORDEAUX, CANNES, LONDRES, LYON et ST-ETIENNE, NICE et MENTON, STRASBOURG, ANDORRE, MADRID, ROME, FLORENCE, VENISE, LAUSANNE, MONTEUX, VIENNE (Autriche), BRUXELLES, AMSTERDAM, LOURDES, et également les voyages BREVES VISITES à destination de BERLIN (ouest), COPENHAGUE, HEIDELBERG, MUNICH et SALZBOURG.

les séjours à l'hôtel FRANTOUR à CHAMONIX, les séjours en location à BOULOURIS sur la CÔTE d'AZUR et à MARINA VIVA en CORSE.

RESEAU SNCF ET INSCRIPTIONS dans les agences TOURISME SNCF - 127, Champs-Élysées, 16, bd des Capucines, 11, bd des Batignolles ; - gare SNCF de PARIS, gare RER ; - et par correspondance : BP 62 - 9875362 - Paris Cedex 08.

## Philatélie n° 1872

## Les postes canadiennes...

... rendent hommage à « La Presse » quotidienne en langue française. Créée en 1884 par M. W. E. Blumhart. Les cinq premières années, le journal a connu de nombreux propriétaires et il glissa de plus en plus vers une faillite inévitable. Mais un véritable miracle se produisit quand J. Adolphe Chapleau, ancien secrétaire d'Etat et pro-



propriétaire du quotidien, confia le sort du journal à Truffé Berthiaume, typographe de carrière.

Sa gérance fut bénéfique grâce à sa clairvoyance qui lui fit d'abord transformer « La Presse » en « un journal objectif ». De ce fait, il est devenu le plus grand quotidien de langue française d'Amérique. Cet exemple est sûrement valable encore de nos jours.

Le timbre représente l'effigie estompée de Berthiaume, parmi les mois La Presse — en diverses époques — répété deux cents fois sur cinq colonnes. Quel hommage rendu ainsi à un ancien typographe, le 16 novembre.

Imprimé en litho, trois couleurs, à 18 000 000 d'exemplaires, par Asthon-Potter et Toronto. Maquette de Pierre-Yves Pelletier.

La nouvelle adresse du Service philatélique est le Centre national de philatélie, Antigonish (Nouvelle-Ecosse), Canada B2G 2R8.

## Microémissions philatéliques...

... est né, par le truchement d'une Fédération des Etats regroupant l'ensemble des « petites îles » du Pacifique. L'inauguration du service postal a été marquée par l'émission de quatre timbres de 20 c. se tenant, nous montrant la position géographique de chaque micro-Etat fédéré : Yap, Truk, Pohnpei et Kosrae.

La première série d'usage « courant » de seize valeurs comprend :

- 1 c. Fernandez de Quirós ;
- 2 c. Louis Duperrey ;
- 3 c. Fyodor Litke ;
- 4 c. Jules Dumont Duvivier ;
- 5 c. « Maison à Yap » ;
- 10 c. les Côtes de Kosrae ;
- 15 c. « Chute de Lidudunnap » ;
- 17 c. « Pic de Tounchak » ;
- 19 c. Fernandez de Quirós ;
- 20 c. Louis Duperrey ;
- 30 c. Fyodor Litke ;
- 37 c. Jules Dumont Duvivier ;
- 50 c. « Masque Devil Truk » ;
- 1 \$ - Rocher Sokra, Pohnpei ;
- 2 \$ - Canaels, Kosrae ;
- 5 \$ - Stone Money, Yap.

● CAMEROUN : Jeux olympiques de Los Angeles, quatre valeurs P.A. surchargées : saut en hauteur, 100 F (Mogengberg, REA, 11-08-84) ; volley-ball,



150 F (USA, 11-08-84) ; hand-ball, 250 F (Yongoslavie, 9-08-84) ; cyclisme, 500 F (Gorski, USA, 3-08-84).

● CENTRAFRIQUE : ressources forestières, 70 F et 130 F. Offset, Edila, d'après les maquettes de L.B. Kaadogo, Kongou.

GABON : les quatre timbres du bloc-feuillet P.O. 84 surchargés, 90 F, basket-ball, médaille d'or USA ; 125 F, hockey sur glace, URSS ; 125 F, 3000 m steeple, médaille d'or Korir ; 350 F, danse couple, J. Torvill-C. Dean. Offset, Cartor.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des  
PHILATÉLISTESDans le numéro de DÉCEMBRE  
92 pagesLA « POSTE »  
CLANDESTINE  
DE SOLIDARNOSCLA NORVÈGE  
PAYS POLAIRE

Nouveautés

En vente dans les kiosques  
Prix du numéro : 11 F



150

anche

latelle 1872

notes canadiennes...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

Le monde...  
Le monde...  
Le monde...

TÉLÉVISION

SEMAINE DU 1<sup>er</sup> AU 7 DÉCEMBRE

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1984 VII

# L'aventure « en direct »

Exit « La chasse aux trésors » - Bonjour « Le grand raid ».

UN pacha en costume croisé gris. Une assurance de Boudha, le renoncement en moins. Le regard dominateur en plus. Toujours pris entre deux réunions. Le bonhomme - la cinquantaine bien conservée - s'adresse au plus grand nombre et n'a guère le temps d'accorder quelques instants à chacun. « Je suis certainement l'homme qui a créé le plus de programmes de télévision et de radio au monde », dit-il abruptement. Sa spécialité : incontestable, incontestée, le génie du jeu. Depuis plus de vingt ans, Jacques Antoine gratifie un large public d'une multiplicité d'inventions ludiques. Son secret ? Motus, bouche cousue, il a trouvé le filon, il n'a nullement l'intention de vous le livrer. Il préfère afficher son palmarès éloquent : « La tête et les jambes », l'inoubliable « Schmilblick », « Cent francs par seconde », « Seul contre tous », et bien d'autres, c'est M. Jacques Antoine ! Les dernières inventions : « Les affaires sont les affaires » (en effet) sur Canal Plus, et « Le grand raid », sur Antenne 2, la nouvelle émission dominicale qui remplacera dorénavant (à partir du 9 décembre), « La chasse aux trésors », dernier numéro cette semaine : gros succès (17 points Audimat en moyenne). Les trésors de Corfou, des Indes, de France ou d'ailleurs à jamais enfouis. Les raisons de cette « démission » ? Le baroudeur balayant Dieu veut précisément ne veut plus galoper. L'hélicoptère au garage. Assez joué ! Place au « Grand raid » pour trente semaines.

Au premier coup d'œil, rien de bien neuf. Le nouveau jeu cosmique de Jacques Antoine ressemble à s'y méprendre à « La course autour du monde ». « Du rêve au cauchemar », nous indique-t-on, des moteurs torrides des déserts millénaires à la banquise, des approches glacées des cimes himalayennes en passant par l'Alaska... Une vingtaine de personnes, cinq télévisions francophones (Antenne 2, Radio Canada, la Télévision suisse romande et Télé Monte-Carlo) engouffrées dans quatre voitures, « taillent » la route. Si l'idée de ce « Grand raid » est simple - cinq équipes de deux personnes jeunes (une par télévision) partent de l'Afrique de l'Est, remontent par le Proche-Orient, grignotent un peu l'Asie pour enfin redescendre l'Amérique dans toute sa longueur et aboutir à la Terre de Feu, - le trajet se heurte à



Noël Mamère et Didier Régier.

quelques obstacles géographiques et politiques : l'Himalaya, la guerre Iran-Irak ou l'Afghanistan.

Gardons notre sang-froid. L'aventure est certes sauvage, mais tout de même limitée dans la mesure où Didier Régier, reporter sur Antenne 2, ancien lauréat de « La course autour du monde », est actuellement sur place, essayant de baliser l'itinéraire pour limiter les mésaventures de nos jeunes aventuriers.

Règle du jeu : cinq équipes - préalablement sélectionnées parmi cinq mille candidats - partent le dimanche matin d'une ville étape et se doivent d'atteindre le vendredi suivant, à minuit tapant, un point fixe. Rapidité, intelligence, ténacité exigées. Durant ces cinq lourdes journées, les candidats pourront emprunter l'itinéraire de leur choix. Pourquoi ? Que vont-ils faire dans cette galère, se demande-t-on ? Eh bien ! ces équipes, triées sur le volet, auparavant formées aux techniques de la conduite, tout terrain, choisies au moyen de tests pour leur équilibre psychologique et physique, devront rapporter de leur périple un mini-reportage de quatre à cinq minutes, et l'équipe de production un sujet de huit minutes. Ces reportages éclairés, envoyés par le premier avion à Paris, se-

ront diffusés au cours de l'émission présentée par Noël Mamère. Sur le plateau, on ne planifiera plus, dix jurés (deux par pays) dialoguant en duplex avec les candidats porteront des appréciations sur le travail et noteront. Combinées avec des points de bonification, portant sur la conduite et l'entretien des véhicules, ces notes permettront un classement hebdomadaire. Si l'un des équipages demeure pendant trois semaines à la dernière place, il sera automatiquement disqualifié et remplacé par une équipe de réserve. Retards, irrégularités, fraudes seront sanctionnés par un carton jaune... Trois de cette couleur, c'est le rouge, et la condamnation à retrouver ses douillettes pénates. Le matériel : cinq voitures en course, cinq autres en réserve, quatre pour la production. Les dix premières sont des Visa Citroën, équipées pour avaler les bosses ou traverser les zones spongieuses. Ces amours de petits engins sont - nous dit-on - peu gourmandes en oil noir, et dotées de coffres étanches pour le rangement des caméras et d'un groupe électrogène capable de recharger les batteries, et d'accessoires de route hautement sophistiqués : pare-bruilles, treuil de reportage, grilles de désenablage...

phares mobiles. Enfin, sécurité oblige : la Citroën « grand raid » sera équipée d'une balise de détresse reliée par trois satellites au Centre national des études spatiales de Toulouse. Le système permettrait de localiser à 300 mètres près sur la carte du monde l'endroit où l'un des concurrents serait dévoré par un cannibale. Côté technologie audiovisuelle : la vidéo légère (une caméra de 1,5 kg, accompagnée d'un magnétoscope de 2,4 kg) remplace la super-8.

Voyage dirigé, promenade de santé, modifiable selon les conditions météorologiques ou politiques du monde. Voitures tout terrain, caméra au poing, certains esprits chagrins penseront que ce grand raid n'est qu'un périple exotique pour GO du Club Méditerranée. Qu'importe ! Espérons surtout que ce sera un spectacle de télévision. Ce n'est pas un jeu comme « La chasse aux trésors », il n'y a pas d'énigme, aucune participation active du téléspectateur n'est requise. C'est un plateau avec une petite porte qui s'ouvre sur la planète, une émission qui simule l'aventure... en direct.

MARC GIANNESINI.

« Le grand raid », chaque dimanche à partir du 9 décembre, A2, 20 h 35.

## Vu pour Vous

Black is black

Tout le monde le dit, le fond de l'air est noir (black si vous êtes branchés). Michael Jackson, Prince... les nouvelles stars sont arrivées. Un signe qui ne trompe pas, la publicité, la première sensible aux changements de société, s'y est mise. Regardez les murs, lisez les journaux. Mode ou mouvement ? Qu'importe, Manu Dibango, le saxophoniste camerounais qui « monte », pense que le moment est venu d'une « rencontre possible ».

Manu Dibango est le centre de la nouvelle émission lancée par « Les enfants du rock », patronnée par Patrice Blanc-Francard : « Les Afras du rock » sera consacrée aux musiques noires. On ne sait pas encore quel rythme elle prendra (une fois par mois, tous les deux mois ?). C'est Jacques Goldstein, ancien assistant d'Antoine de Caunes - passé à Canal Plus, - qui en a la charge avec Guy Saget comme réalisateur. Il dispose de beaucoup d'argent parait-il.

L'émission commence sur la dérive de trois jeunes Africains (ou Antillais) qui amènent sur les bords de Seine à Paris, l'en-

cent (par mégarde) un ballon de foot dans la vitrine d'un commerçant, frimant dans une belle voiture rouge en attendant le concert du soir. Le concert est bien sûr à l'Eldorado, devenu l'un des hauts lieux de la musique afro-rock à Paris. A l'affiche, ce soir, Manu Dibango et Ghetto Blaster. On verra Manu dans un document qui date de 1972, jouant avec Fany All Stars à New-York, son premier grand succès, *Soul Makossa* (vendu à des millions d'exemplaires). Manu, parlant dans un petit poste de tête installé sur un tabouret africain, au milieu d'un fouillis de livres, les missionnaires n'ont pas compris le tam-tam alors que nous avons bien lu la Bible... ; une séquence sur le prince Charles, un clip sur le grand Hugh Masekela, tourné avec Bostwana, un clip sur Bobongo le Zaïrois. Un petit mélange de reportages fictionnels, d'extraits de concerts, d'interviews, dans l'air du temps, c'est agréable. Y manque encore un ton brillant.

CATHERINE HUMILLOT.  
« Les Afras du rock », A2, samedi 1<sup>er</sup> décembre, 22 h 05.

## Naissance du surréalisme

Ce bouge, ça frétille. C'est le monde sans dessus-dessous. Le XIX<sup>e</sup> siècle est définitivement enterré, le XX<sup>e</sup> siècle naît avec la guerre de 1914. Apollinaire buvait du Pilon citron et recevait dans son salon couvert de tableaux du douanier Rousseau, de Picasso, de Cendrars, de Matisse et de Philippe Soupault. Ce dernier, lors d'une des visites chez le poète, rencontrait André Breton, qui découvrait les Chants de Maldoror, de Lautréamont et les peintures métaphysiques de Chiriot. Le surréalisme naissait dans le brouhaha du mouvement Dada. Soupault rédigeait avec André Breton les *Champs magnétiques*. Des personnages de cette époque extravagante, il ne reste

que Soupault, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, « intime » de Coteau, le Cernéen, de Marie Laurencin, « une punaise... paix à ces cendres viles ». Il connaît Drieu, Rigault, Masson, Artaud.

Des milliers de petites anecdotes, que le poète nous raconte : un tableau vivant de la littérature française de ce siècle. Une chose manque : une réalisation - signée pourtant par Breton - pour le « Témoin », - très pâle, monotone, un peu comme la visite d'un musée abandonné.

M. G.  
« Témoin : Philippe Soupault », FR 3, à partir du dimanche 2 décembre, à 20 h 35.

## Dalida corps et âme

Bruno, blonde, châtaine, en allemand, en bavarois, en italien ou en égyptien, c'est toujours elle, éternellement actuelle : notre Dalida nationale brille toujours au firmament des superstars. Si vous la parlez de cuir noir, de plumes squigheuses, si vous l'habillez chez Balmain, Givenchy ou Zangra, que restera-t-il pour obtenir une « Dalida idéale » ? Qu'un des serviteurs les plus avisés du petit écran se prosterner devant son corps ondulant et le mette en scène une bonne fois pour toutes, pour la postérité. On sait que l'inventeur d'une certaine manière de concevoir l'image télé n'est jamais aussi habile que lorsqu'il se met au service des variétés. Donc, Jean-Christophe Averty se dévoue corps et âme pour cette diva.

Entourée de danseurs distillés, Dalida chante une vingtaine de ses succès, déguisée en déesse, mouquère ou pharaonne. « Je ne serai pas Dalida, si je n'étais pas comme ça », dit-elle. Notre Dalida, ne l'oublions pas, traversa la IV<sup>e</sup> République et continua sous la V<sup>e</sup> sans avoir perdu un poil de sa popularité. Dalida, en fait, c'est un peu comme une petite histoire d'amour. L'instinct le plus ému de ce spectacle continuant est quand la dame à la chevelure fauve, chante « Je veux mourir sur scène ». Comme Molière. Non, Dalida, reste !

M. G.  
« Dalida idéale », TF1, vendredi 7 décembre, 20 h 35.

## Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

### DIMANCHE 2 DÉCEMBRE

#### Cinq cartes à abattre

Film américain de Henry Hathaway (1958), avec D. Martin, R. Mitchum.  
TF1, 20 h 35 (100 mn).

Au cours d'une partie de poker, un tricheur est lynché par ses compagnons de jeu. Ceux-ci vont être assassinés l'un après l'autre. Par qui ? C'est l'énigme « policière » de ce western où se crée un climat de suspicion et de psychose collective. Il n'y a qu'à se laisser porter par les événements et les acteurs, dont Mitchum en passeur.

#### Track of the Cat

Film américain de William A. Wellman (1954), avec R. Mitchum, T. Wright (v.o. sous-titrée).  
FR3, 22 h 30 (115 mn).

La vie d'une famille, anormale par certains côtés, dans une ferme au nord de la Californie. La chasse à un chat sauvage devient une sorte d'initiation. Une étrange mythologie se greffe sur l'étude sociale. Ce film, inédit en France, fut produit avec John Wayne... qui n'y joue pas. En revanche, il y a Mitchum. Et un aspect méconnu du talent de Wellman. Bonne idée que ce cycle de curiosités hollywoodiennes.

### LUNDI 3 DÉCEMBRE

#### F comme Fairbanks

Film français de Maurice Dugowson (1975), avec P. Dewaere, Miu-Miu.  
TF1, 20 h 35 (105 mn).

Les héros de cinéma façon Douglas Fairbanks n'ont rien de plus que de vaines rêves en temps de crise économique. Ingénieur en chômage, Patrick Dewaere - décidément grand comédien dans les personnages vulnérables emportés par une triste réalité - a beau se débattre, aimer Miu-Miu, il est dépassé par un monde cruel. Tourné il y a presque dix ans, ce film est tout empreint du désarroi de la jeunesse d'aujourd'hui.

#### Les Diaboliques

Film français de Henri-Georges Clouzot (1954), avec S. Signoret, P. Meurisse (N).  
FR3, 20 h 35 (115 mn).

L'épouse et la maîtresse d'un homme tyrannique s'unissent pour se débarrasser de lui par un crime parfait. Mais non, pas si parfait que cela, bien qu'on ait vu commettre. L'épouvante s'installe avec un « fantôme ». Clouzot a traité à sa manière le sujet d'un roman de Boileau-Narcejac, pour tirer les ficelles du mystère, faire frémir les nerfs d'une façon de plus en plus intolérable. Où est le bien, où est le mal, où est la vérité, où est le mensonge ? Cet art de brouiller les

pistes, d'effacer les frontières morales, de donner à de grands interprètes des apparences trompeuses, est bien de l'auteur du Corbeau.

### MARDI 4 DÉCEMBRE

#### Psy.

Film français de Philippe de Broca (1980), avec P. Dewaere, A. Duperey.  
A2, 20 h 40 (90 mn).

Revoilà Patrick Dewaere, ancien étudiant de mai 68 reconverti en praticien de psychothérapie de groupe. Le réalisateur a cherché à tirer d'une bande dessinée de Lauzier une comédie satirique au rythme sautillant. Résultat : un vaudeville de mauvais goût, une bande de tarés ridicules. Dewaere et Anny Duperey émergent du lot sans trop de dommage. Tant mieux pour eux.

#### Scaramouche

Film américain de George Sidney (1952), avec S. Granger, J. Leigh.  
FR3, 20 h 35 (110 mn).

Les échos de la Révolution française passent dans les aventures d'un justicier se faisant passer pour un comédien afin de venger son ami. Toutes les invraisemblances sont permises, car la mise en scène est presque toujours conçue comme une chorégraphie. Il y a beaucoup de duels, et celui de la fin est un de ces brillants numéros qui font frémir d'aise les cinéphiles.

### JEUDI 6 DÉCEMBRE

#### Countryman

Film anglais de Dickie Johnson (1981), avec Countryman, H. Keller (v.o. sous-titrée).  
FR3, 20 h 40 (100 mn).

Un pêcheur japonais, vivant à l'état de nature, possède sa philosophie personnelle en accord avec la mer, le ciel et la terre, exerçant un pouvoir psychique, joue son propre personnage dans une histoire de complot politique et de couple traqué. Étrange représentation du bien, c'est le seul intérêt de ce film.

### VENREDI 7 DÉCEMBRE

#### Les Sept Samourais

Film japonais d'Akira Kurosawa (1953), avec T. Shimura, T. Mifune (v.o. sous-titrée).  
A2, 23 h (100 mn).

La version intégrale (3 h 20) de ce film célèbre - Lion d'argent au festival de Venise 1955 - est présentée en deux séances de ciné-club. Voilà qui nous réjouit. Car la chronique historique de Kurosawa reconstitue, avec exactitude, les mœurs, les rapports sociaux, la psychologie de personnages du seizième siècle japonais. Les habitants d'un village régulièrement pillé après chaque moisson de riz par les bandits des collines font appel à des guerriers mercenaires pour les protéger. Ils sont sept, et on a le temps de faire connaissance avec eux, dans cette première partie où ils vont organiser la défense du village. Samourais et paysans surgissent du passé, et l'attitude humaniste dont Kurosawa ne s'est jamais départi transparaît dans cette œuvre superbe. (A suivre le 14 décembre.)



CANAL+

Changzhou, ville-pilote  
de l'enfant unique

C'est en Chine populaire cette fois que « Document Évasion », l'émission produite par Catherine Lamour, nous conduit pour découvrir une « ville-pilote de l'enfant unique », Changzhou. Un reportage exemplaire, réalisé en 1983 par Edward Goldwyn pour la BBC. De l'information pure, qui laisse le téléspectateur seul juge.

Dans la Chine post-maoïste, confrontée à une immense population et soumise à la limitation draconienne des naissances, l'équipe de la BBC a montré, à travers un exemple précis, la conviction des cadres du parti chargés d'appliquer mécaniquement les directives officielles... et les drames humains vécus par des citoyens soumis à un embrigadement quotidien et inéluctable.

Les responsables de Changzhou sont fiers d'avoir atteint aujourd'hui à 100 % leurs objectifs : tous les cou-

ples en âge de procréer — sans exception ! — pratiquent la contraception. Aucun couple n'a plus d'un enfant. Un système de surveillance, filé aux mailles serrées, a été mis en place. A Fuzhou, chaque équipe de seize femmes est dotée d'une « surveillante » qui « observe de très près » tous les signes laissant soupçonner qu'une femme est enceinte : perte d'appétit, nausées... Dans les quartiers d'habitation, une « mamie détective » chargée de dix familles traque la vie intime des couples.

Il y a pourtant des brèves gais, comme cette jeune femme enceinte de six mois qui s'est cachée chez sa mère. Elle a été retrouvée, bien sûr, et « persuadée » de se faire avorter. Images saisissantes par leur sobriété, devenues banales à Changzhou, de la Chine profonde.

ANITA RIND.

Flashs d'information chaque jour, du lundi au samedi, à 13 h, 17 h 55 et 20 h ; le dimanche, à 11 h, 13 h, 17 h 55 et 20 h 25, le soir après les films. Les programmes en gras sont décodés.

SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

7.25 Charles Trenet. 8.15 Batman. 8.45 Gym à gym. 9. Le Refrain de mon cœur, film de W. Lang (comédie musicale). 10.50 La Ballade de Narayama, film de Sh. Imamura (drame). 13.5 Jeu. 13.30 Cabou Cadin (les Minipousses). 13.50 Benji. 14.15 Portrait de Hitchcock. 15.15 Hill Street Blues. 16.5 Football américain. 17.30 Rock : Herbie Hancock (et à 4.15). 18.15 Chine, l'enfant unique. 19.15 Spécial tous en scène. 20.30 Football : Monaco-Bordeaux. 22.20 Le radeau d'Oliver. 23. Fanny Hill, film de S. Chesley et J. O'Hara (érotique). 0.35 Identification d'une femme, film de M. Antonioni (drame psychologique). 2.50 L'Eventreur de New-York, film de L. Fulci (épouvante). 4.55 Et le terreur commence, film d'E. Matalon (suspense).

## DIMANCHE 2 DÉCEMBRE

7. Spécial Tous en scène. 7.40 Les chemins de la cocaïne. 8.40 Cabou Cadin (Sherlock Holmes). 9. Paul et les dizygotes. 9.25 Mister T. 9.50 Les Quatre Filles du docteur March. 10.10 Benji. 10.40 Gym à gym. 11. Que les gros salaires lèvent le doigt, film de D. Granier-Deferre (comédie). 13.30 Max Romana. 14. L'Australienne. 14.45 Sosp. 15.15 Batman. 15.50 Sur la piste du bison blanc. 16.45 A propos de Nemo. 17.45 Top 50. 19.15 Club de la presse. 20.30 Que le spectacle commence, film de B. Fosse (comédie). 22.25 J'ai épousé une ombre, film de R. Davis (suspense). 0.20 Rien ne va plus, film de J.-M. Ribes (comédie). 1.55 La théorie du 1%.

## LUNDI 3 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. J'ai épousé une ombre, film de R. Davis (suspense). 10.40 Et le terreur commence, film d'E. Matalon (suspense). 12.10 Cabou Cadin (les Quatre Filles du docteur March). 12.30 Batman. 13.5 Jeu. 13.30 Isaura (et à 18.40). 14.5 Variétés : La barge. 15 L'homme au Katana. 15.45 Chine, l'enfant unique. 16.35 Hill Street Blues. 17.20 Les Minipousses. 18. Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 La Malin, film de J. Huston (fantastique). 22.20 Les KO de Canal Plus. 23.20 Football américain. 1.25 Fanny Hill, film de S. Chesley et J. O'Hara (érotique).

## MARDI 4 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. L'Australienne. 9.45 A propos de Nemo. 10.40 La Malin, film de J. Huston. 12.25 Cabou Cadin (Paul et les dizygotes). 13.5 Jeu. 13.30 Isaura (et à 18.40). 14. Et le terreur commence, film de L. Fulci (épouvante). 15.30 Rien

ne va plus, film de J.-M. Ribes (comédie). 17.10 Cabou Cadin (Benji). 17.35 Max Romana. 18. Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Le Grand Frère, film de F. Girod (policière). 22.25 Un jeu brutal, film de J.-C. Brisseau (drame). 14.26 Sherlock Holmes. 14.50 Paul et les dizygotes. 15.15 Mister T. 15.35 Les Quatre Filles du docteur March. 16. L'Australienne. 16.45 Rock : Herbie Hancock. 18. Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Hill Street Blues. 21.15 Sosp. 22. Rien ne va plus, film de J.-M. Ribes (comédie). 23.35 Tous en scène. 0.20 L'Eventreur de New-York, film de L. Fulci (épouvante).

## MERCREDI 5 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Cabou Cadin. 9.20 Benji. 9.45 Gil et Jo. 10.20 Sur la piste du bison blanc. 11.5 Variétés : La barge. 12. L'homme au Katana. 13.5 Jeu. 13.30 Cabou Cadin (Isaura et à 18.35). 14.5 Max Romana. 14.26 Sherlock Holmes. 14.50 Paul et les dizygotes. 15.15 Mister T. 15.35 Les Quatre Filles du docteur March. 16. L'Australienne. 16.45 Rock : Herbie Hancock. 18. Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Hill Street Blues. 21.15 Sosp. 22. Rien ne va plus, film de J.-M. Ribes (comédie). 23.35 Tous en scène. 0.20 L'Eventreur de New-York, film de L. Fulci (épouvante).

## JEUDI 6 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Le Grand Frère, film de F. Girod (policière). 11. Et le terreur commence, film de B. Fosse (comédie). 12.25 Cabou Cadin (Benji). 13.5 Jeu. 13.40 Isaura (et à 18.40). 14.5 Un jeu brutal, film de J.-C. Brisseau (drame). 16.40 La Ballade de Narayama, film de Sh. Imamura (drame). 18. Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Paradis pour tous, film de A. Jessua (fantastique). 22.25 Que le spectacle commence, film de B. Fosse (comédie). 0.20 Tous en scène. 1.10 Le Malin, film de J. Huston.

## VENDREDI 7 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Un jeu brutal, film de J.-C. Brisseau (drame). 10.25 Chine, l'enfant unique. 11.15 Hill Street Blues. 12.5 Sosp. 12.30 Cabou Cadin (Sherlock Holmes). 13.5 Jeu. 13.50 Isaura (et à 18.40). 14.5 Que les gros salaires lèvent le doigt, film de D. Granier-Deferre (comédie). 15.35 Le Refrain de mon cœur, film de W. Lang (comédie musicale). 17.30 Cabou Cadin (Mister T.). 18. Rock. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 L'Australienne. 22. La Chambre des tortures, film de R. Corman (horreur). 23.15 Tous en scène. 0.10 L'Eventreur de New-York, film de L. Fulci (épouvante). 1.35 Que le spectacle commence, film de B. Fosse (comédie). 3.35 Les KO de Canal Plus. 4.35 Fanny Hill, film de S. Chesley (érotique). 6. A propos de Nemo.

TÉLÉVISION  
FRANÇAISE

1

ANTENNE

2

FRANCE  
RÉGIONS

3

PÉRIPHÉRIE

## Samedi

1<sup>er</sup> décembre

8.30 Journal.  
9.00 Téléforme (et à 10 h 15).  
9.20 Répertoire : Concert.  
10.35 Sept jours en Bourse.  
10.50 Aventures inattendues. Y a-t-il un avion qui parle français dans cette émission ?  
11.15 Un métier pour demain. Les métiers d'art.  
11.30 Pic et Poku et Colegram. Magazine de l'informatique.  
12.00 Bonjour, bon appétit. Magazine de M. Oliver.  
12.25 Amuse-gueule.  
13.00 Journal.  
13.35 La Séquence du spectateur.  
14.05 Dessin animé.  
14.20 Série : Pour l'amour du risque.  
15.15 Dessin animé : Le voyage de Nils Holgersson.  
15.50 Temps X.  
16.35 Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval.  
17.05 Série : La cloche tibétaine.  
18.05 Trente millions d'amis.  
18.35 Auto-Réto.  
19.05 D'accord pas d'accord (INC).  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Cocorococoboy.  
20.00 Journal.  
20.35 Tirage du Loto.  
20.40 Au théâtre ce soir : Attends-moi pour commencer. de J. Rayburn, mise en scène de M. Roux.  
Eric et Viviane vivent en concubinage depuis deux ans. Dans la même maison, le meilleur ami d'Eric vient d'épouser Rose. Guerre des sexes, coups bas... Une comédie de boulevard.

## 22.35 Droit de réponse, l'esprit de contradiction : L'esprit de corps.

Emission de Michel Polak.

Avec le professeur Minkowski, pédiatre ; MM. André Braunschweig, président d'honneur de l'Union syndicale de la magistrature ; Noël Copin, rédacteur en chef de la Croix Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police ; le général Jacques Paris de Bollardière...

0.05 Journal.

0.15 Ouvert la nuit.

Alfred Hitchcock présente... le Témoin.

Extérieur nuit, le magazine de Michel Cardoze.

## Dimanche

2 décembre

8.30 Journal.  
9.00 Emission islamique.  
9.15 A Bible ouverte.  
9.30 Orthodoxie.  
10.15 Présence protestante. L'anglicanisme à la rencontre des catholiques et des protestants.  
10.45 Le jour du Seigneur.  
11.00 Messe célébrée avec la paroisse Saint-Louis de Garches.  
12.02 Midi presse. Emission de Pierre-Luc Séguillon.  
12.30 Télé-foot.  
13.00 Journal.  
13.25 Série : Starzky et Hutch.  
14.20 Sports-dimanche.  
16.30 Variétés : La belle vie. De Sacha Distel.  
Avec Richard Gotainer, Ultra Vox, Frida, Lionel Hampton.  
17.30 Les animaux du monde. La planète des insectes.  
18.00 Série : Alambic et Torpédo.  
19.00 Magazine : 7 sur 7.  
Présenté cette semaine par Anne Sinclair.  
Invité : Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol, en direct de Madrid.  
20.00 Journal.  
20.35 Cinéma : Cinq cartes à abattre.  
Film de Henry Hathaway.  
Sports dimanche soir.  
L'actualité du week-end.  
23.00 Journal.  
23.25 C'est à lire.  
23.30 Clignotant.



9.35 Journal et météo.  
9.40 Récré A2.  
10.10 Les chevaux du terroir.  
10.40 Gym tonique.  
11.15 Dimanche Martin.  
Entrez les artistes.  
12.45 Journal.  
13.20 Dimanche Martin (suite).  
Si j'ai bonne mémoire : 14.30, Série : Loterie ; 15.15, L'école des fans ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Théâtre dansant.  
17.00 Disney dimanche.  
18.00 Stade 2 (et à 20 h 25).  
19.00 Série : Dans la tourmente.  
Sixième épisode de la saga familiale des Vollmer en Allemagne nazie.  
20.00 Journal.  
20.35 Jeu : La chasse aux trésors.  
Au Gabon, avec des candidats français.  
Lire notre article.)  
21.45 Mours en direct : Violences, l'aurait tué.  
De D. Frischer, réal. D. Page. N° 2 : O temps, suspends ton vol.  
Hantise de la vieillesse. Deuxième volet d'une enquête consacrée au troisième âge. Après le cerveau — les personnes âgées à l'université — l'aspect physique ou comment rester en forme, se faire un petit lifting pour toujours et encore séduire.  
22.40 Magazine : Désirs des arts.  
De P. Dals, réal. P. Collin et P. A. Bouzang.  
Kandinsky en vraie grandeur : l'un des premiers peintres abstraits du vingtième siècle, actuellement exposé au Centre Beaubourg. L'organisateur de cette rétrospective, Christian Derouet, souligne les points forts de cette exposition, consacrée à une œuvre maîtresse.  
23.05 Journal.  
23.20 Bonssoir les clips.

10.00 Mosquée. Emission de l'ADRI.  
12.00 La vie en tête. Fédération nationale des travailleurs.  
13.00 Quatre-vingt-quatre. Emission du GMP.  
Ce 23 novembre 1944 : libération de l'Alsace.  
14.40 Objectif entreprise. Emission de l'APIE.  
15.00 Musique pour un dimanche (et à 17 h 55).  
16.10 Théâtre : Richard III, de W. Shakespeare (v.o. sous-titrée).  
Drame historique en prose et en vers écrit aux environs de 1593. Richard cache ses projets diaboliques, si bien qu'Edouard IV met en prison George. Conjurateur, manœuvres familiales et politiques. L'exclamation de Richard, qui cherche une monture, est demeurée célèbre : « Un cheval, un cheval ! Mon royaume pour un cheval ! »  
18.00 Emissions pour la jeunesse.  
19.40 RFO Hebdo.  
20.00 Fraggle Rock.  
20.35 Témoins : Philippe Soupault et le surréalisme.  
Naissance de Dada, le groupe surréaliste ; les jeux, les « notes », les petits papiers, les « cadavres exquis », les séances de spiritisme, la poésie et la politique.  
(Lire notre article.)  
21.30 Aspects du court métrage français.  
Les Derniers hivers, de Jean-Charles Tacchella ; le Spectacle, de Gilles Chevalier.  
22.05 Journal.  
22.30 Cinéma de minuit : Track of the Cat.  
Film de William A. Wellman.  
0.25 Prélude à la nuit.  
L'ouverture d'Ubu roi de Claude Terrasse, interprétée par Ph. Corre et E. Exerian.

● RTL 20 h, A vous de choisir : la Diligence vers l'Ouest, film de G. Douglas, ou une Corde, un col, film de R. Homsin ; 22 h, Série : Soap ; 22 h 30, Variétés : Souvenirs, souvenirs ; 23 h, Ciné-club : les Fédérateurs de la vallée fertile, film de N. Penayotopoulos.  
● TMC 20 h, la Croisade s'amuse ; 20 h 55, la photo-mystère : 21 h, Documentaire : les Six femmes d'Henri VIII ; 22 h 40, Monte-Carlo magazine ; 22 h 55, Clip'n'roll.  
● RTB 20 h, Série : Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Grand jeu de l'été ; 20 h 45, les Mistralles, film de Robert Homsin (2<sup>e</sup> partie) ; 22 h 10, 1944-1945 : la bataille des Ardennes.  
● RTB-TMC-2 20 h 30, Document : Israël, l'exode, l'exil passé à Jérusalem.  
● TSR 20 h 10, Magnum ; 21 h 5, Jardins divers ; 22 h 30, Sport ; 23 h 30, Atlantic City, film de L. Malle.

سماح من المصطفى



**Dimanche**  
**2 décembre**

## 2 décembre

[illegible][illegible][illegible]

**Le Cinéma de minuit** : Track  
 Les  
 Jean de Brabant, J. M. M. M.  
 Les  
 Les  
 Les

1. 1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
2. 1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
3. 1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
4. 1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
5. 1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.  
1944, 20th Century - 1945 - W. J. P.

**Lundi**  
3 décembre

### 3 décembre

11.20 TF1 Vision plus.  
11.50 La Une chez vous.  
12.00 Feuilleté : le jeune Fabre.  
12.30 La bouteille à la mer.  
*Invité de la semaine : Karen Cheryl.*  
Journal.  
13.45 A peine vie.  
*Séance : La petite maison dans le pabre ; 14.45 Acroche-enair ; 15.00 Répété : Sept sur sept (diffusé le 2 décembre) ; 15.55 La maison de TF1 ; 17.25 Les aventures inattendues.*  
17.55 Mini-journal pour les jeunes.  
18.10 Le Village dans les nuages.  
18.30 Série : Danse avec moi.  
19.15 Emissions régionales.  
19.35 Emissions d'expression directe.  
20.00 Journal.  
20.35 **Cinéma : « F » comme Fairbanks.**  
Film de Maurice Duguen.  
22.20 Etoiles et toiles.  
*Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouanda.*  
*Grand public : Interviews de Gérard Oury, de Steven Spielberg.*  
23.15 Journal.  
23.35 C'est à lire.  
23.40 Clignotant.



12.00 Journal et météo.  
12.10 Jeu : L'académie des neuf.  
12.45 Journal.  
13.30 Feuilletin : Les amours des années 50.  
13.45 Aujourd'hui la vie. Les conversions.  
14.30 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.  
15.40 Reprise : Apostrophes.  
Recherches et filatures (diffusé le 30 novembre).  
16.55 Diversionnement : Thé dansant.  
17.40 Récré A 2.  
Johan et Pirondi : Latuui et Lirell ; Tchao et Grodo...  
C'est la vie.  
18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
18.50 D'accord pas d'accord (INC).  
Emission régionale.  
19.40 Le théâtre de Boulevard.  
20.00 Journal.  
20.35 L'heure de vérité.  
Magazine présenté par F.-H. de Virieu.  
M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, répond aux questions de F.-H. de Virieu, A. du Roy et A. Duhamel.  
D'Antenna 2, et de J. Boissonnet, de l'Expansion.  
21.50 Le petit théâtre : Milosoz.  
De O.V. de Lubicz Milosoz : adapt. L. Terzieff et J.-M. Coldsafy.  
Avec L. Terzieff, P. de Boysson et P. Lundenbach.  
Portrait d'Oscar Vladislav de Lubicz Milosoz : poète polonais du XIX<sup>e</sup> siècle, amoureux de la nature, écrivain légendaire du vie d'été, il sera vu dans la quête du lieu absolu, qu'il ne trouvera que très tard en Dieu.  
22.20 Soirée INA : Pierres de foudre.  
De M. Hurauz.  
Un essai critique sur le développement de l'outil au paléolithique. L'aventure de ces pierres taillées par les premiers hommes. Ce document a été filmé principalement dans le parc naturel régional du Vercors, au Musée de l'homme et dans le site préhistorique de Pécivenet. Le premier film d'un jeune réalisateur.

17.00	<b>Télévision régionale.</b> <i>Programmes autonomes des douze régions.</i>
18.55	Dessin animé : Lucky Luke.
20.05	Les Jeux.
20.35	<b>Cinéma : les Diaboliques.</b> Film d'Henri-Georges Clouzot (cycle « Le grand frisson »). Journal.
22.30	Théâtre.
22.55	Magazine de la mer, de G. Pernoud. <i>La route de la découverte ou la première transit espagnole.</i> Un reportage à Benalmadén, près de Malaga, sur le départ de la course via les Canaries, arrivée à Saint-Domingue (la route historique suivie par Christophe Colomb en 1492). Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Delbary.
23.40	Comédie de quatre-vingt-un ans, Musée Dalbray a décidé de devenir redresseur de torts. Elle ne mâche pas ses mots, bataillons contre des comportements, des idées adoptées par ses concitoyens. Dommage que se mêlent parfois à ses propos des combats d'arrière-garde ou une mièvrerie agaçante.
23.45	Prélude à la nuit. Images d'enfants de Milosz Magin, interprétées par l'auteur ou n'importe qui.

RTL 20 h, *Série : Dynastie* ; 21 h, un *Shérif à New-York*, film de Don Siegel ; 22 h 50, la joie de vivre ; 22 h 55, RTL théâtre.

TMC 20 h, *Série : la Chambre des dames* ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, *Une femme fidèle*, film de R. Vadim ; 22 h 40, Monte-Carlo magazine ; 22 h 55, *Clip'n'roll*.

RTB 20 h, *Écran témoin*.

RTB-TÉLÉ 2 20 h, *Le temps retrouvé* ; 20 h 30, Théâtre wallon : les Macloires ; 22 h 25, Informations agricoles.

RTL 20 h 15, *Spécial cinéma* : 23 h 15, *L'antenne est à vous*.

**Mardi**  
4 décembre

**4 décembre**

11.20 TF1 Vision plus.  
11.50 La Une chez vous.  
12.00 Équifletton : le jeune Fabre  
12.30 La bousmelle à la mer.  
13.00 Journal.  
13.45 A pleins vie.  
Série : La petite maison dans la prairie ; 14.45, Ces chers disparus ;  
15.00 Reprise : Le deuxième sexe (diffusé le 11 novembre) ;  
15.55 Les choses du mardi : Vive l'empereur ; 17.20, Histoire naturelle : la Bête noire.  
17.55 Miro-journal pour les jeunes.  
18.10 L'histoire dans les nuages.  
18.30 Série : Danse avec moi.  
19.10 Tif, s'il te plaît, raconte-moi une puna.  
Magazine de l'informatique.  
19.40 Cocoricocoboy.  
20.00 Journal.  
20.30 D'accord pas d'accord (INC).  
20.35 L'Odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau. Le lagon des navires perdus.  
Exploration du lagon de l'île de Truk au cœur du Pacifique. Le port naturel de Truk, autrefois l'un des meilleurs mouillages du Pacifique, fut le théâtre d'une attaque de l'aviation américaine en 1944. Des petits poissons multicolores ont élu domicile dans les épaves. Le commandant plonge...  
21.35 Théâtre : l'Art de la comédie.  
D'E. de Filippo mise en scène Jean Mercure, avec Jean Rougerie et Jean Mercure. Retransmission du spectacle du Théâtre de la Ville de l'Art de la comédie du grand dramaturge italien récemment disparu.  
• L'intrusion d'un vieux homme énigmatique dans le cabinet d'un préfet. Ossiation, agitation : chaque mot banal de chacun des acteurs est suspect.  
23.05 Journal.  
23.30 C'est à lire.  
23.38 Cignotarm.

- 10.30 Antiope.
- 12.00 "Journal et météo.
- 12.10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 12.45 Journal.
- 13.30 Feuilleté : Les amours des années 50.
- 13.45 Aujourd'hui la vie.
- 14.00 *Camille Claudel, une femme interdite.*
- 14.40 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
- 16.40 *Reprise : La chasse aux trésors.*  
Au Gabon (diffusé le 2 décembre).
- 16.45 Le Journal d'un siècle, de L. Bériot.  
1894, l'année maudite. Après l'exécution, le 5 février, de l'anarchiste de Vailland, le 9 décembre a lieu un attentat à la Chambre des députés.
- 17.45 *Récoré 2*  
Les dévotions d'Epinal ; les quat' z'amis ; Larulu et Lirell ; Sido Récoré ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.
- 18.30 C'est la vie.
- 19.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.15 Emissions régionales.
- 19.40 Le théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.30 D'accord pas d'accord (INC).
- 20.40 Les dossiers de l'écran : Pay.  
Film de Philippe de Broca.
- 22.10 Le Pay et les Pays.  
Avec les professeurs S. Lebovicz, P. Debray-Ritzen, pédo-psychiatres, les docteurs M. Schwob et H. Cuche, psychiatres, M. Meignan psychotérapeute, M. C. Chiland, professeur de psychologie clinique.
- 23.15 Journal.
- 23.30 Bonsoir les cités.

**17.00** **Télévision régionale.**  
*Programmes autonomes des douze régions.*

**19.55**  
**20.05** Dessin animé : **Lucky Luke.**

**20.05** Les jeux.

**20.30** D'accord pas d'accord (UNC).

**20.35** **Cinéma : Scaramouche.**  
Film de George Sidney.

**22.30** Journal.

**23.00** Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Delbary.

**23.05** *Préface à la nuit.*  
*Sonate n° 1 pour violon et piano en la mineur, opus 105 de Robert Schumann interprétée par Catherine Couvrot, au violon et Catherine Collapini au piano.*

RTL 20 h, *Série : Chips* ; 21 h, *Intéressé aux moins de 13 ans*, film éd. J.-L. Bertuccio ; 22 h 45, *La joie de lire* ;

TMC 20 h, *Grands cirques* ; 20 h 55, *la photo-mystère* ; 21 h, *Duel à Rio-Bravo*, film de T. Demicheli ; 22 h 50, *Monte-Carlo magazine* ; 23 h 5, *Clip'n'art* ;

RTB 20 h 5, *Feuilleton : Louisiana* ; 21 h 5, *Vive la science* ; 22 h 5, *Document artistique : Rome, villa Médicis* ; 23 h 15, *Tribune de la culture* ;

RTB-Télé 20 h, *Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens* ; 21 h, *Psychèse*, film d'A. Hitchcock ;

YSR 20 h 15, *Châteauvaillon*, téléfilm de P. Planchon et S. Friedman ; 21 h 20, *Portrait de Frida Kahlo* (ou le surréalisme au Mexique) ; 23 h 15, *Hockey sur glace*.

**Mercredi**  
5 décembre

**5 décembre**

10.30 TF1 Vision plus.  
11.00 Ski : Critérium de la première neige, descente dames.  
11.50 La Une chez vous.  
12.00 Feuilletton : le Jeune Fabre.  
12.10 La télé réalité à la mer.  
13.00 Journal.  
13.40 Vitamine, Les Trois Mousquetaires, etc.  
16.25 Microludic. Magazine de l'informatique.  
16.50 C'est super.  
17.10 Hip-hop, magazine des nouvelles danses avec Sidney.  
17.25 Jack spot.  
17.50 Journal.  
18.00 Des jouets par milliers.  
18.10 Le village dans les nuages.  
18.30 Série : Danse avec moi.  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Cocoricoboy.  
19.53 Tirage du Tac-o-tac.  
20.00 Journal.  
20.35 Tirage du Loto.  
21.00 Série : Dallas.  
*J. R. continue son enquête sur le passé de Clayton.*  
**21.30 Documentaire : le Deuxième Sexe.**  
De Simone de Beauvoir. Réalisation de F. Verry et J. Dayan.  
Les contraintes, les inégalités, les préjugés qui ont pesé sur le travail des femmes. Des progrès ont été accomplis, il reste encore beaucoup à réaliser. Un entretien avec Mme Yvette Roudy, ministre déléguée chargée des droit de la femme, illustre les initiatives qu'on, peu à peu, ouvert de nouvelles possibilités professionnelles aux femmes. Elisabeth Badinter dresse le bilan succinct de trente-cinq ans de féminisme, de luttes. Et Simone de Beauvoir conduit cette série de quatre émissions, en souhaitant un monde où femmes et hommes réussiraient également ensemble avec leur propre personnalité.  
22.30 Super-accès à Berry.  
23.35 Journal.  
23.55 Tiffy s'il te plaît, raconte-moi une puce.  
0.20 C'est à lire.  
0.25 Cignotant.

10.30 Antiope.  
12.00 Journal et météo.  
12.10 Jeu : l'Académie des neurf.  
12.45 Journal.  
13.30 Feuilletton : Les amours des années 50.  
14.35 Dessins animés : Wattoo-Wattoo ; X-Dr.  
14.15 Récit A 2.  
Le Ranch ; Johan et Pirloult ; Les quoi's amis ; Pac Man.  
Les petites canailles : Latuvis et Lireli ; Harold Lloyd...  
16.50 Micro-Kid.  
17.25 Les carnets de l'aventure.  
Position 80° Grand Nord.  
18.00 Pétrole A6.  
Jermale Jackson et Pia Zadora. Quel des Brumes ; Sonny  
White. Liza Mercier Descloux ; Barry Gibb.  
C'est la vie.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.15 Émissions régionales.  
19.40 Le théâtre du Boulevard.  
20.00 Journal.  
20.35 Téléfilm : Raison perdue  
D'après G.-J. Arnaud, réal. M. Favart. Avec P. Pierry, E. Beart, C.  
Grimaud.  
Un psychologue sympathique... et séduisant exerce dans un  
hôpital psychiatrique, où une jeune fille a été internée à la  
demande de sa mère, pour errement mental. Hyper-  
conscientieux, celui-ci est amené à s'intéresser à la jeune  
malade qui accuse ses parents adoptifs d'avoir fait disparaître  
un visiteur qu'elle a vu entrer dans leur maison et qui  
n'en est jamais ressorti. Cet homme a-t-il vraiment existé ?  
Un imbroglio que le psychologue, transformé en détective  
essaye de démentir à ses risques et périls. Le film commence  
bien. Dommage qu'il ne tienne pas ses promesses. Tout  
devient vite cossu de fil blanc.

22.20 Magazine : cinéma-cinémas.  
De P. Boujut, A. Andreu et C. Vestura.  
Au sommaire : une leçon de lumière, par H. Alekan ; les  
souvenirs de Jo van Cotton, fondateur de « Ciné-  
Revue », la lettre d'un cinéaste : Chantal Akerman ; por-  
traits de Dana Andrews et Léo Carax ; Maurice Pialat et  
son tournage...  
23.20 Journal.  
23.25 Bonsoir les cinéas.

14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.  
17.00 Télévision régionale.  
*Programmes autonomes des douze régions.*  
19.05 Dessin animé : Lucky Luke.  
20.05 Les Jeux.  
20.35 Ring-Parade : Cadence 3.  
Emission de Guy Lux.  
Autour de Sylvie Vartan.  
22.00 Journal.  
22.20 Téléfilm : Une petite fille dans les tournesols.  
Réalisation B. Ferie, avec C. Jade, B. Rousselet, I. Cagnat...  
*Mariette part à la recherche de son mari, disparu alors qu'il  
s'est allé secrètement en pèlerinage dans sa lointaine mai-  
son d'enfance, aux confins du Gers et des Pyrénées.  
Lorsqu'elle aura retrouvé son mari, il lui restera à sortir du  
labyrinthe dans lequel elle s'est engagée. Une histoire inspi-  
rée des légendes ancestrales.*  
23.20 Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Daibray.  
23.30 Prélude à la nuit.  
Quintette en sol, op. 11, n° 2 de J.-C. Bach, interprété par  
l'Ensemble Scelco Barocco, avec M. Debost, flûte, J. Cham-  
bon, hautbois, T. Adamopoulos, alto, A. Moglia, violon,  
P. Bouffil, violoncelle.

**RTL** 20 h, *Série : La croisière s'amuse* : 21 h, *Ces messieurs de la famille*, film de R. André ; 22 h 45, *La joie de lire*, 22 h 50, *Le concert du mercredi* : Bréhat, Haydn, J. Strauss par l'Orchestre symphonique de RTL.

**TMC** 20 h, *Série : La bataille des planètes* ; 20 h 55, *la photo-mystère* : 21 h, *Avez-vous vu ?* ? film de J. Buzuel ; 22 h 50, *Monte-Carlo magazine* : 23 h, **TMC Sports**.

**RTB** 20 h, *Jeu : Cap* 20 h 55, *Feuilleton* : Au nom de tous les miens ; 22 h, *Document artistique* : les tribulations de saint Antoine.

**RTB-TÉLÉ** 2 20 h, *Caméra sports*.

**TSR** 20 h 15, *A bon entendeur* ; 21 h 10, *l'Invention, une aventure* : 22 h 15, *Future memories*.



**TÉLÉVISION  
FRANÇAISE**

**ANTENNE**  
**2**

FRANCE  
RÉGIONS  
**3**

## PÉRIPHÉRIE



	Jeudi 6 décembre	Vendredi 7 décembre	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE <b>1</b>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>11.50 La Une chez vous.</p> <p>12.00 Feuilleton : Le jeune Fabre.</p> <p>12.30 La bouteille à la mer.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 A pleine vie.</p> <p>Série : La petite maison dans la prairie ; 14.45, Portes ouvertes, magazine des handicapés ; 15.00, Images d'histoire ; 15.25, Quarté en direct de Vincennes ; 15.55, Santé sans nuages (nouvelles de la santé : le végétarisme ; médecines d'ailleurs ; le jardin de la santé) ; 17.00, La chance aux chansons.</p> <p>17.55 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.10 Le village dans les nuages.</p> <p>18.30 Série : Danse avec moi.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilleton : La Diétée.</p> <p>De Jean Cosmos et Jean-Pierre Marchand.</p> <p>Suite de la Saga sur la vie des instituteurs et l'instruction publique à la fin du siècle dernier dans le Cayrol. Louis a dix ans de plus et après une attaque surprise se rallie au camp des enfants.</p> <p>21.30 Les jeudis de l'information, infovision : Ventre à louer. Émission de la rédaction, proposée par A. Denvers, Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decornoy.</p> <p>Deux reportages : « Ventre à louer », d'I. Baillancourt et C. Nayt. Des couples stériles « louent un ventre » pour avoir un enfant. 11 % des Français sont contre cette pratique ; « La croisière des verts en Allemagne de l'Ouest » : à la veille de l'ouverture, le 7 décembre à Hambourg, du congrès des verts, André Leclaire analyse les raisons et les chances d'expansion du mouvement.</p> <p>22.45 Journal.</p> <p>23.05 C'est à lire.</p> <p>23.10 Le jazz et vous.</p> <p>Émission de J. Diéval.</p> <p>Avec Claude Luter, Manu Dibango, Bruno Rigutto, etc.</p>	<p>10.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>11.00 Ski : Critérium de la première neige.</p> <p>11.50 La une chez vous.</p> <p>12.00 Feuilleton : Le jeune Fabre.</p> <p>12.30 La bouteille à la mer.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 A pleine vie.</p> <p>13.50 Série : la Petite Maison dans la prairie ; 14.45 : Reprise : les jeudis de l'information (diff. le 6 déc.) ; 15 h 40 : Temps libre : au cheval.</p> <p>17.55 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.10 Le village dans les nuages.</p> <p>18.30 Série : Danse avec moi.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Variétés : Dalida idéale.</p> <p>Émission de J.-C. Avery.</p> <p>(Lire notre article.)</p> <p>21.55 Téléfilm : Irène et Fred.</p> <p>d'I. Stengers, D. Gilles et R. Kahane. Avec D. Lebrun, B. Bonvoisin, M. Merlo.</p> <p>La rencontre d'Irène, fille de Marie Curie et de Frédéric Joliot, deux êtres assez dissemblables, mais animés de la même passion pour la recherche scientifique.</p> <p>23.30 C'est à lire.</p> <p>23.55 Cignotant.</p>	<p><b>Samedi 8 décembre</b></p> <p>8.30 Journal : 9.00 Télé-forme (et à 10 h 15) : 9.20 Concert : 10.35 Sept jours en Bourg ; 10.50 Aventures inattendues ; 11.15 Un métier pour demain ; 11.30 Pic et Poke et Colegram ; 12.00 Bonjour, bon appétit ; 12.25 Amuse-gueule ; 13.00 Journal ; 13.35 La séquence du spectateur ; 14.05 Dessin animé : capitaine Caverne ; 14.20 Série : Pour l'amour du risque ; 15.15 Dessins animés ; 15.50 Temps X ; 16.35 Casques et bottes de cuir ; 17.05 Série : La cloche tibétaine ; 18.05 Trente millions d'amis ; 18.35 Auto-moto ; 19.05 D'accord, pas d'accord ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Cocoricocoboy ; 20.00 Journal ; 20.35 Tirage du Loto.</p> <p>20.40 Téléfilm : Tous comptes faits.</p> <p>De M. Wyn avec J.F. Garraud, J. Dacquoise, J. Desailly.</p> <p>22.20 Droit de réponse, l'esprit de contradiction : le commerce à succursales multiples.</p> <p>Émission de Michel Polac.</p> <p>0.05 Journal.</p> <p>0.25 Ouvert la nuit.</p> <p>Alfred Hitchcock présente ; Extérieur nuit.</p> <p><b>Dimanche 9 décembre</b></p> <p>8.30 Bonjour la France ; 9.00 Émission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe ; 12.02 Midi-Press ; 12.30 Télé-foot ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Starsky et Hutch ; 14.20 Sports dimanche ; 16.30 Variétés ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.00 Série : Alambic et torpédo ; 19.00 Sept sur sept ; Le magazine de la semaine ; 20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : la Bataille des Ardennes.</p> <p>Film de Ken Annakin.</p> <p>22.20 Sports dimanche soir.</p> <p>23.20 Journal.</p> <p>23.40 C'est à lire.</p> <p>23.45 Cignotant.</p>
ANTENNE <b>2</b>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal et météo.</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Les amours des années 80.</p> <p>13.45 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Des auteurs et vous.</p> <p>14.50 Téléfilm : Le garçon qui buvait trop.</p> <p>Réal. J. Freedman. (Redif.)</p> <p>Le drame de l'alcoolisme chez un adolescent.</p> <p>16.15 Magazine : Un temps pour tout.</p> <p>De M. Carr et A. Valentin.</p> <p>Voyante, voyante, quand tu nous tiens...</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>Les devinettes d'Épinal ; Mes mains ont la parole ; Latulu et Liréli ; Les légendes du monde ; Téléchat.</p> <p>C'est la vie.</p> <p>18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.35 Expression directe.</p> <p>La FEN ; le Sénat.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilleton : la Fureur des anges.</p> <p>Réal. B. Kullik. Avec J. Smith, K. Koward.</p> <p>Avant-dernier épisode des aventures et mésaventures d'une avocate aux prises avec des problèmes de carrière et de couple.</p> <p>21.25 Résistances.</p> <p>Magazine des Droits de l'homme de B. Langlois.</p> <p>Au sommaire : Hongrie, l'homme qui s'adonne au marchand. Censure et diffusion des œuvres artistiques : Tchad, les déplaçés du lac Tchad : guerre et sécheresse ; Nicaragua : deux camions pour les Droits de l'homme ; Dossier : la famine en Afrique. Invités : Bernard Haizer, secrétaire général du Comité catholique contre la faim ; les chœurs Karumanta.</p> <p>22.40 Histoires courtes.</p> <p>Outre-mer, de J. Fieschi ; Strangulation blues, réal. L. Carax.</p> <p>23.20 Journal.</p> <p>23.35 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal et météo.</p> <p>12.10 Jeu : L'académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Les amours des années 80.</p> <p>13.45 Aujourd'hui la vie. Aimez-vous Bach ?</p> <p>14.50 Série : La légende d'Adam et de Ève Benjamin.</p> <p>15.40 La télévision des télé-spectateurs.</p> <p>16.00 Reprise : Lire c'est vivre.</p> <p>L'Amant de Lady Chatterley, de D.H. Lawrence (diffusé le 20 novembre).</p> <p>17.00 Histoires, de Sophie Richard.</p> <p>Inde : les sikhs ; le temple d'Amritsar.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>Amis et l'étranger ; Latulu et Liréli ; les maîtres de l'Univers ; Téléchat.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Allô Béatrice.</p> <p>De Y. Lambert et A. Kanouf, réal. J. Besnard. Avec N. Courcel, D. Coccaldi, A. Coigney.</p> <p>Quatrième épisode intitulé « la Chèvre » : Béatrice, mangée de micro sur Europe 1, s'initie au harot et commence à prendre conscience des dangers de son émission. Une comédie légère, bien jouée, faite pour susciter les rires du plus grand nombre.</p> <p>21.40 Apogées.</p> <p>Magazine littéraire de B. Pivot.</p> <p>Sur le thème : Monuments de la République, sont invités : Max Gallo (le Grand Jaurès), Pierre Goubert (Initiation à l'histoire de France), Pierre Nora (les Lieux de mémoire), Alain Decaux (Victor Hugo).</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.00 Ciné-club : les Sept Samouraïs.</p> <p>De Akira Kurosawa (cycle japonais). (1<sup>re</sup> partie.)</p>	<p><b>Samedi 8 décembre</b></p> <p>10.00 Journal des sourds et des malentendants ; 10.20 Vidéo-mation ; 10.35 Platine 45 ; 11.05 Les carnets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.25 Série : L'homme qui tombe à pic ; 14.15 Numéro 10, magazine du football ; 14.55 Les jeux du stade ; 17.00 Terre des bêtes ; 17.30 Récré A2 ; 17.55 Le magazine de la rédaction ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le théâtre de Boulevard ; 20.00 Journal.</p> <p>20.35 Variétés : Champs-Élysées, de Michel Drucker.</p> <p>22.05 Magazine : Les enfants du rock.</p> <p>Jean-Jacques Goldman ; Rockline, avec U2, XTC, Bronski Beat.</p> <p>23.20 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p> <p><b>Dimanche 9 décembre</b></p> <p>9.35 Informations et météo ; 9.40 Récré A 2 ; 10.10 Les chevaux du tiers ; 10.40 Gym tonik ; 11.15 Dimanche Martin (Entrez les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.25 Dimanche Martin (suite) : Si j'ai bonne mémoire ; 14.25 Série : Loterie ; 15.15 L'école des fans ; 16.00 Dessin animé ; 16.15 Thé dansant ; 17.00 Série : L'homme de la nuit ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 25) ; 19.00 Série : Dans la tourmente ; 20.00 Journal.</p> <p>20.40 Jeu : Le grand raid.</p> <p>Le Cap-Terre de Fou.</p> <p>21.45 Sports : super cross moto.</p> <p>22.55 Concert magazine.</p> <p>(En liaison avec France-Musique).</p> <p>L'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, interprète la symphonie « Titan » de Mahler.</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.25 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS <b>3</b>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Lucky Luke.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma sans visa.</p> <p>Émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud.</p> <p>20.40 Cinéma : Countryman.</p> <p>Film anglais de Dickie Jobson.</p> <p>22.20 Télémagazine.</p> <p>Débat avec Anna Prucnal, comédienne, Lionel Rotcage, journaliste, Raz-Paul Universalis, artiste.</p> <p>22.55 Journal.</p> <p>23.20 Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Dalbray.</p> <p>23.40 Prélude à la nuit.</p> <p>Trois mélodies de P.-I. Tchaïkovski, interprétées par Roger Soyer, basse.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Lucky Luke.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Vendredi : Madame la Migraine.</p> <p>Magazine d'information d'André Campana. Émission médicale d'Igor Barère.</p> <p>Cinq millions de migraineux en France, qui, à un rythme régulier, souffrent de douleurs sans cause apparente et qui les handicapent pendant trois à quatre jours. Depuis peu, la médecine s'est intéressée à cette affection et a découvert que certains médicaments (bêta-bloquants et les dérivés de l'ergot de seigle) peuvent avoir une action positive. Avec les professeurs Laplane, Boussier, Pradier, Thieriet et Schwob.</p> <p>21.30 Journal.</p> <p>22.00 Bleu outre-mer : Festival de jazz à Fort-de-France.</p> <p>Avec la formation E. Louiss et A. Jean-Marie, pianiste.</p> <p>22.55 Les cinq minutes d'écologie mentale de Musée Dalbray.</p> <p>23.05 Prélude à la nuit.</p> <p>Toccata en sol mineur, de J.-S. Bach, interprétées par K. Richter, clavier.</p>	<p><b>Samedi 8 décembre</b></p> <p>12.30 Les pieds sur terre ; 13.15 Répères ; 13.30 Action ; 14.00 Surds libres ; 16.15 Liberté ; 17.30 Émissions régionales ; 19.55 Dessin animé ; les Wombles ; 20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Au nom de l'Amour.</p> <p>Émission de Pierre Belloc.</p> <p>21.30 D'amour et de Kries.</p> <p>Émission de Kries et Loxydable.</p> <p>21.45 Journal.</p> <p>22.10 Feuilleton : Dynastie.</p> <p>22.55 La vie de château.</p> <p>Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes selon l'actualité culturelle.</p> <p>23.25 Prélude à la nuit.</p> <p><b>Dimanche 9 décembre</b></p> <p>10.00 Mosaique ; 12.00 Demain l'Europe ; 13.00 Magazine 84 ; 14.30 Objectif entreprise ; 15.05 Musique pour un dimanche (et à 17 h 55) ; 15.15 Théâtre : Naïves hirondelles ; 18.00 Émission pour la jeunesse ; 19.40 RFO Hebdo ; 20.00 Fraggle Rock.</p> <p>20.35 Témoins : Philippe Soupault et le surréalisme. (Deuxième partie). Vu par Bertrand Tavernier et Jean Aurenche.</p> <p>(Lire notre article.)</p> <p>21.30 Aspects du court métrage français.</p> <p>Le Rat noir d'Amérique, de Jérôme Ewico ; Le penseur du métropolitain.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : Satan met à Lady.</p> <p>Film de W. Diacié.</p> <p>0.10 Prélude à la nuit.</p> 
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL 20 h, Série : Dallas ; 21 h, la Vie privée de Sherlock Holmes, film de Billy Wilder ; 23 h 15, La joie de lire.</p> <p>TMC 20 h, Série : Magnum ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, J.A. Martin, photographe, film de J. Baudin ; 22 h 50, Monte-Carlo magazine (X<sup>e</sup> Festival international du cirque) ; 23 h 5, Clip n'roll.</p> <p>RTB 20 h, Autant savoir ; 20 h 25, Julia, film de F. Zinnermann ; 22 h 30, Carrousel aux images ; 23 h 25, Émission politique : la pensée socialiste.</p> <p>RTB-TELE-2 20 h, l'Ordre nouveau.</p> <p>TSR 20 h 15, Temps présent : contes latins ; 21 h 20, Série : Dynastie ; 22 h 30, les Chevaux de feu, film de S. Paradjanov.</p>	<p>RTL 20 h, Lou Grant ; 21 h, Série : Hôtel ; 22 h, Numéro 10, magazine du football ; 22 h 50, le Journal d'une femme de chambre, film de L. Bannet.</p> <p>TMC 20 h, Émission spéciale (10<sup>e</sup> anniversaire du cirque de Monte-Carlo) ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, Série : Dynastie ; 22 h, Haine, film de D. Roule.</p> <p>RTB 20 h, Au nom de la loi ; 21 h 5, Ciné-club : Satori Stress, film de J.N. Gobron ; 22 h 20, Vidéo-graphie.</p> <p>RTB-TELE-2 20 h 5, Billet de faveur : la Claqué, d'A. Roussin (réal. P. Sebbagh).</p> <p>TSR 20 h 15, Tell Quel ; 21 h 45, les Deux missionnaires ; 22 h 20, Contes et légendes de Fribourg ; 23 h 5, Portrait de Quincy Jones.</p>	

150-644-000







### Défense est-indienne

5  
4  
3  
2  
1

a	b	c	d	e	f	g	h
BLANC (5) : Rg2, Df2, Ph3, c2,f6.							
NOIRS (5) : Rb4, Db8, Fg8, Pa6 et b5.							

Les Blancs jouent et gagnent.  
**CLAUDE LEMONE.**

Desquels Nord bondit à « 3 SA », car l'encher de « 3 Carreaux » n'aurait pas été forcé. Quel a été le résultat de ce contrat de TROIS SANS ATOUT ?

A l'autre table, où Est n'avait pas pué, N-S arrivèrent au chelem :

Ouest	Nord	Est	Sud
Décl	P. Branco	Shvedstam	M. Branco
7	—	passé	1 ♠

**PROBLÈME**  
**M. DOUWES**  
**1944**

1 2 3 4 5 6 7 8  
5 10 20 25 35 45

24 25 26 27 28 29 30 31 32

U N° 32

articalment

20. OTTMAN. - 21. CRIBAL -  
22. CAUSE, relative à la queue. -  
23. REPRIN (FARINES). -  
24. SYMETIE. - 25. SORTABLE. -  
26. PERMUE. - 27. LEESES. -  
28. GAILLAD. - 29. ENCOULE. -  
30. GERRAT (AGRI-  
ER GITEA. - 31. MAHDIS.  
32. RENTALE. - 33. ENJEMIE.  
34. DETAXEE. 35. TROENE.

MICHEL-CHARLÉ MAGNÉ

se terminent par l'enfermé-diagonale, ajouteront 2 temps (soit dix-huit temps au total). Pouront adresser la fin de partie ainsi échiquée avec le même nombre de pions, à Jean Chazé, « La Pastourelle », bâtime D, boulevard de Paste, 17000 Bordeaux.

U N° 32

articalment

20. OTTMAN. - 21. CRIBAL -  
22. CAUSE, relative à la queue. -  
23. REPRIN (FARINES). -  
24. SYMETIE. - 25. SORTABLE. -  
26. PERMUE. - 27. LEESES. -  
28. GAILLAD. - 29. ENCOULE. -  
30. GERRAT (AGRI-  
ER GITEA. - 31. MAHDIS.  
32. RENTALE. - 33. ENJEMIE.  
34. DETAXEE. 35. TROENE.

MICHEL-CHARLÉ MAGNÉ



# Le « nez » de Coco

faire. La palette pour les femmes est beaucoup plus large. Et si parfois elles utilisent des eaux de toilette étudiées pour les hommes, en définitive, le contraire est devenu très rare.

» C'est un autre facteur d'évolution : le progrès de la technologie. Les chimistes qui analysent les produits naturels peuvent aujourd'hui dénombrer deux cents composantes du jasmin, alors qu'il y a dix ans, on en distinguait soixante.

En elles-mêmes, ces composantes ne servent à rien. Ce sont des odeurs, c'est tout. Comme des notes de musique, il faut les faire chanter.

» Quand on a décidé de lancer un nouveau parfum, j'ai d'abord pensé à ce que je pourrais faire de nouveau. Continuer le style floral de « N° 5 » et de « N° 19 » ne me paraissait pas juste. Il fallait que ça raconte une autre histoire, tout en restant dans le monde de Madeleine Chanel. Il y avait l'évolution de la mode, le succès d'« Opium »... Je suis retourné aux sources, aux premiers parfums de Chanel, abandonnés depuis, comme « Cuir de Russie » que nous avons d'ailleurs réédité. L'image Chanel, c'est la ligne pure. Mais elle habitait un

« Il faut compter de trois à quatre ans entre les premiers essais et le lancement. Le problème n'est pas d'aller vite, mais de savoir où l'on va afin de durer. Pendant que je travaillais, il y a des opérations de marketing, l'étude de l'emballage... On a fait plusieurs essais avant de faire fabriquer le coffret dans un produit qui ne se raye pas, et qui est l'exacte copie de la laque japonaise, avant aussi de se décider à garder le flacon « No 5 », en lui apportant d'infimes modifications. Les formes, les matières ont leur raison d'être : protéger le parfum de ses trois ennemis : la chaleur, la lumière, l'air.

« Quand on crée un parfum, on doit répondre à un ensemble de questions : lequel, comment, sous quel nom... dans quel flacon, avec quel vaporisateur ? Le challenge technique continue, les prévisions de vente, l'organisation de la campagne publicitaire, la promotion... l'investissement promotionnel pour « Coco » a tourné autour du million de francs - et puis la distribution. Mais là, de toute façon, ce n'est plus sous ma responsabilité. On vend un flacon dans un coffret, et moi, je suis seulement responsable de ce qu'il y a dedans. »

**COLETTE GODARD.**

**LE  
SAVOIR FAIRE  
PLAISIR**

**Vivez la fête  
en "douceurs".**

COQUELIN AINE vous propose ses chocolats, fruits confits, marrons glacés... tout un choix de confiseries qui satisfont les goûts, même les plus difficiles.

*Coquelin*  
AINE

1 PL. DE PASSY 75016 PARIS  
TEL. : 288.2174

LEADER

# alogène professionnels

**PARIS**

- 4\* : ARLUMIÈRE  
8, Av. Victoria  
ARRASMENTO  
15, quai des Ciseaux  
ESPACE LUMIÈRE  
17, rue des Lombards
- 6\* : ESPACE LUMIÈRE  
48, rue Mazurine  
READY MADE  
36, rue Jacob
- 7\* : ARRASMENTO  
28, bd Raspail  
GALERIE DE L'ASSEMBLÉE  
9, rue du Palais-Bourbon
- 12\* : E.P.I.  
30/34, cours de Vincennes  
14\* : LUMIÈRE ET FONCTION  
794, bd Raspail
- 17\* : AUTRES JOURS  
68, av. des Ternes


**LYEILLES 75**

LA BOUTIQUE D'ÂME  
Centre ADV Orgueil  
FORMES ET LUMIÈRES  
31, av. de St-Cloud  
VERSAILLÉS

**HAUTS-DE-SEINE 92**

PERENN  
48, bd Jean-Jacques  
BOULOGNE  
SÉGUNA  
21, rue Edmond-Roud  
NEUILLY

**DISTRIBUTEUR EXCLUSIF**  
FRANCE  
LUMI SHOW PARIS





# Guignol maltraité par Othello

Marionnettistes d'aujourd'hui.

Les Semaines de la marionnette, qui se sont ouvertes le 15 novembre à Paris, n'ont plus grand-chose à voir avec ce bon vieux Guignol. Les marionnettistes de la nouvelle génération ne se prennent plus pour les saltimbanques d'autrefois mais pour des comédiens d'avant-garde. Et pourquoi pas ?

Elles sont loin, les marionnettes de notre enfance ! Fini, le bon vieux temps où Guignol maltraitait la maréchaussée à grands coups de gourdin. Aujourd'hui, les manipulateurs de marionnettes se sont mis au goût du jour, travaillent de

manière différente et ne visent plus le même public.

Un sacré changement ! Et aux Semaines de la marionnette qui se sont ouvertes à l'Espace Kiron (10, rue La Vacquerie à Paris), le spectacle va de surprise en surprise.

Des marionnettes ? Disons des formes articulées. Ici, simplement constituées de vulgaires pièces de Meccano en ferraille multicolore, là, d'un porte-manteau des plus anodins supportant quelque vieux vêtement.

Manipulateurs qui ne prennent même plus la peine de se cacher. Spectacle comme le *Cid* de Corneille, *Othello* de

Shakespeare, *Ubu roi* de Jarry, joués comme si de rien n'était par la première marionnette venue.

C'est le monde à l'envers. Car, depuis une dizaine d'années, les marionnettistes souffrent d'une maladie bien connue des psychiatres : un complexe d'infériorité.

Cette nouvelle génération d'intellectuels, de comédiens, d'artistes ou de passionnés venus de tous horizons, ne veut pas être assimilée aux forains ni aux saltimbanques, dont le seul but reste de faire rire les enfants.

Au point que ces nouveaux manipulateurs préfèrent au terme de marionnettes celui de « théâtre d'objets » ou de « formes animées ». « Guignol a du charme, bien sûr, reconnaît Françoise Letellier, la jeune directrice des Semaines de la marionnette, mais il n'y a aucune création. C'est un travail stérile, répétitif, sans intérêt. »

Or, depuis quelques années, la marionnette a gagné ses lettres de noblesse. Qu'il s'agisse d'E.T., de Frankenstein ou des pièces de théâtre d'Antoine Vitez, les marionnettes sont sorties du cadre étroit de leur castelet (petit théâtre étroit et démontable) pour investir de nombreux aspects du monde du spectacle.

Difficile de classer cet art, donc. Pour certains, c'est du théâtre, à n'en pas douter, comme le clame la compagnie Caroube : « Un jour, on nous a baptisés théâtre d'objets sous prétexte que nous utilisons des masques et des marionnettes pour enrichir notre expression. Mais nous, nous sommes une troupe de théâtre. »



La plupart misent sur le spectacle pour adultes, parfois sur le texte abstrait. Comme Daru, qui définit ainsi sa création : « Le voyage dans la lumière, à la recherche du temps, est le dénominateur commun de deux civilisations. L'officiant manipulateur met en place les rites. Les bandes-lettres mortuaires répondent aux circuits électriques. Le lancement spatial peut s'effectuer. »

Mais d'autres spectacles restent beaucoup plus classiques.

Basés sur la lumière, l'ambiance, la musique et... les marionnettes. Comme celui de Roman Paska, un New-Yorkais qui montre avec beaucoup de douceur, de finesse, d'émotion, l'histoire d'un petit personnage triste et comique qui n'arrive pas à affronter la vie.

La marionnette reste bien présente à l'Espace Kiron. Et certains spectacles, comme celui de Pascal Sanvic, ne sont que miracles de manipulation, d'habileté, presque de prestidigitation.

Diversité aussi dans la façon qu'ont les compagnies de travailler. Roman Paska, par exemple, assure tout lui-même, de la création du scénario à la manipulation en passant par la mise au point des décors ou des jeux de lumières. « Pour moi, c'est fondamental, explique-t-il, la création a lieu à tous les niveaux et je ne veux en laisser le privilège à personne. » Il a aussi construit ses marionnettes lui-même, car « on ne découvre leur forme définitive que lorsqu'on a les mains dans la glaise ou qu'on découpe la feutrine ».

Massimo Schuster est d'un tout autre avis. Tout de noir vêtu, quasiment chauve, moustache et barbe à la Napoléon III. Très artiste. Il manipule, dit le texte, avec beaucoup de talent. Mais les décors et la musique ont été créés par un autre artiste. Enfin, c'est un ingénieur, passionné de marionnettes, qui a construit les petits personnages en Meccano que manipule Massimo. Une véritable équipe qui fait appel aux compétences les plus variées.

Mais cette organisation n'a plus rien à voir avec le travail familial des saltimbanques ou des forains. M. Villemain, le marionnettiste qui anime le guignol du Champ-de-Mars, a le cœur gros. « Je sais bien qu'ils nous méprisent un peu, les gens de l'Espace Kiron, soupire-t-il. Ils ne m'ont même pas invité à venir les voir. » Tolérant, il conclut : « Moi, je ne comprends pas bien leurs spectacles. Mais chacun fait ce qu'il veut. Puis il se salue. Les enfants l'attendent. »

OLIVIER LE NAIRE.

## Espace Kiron

Pour la quatrième année consécutive, les Semaines de la marionnette (du 15 novembre au 18 décembre) sont à l'honneur à Paris. Mais cette fois-ci elles revêtent une ampleur particulière.

D'abord parce qu'elles aménagent dans des locaux plus spacieux. L'Espace Kiron (10, rue La Vacquerie, métro Voltaire) dispose de deux salles. L'une de cent soixante places, l'autre de soixante-dix places, pour accueillir dix-sept compagnies. Quatorze françaises et trois américaines, qui proposent chacune un spectacle, dont cinq créations inédites et coproduites.

Ces compagnies, elles ont été choisies souverainement par Françoise Letellier, la directrice des Semaines, sur un seul critère : produire de la véritable création contemporaine. Une sélection discordeuse parmi les deux cents compagnies professionnelles existant en France.

Françoise Letellier voudrait que cette manifestation soit un lieu de rencontre entre créateurs, et avec un large public ainsi qu'avec les professionnels de la culture et de la presse. Pour cela, l'accès a été mis sur deux innovations. D'abord des cours, proposés aux professeurs de l'éducation nationale pour qu'ils transmettent la passion à leurs élèves, futur public. En effet, il n'existe pas, par ailleurs, d'école de manipulation de marionnettes. Ensuite un forum « Marionnettes Une Première » pour explorer l'importance croissante de celles-ci dans l'audiovisuel.

Les prix ? 50 francs par spectacle, 40 francs pour les abonnés.

Violette Belcadi, l'attachée de presse des Semaines, est enthousiaste : « Nous comptons dépasser largement les dix mille spectateurs. Peut-être qu'on refusera du monde, comme l'année dernière. »

O. L. N.

**NOUVEAU**  
Voyages individuels à la carte.  
Demandez notre documentation.

## Carrefour de la Chine

### l'accueil, l'information, les prix.

#### L'accueil :



« L'équipe de Carrefour de la Chine »

Carrefour de la Chine est animé par une équipe franco-chinoise. Qui mieux que des Chinois et des Français spécialistes de la Chine pourraient vous parler de ce pays qu'ils aiment et connaissent, vous aider à choisir vos dates de voyage, votre itinéraire ? L'accueil, c'est le début du voyage. L'accueil de Carrefour de la Chine, c'est votre premier pas en Chine.

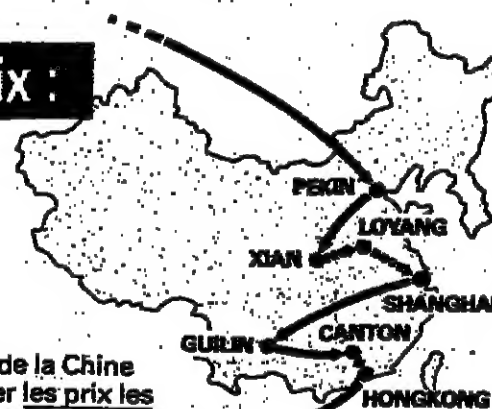
#### L'information :

Voyager est un moyen de connaître la Chine ? Ce n'est pas le seul. Carrefour de la Chine est un centre d'information où l'on peut s'initier à la langue chinoise, découvrir l'art, les traditions, la littérature chinoise... Et préparer son voyage, avec les cartes, les guides, les plans de villes. Les « Carnets de la Chine », régulièrement mis à jour et disponibles sur simple demande, donnent renseignements pratiques, bonnes adresses à Paris et sur place. S'informer sur la Chine, c'est aussi un moyen de connaître la Chine.



« Le cours de chinois du lundi soir par Madame Lu Ping An. »

#### Les prix :



Si Carrefour de la Chine peut pratiquer les prix les plus bas, c'est qu'il est unique, et organise ses voyages directement du voyageur au voyageur sans aucun intermédiaire. Ce qui lui permet d'être le moins cher.

Exemples :  
PARIS/PEKIN : 6.000 F A/R - PARIS/HONGKONG : 5.500 F A/R  
Circuit culturel  
« PANORAMA DE LA CHINE » 19 jours : 18.900 F.

Spécialiste de la Chine, Carrefour de la Chine propose toutes les formules pour découvrir la Chine dont certaines, originales, spécialement conçues par Lixingshe pour les voyageurs de Carrefour de la Chine : 74 circuits accompagnés par un guide chinois et un français sinologue.

### LES CARNETS DE LA CHINE

Documentation entièrement gratuite à votre disposition :

- Carte géographique de la Chine.
- Sélection des 250 bonnes adresses pour découvrir la Chine à Paris.
- Documentation sur les principaux sites touristiques.
- Bibliographie.
- Lexique du voyageur.
- Chine « Mode d'Emploi ».

- Brochure comportant le détail des 74 départs en groupe prévus pour 1985, regroupés selon 17 sujets et itinéraires différents. Certains s'organisent autour d'un thème précis (archéologie, acupuncture, art des jardins, etc.) d'autres proposent plusieurs itinéraires pour une première découverte de la Chine.
- Et aussi, des voyages individuels à la carte : Vols simples sur Pékin ou Hong Kong et réservation d'hôtels sur place.

## Carrefour de la Chine

12, rue Sainte-Anne, (2<sup>e</sup> étage), 75001 PARIS - Tél. : (1) 261.08.28/261.60.26  
Métro Palais Royal ou Pyramides - Ouvert du lundi au samedi de 9 h à 19 h.

A retourner à Carrefour de la Chine  
12, rue Sainte-Anne, 75001 PARIS

Je désire recevoir :

« Les Carnets de la Chine »

Ci-joint 6 Francs en timbres poste pour frais d'envoi.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Journal dans l'atmosphère

Grand Prix Paul Morand  
L'Académie Française

Christine de Rivoir  
Les Sultans / Le Petit matin  
Boy / Fleur d'Agave  
Le Voyage à Favers  
Belle Alliance  
GRA